



**HAL**  
open science

## L'État quotidien

Joukovskaia Anna

► **To cite this version:**

Joukovskaia Anna. L'État quotidien : Personnels, pratiques et langages de l'administration en Russie au XVIIIe siècle. 2023. hal-04228364

**HAL Id: hal-04228364**

**<https://hal.science/hal-04228364>**

Preprint submitted on 4 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anna Joukovskaia

## L'ÉTAT QUOTIDIEN

Personnels, pratiques et langages de l'administration  
en Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle



DR

Anna Joukovskaia

## L'ÉTAT QUOTIDIEN

Personnels, pratiques et langages de l'administration en Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle

### Table des matières

<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>I. HOMME-INSTITUTION .....</b>	<b>25</b>
I.1. SERVITEUR DU TSAR, OUVRIER POUR DIEU. CITOYEN DE LA PATRIE.....	30
I.2. PATRON. CLIENT .....	44
<i>I.2.a Patron .....</i>	<i>47</i>
<i>I.2.b Client .....</i>	<i>57</i>
<i>I.2.c Le patronage et le devoir du service .....</i>	<i>72</i>
I.3. ENTREPRENEUR ADMINISTRATIF .....	80
<i>I.3.a Premiers pas. Le droit de timbre .....</i>	<i>80</i>
<i>I.3.b La grande affaire. L'enregistrement .....</i>	<i>88</i>
<i>I.3.c À l'échelle du pays .....</i>	<i>109</i>
<b>II. LES EMPLOYÉS. PORTRAIT DE GROUPE.....</b>	<b>139</b>
II.1. TRAVAIL AUX AFFAIRES DU SOUVERAIN.....	148
II.2. DANS LE SERVICE DES PARTICULIERS ET DES COMMUNES .....	155
II.3. COMMERCE ET ENTREPRISE .....	160
<b>III. METIERS DE PLUME ET ASCENSION SOCIALE. HISTOIRE D'UNE FAMILLE... 171</b>	
III.1. DES TERRES COSAQUES AUX TERRES MOSCOVITES.....	174

III.2. LA MOBILITE SOCIALE VUE PAR LES ACTEURS HISTORIQUES.....	177
III.3. LA POLYVALENCE, GAGE DE PROSPERITE .....	187
III.4. LE CREDIT COMME INSTRUMENT D'INFLUENCE SOCIALE .....	192
III.5. CONDUIRE SA VIE A L'ABRI D'UNE RAISON SOCIALE .....	200
III.6. LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE COMME STRATEGIE DE SERVICE .....	205
III.7. LA TABLE DES RANGS DANS LES YEUX DES CONTEMPORAINS.....	208
III.8. DES PROPRIETAIRES FONCIERS SANS TITRE DE NOBLESSE .....	211
III.9. UNE ELITE URBAINE.....	218
III.10. DES AVANTAGES DE L'ORGANISATION CLANIQUE.....	221
III.11. REGINA <i>VERSUS</i> LES CHAGAROV .....	225
III.12. DE LA PLUME A L'EPEE .....	229
III.13. LE MIMETISME SOCIAL .....	235
<b>IV. LES PERIPETIES DES ELITES SECONDAIRES .....</b>	<b>242</b>
IV.1. STATUT FISCAL ET PERSONNALITE SOCIALE .....	246
IV.2. CHANGEMENT LINGUISTIQUE ET EVOLUTION SOCIALE.....	265
<i>IV.2.a Service et travail .....</i>	<i>268</i>
<i>IV.2.b Les gens de prikase.....</i>	<i>273</i>
<i>IV.2.c L'émergence du service civil.....</i>	<i>275</i>
<b>CONCLUSION. L'IMPOSSIBLE NOBLESSE DE ROBE .....</b>	<b>281</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>292</b>
<b>SOURCES MANUSCRITES .....</b>	<b>293</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>295</b>

#### Avertissement

Ce livre s'adresse à la fois aux lecteurs russophones et à ceux qui ne le sont pas. Dans les publications scientifiques, il est actuellement d'usage de recourir à des

systèmes de translittération. Leur objectif est de permettre de remonter sans erreur à la graphie cyrillique. Important pour le traitement automatique des catalogues de bibliothèque, cet avantage est cependant inutile pour les lecteurs russophones. En revanche, l'inconvénient majeur de la translittération est qu'elle ne permet pas à un lecteur ne sachant pas le russe de prononcer les mots. Dans cet ouvrage, le cyrillique a donc été transcrit selon le système de transcription traditionnel des éditeurs français de littérature russe, intuitivement phonétique pour les francophones (voir la table de conversion dans Wikipédia, *Transcription du russe en français*).

Proscrire tous les mots russes en les remplaçant par des traductions, forcément approximatives, n'aurait pas été une bonne solution. Ainsi une petite quantité de termes particulièrement importants dans le cadre de cette recherche figurent en russe, sous forme latinisé. Les russismes faisant déjà partie de la langue française, ceux que l'on trouve dans le *Petit Robert*, ne sont pas italicisés et prennent la marque du pluriel française, -s : le tsar (pl. tsars), le boïar (pl. boïars), le voïvode (pl. voïvodes). En outre, le lecteur va rencontrer trois russismes nouveaux, fondamentaux pour l'histoire de l'administration moscovite, qui seront également traités comme des mots français, c'est-à-dire qu'ils ne seront pas italicisés et prendront un article et le pluriel en -s : le diak (pl. diaks), le podiatchi (pl. podiatchis), le prikase (pl. prikases).

La traduction canonique du mot russe *prikase* (litt. « ordre, commandement ») dans son sens de bureau administratif est « secrétariat », du mot *diak*, « secrétaire », du mot *podiatchi*, « sous-secrétaire ». Ces traductions se justifient par le fait que les prikases et leur personnel correspondent plus ou moins aux secrétaires d'État de l'époque de Louis XIV, avec leurs bureaux composés de premiers commis et de commis. Toutefois, dans un ouvrage qui traite d'une période à cheval sur le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, cette traduction efface la différence terminologique entre le moment qui précède et celui qui suit les réformes administratives de Pierre le Grand, quand fut introduit le grade de *sekretar* (secrétaire). L'occidentalisation du langage administratif russe faisant

partie du projet du tsar, il m'a semblé important de préserver la distance entre la langue de l'époque moscovite et celle de l'époque saint-petersbourgeoise.

La restitution des noms propres russes obéit à des règles d'usage : les noms des personnes et des lieux connus sont francisés (Pierre le Grand, Moscou), les autres sont transcrits selon le système indiqué ci-dessus. Les noms de personnes en Russie sont constitués de trois éléments : le nom de baptême, le nom de baptême du père, le surnom (le nom de famille). Le nom de baptême du père peut être rappelé de deux manières : « fils de X », ou la forme socialement plus prestigieuse avec le suffixe *vitch*. Ce qui donne, Lazar fils de Foma Chagarov, ou Lazar Fomitch Chagarov.

Dans les notes de bas de page les références bibliographiques en langues étrangères ne sont pas traduites en français ni translittérées, le russe ne faisant pas exception à la règle générale.

Les dates sont données en ancien style, c'est-à-dire dans le calendrier julien, qui accuse un retard de dix jours sur le calendrier grégorien, durant la période comprise entre le 5 octobre 1582 et le 28 février 1700, et de onze jours pendant le reste du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les sources manuscrites inédites citées dans ce livre proviennent de vingt-huit fonds d'archives et représentent plus de quinze mille folios (soit plus de 30 000 pages de texte). La plupart des documents utilisés sont conservées à Moscou, aux archives des Actes anciens d'État de Russie (*Rossiiski gosoudarstvenny arkhiv drevnikh aktov, RGADA*). Fruit de la passion centralisatrice de l'État soviétique, ce dépôt concentre une grande partie des archives publiques et privées d'avant 1700 et la majorité de celles du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Les sources russes sont citées en français (dans ma traduction, sauf indication contraire), le texte original est reproduit dans les notes infrapaginales.

---

<sup>1</sup> Sur ce dépôt, voir : Anna Joukovskaia et Evgenii Akelev, « L'historien entre aux archives. Comment l'historiographie russe d'avant 1917 a découvert l'État moscovite », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 74, n° 3-4, 2019, p. 591-621.

## Introduction

Dans la vie quotidienne, la domination est administration.

Max Weber, *Économie et société*

Depuis que les débats autour de la genèse de l'État moderne se sont apaisés, ou épuisés, dans les années 1990, l'histoire des institutions, personnels, pratiques et langages de gouvernement ne semble plus être en vogue, en tout cas pas au point de susciter de grands chantiers historiographiques comme ce fut le cas auparavant. Le domaine russe ne fait pas exception à cette tendance. Personne, je crois, ne s'attend aujourd'hui au surgissement d'un *administrative turn* en histoire.

Pourtant, de toute évidence, des raisons pour en susciter un ne manqueraient pas. Qu'on vive dans une démocratie ou sous un autre régime, la plupart des habitants de la planète, hier comme aujourd'hui, entrent régulièrement en relation avec l'administration publique. Dans les sociétés de notre époque, ces contacts peuvent se produire jusqu'à plusieurs fois par jour. Le paiement de la t.v.a., par exemple, représente un contact, indirect mais bien réel, avec l'État. Fragmenté et automatique, indissociable de l'achat d'un bien ou d'un service, le prélèvement de cette taxe se produit dans l'immense majorité des cas de manière presque insensible, alors même qu'il s'agit d'une forme d'impôt des plus inégalitaires et inconditionnelles, que ne revêt de nos jours aucun autre prélèvement obligatoire. Si cette taxe est inconditionnelle et inégalitaire, c'est parce qu'elle est impersonnelle et que son mode de perception est automatisé. Mais c'est pour cette même raison qu'elle est psychologiquement tolérable pour le contribuable, malgré son caractère injuste. Imaginons qu'au lieu d'être prélevée jour après jour, centime par centime, par l'appareil caissier de notre boulanger, notre boucher, notre primeur et notre pharmacien, la t.v.a. soit collectée différemment. Par exemple (prenons des formes de perception ayant réellement existé dans l'histoire de l'Europe occidentale et de la Russie dans le passé), on pourrait aller payer le montant accumulé de tel ou tel impôt, une fois par an,

auprès des fonctionnaires d'État dans un bureau spécial. Ou bien, la taxe serait collectée tous les trois mois, par des agents contractuels payés à la tâche, faisant le porte-à-porte à notre domicile à l'heure du dîner. Ou encore, il y aurait un responsable élu dans chaque copropriété à qui les voisins devraient verser la taxe à intervalles réguliers. Sinon, l'État pourrait affermer l'impôt : une entreprise privée réglerait le montant à l'avance sur la base des statistiques, et aurait le droit de récupérer ensuite son dû par les moyens de son choix. Le régime politique, le fonctionnement de la police et de la justice du pays n'auraient pas changé. Mais les conditions de vie, si, beaucoup.

Ce seul exemple suffit pour définir l'objet de ce livre, l'État *quotidien*, et de révéler l'universalité de ce thème qui traverse les époques historiques et les frontières politiques. Depuis des siècles, dans le monde entier, la vie des sociétés et des individus est conditionnée en grande partie non seulement par les caractéristiques générales des régimes de gouvernement, mais aussi par l'expérience quotidienne la plus banale de contact avec les « rouages de l'État », c'est-à-dire les agents administratifs, professionnels ou non, dont le travail est organisé de diverses manières. Si on l'interprète en ce sens, on peut retenir la formulation d'Otto Hintze selon laquelle « dans l'histoire, nation et État ne peuvent être distingués l'un de l'autre [...] : la nation constitue l'État, mais l'État constitue aussi la nation et influence sa civilisation de la façon la plus profonde<sup>2</sup> ». Il ne suffit donc pas de savoir si tel pays est une monarchie ou une démocratie, il faut étudier dans le détail la manière dont la société organise, au jour le jour, le fonctionnement de l'administration. Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine, un romancier satirique russe du XIX<sup>e</sup> siècle qui exerça aussi comme administrateur haut placé et connaissait le système de l'intérieur, résume et illustre cette idée en peu de mots dans son *Histoire d'une ville* :

---

<sup>2</sup> Otto Hintze, « Conception individualiste et conception collectiviste de l'histoire », dans *id.*, *Féodalité, capitalisme et État moderne. Essais d'histoire sociale comparée choisis et présentés par Hinnerk Bruhns*, trad. par Françoise Laroche, Paris, Éditions de la MSH, 1991, p. 33.



Les gouverneurs du temps de Biron se distinguent par leur déraison, les gouverneurs du temps de Potemkine par leurs procédés expéditifs et les gouverneurs du temps de Razoumovski par une origine obscure et une hardiesse chevaleresque. Ils donnent tous les verges à leurs administrés, mais les premiers le font d'une manière absolue, les seconds justifient ce procédé expéditif par les exigences de la civilisation, et les derniers expriment à ce propos le souhait qu'en toute chose les administrés se fient à leur hardiesse. Une telle variété des méthodes ne pouvait manquer d'influer jusque sur l'existence intime des administrés. Dans le premier cas, les administrés tremblaient inconsciemment ; dans le second, ils tremblaient ayant conscience que c'était pour leur bien ; dans le troisième enfin, il se haussaient à une sorte de terreur empreinte de confiance<sup>3</sup>.

La fréquence, l'intensité et les formes concrètes de relations entre les citoyens et l'administration sont comme des exercices gymnastiques que la société s'impose, et qui, à force de répétition, modifient sa silhouette, voire influencent l'état de sa santé physique, psychique et morale. Sans aller jusqu'à croire, avec Joseph de Maistre, que « toute nation a le gouvernement qu'elle mérite<sup>4</sup> », il y a tout lieu de penser qu'un appareil administratif constitue un tout avec la société qu'il sert et qu'il aide à gouverner, et qu'il est impossible de comprendre la seconde sans bien connaître le premier.

\*\*\*

---

<sup>3</sup> Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine, *Histoire d'une ville*, trad. par Louis Martinez, Paris, Gallimard, 1994, p. 20.

<sup>4</sup> Joseph de Maistre, *Lettres et opuscules inédits*, tome 1, Paris, A. Vatou 1853, p. 264.

Dans la mesure où ce livre ne s'adresse pas aux seuls connaisseurs de l'histoire russe, un bref rappel des principes de gouvernement qui caractérisaient cet espace géographique avant le XVIII<sup>e</sup> siècle serait de mise. Au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècles les principautés situées sur le territoire de l'Europe orientale ressemblaient à de grandes seigneuries, du même type que les marches orientales de l'empire carolingien, sauf que, dans ce cas, il s'agissait des marches occidentales de l'empire mongol. Vaincus par le khan dans les années 1230, les princes russes (sg. *kniaz*) lui payaient un tribut, lui donnaient le titre de tsar, et se rendaient régulièrement à Sarai, sa capitale près de la Volga, pour se faire délivrer des chartes en son nom qui leur conféraient une autorité sur une principauté, ou bien parfois pour se faire empoisonner voire tuer sur son ordre.

Au cours du XIV<sup>e</sup> et surtout du XV<sup>e</sup> siècle, la situation a beaucoup évolué. Pendant cette période, la Moscovie émergea comme un pays dont la dynastie régnante se consacrait d'une part à s'imposer à elle-même un ordre de succession patrilinéaire strict et d'autre part à faire la guerre fratricide aux princes des autres lignées issues de la même racine, qui régnaient sur les pays voisins, ainsi qu'à diminuer, par les moyens diplomatiques et militaires, la domination mongole.

À la fin du XV<sup>e</sup> siècle, ces objectifs étaient largement atteints. Quand ils ne sont pas tués sur le champ de bataille ou assassinés, les princes russes vaincus par le grand-prince de Moscou Moscou (*veliki kniaz*) entrent à son service (*sloujba*). Cela signifie qu'ils quittent leur pays d'origine, abandonnent les droits et, parfois, les propriétés qui étaient les leurs, et en reçoivent d'autres de la main du grand prince. Tout en gardant le titre de prince qui reste héréditaire mais devient honorifique, les anciens potentats se transforment en boïars du grand prince de Moscou. Leurs serviteurs les suivent et deviennent eux aussi des boïars du grand prince<sup>5</sup>. La cour de celui-ci finit par représenter une « hiérarchie des

---

<sup>5</sup> Ирина Борисовна Михайлова, *Служилые люди Северо-Восточной Руси в XIV – первой половине XVI века. Очерки социальной истории*, Saint-Pétersbourg, Санкт-Петербургский унив., 2003 ; Михаил Михайлович Бенцианов, *«Князья, бояре и дети боярские». Система служебных*

égaux », selon l'expression ingénieuse d'André Berelowitch<sup>6</sup>. Les boïars ont une origine plus ou moins prestigieuse (ils sont issus de lignées princières, de lignées moscovites de souche, de lignées des boïars originaires des anciennes principautés indépendantes), mais ils sont égaux vis-à-vis du chef de la dynastie moscovite, leur maître (*gosouдар*). Le grand prince de Moscou Basile III cesse de reconnaître la suzeraineté du khan, et finit par s'approprier son titre. Son fils Ivan IV ajoute aux titres de *gosouдар* et de tsar le couronnement emprunté au cérémoniel byzantin et prétend ainsi à la dignité et la sacralité impériales.

Des historiens ont souvent scruté le XV<sup>e</sup> siècle, impatients de voir émerger un « État centralisé ». Mais il paraît difficile d'appeler ainsi l'agrégat politique lâche à la tête duquel la dynastie moscovite se trouva à la fin du processus du « rassemblement des pays russes ». Il est vrai que ses composantes (les anciennes principautés ainsi que les anciennes cités-républiques de Novgorod et de Pskov) subirent après leur annexion par Moscou une désarticulation politique suite à l'émigration, volontaire ou forcée, de leurs élites guerrières et marchandes, et qu'elles furent soumises au gouvernement par des boïars « lieutenants » du tsar (sg. *namestnik*). Avec beaucoup de bonne volonté, on peut apercevoir dans ce système de gouvernement une certaine unité et une tendance à l'uniformité<sup>7</sup>. Mais en réalité Moscou ne contrôlait pas ses provinces en profondeur. Le lieutenant, dans son éloignement, avait tendance à se convertir en satrape abusant de la population pour s'enrichir personnellement. Le monarque ne disposait guère de moyens pour explorer les provinces et les faire fructifier pour son compte. Le type d'activité que nous appelons aujourd'hui *administration* n'avait pas joué un grand

---

*отношений в Московском государстве в XV–XVI вв.*, Moscou, Центрполиграф, 2019.

<sup>6</sup> André Berelowitch, *La hiérarchie des égaux. La noblesse russe d'Ancien Régime, XVIe - XVIIe siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.

<sup>7</sup> Михаил Маркович Кром, *Рождение государства. Московская Русь XV-XVI веков*, Moscou, НЛЮ, 2018.

rôle dans la transformation socio-politique qui vient d'être esquissée, sauf à abuser de ce terme en l'appliquant à la gestion de seigneuries médiévales. Tant qu'il s'agissait de « rassembler les pays russes » sous les drapeaux de Moscou, le glaive suffisait.

Tout changea en revanche dès lors que le tsar et ses fidèles serviteurs voulurent profiter pacifiquement de leur situation dominante au centre d'un immense ensemble territorial. Un système administratif fortement centralisé commence à se mettre en place au cours du long règne d'Ivan le Terrible (1533-1584). Gouverner à distance autrement que par un corps expéditionnaire—comment faire ? Manifestement, le glaive devait accorder de la place à la plume. Dans ce pays aux élites majoritairement illettrées, les scribes princiers rejoignirent alors les boïars sur la scène historique. On appelait ces hommes *diaks* (du grec : δακνοσ, serviteur). Le mot avait dû pénétrer dans la langue russe au X<sup>e</sup> siècle à l'époque de la christianisation et de l'introduction de l'écriture, avec les premiers métropolitains, des Grecs de Byzance qui étaient venus à Kiev accompagnés de serviteurs, dont certains leur servaient de secrétaires.

La principale sinon l'unique compétence des diaks au XVI<sup>e</sup> siècle était la rédaction de documents sur ordre du tsar, voire sous sa dictée. Le même diak dressait tantôt un rôle de la troupe, tantôt le testament du tsar, tantôt des instructions à un gouverneur de province nouvellement nommé. Peu à peu, les diaks se spécialisèrent : un aidait le boïar-trésorier à superviser le Trésor, un autre dressait et gardait les registres des bénéfices fonciers octroyés par le tsar à ses serviteurs, un autre encore, particulièrement habile, rédigeait les réponses que le tsar voulait adresser à des ambassadeurs étrangers. Et quand le tsar et ses boïars rendaient la justice, les diaks les assistaient, en dressant les procès-verbaux, en réunissant les pièces à conviction, en préparant la charte avec la décision. Trait distinctif de la monarchie russe, le tsar n'avait pas de chancellerie : il prenait ses décisions et prononçait ses jugements, entouré d'un nombre plus ou moins grand

de ses boïars, qui jouaient en cette occasion le rôle de ses conseillers (*douma*) ; les différents diaks se chargeaient ensuite de l'exécution<sup>8</sup>.

À partir des années 1550, l'action administrative dirigée depuis Moscou devient continue, se déploie dans l'espace, s'adosse à des personnels permanents, accumule des précédents et des archives, développe des routines. La documentation se multipliant, les diaks eurent besoin d'aide. D'abord, ils se sont adjoints des assistants techniques qu'on a appelé *podiatchis* (littéralement, sous-diaks). Puis, ils ont dû trouver des appartements dans le Kremlin où ces assistants pouvaient se tenir, toujours à leurs ordres. Enfin, il a fallu faire fabriquer des coffres pour garder les masses croissantes de documentation. Insensiblement, sans plan préconçu, les premiers bureaux moscovites se sont organisés. On les désigna d'abord par le mot *izba* (ou *isba*, petite maison en bois<sup>9</sup>), puis de plus en plus souvent par celui de *prikase* qui finit par prendre définitivement le dessus. Le mot *prikase* signifiait « ordre », « commandement », et conservait ainsi le souvenir de l'origine première des bureaux, issus de la commission personnelle que le tsar confiait à tel ou tel de ses serviteurs.

Certains bureaux étaient devenus permanents, comme par exemple le prikase du Grand Palais (*Dvortsovy prikaz*), le prikase des Ambassades (*Possolski prikaz*), le prikase de la Guerre (*Razriadny prikaz*), le prikase des Bénéfices fonciers (*Pomestny prikaz*). D'autres, organisés *ad hoc* pour remplir une tâche ponctuelle, disparaissaient avec la fin de leur mission. Il est probable que cette forme d'organisation de la justice et de l'administration du royaume s'inspirait des pratiques ecclésiastiques. Les grands monastères, qui avaient à gérer des

---

<sup>8</sup> Sergéï Bogatyrev, *The sovereign and his counsellors. Ritualised consultations in Muscovite political culture 1350s-1570s*, Helsinki, Academia Scientiarum Fennica, 2000 ; М. Кром, « Вдовствующее царство ». *Политический кризис в России 30-40-х годов XVI века*, Moscou, НЛО, 2010.

<sup>9</sup> Le nom des institutions administratives et judiciaires anciennes dérive souvent de la désignation de l'endroit où s'effectue l'activité en question : la chambre du Commerce, *Star Chamber*, voire même *King's Bench*.

domaines immenses avec parfois des milliers de fermes paysannes, et qui disposaient de moines lettrés, ont développé assez tôt des formes documentaires variées et des usages de conservation<sup>10</sup>. Le chef de l'Église russe (d'abord le métropolitain, puis le patriarche à partir de 1589) avait ses propres boïars, ses propres diaks et podiatchis, ainsi que ses propres prikases, au moins aussi anciens que ceux du tsar<sup>11</sup>.

Chaque prikase était dirigé au jour le jour par une personne nommée par le tsar : un boïar ou un membre de la Cour ayant un grade moins élevé, par exemple un diak de conseil (*doumny diak*). Un boïar particulièrement influent pouvait cumuler la direction de plusieurs prikases. La sphère de compétence d'un prikase était délimitée selon un ou plusieurs critères : la fonction administrative et/ou judiciaire (par ex., gestion des relations diplomatiques, du Palais, des ressources foncières, du service postal) ; les catégories de la population (les habitants de Moscou, les soldats étrangers) ; les territoires (la Sibérie, la région de Kazan conquise en 1552). Avec le temps, les critères de spécialisation se mélangeaient, les compétences d'un prikase variaient et la liste des prikases s'allongeait ou se raccourcissait, quoique le noyau dur restât toujours le même. Les historiens ont mis cent cinquante ans à se débarrasser d'un préjugé selon lequel cette malléabilité et cette apparente absence de logique dans l'organisation des prikases correspondaient à un caractère « irrationnel », « inefficace » et « archaïque » du système administratif de l'époque moscovite.

La haute position sociale, « l'honneur » (*tchest*) lignager des boïars leur interdisait le maniement de la plume en public, car cette activité était considérée comme travail manuel sauf, peut-être, quand il s'agissait de copier un texte

---

<sup>10</sup> Voir par exemple, В. И. Иванов, *Бухгалтерский учет в России XVI-XVII вв. Историко-источниковедческое исследование монастырских приходо-расходных книг*, Saint-Petersbourg, Дмитрий Буланин, 2005.

<sup>11</sup> Une étude et des indications bibliographiques : И. А. Устинова, *Книги патриарших приказов 1620-1649 гг. как исторический источник*, Moscou, ИРИ РАН, 2011.

sacré—une activité propre des moines, assimilable à la prière. Pour cette raison, les boïars chefs des prikases étaient toujours assistés par les diaks—personnages nécessaires à cause de leurs compétences, souvent influents politiquement, mais socialement subalternes en raison de leur naissance obscure. Les chefs des prikases et les diaks étaient des groupes numériquement microscopiques (quelques dizaines), comparables aux secrétaires d'État de Louis XIV et leurs premiers commis. Un peu plus nombreux, le personnel technique des bureaux moscovites était constitué de podiatchis. Plus qu'un emploi de bureau, le grade de podiatchi dans un prikase était un statut permanent, rémunéré, et il existait des fonctions intermédiaires (« jeune », « moyen », « vieux » podiatchi, etc.) ainsi que des échelons d'appointements, ce qui rendait possible une progression de carrière. Ces quelques ressemblances formelles avec la fonction publique de notre temps expliquent en partie la tendance tenace parmi les historiens à qualifier le système des prikases de « bureaucratie ». Ce qualificatif, plus ou moins assumé selon les chercheurs, obscurcit la nature profondément personnelle, proprement médiévale du gouvernement russe de l'époque moscovite, qui subsiste encore au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme nous le verrons dans cet ouvrage.

Au-delà de la capacité de lire, écrire et compter, aucune formation spécialisée pour les juges, les administrateurs et les employés de bureau n'était disponible en Russie aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, ni d'ailleurs au siècle suivant. Les diaks et les podiatchis se formaient sur le tas, et devenaient parfois des agents fort compétents. Quant aux boïars, ils alternaient au cours de leur vie le service à la Cour, dans l'armée, dans des missions diplomatiques, dans les tribunaux et l'administration. Ils passaient leur vie à servir, mais ne se spécialisaient pas : leur métier était le commandement, ou pourrait même dire, la domination.

Dans les provinces, l'action des prikases était relayée par des gouverneurs locaux, les voïvodes (sg. *voevoda*), qui étaient venus remplacer, progressivement, le *namestnik* à partir du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Le territoire de la Russie se divisait en districts (sg. *ouezd*), connectés à la capitale à travers un réseau de centres administratifs situés dans des chefs-lieux (sg. *gorod*), qui pouvaient être de vraies villes (telle Novgorod), des bourgs ou de simples places fortes de garnison

protégeant les frontières. Nommé par le tsar pour une durée déterminée généralement limitée à deux ans, le voïvode se tenait dans chaque centre de district. Souvent illettré, il était assisté par un ou deux diaks nommés par le tsar et envoyés depuis Moscou, ainsi que par quelques podiatchis qu'il recrutait généralement lui-même sur place. Dignitaire de moindre grade et de stature sociale plus modeste que l'ancien *namestnik*, le voïvode jugeait et administrait suivant les ordres minutieux envoyés depuis les prikases. Son autonomie décisionnelle extrêmement réduite était paradoxalement couplée avec une responsabilité très large qui englobait la justice, la fiscalité, l'administration civile et parfois militaire.

Moins un gouverneur provincial au sens plein du terme qu'un commissaire à tout faire parachuté depuis Moscou, le voïvode dépendait entièrement dans son action des podiatchis d'origine locale qui travaillaient dans son bureau. Or, ces agents ne partageaient avec les podiatchis moscovites qui servaient dans les prikases guère que le nom. Partiellement voire complètement entretenus aux frais de la population sur place au lieu d'être payés du Trésor, natifs des localités la plupart du temps, ils étaient un maillon problématique du système administratif central car leur loyauté envers le tsar était mitigée par une appartenance populaire et des intérêts locaux. Quoique l'historiographie les qualifie sans hésitation de « serviteurs de souverain », membres de « *service class* », on verra que leur statut se trouvait en réalité en équilibre fragile sur la grande ligne de partage qui divisait l'ensemble des sujets en deux moitiés inégales : les serviteurs d'un côté et les taillables et corvéables de l'autre, c'est-à-dire les privilégiés (plus ou moins) et les non-privilégiés. Ou encore—les moscovites et les provinciaux.

La Russie du XVII<sup>e</sup> siècle était un *minimal state*, en tout cas en termes de personnel judiciaire et administratif. Le contingent de l'administration centrale (les prikases à Moscou plus les voïvodes avec les diaks et les podiatchis dans les villes) s'élevait à la fin du siècle à quelque quatre mille personnes pour dix millions de sujets. Autant dire qu'aucune action gouvernementale n'aurait été possible sans la coopération active des communautés urbaines et rurales. Sans jouir du moindre des privilèges accordés aux diaks et aux podiatchis, les



innombrables élus locaux tous les ans renouvelés effectuaient, bon gré mal gré, toutes les tâches administratives, judiciaires et policières de base. Dans les régions à forte implantation de la propriété foncière noble, ils étaient encadrés par les seigneurs ; ailleurs, essentiellement dans le nord de la Russie, ils travaillaient en contact direct avec les voïvodes et les prikases. Les élus étaient la partie de loin la plus nombreuse et sans doute la plus importante de l'édifice administratif russe. La moins visible et la moins étudiée, aussi, car ils produisaient relativement peu de documentation et ne la conservaient pas longtemps. Pour cette raison, hélas, ils n'apparaissent que de manière furtive dans les pages de cet ouvrage, comme dans le reste de l'historiographie<sup>12</sup>.

Le système administratif centralisé créé au XVI<sup>e</sup> siècle prouva sa résilience pendant le Temps des troubles—le changement de la dynastie régnante et la guerre civile qui inaugurèrent le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Restauré par les premiers Romanov, il fonctionna sur les mêmes bases jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi pendant deux cents ans le système des prikases évolua sans plan préconçu, à l'instar des palais d'architecture traditionnelle russe en bois. Selon la métaphore de l'historien Stepan Vesselovski, les tsars amplifiaient et adaptaient l'édifice administratif « tel un maître de maison économe qui n'aime rien jeter qui puisse servir mais préfère bâtir, reconstruire, modifier et transformer au fur et à mesure des besoins du moment. [...] Cela explique à la fois l'incohérence et la complexité du système des prikases, ainsi que sa robustesse et son caractère pratique<sup>14</sup> ».

---

<sup>12</sup> L'ouvrage classique de Mikhaïl Bogoslovski conserve tout son intérêt :

Михаил Михайлович Богословский, *Земское самоуправление на русском севере*, 2 vol., Moscou, ИОИДР, 1909-1912.

<sup>13</sup> Дмитрий Владимирович Лисейцев, *Приказная система Московского государства в эпоху Смуты*, Москва, ИРИ РАН, 2009.

<sup>14</sup> Степан Борисович Веселовский, « Приказный строй управления Московского государства », dans Митрофан Викторович Довнар-Запольский (dir.), *Русская история в очерках и статьях*, vol. 3, Киев, Оглоблин, 1912, p. 166.

Pierre I<sup>er</sup> (1682-1725), après avoir commencé dans le même esprit, finit cependant par concevoir une haine des coutumes moscovites et développer un goût pour « l'État de police », surtout pour son côté régulier. Ce souverain éprouvait une profonde admiration des pays occidentaux qu'il a visité au début de son règne, notamment la Hollande et l'Angleterre : leur architecture civile, militaire et navale, les sciences, les techniques, les beaux-arts et l'art de vivre urbain en général. Il voulait tout reproduire chez lui. Ayant commencé par la construction de Saint-Pétersbourg et de la flotte, il a poursuivi par la modernisation de l'armée, et semble avoir réussi, comme le montre sa victoire sur la première force militaire de son temps, celle du roi de Suède Charles XII. Voulant parfaire son œuvre, le tsar lança ensuite une réforme de l'administration, qu'il préparait d'ailleurs en sourdine depuis des années, grâce à ses agents, diplomatiques et secrets, qui rassemblaient des informations sur les systèmes administratifs et judiciaires des grandes puissances européennes. Les institutions françaises intéressaient beaucoup le tsar, mais la Suède finit par devenir le modèle principal<sup>15</sup>. En 1720, un ensemble de douze « collèges » (les *kollegii* de la Guerre, de l'Amirauté, des Affaires étrangères, etc.), logés dans des bâtiments identiques spécialement conçus, construits dans le centre de la nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg, remplaça les anciens prikases. Les collèges étaient supervisés par le Sénat, et contrôlaient les gouverneurs de provinces (sg. *gubernator*)—un étage supplémentaire qui avait été ajouté en 1708 au-dessus des voïvodes afin de décentraliser l'administration territoriale<sup>16</sup>.

Une fois que les nouvelles institutions civiles entrèrent en fonctionnement, le tsar considéra son œuvre réformatrice comme parachevée et son devoir de

---

<sup>15</sup> Claes Peterson, *Peter the Great's administrative and judicial reforms. Swedish antecedents and the process of reception*, Stockholm, Nordiska Bokhandeln, 1979.

<sup>16</sup> Евгений Викторович Анисимов, *Государственные преобразования и самодержавие Петра Великого в первой четверти XVIII века*, Saint-Pétersbourg, Дмитрий Буланин, 1997.

prince travaillant pour le « bien commun » rempli. En conséquence, il se fit remettre en 1721 par le Sénat les titres de l'empereur de toute la Russie (sg. *imperator*), du père de la patrie, et l'épithète de « Grand ». Depuis trois cents ans, chaque nouvelle génération d'historiens qui étudie les réformes administratives de cette période doit travailler dur pour se libérer des charmes de la propagande mise en place par le tsar-réformateur. Car même Pierre le Grand, que dans son temps on qualifiait de demiurge, s'avéra en fin de compte impuissant à atteindre son objectif ultime—à rééduquer et à discipliner ses sujets aussi vite qu'il écrivit des règlements pour les nouvelles institutions et fit construire la flotte et la ville de Saint-Pétersbourg. Les nouveaux bâtiments administratifs d'architecture occidentale se peuplèrent d'abord de podiatchis, arrivés depuis l'antique capitale moscovite avec leurs dossiers, leur savoir-faire, leurs coutumes et leurs réseaux de relations.

Le règne de Pierre I<sup>er</sup> fut ainsi le début d'une période d'adaptation réciproque entre la culture judiciaire et administrative autochtone, qualifiée de barbare et officiellement bannie, et la culture nouvelle inspirée par des exemples européens. L'adaptation fut difficile et longue—on se demande même, aujourd'hui, si elle ne fut jamais terminée. Il est en tout cas certain qu'elle se prolongea jusqu'à la fin XVIII<sup>e</sup> siècle.

\*\*\*

Ce processus d'adaptation ainsi que des résultats atteints au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle sont l'objet de ce livre. Malgré son titre un peu général, ce n'est pas un ouvrage de synthèse, mais une enquête, un travail d'approfondissement de plusieurs sujets qui continuent à poser problème, malgré les progrès de la discipline historique. Plusieurs traditions historiographiques relativement indépendantes (russe impériale, soviétique, occidentale de l'époque soviétique, russo-occidentale actuelle) ont contribué à la connaissance du phénomène administratif en Russie à l'époque

moderne, aboutissant à un ensemble impressionnant<sup>17</sup>. Les institutions, pratiques, langages et personnels administratifs et judiciaires ont été étudiés par les historiens sous plusieurs angles d'approche et par des méthodes variées. On a analysé l'ensemble des institutions en tant que système, et on a produit des monographies sur les différents prikases, collèges, tribunaux et commissions. On a placé l'accent tantôt sur les normes et tantôt sur les pratiques ; sur la politique gouvernementale et l'organisation interne des institutions. On a pratiqué la prosopographie des personnels, en totalité et par groupes. On a entrepris quelques biographies classiques, surtout de personnages haut placés mais pas seulement. On a même essayé de modéliser, à partir d'éléments de provenances disparates, des portraits-robots de serviteurs administratifs de différents niveaux hiérarchiques. Mais on n'a jamais encore tenté de voir l'administration russe ancienne du point de vue d'un individu ou d'une famille, impliqués dans son action quotidienne. Tel est le projet de ce livre.

Depuis que Léon Tolstoï a enjoint les historiens de « laisser en paix les rois, les ministres, les généraux » et de découvrir « les lois de l'histoire en étudiant les éléments homogènes infinitésimaux qui régissent les masses<sup>18</sup> », l'individu resta longtemps banni de la recherche académique russe, ne subsistant que grâce à ses sous-produits, souvent de grande qualité d'ailleurs, destinés au public général. Abandonner l'individu a été d'autant plus facile pour les historiens de la Russie que le sacrifice n'était pas bien grand. Car si les dépôts d'archives russes de l'époque moderne (XVI<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècles) sont assez bien fournis pour écrire la biographie des rois et, à la limite, de quelques grands ministres, la vie des administrateurs de moindre rang, militaires et civils, ne peut être qu'esquissée, et l'existence même de ceux qu'ils commandaient doit le plus souvent être devinée. La rareté et le caractère tardif des sources dites « d'origine personnelle » sont frappants : on ne trouve que très peu de correspondances privées, journaux et

---

<sup>17</sup> Les références seront données au fur et à mesure dans les chapitres suivants.

<sup>18</sup> Léon Tolstoï, *La guerre et la paix*, trad. par Boris de Schloezer, Paris, Gallimard, 2007, p. 357-358.

mémoires antérieurs à la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et aucune archive notariale au sens occidental du terme avant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les archives russes modernes sont dominées par les documents produits à Moscou par l'appareil administratif central, dans une mesure que les historiens des sociétés occidentales peineraient à imaginer.

Dans les années 1990 le bouleversement dû à la fin du régime soviétique ravala le cadre historique marxiste au statut de schème explicatif parmi d'autres et les historiens de la Russie moderne s'engagèrent sur de nouveaux chemins, en prenant exemple sur les historiographies des pays occidentaux. Ils se sont alors aperçus que l'individu était redevenu *persona grata* dans la recherche historique et que s'il n'a pas éclipsé les groupes sociaux, il est devenu indispensable y compris pour leur étude ; des problématiques en vogue et des méthodes prometteuses se construisaient autour de l'individu. Or, faire revenir l'individu dans l'histoire russe est infiniment plus difficile que ça ne l'a été de l'en chasser. Les dépôts d'archives médiévales et modernes ont suffisamment été sondés pour savoir qu'ils ne dissimulent pas, au-delà de quelques bribes, de gisements inconnus de sources d'origine personnelle. Collectionner ces bribes éparses pendant des décennies de fréquentation des dépôts d'archives est une méthode de recherche extensive. Poser des questions inhabituelles aux sources institutionnelles, les agencer et réagencer de telle sorte qu'elles finissent par trahir les figures de personnes dissimulées derrière les formules officielles et les procédures—est son pendant intensif. Dans ce livre, les deux méthodes se combinent et se complètent.

Les historiens des prikases savent depuis longtemps diversifier les sources, éviter la prépondérance de la législation sur la documentation courante qui éclaire l'action réelle. Toutefois, le fait de supposer à priori que les diaks et les podiatchis constituaient, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, une « bureaucratie professionnelle », un groupe social défini non seulement par des compétences, mais aussi par des intérêts et même par une éthique particulière, continue à moderniser à outrance l'image de l'administration russe. Paradoxalement, les grandes enquêtes prosopographiques sur les personnels administratifs n'ont fait que renforcer cette

tendance, comme le montrent les ouvrages classiques de Natalia Demidova et de Sergueï Troïcki. La prosopographie quantitative des personnels contribue à réifier les institutions administratives quand elle n'est pas complétée par l'analyse des *relations* entre les agents. L'individu dont on souhaite aujourd'hui le retour dans l'histoire administrative n'est pas une unité statistique dotée d'un nombre fixe de paramètres prédéfinis, mais un phénomène de nature relationnelle complexe : des *personnes* en interaction plus ou moins ouverte avec d'autres personnes, réalités et notions ; autrement dit, des *vies*.

Pour approcher le phénomène administratif à travers des *vies*, certains chapitres de ce livre comportent des éléments narratifs. Autrement dit, elles racontent des histoires : l'histoire d'un homme, l'histoire d'une famille. Le lecteur y verra des personnages historiques, qui agissent, expriment des idées, lient et rompent des relations, participent à des événements. Le principe narratif en histoire ayant été critiqué, il faut souligner que, dans le cas présent, la narration n'est pas un *moyen* de recherche (par reconstruction de chaînes événementielles) mais une *forme de présentation* des résultats obtenus grâce à des méthodes diverses, dont la *microstoria*, la *Begriffsgeschichte* et l'histoire quantitative. Il semble important que les historiens continuent à cultiver la forme narrative, ou plutôt, à travailler sur la forme narrative en l'adaptant aux exigences de la discipline, s'ils ne veulent pas que cette dernière s'enferme sur elle-même dans une scientificité répulsive.

Comment choisir son guide, un *personnage* historique, parmi la multitude de candidatures qui se présente malgré la dictature exercée par l'archive ? Deux études de cas centrées sur des individus ont été effectuées pour ce livre. L'une des histoires se passe au sommet de la hiérarchie administrative, au contact personnel avec le tsar. L'autre—au niveau inférieur de cette hiérarchie et à la périphérie géographique du pays. Nous parcourons ainsi le système du haut jusqu'en bas et analysons les mécanismes de commandement qui assurent l'intégrité de l'empire. Dans la première de ces études (chapitre *Homme-institution*) nous marchons sur les pas d'Alekseï Kourbatov qui, tout en ayant été formé dans les traditions de la culture administrative ancienne des prikases, fut pénétré par cet esprit nouveau et

très particulier d'entreprise fiscale et administrative qui caractérisa Pierre le Grand et ses collaborateurs. Il est une sorte de commissaire à tout faire, le parfait administrateur qui n'attend pas les ordres mais les suscite par ses initiatives : il invente une taxe, instruit des procès contre l'évasion fiscale et la corruption, dirige un chantier militaire, surveille le Trésor, fonde une école, construit des bateaux... Un inconnu de naissance obscure, il monte tout près du zénith du pouvoir, avant d'être chassé, comme Adam du paradis et pour aussi peu de chose, de la confiance de son souverain maître. Il finit sa vie dans l'inactivité, songeant à son destin et arrivant à une conception politique du service public sensiblement différente de celle qu'il avait au début de sa carrière. La vie de Kourbatov permet en outre d'étudier à nouveau frais cette question-clé de l'histoire du phénomène administratif en Russie, la transformation du prikase comme commission personnelle en prikase comme institution ; elle donne à voir par quel processus la volonté politique se traduisait en réalité sociale.

L'autre étude de cas (chapitre *Métiers de plume et ascension sociale*) est une biographique familiale sur quatre générations, une histoire dans laquelle le service dans l'administration sert de levier d'ascension sociale, un levier indispensable mais insuffisant à lui seul. Petits serviteurs militaires d'origine cosaque localisés sur une frontière moscovite, les Chagarov sont une famille ambitieuse qui exploite le système. D'abord de simples podiatchis, ils deviennent des agents administratifs influents dans leur ville, commerçants prospères, riches propriétaires terriens, et finissent par acquérir le statut de nobles héréditaires. Outre les questions de mobilité sociale et géographique, cette enquête reconstitue les connexions que l'histoire administrative classique centrée sur les institutions peine à saisir. On examine les liens entre le service au tsar et les activités entrepreneuriales, le fonctionnement des réseaux de patronage et de clientèle, les particularismes locaux et les relations avec le centre impérial. Cela permet de revisiter les thèmes classiques, comme le développement de la « bureaucratie professionnelle », l'efficacité administrative et la « corruption », la « rationalisation » et la « modernisation » du gouvernement.



La méthode biographique est soupçonnée, parfois à juste titre, de ne pas assurer la représentativité des phénomènes qu'elle décrit. Les Chagarov ne sont évidemment pas une moyenne statistique. En revanche, c'est une famille typique, en tout cas à l'échelle de son milieu d'origine, comme le prouve l'étude dont les résultats sont présentés dans le chapitre *Les employés. Portrait de groupe*—une étude socio-économique de la population de la ville de Sevsk, pays natal des Chagarov. L'accent est placé sur le comportement économique des podiatchis, grade auquel appartenaient les deux premières générations des Chagarov. Cette étude, en outre, amplifie et complète l'analyse institutionnelle commencée dans le chapitre *Homme-institution* car elle décrit un milieu social sur lequel Moscou s'appuyait dans son effort de contrôler administrativement les provinces.

Le quatrième et dernier chapitre, intitulé *L'impossible noblesse de robe*, aborde par un biais inhabituel des thèmes classiques qui ont en particulier une longue tradition dans l'historiographie du règne de Pierre le Grand : changement et continuité, possibilité de réforme, action programmée et ses conséquences imprévues. Célèbre dans le monde entier pour avoir transformé culturellement la Moscovie asiatique, barbare et toute en bois, en empire européenisé, Pierre le Grand est moins connu en dehors de la Russie pour son action dans les domaines fiscal, administratif, judiciaire et juridique. Une petite partie de ses réformes est étudiée ici en profondeur, avec l'objectif de montrer comment un changement du statut fiscal des diaks et des podiatchis produisit une répercussion négative imprévue sur le prestige de la carrière civile. Désirant susciter des vocations parmi les nobles pour l'administration et la justice, Pierre le Grand buta contre des obstacles créés par sa propre politique.

Premier ouvrage en langue française consacré aux administrateurs et aux pratiques administratives en Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce livre nourrit l'ambition de contribuer, en perspective, au développement de la recherche comparative. Avant de procéder à des comparaisons terme à terme entre la Russie et un autre pays, avant même de définir des phénomènes historiques pertinents pour l'étude comparative, il est nécessaire de s'assurer que les manières de faire de l'histoire sur les différentes aires culturelles soient compatibles. Dans le cas qui nous



occupe ici, quand on fréquente à la fois l'histoire de l'administration en Russie et en France, on ne peut manquer d'observer des similitudes entre les réalités, on perçoit la proximité de certains phénomènes fondamentaux, et on sent combien la comparaison entre les disparités elles-mêmes pourrait être pertinente. Toutefois, les deux historiographies ont pendant longtemps été pratiquées dans des formes si différentes qu'il n'est pas facile, aujourd'hui, de les faire dialoguer.

Le contraste entre les deux historiographies tient en grande partie au fait qu'elles n'ont pas été organisées autour des mêmes objets. Dans le cas de la France, la genèse de la fonction publique moderne a été étudiée comme une succession de phases de domination de l'office, de la commission et du statut de fonctionnaire, tandis que, dans le cas de la Russie, l'accent a été placé sur l'émergence des « institutions impersonnelles », c'est-à-dire des organisations administratives. La question qui préoccupait surtout les historiens de la Russie était : quand et comment le prikase comme commission personnelle confiée par le tsar à un individu se transforme-t-il en organisation bureaucratique ? *Quand* plus que *comment*, et tout en espérant que ce fût le plus tôt possible. Car la question du moment historique était cruciale dans la mesure où le processus d'institutionnalisation des prikases était vu comme indissociable de la « naissance de l'État moderne ».

Tandis que l'historien de la France parle de *secrétaires* d'État et pense en termes d'office et de personnes, l'historien de la Russie parle de *prikases* et pense en termes de bureaux, avec les ministères du XX<sup>e</sup> siècle comme horizon conceptuel. Alors que les historiens de la France flirtent avec la notion de « monarchie administrative » sous Louis XIV, certains de leurs collègues travaillant sur la Russie de la même période affirment carrément qu'elle possédait une « bureaucratie professionnelle ». Il s'en suit un paradoxe. Le récit historique magistral affirme que sous le règne de Pierre le Grand l'appareil administratif russe « se modernise » en s'inspirant de l'Occident. Lequel Occident, quand on consulte l'historiographie française sur l'administration, apparaît pourtant comme plus archaïque que la Moscovie avec ses prikases.

Ainsi l'une des motivations à l'origine de cette étude sur l'État quotidien russe au XVIII<sup>e</sup> siècle a été de donner des éléments tangibles qui favoriseront dans l'avenir l'analyse comparative. Ils contribueront, je l'espère, à nourrir le débat académique sur la « singularité de la Russie »—un débat qui avait été poursuivi depuis fort longtemps ; qui sembla, après 1991, rester sans objet pendant près de trois décennies de tentatives de construction d'une démocratie libérale ; et qui est revenu à l'actualité de manière brutale et tragique le 24 février 2022.

### I. Homme-institution

Les institutions étaient de nature très personnelle et présentaient le genre de qualités qui ne caractérisent habituellement que les particuliers lorsqu'il s'agit de questions d'argent.

Pavel Milioukov, *L'économie d'État en Russie*

Inventeur de la célèbre formule « évaluer la noblesse selon le mérite » (« *znatnoïe dvorianstvo po godnosti stchitat* »), Pierre le Grand a longtemps bénéficié parmi les historiens de la réputation d'un tsar ayant introduit des « tendances démocratiques » dans la société de Cour moscovite où l'ancienneté de la lignée avait été le principe d'hierarchisation prépondérant<sup>19</sup>. C'était une manière de dire que dans sa progression vers un mode de gouvernement « absolutiste », Pierre le Grand ne profita pas seulement de son rôle de monarque comme l'arbitre naturel entre les Grands et la noblesse ordinaire (les *boïars* et les *dvoriane*), suivant l'exemple de ses ancêtres, mais s'appuya largement sur des roturiers, voire sur des anciens serviteurs particuliers (sg. *kholop*), qu'il appela à son service pour l'assister dans la réformation de la Russie selon les principes

---

<sup>19</sup> Par exemple, Николай Алексеевич Воскресенский, *Петр Великий как законодатель. Исследование законодательного процесса в России в эпоху реформ первой четверти XVIII века*, Moscou, НЛЮ, 2017 [1940].

nouveaux importés de l'Occident. Son favori d'origine obscure Aleksandr Menchikov a été montré comme l'exemple emblématique des sympathies « démocratiques » du tsar. Mais surtout on a interprété la Table des rangs—la fameuse loi de 1722 sur la promotion dans le service militaire et civil—comme une institution méritocratique qui ouvrit large les portes de l'ascension sociale aux roturiers et aboutit ainsi à un renouvellement considérable de l'élite gouvernante. Sans mettre en doute la volonté réformatrice de Pierre le Grand en tant que telle, l'historiographie des trente dernières années, en particulier les travaux de Sergueï Tchernikov fondés sur des méthodes quantitatives et l'analyse de réseaux<sup>20</sup>, a fortement remis en cause cette représentation traditionnelle des processus sociaux, en montrant l'étonnante résilience des anciennes familles et leur capacité d'adaptation aux exigences nouvelles du monarque<sup>21</sup>. Ainsi, tout comme à

---

<sup>20</sup> Сергей Черников [Sergey Chernikov], « Состав и особенности социального статуса светской правящей элиты России первой четверти XVIII века », *Cahiers du Monde russe*, vol. 51, n° 2-3, 2010, p. 259-280 ; —, « Российский генералитет 1730–1741 гг. Численность, национальный и социальный состав, тенденции развития », *Quaestio Rossica*, n° 1, 2015, p. 39-58 ; —, « Дворянское землевладение в XVIII столетии. К вопросу об экономических и социальных последствиях практики дробного наследования », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 17, n° 2, 2016, p. 277-304 ; —, « К вопросу о неукорененности московского служилого класса. Изменения в фамильном составе дворянства в уездах Европейской России в XVII-начале XVIII вв. », *Cahiers du Monde russe*, vol. 61, n° 1-2, 2020, p. 7-62 ; —, « Власть и собственность. Населенные имения правящей элиты России 1725-1762 гг. », *Cahiers du Monde russe*, vol. 63, n° 2, 2022, p. 477-526.

<sup>21</sup> Pour un résumé succinct de ces exigences, voir James Cracraft, *The Revolution of Peter the Great*, Cambridge–Londres, Harvard university press, 2003. Aussi : Евгений Акельев, *Русский Мисопогон. Петр I, бородобритие и десять миллионов «москвитов»*, Moscou, НЛО, 2023.

l'époque moscovite, la reproduction sociale continua à être la règle et l'ascension sociale—une très rare exception dans l'empire saint-pétersbourgeois. Il n'en demeure pas moins que ces exceptions jouaient un rôle éminemment important dans la mise en place des réformes, notamment dans le domaine de l'administration. Alekseï Aleksandrovitch Kourbatov est une de ces exceptions notables.

L'administration de la Russie à l'époque de Pierre le Grand—vingt ans de guerres expansionnistes dévoreuses de ressources humaines et matérielles—était assez particulière, non seulement selon nos critères actuels, mais aussi par rapport au règne précédent. Dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, l'expérience bicentenaire de gouvernement avait abouti à un système stable et relativement efficace, en ce qu'il répondait aux attentes des contemporains. Les principaux prikases administratifs et judiciaires étaient comparables à ce que dans les études de l'administration publique aujourd'hui on appelle *pockets of effectiveness*, produisant des services aussi bien pour le pouvoir que pour la population selon des règles non-écrites mais consacrées par la tradition et connues de tous. Dans les prikases de la Guerre, des Bénéfices fonciers, ou celui des Ambassades les chefs qui entraient en fonction, trouvaient des procédures administratives rodées, et ils disposaient d'un personnel permanent, d'un budget et d'archives<sup>22</sup>. Dans de telles conditions, la gestion des affaires du tsar ne dépendait pas entièrement des individus et de leurs caprices : en tout cas, il était généralement possible de remplacer un dirigeant ou un employé par un autre sans que cela nuisît au processus de gestion.

Ce système, ou plutôt cet organisme, créé grâce à la sédimentation de pratiques se transformant en usages, qui grandissait ou se contractait selon les besoins du moment, avait—du point de vue du jeune et ambitieux Pierre I<sup>er</sup> arrivant au pouvoir—un défaut impardonnable : les prikases paraissaient incapables de fournir les moyens fiscaux, matériels et humains suffisants pour

---

<sup>22</sup> Ольга Владимировна Новохатко, *Разряд в 185 году*, Moscou, Памятники исторической мысли, 2007.

mener à bien ses nombreux et vastes projets. Au début, ne disposant ni de temps ni, peut-être, de recul nécessaire pour entreprendre une réforme structurelle de l'administration, le tsar se contenta de mesures ponctuelles visant à améliorer son emprise personnelle sur les ressources existantes. Entre autres choses—et on en revient à la question de la promotion méritocratique de roturiers—il fit appel à des personnes jusque-là extérieures au monde des prikases, qu'il attela à des tâches nouvelles, pour l'exécution desquelles il n'existait pas de procédures et pas d'infrastructures développées.

Les bureaucraties de notre temps disposent d'un personnel de spécialistes qualifiés dans n'importe quel domaine, même le plus étroit. Ces personnes ont pour mission de concevoir toute nouvelle structure avec des règles et des règlements explicites et détaillés, laissant un espace plutôt modeste à la pensée individuelle de ceux qui vont travailler au sein de cette organisation. En revanche, sous le règne de Pierre le Grand, chaque chef, à qui l'on confiait une nouvelle affaire, était une sorte d'« entrepreneur administratif », dont le but était de transformer en institution ce qu'il avait reçu comme une commission personnelle<sup>23</sup>. Le tsar exigeait des résultats de ses serviteurs, mais leur laissait une liberté presque totale dans le choix des moyens pour y parvenir, du moins jusqu'au moment où lui-même eût envie de réformer le gouvernement central sur le modèle suédois, envoyât ses nobles étudier les normes étrangères, et sur leur modèle fit composer des règlements, des organigrammes et des budgets pour les institutions russes.

Alekseï Kourbatov est sans doute le plus original parmi ces « entrepreneurs », et il fait partie de ces personnages relativement peu nombreux

---

<sup>23</sup> Игорь Федюкин, *Прожекторы. Политика школьных реформ в России в первой половине XVIII века*, Moscou, НЛЮ, 2020, p. 13-53 et 351-354. —, « Роль административного предпринимательства в петровских реформах. Навигацкая школа и позднемосковские книжники », *Российская история*, n° 4, 2014, p. 80-101.

qui ont réussi à tirer profit de la politique méritocratique de Pierre le Grand<sup>24</sup>. Le fait que sa correspondance administrative a été conservée s'ajoute aux motifs de choisir Kourbatov comme notre guide dans ce chapitre, pour explorer les pratiques administratives de la période transitoire entre l'époque moscovite et l'époque saint-pétersbourgeoise<sup>25</sup>.

Les premières années d'Alekseï Kourbatov au service du tsar ont été pour lui une période d'intense entreprise administrative. Kourbatov s'était chargé de diverses missions et avait réussi à transformer certaines d'entre elles en des organisations durables. En choisissant ses assistants de confiance, il avait rompu de manière décisive avec le milieu des prikases, tandis que dans le choix des méthodes, au contraire, il avait respecté pour l'essentiel le cadre de la tradition.

Son principal atout, qui a longtemps assuré son succès, était sa capacité à entretenir des relations de patronage avec ses subordonnés. À cet égard, Kourbatov n'était en aucun cas une exception dans sa génération d'administrateurs, ce qui explique en grande partie l'échec de la tentative de Pierre le Grand de bureaucratiser l'administration dans les dernières années de son règne. Tant que les personnes du style de pensée et du *modus operandi* de Kourbatov continuaient à jouer un rôle important parmi les serviteurs administratifs de haut et moyen rangs, tout nouveau schéma de gouvernement devait tenir compte des relations interpersonnelles existantes, dont certaines pouvaient être sacrifiées à la logique rationnelle, alors que d'autres s'avéraient plus solides, voire plus efficaces que cette logique. Ainsi, avant d'analyser avec précision cette inventivité administrative qui lui valut le titre de « sourcier de revenus » (pour évoquer une fonction nouvelle d'inventeur d'impôts), il est important de reconstruire l'idée que

---

<sup>24</sup> Son premier biographe est Дмитрий Олегович Серов, *Администрация Петра I*, Moscou, ОГИ, 2007.

<sup>25</sup> Д. Серов, Игорь Федюкин *et al.* (dir.), *Письма и бумаги приближенника Алексея Курбатова (1700–1720-е годы)*, Moscou, НИУ ВШЭ, 2023. Ci-dessous, les références à cette édition critique sont données comme suit : *Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*

Kourbatov se faisait de lui-même comme agent de gouvernement, à une époque de l'histoire russe que l'on doit penser comme un moment de basculement définitif entre le Moyen Âge et les Temps modernes.

### **I.1. Serviteur du tsar, ouvrier pour Dieu. Citoyen de la patrie**

Chacun [...] consentira d'être esclave pour devenir officier.

Charles Loyseau, *Traité des offices* (1608)

Autrefois, sous la monarchie, les armées bureaucratiques n'existaient point. Peu nombreux, les employés obéissaient à un premier ministre toujours en communication avec le souverain, et servaient ainsi presque directement le roi. [...] Il y avait donc dévouement et foi.

Honoré de Balzac, *Les employés* (1838)

Alekseï Kourbatov apparaît pour la première fois dans la documentation historique des années 1690, en qualité de serviteur d'une maison aristocratique. Fondé de pouvoir de son maître le boïar Boris Cheremetev, Kourbatov était chargé de démarches judiciaires relatives à la gestion de son domaine. Cette activité n'a pu manquer de lui fournir une connaissance intime de l'univers des prikases, dont il allait devenir l'un des principaux dirigeants. En effet, après avoir accompagné son maître dans un voyage diplomatique en Europe en 1697-1698, un changement radical se produisit dans le destin de Kourbatov. Revenu à Moscou, il quitta la maison de Cheremetev, entra au service du tsar et se fraya un chemin vers les plus hautes sphères de l'appareil administratif avec une rapidité inusuelle.

Quelles considérations ont poussé Kourbatov à rompre avec son maître sans raison apparente ? Il avait vécu à une époque où la pratique consistant à consigner dans des journaux intimes ou des mémoires une réflexion sur les raisons de ses propres actions ne s'était pas encore répandue en Russie, de sorte que la réponse à cette question ne peut qu'être hypothétique. Sa position sociale de

serviteur d'une maison aristocratique continuait alors, comme à l'époque lointaine du *kholop* de la Justice russe<sup>26</sup>, à imposer d'importantes restrictions à la liberté personnelle. Ces restrictions dépendaient peu des formalités légales, en particulier de l'existence d'un contrat écrit entre le maître et le serviteur. Lié ou non par un contrat officiel, la position du domestique ressemblait à celle d'un mineur. On observera que dans plusieurs langues slaves anciennes et modernes la racine *kholop* sert à former les mots « jeune homme », « garçon » ; les notions de serviteur et de jeune homme dans *kholop* sont liées comme dans l'expression française *garçon de café* ou le terme *mozo* en castillan. En Russie du XVII<sup>e</sup> siècle, les relations du domestique avec le maître ressemblaient aux relations de l'adolescent avec ses parents dans la mesure où, tant que les rapports restaient sereins, le « mineur » ne ressentait pas forcément un manque de liberté, mais la moindre tension suffisait à rendre évidentes et douloureuses les limites de ses droits et facultés<sup>27</sup>.

Il est toutefois peu probable que Kourbatov ait été motivé par l'idée de devenir ce que nous appelons libre. L'association entre la notion de dépendance personnelle du domestique et celles d'humiliation, d'exploitation, d'arbitraire et d'injustice, qui semble inévitable pour nous aujourd'hui, n'était pas aussi automatique aux yeux des Russes au XVII<sup>e</sup> siècle, en dépit de la tendance des historiens à traduire le terme *kholop* par *esclave*, ou *slave* en anglais, plutôt que par *serviteur*<sup>28</sup>. Le service domestique n'était pas perçu par la société de la même

---

<sup>26</sup> La Justice russe (*Pravda rouskaïa*) est un recueil de normes de droit qui remonte au XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>27</sup> Dans l'importante littérature sur le *kholopstvo*, il faut signaler les monographies fondamentales de Viktor Paneïakh, notamment Виктор Моисеевич Панях, *Холопство в XVI - начале XVII века*, Léningrad, Наука, 1975 ; —, *Холопство в первой половине XVII в.*, Léningrad, Наука, 1984.

<sup>28</sup> Richard Hellie, *Slavery in Russia, 1450-1725*, Chicago-London, The university of Chicago press, 1982.



manière que la captivité et l'esclavage (*rabstvo*)<sup>29</sup>. D'une part, la liberté personnelle des boïars et des autres serviteurs haut placés du tsar était loin d'être complète, et ce n'était pas pour rien que, lorsqu'ils s'adressaient au tsar, ils se référaient à eux-mêmes par le même terme russe, *kholop*. D'autre part, la notion russe de liberté (sg. *volia*) n'était pas seulement associée à l'idée positive de libre arbitre, mais également à l'idée négative de non-appartenance qui était le propre d'un état de vagabond, exprimée notamment par la formule *homme libre qui va de porte à porte [qui erre dans les rues]*<sup>30</sup>.

Ainsi, du point de vue de Kourbatov, la différence entre le dépendant d'un boïar et le serviteur du tsar ne tenait sans doute pas tant au défaut de liberté personnelle du premier qu'à l'étroitesse relative de son champ d'action et de ses perspectives. Aussi riche et puissant que fût Cheremetev, même le premier de ses « sujets » (sg. *poddanny*) n'était rien de plus que le serviteur d'un serviteur. Il est possible que Kourbatov, après avoir endossé à sa demande le costume de son maître lors de leur voyage européen (à un moment où le boïar souhaitait voyager incognito), ait fini par se sentir à l'étroit dans sa livrée de domestique<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> Екатерина Николаевна Кушева, « К истории холопства в конце XVI — начале XVII в. », *Исторические записки*, vol. 15, 1945, p. 70-96.

<sup>30</sup> Человек вольный, шатается меж двор.

<sup>31</sup> Un passage intéressant pour la comparaison se trouve dans les mémoires de Gavriil Dobrynine, fils de pope, qui relate ses sentiments et ses considérations sur le désir de quitter le service auprès d'un évêque et de prendre un poste dans l'administration tsarienne. En particulier, lorsqu'il était dans la domesticité de l'évêque de Sevsk, Dobrynine estimait qu' « étant né homme, je n'ai pas de *nom solide dans la société* » et ressentait le besoin « de chercher un *état notable et signifiant* » : Гавриил Добрынин, *Истинное повествование или Жизнь Гавриила Добрынина, прожившего 72 г. 2 м. и 20 дней, им самим писанная в Могилеве и в Витебске, 1752-1823, в трех частях*, Saint-Pétersbourg, Головин, 1872, p. 123, p. 144 et 54-55.

Nommé diak dans des circonstances qui seront précisées plus loin, Kourbatov se préoccupa avant tout de construire une relation personnelle avec Pierre le Grand. Ce comportement était loin d'être typique. En règle générale, seules les diaks de la catégorie la plus élevée, les « diaks de conseil » (sg. *doumny diak*), qui n'étaient jamais plus de dix, jouissaient du droit de présenter les rapports et de prendre les ordres directement auprès du tsar. Cependant, sous le règne de Pierre le Grand, ils ont eu tendance à éviter le douteux privilège du contact personnel avec l'autocrate exigeant, soupe au lait et prompt à châtier. « Nos diaks, écrivait un contemporain avec mépris pour leur lâcheté, se tiennent toujours derrière les portes<sup>32</sup>. » Kourbatov, au contraire, s'efforçait de communiquer aussi souvent que possible avec Pierre le Grand. Un double emploi inouï qu'il inventa pour lui-même : « sourcier de revenus » (sg. *pribylchtchik*) et « dénonciateur », ou « rapporteur » (sg. *donossitel*), lui procura de fréquentes occasions d'écrire au tsar et, parfois, d'être reçu en audience privée afin de l'informer « sans crainte » des abus commis par des membres de l'administration, y compris par des personnalités haut placées. Pierre le Grand accepta cette proposition quoi que, connaissant bien la nature humaine, il averti Kourbatov des risques encourus par le dénonciateur, en citant un proverbe du roi Salomon : « Celui qui corrige le méchant reçoit un outrage<sup>33</sup>. »

---

<sup>32</sup> Lettre du secrétaire de la chancellerie des Ambassades Vassili Stepanov au futur vice-chancelier Piotr Chafirov du 19 décembre 1707, dans *Письма и бумаги императора Петра Великого*, vol. 6, Saint-Pétersbourg, Гос. тип., 1912, p. 557.

<sup>33</sup> « О сем точию молю тя, государя : повели мне, видя, где мочно учинить какия в котором приказе *прибыли* или какия в делех *поползновения судиям, наедине доносити безбоязненно.* » Réponse du tsar : « Доносить доброе дело самим [т.е. царю], толко надобно, смотря ползу по человеку, о чем и Приточник : Обличение нечестивому мозоли. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand avec une réponse autographe du dernier, sans date, écrite avant le 16 mars 1700 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 3*).

L'idée que se faisait Kourbatov de l'administrateur idéal était dominée par sa conception des relations personnelles entre le serviteur et le tsar. L'existence de la théorie byzantine de la « symphonie » entre l'Église et l'État, que l'on présente parfois comme l'un des fondements du christianisme russe, n'empêchait pas que, dans le système de valeurs de Kourbatov, le tsar apparût comme le représentant de Dieu sur terre, le patriarche étant accessoire, à tel point que Kourbatov suggéra un jour à Pierre le Grand de s'abstenir d'élire un successeur au patriarche Adrian décédé<sup>34</sup>. Par conséquent, le service au tsar était chargé de contenu religieux, et les serviteurs fidèles étaient assimilés aux justes : « Je ne vole pas ce qui est à toi [le tsar] mais le garde comme Dieu l'a voulu et en attends à être récompensé, non seulement par toi mais par Dieu » ; « Ne me laisse pas périr dans le chagrin, perdu comme une brebis au milieu des loups, je jure que j'agis pour ton avantage, et j'en espère non seulement ta faveur mais la faveur divine<sup>35</sup>. »

Comme la religion, le service du souverain exigeait sincérité et dévouement jusqu'au sacrifice. Kourbatov le dit à plusieurs reprises dans ses lettres à Pierre le Grand : « Comme devant Dieu, m'étant mis à nu devant ta

---

<sup>34</sup> Борис Андреевич Успенский, « Царь и Бог. Семиотические аспекты сакрализации монарха в России », dans *id.*, *Избранные труды*, vol. 1, Moscou, Языки русской культуры, 1996, p. 205-337 ; Павел Владимирович Седов, « “Все де ныне государево.” Традиции и новации в церковной реформе Петра I », dans Михаил Маркович Кром et Людмила Александровна Пименова (dir.), *Феномен реформ на западе и востоке Европы в начале Нового времени, XVI-XVIII вв.*, Saint-Pétersbourg, Изд-во Европейского ун-та, 2013, p. 122-142.

<sup>35</sup> « Твоего не краду, но наблюдаю по Бозе, за что ожидаю не точию твоего, но и Его, Божеского, милосердия. » « Не даждь мне погибнуть в печали моей, ввергшагося подобно овце между волков, ей, тебе ради тако поступаю, за что надеюся не точию от тебе, но и от Бога милость прияти. » *Lettres de Kourbatov à Pierre le Grand du 11 janvier et du 21 octobre 1706 (Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n<sup>os</sup> 127 et 141).*

souveraineté, je te déclare [...] » ; « Souverain ! je promets de te montrer mon zèle, comme à Dieu » ; « En vérité, je souhaite travailler pour toi, souverain, en toute sincérité, comme devant Dieu<sup>36</sup>. » La motivation profonde pour rejoindre le service du tsar était présentée par Kourbatov comme une nécessité spirituelle : « Vois, souverain miséricordieux, ma vérité, je veux être sauvé par elle<sup>37</sup>. » Lorsque Kourbatov évoquait son serment d'allégeance en tant que diak, il utilisait un mot à connotation religieuse, « vœu » (*obechtchanie*), à la place du terme *prisiaga*, et continuait à se souvenir et à parler de ce rite solennel bien des années plus tard : « Et moi, avec l'aide de Dieu, je ne suis pas un voleur et je l'ai informé sincèrement, en me souvenant de mon vœu devant Dieu, que nous avons prononcé en présence de Sa Majesté dans l'église cathédrale, et ce serment nous engageait à ne craindre personne<sup>38</sup>. » Il soulignait parfois le mot *Dieu* d'un trait épais, insistant sur un lien indissoluble qui existait dans son esprit entre son engagement à servir

---

<sup>36</sup> « Яко Богу, всево мене обнажив пред твоим самодержавием, известую тебе. » « Усердие мое обещаюся являти тебе, государю, яко самому Богу. » « Истинно желаю работать тебе, государю, без всякаго притворства, как Богу. » Lettres de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 et sans date [1700] (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>os</sup> 1 et 6).

<sup>37</sup> « Зри, всемилостивейший, правду мою, ею же хочу спастися. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 21 octobre 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>o</sup> 141).

<sup>38</sup> « А я при помощи Божии не вор и доносил на него истинно, памятуя клятвенное мое перед Богом обещание, которое мы чинили при присутствии царского величества в соборной церкви, в которой присяге подтверждаемо было некого же бояться. » Lettre de Kourbatov au secrétaire du Cabinet Makarov du 26 octobre 1713. Voir aussi les lettres 27 août 1713 et du 8 août 1714, ainsi que l'annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701. Notons que Pierre le Grand utilisait parfois lui aussi le mot *vœu* à la place du mot *serment*. Lettre de Pierre le Grand à M. I. Volkonski du 3 mai 1714 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>os</sup> 213, 231 et 7).

le tsar et un vœu sacré. Dieu n'était pas seulement le témoin du service honnête de Kourbatov, mais son bénéficiaire ultime.

Kourbatov ne prétendait pas pour autant renoncer aux avantages matériels du service, ne percevant aucune contradiction entre les bénéfices temporels et sa conception du service comme chemin de salut. Avant même que son travail ait apporté des fruits tangibles, il avait demandé au tsar de lui octroyer une maison à Moscou<sup>39</sup>. Il ne cachait pas, en général, son espoir de vivre dans la prospérité : « Je te prie, souverain, de me permettre de te servir, souverain, à l'abri du besoin [*bezbedno*]<sup>40</sup>. » Kourbatov touchait des appointements considérables et obtint à plusieurs reprises de généreuses récompenses<sup>41</sup>.

L'analyse de l'étiquette épistolaire respectée par Kourbatov contribue à mieux comprendre son attitude envers le tsar et son service. Les lettres de Kourbatov à Pierre le Grand commençaient toujours de la même manière, par une

---

<sup>39</sup> Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 mars 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 3).

<sup>40</sup> « Молю тя, государя, даждь ми *безбедно* [...] тебе, государю, со усердием послужити. » Annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 7). À l'époque de Kourbatov, le mot *bezbedno* avait un sens plus large qu'aujourd'hui, faisant référence au bien-être général et à la sécurité. Cependant, les exemples de son utilisation montrent clairement que le sens de la sécurité matérielle était également présent (*Словарь русского языка XI-XVII вв.* Вып. 1 (А-Б). Москва, Наука, 1975). En outre, pour désigner la sécurité face à ces adversaires, Kourbatov utilisait des expressions comme « que dans ma gestion, je sois sans crainte », « ne me livre pas aux mains de ceux qui me haïssent ». On peut donc supposer que dans son vocabulaire *bezbedno* faisait référence aux revenus.

<sup>41</sup> Trois cents roubles par an en tant que diak de l'Armurerie, le montant le plus élevé parmi les diaks ; mille roubles pendant son service à l'Hôtel de ville ; sept cents roubles pendant la vice-gouvernance à Arkhangelsk.

formule très brève : « Très gracieux grand souverain<sup>42</sup> ! » Les deux seules exceptions confirment la règle plus qu'elles ne l'invalident : la plus ancienne, probablement la première lettre de Kourbatov au tsar, est une requête collective, dans laquelle est utilisée la forme d'adresse officielle préconisée pour les pétitions au tsar<sup>43</sup>. Cette salutation laconique n'était accompagnée d'aucun vœu de santé et prospérité, d'aucune formule de courtoisie. L'unique exception est sa lettre de félicitations à l'occasion d'un traité de paix (plus une ode en prose qu'un message épistolaire), où Kourbatov recourt à une forme d'adresse extrêmement compliquée<sup>44</sup>. Par contre, quand il écrivait à ses supérieurs hiérarchiques et ses patrons, Kourbatov déployait des trésors d'ingéniosité rhétorique (nous y reviendrons). Le contraste entre les salutations fleuries aux patrons et la forme d'adresse dépouillée au tsar complète ce qui vient d'être dit concernant les idées de Kourbatov sur le pouvoir. La relation de sujétion monarchique ne s'apparentait pas à ses yeux à une relation clientélaire. Le tsar n'avait pas besoin de compliments de ses « esclaves » (sg. *rab*<sup>45</sup>). Il n'était pas un patron, mais possédait une majesté presque divine.

Le langage de Kourbatov n'était sans doute pas exempt d'emphase courtisane, mais l'emphase courtisane n'est pas aléatoire, elle exprime les valeurs de son temps. Les notions de « symphonie » et de « Césaropapisme » identifiaient

---

<sup>42</sup> « Всемиловнейший великий государь ».

<sup>43</sup> *Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 1.

<sup>44</sup> *Ibid.*, n° 106.

<sup>45</sup> Sur les significations de l'auto-dénomination *rab* (esclave) pendant cette période voir : Дмитрий Георгиевич Полонский, « Самоидентификация русского дворянства и петровская реформа эпистолярного этикета (конец XVII — начало XVIII в.) », dans Николай Николаевич Петрухинцев et Лоренц Эррен (dir.), *Правящие элиты и дворянство России во время и после петровских реформ (1682-1750)*, Moscou, РОССПЭН, 2013, p. 234-255.

service au tsar et chemin du salut<sup>46</sup>. C'était l'idéal officiel du moment, partagé par les personnalités les plus pieuses du temps, tel le moine Avraami affirmant dans une épître de 1696 que les efforts déployés par le tsar et ses « gens de prikase » pour gouverner le pays pouvaient remplacer les dévotions<sup>47</sup>. Cet idéal est non seulement éloigné de l'image fonctionnelle et impersonnelle d'administrateur public de notre époque, mais il ne coïncide pas non plus avec la conception désacralisée des relations d'amitié et d'hommage d'homme à homme que présentait la figure de l'administrateur royal dans l'Occident du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>.

Cependant, les notions politico-religieuses des élites russes évoluèrent durant le règne de Pierre le Grand suite à leur exposition aux idées variées et partiellement contradictoires de la philosophie politique occidentale. Il est vrai que les Russes de la génération de Kourbatov ne percevait pas le sens négatif de la notion de pouvoir politique illimité et ne distinguait pas entre la monarchie et le despotisme<sup>49</sup>. Toutefois, la notion de *gosoudarstvo* (dérivée du *gosoudar*,

---

<sup>46</sup> Александр Сергеевич Лавров, *Колдовство и религия в России, 1700-1740* 22. Moscou, Древлехранилище, 2000, p. 341-347.

<sup>47</sup> Николай Алексеевич Воскресенский (dir.), *Законодательные акты Петра I. Редакции и проекты законов, заметки, доклады, доношения, челобитья и иностр. источники*, vol. 1 Moscou-Léningrad, АН СССР, 1945, p. 119 ; Михаил Яковлевич Волков, « Монах Авраамий и его Послание Петру I », dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Россия в период реформ Петра I*, Moscou, Наука, 1973, p. 317.

<sup>48</sup> Jean-Frédéric Schaub, « Francisco Leitão, commissaire à tout faire », dans Robert Descimon, Jean-Frédéric Schaub, Bernard Vincent (dir.), *Les figures de l'administrateur : Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, EHESS, Paris, 1997, p. 59-74.

<sup>49</sup> Михаил Киселев, « Адаптация антиабсолютистского монархизма в России в первые две трети XVIII века », dans Сергей Польской et Владислав Ржеуцкий (dir.), *Лаборатория понятий. Перевод и языки политики в России XVIII века. Коллективная монография*, Moscou, НЛО, 2022, p. 339-349.



« maître », « seigneur »), qui au XVII<sup>e</sup> siècle ne supposait pas encore une distinction nette entre le détenteur du pouvoir et son empire, entre le tsar et l'État, commence à subir un changement. Même si, dans la pratique, Pierre le Grand continua à se comporter comme le seul représentant légitime des intérêts de son État, ceux-ci ne se limitaient plus aux désirs, convictions et aspirations personnels du monarque, que ce soit dans son propre esprit ou dans l'esprit de certains de ses sujets. Entre le souverain et son empire vint se placer le concept d'« avantage commun », de « bien commun<sup>50</sup> ». Les historiens continuent à discuter du contenu exact de ce concept, ainsi que du degré d'abstraction que la notion de *gosouidarstvo* acquit au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>51</sup>. La biographie de Kourbatov offre une rare opportunité d'observer le processus psychologique par lequel, pour un individu donné, l'osmose complète entre le souverain et l'État commence à se dissoudre et s'esquisse une transformation du serviteur du tsar/ouvrier de Dieu en citoyen de la Patrie.

Pendant la première partie de sa carrière administrative, Kourbatov croyait servir l'État en servant le souverain et *vice versa*, selon un principe qu'il avait lui-même clairement énoncé dans l'une de ses premières lettres à Pierre le Grand :

Par le sang du Christ, je m'engage devant toi, souverain, à ce que mon intention soit la suivante : amener tout un chacun au fervent dévouement à ton égard, et t'informer, toi, souverain, de la vérité elle-même, et

---

<sup>50</sup> Konstantin D. Bugrov, « Moralism and monarchism. Visions of power in 18th-century Russia », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 21, n° 2, 2020, p. 277.

<sup>51</sup> Sergey Polskoy, « Translation of political concepts in 18th-century Russia. Strategies and practices », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 21, n° 2, 2020, p. 245-265.



rechercher toute sorte d'avantages ; je prie le Seigneur Dieu de me guider et de m'aider toujours dans cette œuvre<sup>52</sup>.

Kourbatov n'utilisait pas le syntagme « bien commun », ne voyant aucune différence entre cette notion et celle de « l'utile à l'empire souverain » de Pierre le Grand<sup>53</sup>. Cependant, accusé de corruption en 1713, Kourbatov finit par se rendre compte que la confiance du tsar à son égard ne pouvait être restaurée complètement même en se justifiant devant les juges. Sans être condamné, il était devenu un serviteur indésirable, qu'on ne laisserait plus revenir « aux affaires<sup>54</sup> ». À l'époque des prédécesseurs de Pierre le Grand, la seule chose qui restait à faire aux serviteurs importuns était de quitter les frontières de la Russie. Le tsar-gosouudar considérant le *gosouदारство* comme « son empire », il n'y avait pas d'espace physique pour un serviteur dont le tsar ne voulait plus, que ce soit un aristocrate comme le prince Kourbski ou un obscurissime podiatchi comme Grigori Kotochikhine. S'étant trouvé dans une situation comparable, Kourbatov a d'abord réagi d'une manière similaire, à cette différence près qu'il conçut le projet d'entrer au monastère plutôt que de chercher à émigrer : « [...] Si le souverain me laissait partir, non seulement je n'en voudrais pas [d'une promotion], mais je voudrais de tout cœur quitter mon rang actuel et travailler pour Dieu, selon le vœu

---

<sup>52</sup> « Ей, государь, кровию Христовою кленуся пред тобою, государем, что мое есть намерение такое: всех всячески приводить в любовную к тебе, государю, усердность, и о самой правде тебе, государю, доносить, и произыскивать всякия прибыли, о том всегда господа бога молю, да наставит и поможет мне в таком деле. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand, 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 10).

<sup>53</sup> « Полезное государствию самодержавия вашего ».

<sup>54</sup> Lettre de Kourbatov à Makarov du 8 août 1714 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 231).

fait il y a longtemps, mais je ne sais pas comment l'obtenir (Seigneur ! écoute-moi)<sup>55</sup>. »

Mais après avoir réfléchi, Kourbatov arriva à la conclusion que ce nouveau *gosoudarstvo* distinct du tsar permettait à un serviteur tombé en disgrâce de continuer à contribuer au « bien commun », même si le tsar n'appréciait plus ses efforts : « [...] On a excité contre moi le courroux de sa majesté, et j'ai failli en rendre l'âme, mais maintenant, après avoir raisonné, je prends tout cela avec patience pour l'amour de Dieu, et j'espère que mes services et ma loyauté envers son oint *et envers tout l'État* seront récompensés par le Seigneur *à la place du tsar*<sup>56</sup>. »

Pierre le Grand, à qui l'historiographie attribue non sans raison le rôle de créateur d'une monarchie « absolue » en Russie, est aussi le monarque qui a délibérément laissé se former la notion moderne de l'État. La formule traditionnelle « ouvrier pour Dieu, serviteur du tsar » (*Bogou rabotnik, tsariou slouga*), à laquelle Kourbatov avait soumis son existence pendant les quinze années qu'il a passées au service de Pierre le Grand, s'est amplifiée durant ce laps de temps grâce à la pénétration du concept de citoyenneté politique en Russie. Vers la fin du règne de Pierre le Grand, un nouveau sens s'est ajouté aux significations anciennes de vieux mots russes « citoyen », « civil »,

---

<sup>55</sup> « [...] ныне, буди воля государева, ей-ей, не то что оного [губернаторства] желаю, но и нынешней чин желал бы вседушевно оставить и уже *работать* богу, яко же я издавна обещался, но не вем, како сие получить (боже услыши). » Lettre de Kourbatov à Makarov du 26 octobre 1713 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 217).

<sup>56</sup> « [...] хотя мне учинили безславиe и привели во гнев его величество, от чего едва содержался во мне живот мой, но ныне, *разсудих*, и то все терплю Бога ради, надеясь за мою к его помазанному *и ко всему государству* верность и труды получитьи воздаяние от его Божей благодати *вместо* царева воздаяния. » Lettre de Kourbatov à Makarov du 8 août 1714 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 231). Souligné par moi—A. J.

« citoyenneté » (*grajdanine, grajdanski, grajdanstvo*) qui étaient utilisés pour dire « urbain, appartenant à la ville, non militaire, laïc<sup>57</sup> ». La formation du nouveau sens a commencé au XVII<sup>e</sup> siècle, notamment dans les écrits de Siméon de Polotsk, le précepteur des enfants du tsar Alekseï Mikhaïlovitch, qui utilisait le mot *grajdanstvo* pour traduire la notion de *respublica*<sup>58</sup>. Les idéologues du règne de Pierre le Grand l'ont adopté à leur tour pour rendre en russe l'expression latine *potestas civilis* et la notion de « politique » (πόλις = ville, πολίτης -> civil<sup>59</sup>). On le voit, par exemple, dans un texte aussi emblématique que l'*Éloge à la mémoire bénie et toujours vénérable de Pierre le Grand* prononcé par le vice-président du Saint-Synode Féofan Prokopovitch en 1725 :

Auditeurs ! après avoir vu comment était notre Pierre dans les affaires militaires, nécessaires à la protection et à l'agrandissement de l'État, voyons aussi comment il était dans les affaires politiques ou civiles, pouvoir que tout souverain doit avoir pour le gouvernement et l'amélioration de sa patrie<sup>60</sup>.

---

<sup>57</sup> Павел Владимирович Лукин, « Древнерусские понятия горожанин, гражанин, гражданин », *Российская история*, n° 4, 2014, p. 140-146.

<sup>58</sup> М. Киселев, « Плутарх при дворе царя. “Гражданство” Симеона Полоцкого и легализм в России накануне петровских реформ », dans Лорина Репина (dir.), *Культура духа vs культура разума: интеллектуалы и власть в Британии и России в XVII-XVIII веках*, Moscou, Аквилон, 2022, p. 682-696.

<sup>59</sup> S. Polskoj, « Translation of Political Concepts », art. cité, p. 250-256.

<sup>60</sup> « Видевше тако, слышателие, каков Петр наш был в деле воинском, что надлежит к заступлению и разширению государства, посмотрим еще, каков и в политическом или гражданском деле был, которую силу должен всяк государь иметь к управлению и исправлению своего отечества ». Феофан Прокопович, *Сочинения*, Moscou-Léningrad, АН СССР, 1961, p. 134.

À la fin du règne de Pierre le Grand, un *grajdanine* était donc moins un « citoyen » qu'une personne appartenant à la population de l'État et dotée de certains devoirs et droits, c'est-à-dire un « citoyen ». Siméon de Polotsk insistait dans ses textes sur le fait que le dominus-*gosoudar* devait penser à lui-même non pas en termes de propriétaire, ou maître, du *gosoudarstvo* mais comme chef des citoyens, et qu'il avait l'obligation de gouverner les citoyens sur la base de lois écrites, tout en les respectant lui-même. Un peu plus tard, la traduction russe du traité de Pufendorf *De officio hominis et civis juxta legem naturalem*, préparée sur ordre de Pierre le Grand, enseignait aux lecteurs que « l'animal civil, ou politique » devait, bien sûr, obéir à l'autorité suprême : « Celui qui est Citoyen détruit sa liberté naturelle et se soumet à la domination (*povelitelstvo*), qui a le pouvoir de la vie et de la mort<sup>61</sup>. » Mais d'un autre côté, tout en obéissant à son souverain dans les « affaires civiles », le citoyen devait se préoccuper en même temps du « bien de la patrie<sup>62</sup> ».

Devant les juges, Kourbatov continua d'affirmer son innocence jusqu'à sa mort, ayant reconnu uniquement quelques abus mineurs. Incapable de regagner la confiance du tsar, Kourbatov insista sur le fait qu'il n'avait jamais porté préjudice à « l'État tout entier ». Dans l'esprit de cet homme, son conflit avec le tsar s'est avéré être l'accident biographique qui a séparé les deux notions jadis unies, le tsar et l'État. On ne sait pas si Kourbatov s'est intéressé aux traités politiques qui circulaient autour de lui dans les versions originales et traduites. Il est toutefois

---

<sup>61</sup> « Кто Гражданин бывает, той свободу свою естественную погубляет и подчиняет себе повелительству, которое жития и смерти власть имать ». Василий Михайлович Круглов (dir.), *Самуэль Пуфендорф. О должности человека и гражданина по закону естественному. Русский перевод 1726 г. Лингвистическое издание, словоуказатель*, trad. Iosif Kretchetovski, vol. 1, Saint-Pétersbourg, Нестор-История, 2011, p. 552.

<sup>62</sup> Константин Дмитриевич Бугров et М. Киселев, *Res Publica. Русский республиканизм от Средневековья до конца XX века*, Moscou, НЛО, 2021, p. 311-331.

manifeste qu'en cessant effectivement d'être un serviteur du tsar pendant l'enquête et le procès dont il a fait l'objet, Kourbatov, à ses propres yeux, non seulement resta « l'ouvrier pour Dieu » qu'il avait toujours été, mais devint aussi un « bon citoyen de sa patrie ».

## I.2. Patron. Client

You have done me many acts of kindness that I can never repay, and have no wish to repay, for I prefer continuing the obligation.

Charles Dickens, *The Posthumous papers of the Pickwick Club*

La correspondance de Kourbatov permet de voir qu'il avait tendance à construire les rapports de hiérarchie avec ses supérieurs et ses subordonnés comme des relations de patronage et de clientèle. Le type de relation qu'il est convenu d'appeler « de patronage et de clientèle » est une relation personnelle qui peut ressembler à l'amitié, mais qui s'en distingue en ce qu'elle ne naît pas de la sympathie mais d'un rapport utilitaire, de la possibilité perçue d'un bénéfice mutuel. La sympathie entre le patron et le client est facultative et peut être unilatérale, tandis que l'échange de services doit être mutuel et régulier, quoique non symétrique. Les relations de patronage et de clientèle se nouaient souvent entre des individus qui n'appartenaient pas au même cadre hiérarchique officiel dans l'armée ou dans des organisations administratives. Kourbatov a entretenu des relations de ce type, y compris avec des personnalités politiques de premier plan comme l'hetman Mazepa<sup>63</sup>. Mais elles s'inscrivaient tout aussi naturellement dans les rapports entre des supérieurs et leurs subordonnés. Pour les besoins de la

---

<sup>63</sup> М. Киселев, Кирилл Александрович Кочегаров et Яков Анатольевич Лазарев, *Патроны, слуги и друзья. Русско-украинские неформальные связи и управление Гетманщиной в 1700-1760-х гг. Исследование и источники*, Екатеринбург, Уральский ун-т, 2022, p. 79-82.

recherche, il pourrait être utile de désigner par des termes différents les relations patron-client en dehors des structures administratives formelles et au sein de ces structures, comme le suggère Nicolas Schapira pour la France<sup>64</sup>. Notons toutefois que les hommes du passé ne faisaient pas cette distinction. Contrairement à notre temps, dans la Russie du XVIII<sup>e</sup> siècle ainsi que dans le reste de l'Europe, les relations patron-client étaient très naturellement ancrées dans le contexte de la hiérarchie officielle et n'étaient pas considérées comme illégitimes tant qu'elles ne conduisaient pas à des actions illégales<sup>65</sup>.

Du temps de la domination de la méthodologie marxiste-léniniste, les relations de patronage et de clientèle en Russie ancienne ne devenaient jamais l'objet central d'un ouvrage—ce qui ne voulait pas dire que les historiens soviétiques ignoraient leur importance avant de la « découvrir » dans le sillon de la sociologie dans les années 1970-1980, comme on le prétend parfois aujourd'hui<sup>66</sup>. Avec la fin de l'ère soviétique il devint possible de s'y intéresser

---

<sup>64</sup> N. Schapira analyse la spécificité de la relation de « confiance dans les structures de pouvoir », en la distinguant de la relation patron-client, voir notamment le chap. 5 sur Jean-Baptiste Colbert et le chap. 8 dans Nicolas Schapira, *Maîtres et secrétaires (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). L'exercice du pouvoir dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Albin Michel, 2020.

<sup>65</sup> Citons à titre d'exemple la biographie du feld-maréchal Cheremetev par Aleksandr Zaizerski, remarquable en particulier par son analyse fine et innovante des relations de patronage. Écrite dans les années 1920, elle n'a été publiée qu'à la fin de l'ère soviétique : Александр Иванович Заозерский, *Фельдмаршал Б. П. Шереметев*, Moscou, Наука, 1989.

<sup>66</sup> О. Новохатко, *Разряд в 185 году*, *op. cit.*, p. 556. М. Кром, « Патронат и клиента в Московском государстве XVI - XVII вв. Историография и проблематика », *Вестник Волгоградского государственного университета. Серия 4. История. Регионоведение. Международные отношения*, vol. 26, n° 4, 2021, p. 67.

spécialement<sup>67</sup>. Toutefois, l'objet particulier qui nous intéresse ici, à savoir les relations de patronage et de clientèle entre les supérieurs et leurs subordonnés au

---

<sup>67</sup> John Le Donne, « Ruling families in the russian political order 1689–1725 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 28, n° 3-4, 1987, p. 233-322 ; Daniel Orlovsky, « Political clientelism in Russia. The historical perspective », dans *Leadership selection and patron–client relations in the USSR and Yugoslavia : Selected papers from the 2d World congress for soviet and east-european studies*, London, 1983, p. 174-199 ; David Ransel, « Character and style of patron-client relations in Russia », dans Antoni Maćzak (dir.), *Klientelssysteme im Europa der frühen Neuzeit*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1988, p. 211-231 ; « Патронат и клиента в истории России. Материалы круглого стола », dans *Новая политическая история. Сб. науч. работ*, Saint-Pétersbourg, Алетейя, 2004, p. 255-287 ; Александра Викторовна Бекасова, *Семья, родство и покровительство в России XVIII века. « Домовое подданство » графа П. А. Румянцева*, thèse дис. ... канд. ист. наук, sous la dir. Евгений Викторович Анисимов, Saint-Pétersbourg, L'Université européenne, 2006 ; П. Седов, « Боярские “хлебожцы” и свойственники », dans Варвара Гелиевна Вовина (dir.), *Времена и судьбы. Сб. ст. в честь 75-летия Виктора Моисеевича Панеяха*, Saint-Pétersbourg, Европейский Дом, 2006, p. 133-142 ; М. Кром, « Частная служба в России XVI века », dans Андрей Юрьевич Дворниченко (dir.), *Русское средневековье. Сб. ст. в честь проф. Юрия Георгиевича Алексеева*, Moscou, Древлехранилище, 2012, p. 422-432 ; О. Новохатко, *Разряд, op. cit.*, p. 556-580 ; Игорь Владимирович Курукин, « Артемий Вольнский и его клиенты », dans Н. Петрухинцев et Л. Эррен (dir.), *Правящие элиты и дворянство России, op. cit.*, p. 223-233 ; Майя Борисовна Лавринович, « Как поссорились Николай Петрович с Алексеем Федоровичем. Патрон-клиентские отношения в русском обществе рубежа XVIII–XIX вв. », *Российская История*, n° 3, 2016, p. 91-110 ; Андрей Павлович Павлов, « Патронатно-клиентельные отношения при московском дворе в годы царствования Михаила Федоровича », *Петербургский*

sein d'une institution administrative, reste peu étudié<sup>68</sup>. La biographie de Kourbatov permet d'avancer dans la compréhension de ce phénomène. Le secret de sa réussite première ne résidait pas seulement dans ses compétences personnelles et dans la confiance que lui accordait le tsar, mais également dans sa capacité à établir et à entretenir des relations de patronage et de clientèle. Sa chute finale s'explique, elle aussi, par les choix qu'il avait fait dans la conduite de ces relations.

### I.2.a Patron

L'obtention du grade de diak peut paraître une grande réussite pour un domestique, mais un regard plus attentif aux réalités de l'époque corrige cette première impression. Pierre le Grand avait près de 140 diaks à son service. Seuls quelques-uns d'entre eux occupaient dans l'appareil administratif une place aussi centrale qu'était celle de Kourbatov dans la maison du boïar Cheremetev. Pour réussir et progresser au-delà de la position médiocre dans laquelle il commença son service comme diak, Kourbatov avait besoin d'assistants habiles et de toute confiance. Or, ses origines sociales et sa position dans la maison de Cheremetev n'avaient pas favorisé la formation autour de lui d'un réseau de clients issus du milieu des prikases.

Presque tous les diaks du règne de Pierre le Grand avaient atteint ce grade après plusieurs décennies de travail en tant que diaks et, en outre, étaient des fils, petits-fils et neveux des diaks du siècle précédent. Il n'est pas surprenant qu'ils se soient sentis à l'aise dans l'univers des prikases. Kourbatov se trouvait dans une situation très différente. On ne lui connaît aucun parent dans les milieux

---

*исторический журнал*, n° 4, 2019, p. 84-98 ; М. Киселев *et al.*, *Патроны, слуги и друзья*, *op. cit.*

<sup>68</sup> Anna Joukovskaia-Lecerf, « Hiérarchie et patronage : Les relations de travail dans l'administration russe au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du Monde russe*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 551-580.



administratifs. En tant que fondé de pouvoir de Cheremetev, Kourbatov avait une bonne connaissance des us et coutumes des prikases, mais la nature même de ses fonctions devait maintenir une barrière entre lui et les employés. En effet, combien de fois, au cours des années passées à « soigner les affaires » (*khodit za delami*) de son maître, Kourbatov a-t-il dû se retrouver dans la position humiliante d'un solliciteur rusé et chicaneur à qui on s'adressait par son « petit nom » (*polouïmia*, diminutif dédaigneux<sup>69</sup>). Son écriture était plus belle que celle du meilleur podiatchi—ce qui trahissait sa basse naissance. Il connaissait les lois et les procédures mieux que certains diaks, mais devait assumer devant eux une posture humble et reconnaissante fourrant discrètement des roubles dans leurs poches et n'oubliant pas de les féliciter les jours de fête<sup>70</sup>. Tout cela peut expliquer le fait surprenant que, une fois devenu diak lui-même, Kourbatov n'ait souhaité accorder sa confiance à aucun des deux mille cinq cents podiatchis travaillant dans les prikases. Il chercha des assistants issus de son propre milieu, celui de « gens » (*lioudi*), dans le sens juridique du terme, c'est-à-dire de serviteurs de maisons aristocratiques. Kourbatov n'hésita à insister auprès du tsar lui-même pour obtenir l'autorisation de débaucher deux domestiques, Ivan Khripounov et Fiodor Oboukhov<sup>71</sup>. Pendant la période qui nous intéresse ici, le passage de serviteurs privés instruits au service du tsar était un phénomène notable. À part Kourbatov et ses assistants, les frères Soloviov en sont un exemple

---

<sup>69</sup> Sur la signification sociale du *polouïmia* voir : Д. Полонский, « Самоидентификация русского дворянства », art. cit., p. 235-238.

<sup>70</sup> П. Седов, « Подношения в московских приказах XVII века », *Отечественная история*, n° 1, 1996, p. 139-150 ; André Berelowitch, « Au service du couvent. La correspondance Belin », *Cahiers du Monde russe*, vol. 57, n° 2-3, 2016, p. 343-370.

<sup>71</sup> Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 mars 1700 et à Pierre le Grand sans date (mars 1700) : *Lettres et documents de Kourbatov*, op. cit., n°s 2 et 3. Il s'agit du boïar Aleksei Petrovitch Saltykov et du prince panetier Ivan Danilovitch Velikogaguine (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 44об., extrait d'un oukase).

éclatant. Ils ont non seulement mené une brillante carrière mais ont aussi élevé leur famille et noué des liens matrimoniaux dans l'élite pétrovienne<sup>72</sup>.

Ayant ainsi constitué son équipe de proximité, Kourbatov assumait envers ses assistants le rôle de protecteur. Il ne manquait pas une occasion de vanter leurs mérites au tsar, y compris en rappelant à ce dernier qu'ils avaient été pris « de chez leur maître sur ma demande<sup>73</sup> ». Pendant de nombreuses années, Khripounov et Oboukhov ont suivi Kourbatov d'une étape à l'autre de sa carrière — symptôme de relation clientélaire<sup>74</sup>. Il veillait à ce qu'ils reçussent de bons appointements<sup>75</sup> et des promotions<sup>76</sup>. Il les protégeait en cas de conflits au travail et dans la vie

---

<sup>72</sup> Д. Серов, « Из жизни Д. А. Соловьева, ахангелогородского обер-комиссара », dans Юрий Николаевич Беспятых (dir.), *Архангельск в XVIII веке*, Saint-Pétersbourg, Русско-балтийский информ. центр БЛИЦ, 1997, p. 250-257.

<sup>73</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 10 avril 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 132).

<sup>74</sup> А. Лавров, *Колдовство и религия в России, op. cit.*, p. 186-191.

<sup>75</sup> Initialement, Khripounov reçut des appointements de 50 roubles par an et Oboukhov, de 45. Ces appointements n'étaient pas censés être prélevés sur les fonds de l'Armurerie mais « sur la recette de l'enregistrement des actes » et les deux hommes étaient inscrits sur la liste du personnel préposé aux « sciences mathématiques et de la navigation » (extrait de l'oukase sur les affectations et registre comptable de l'Armurerie pour l'année 1701 : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 16, 44об.). Entre 1705 et 1707, les traitements annuels de Khripounov s'élevaient à la somme importante de 100 roubles et, à la différence de l'ensemble des diaks et des podiatchis, ils étaient réglés en totalité et non à moitié (Registre comptable du prikase de l'Enregistrement des actes : RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 1об., 5, 11, 20).

<sup>76</sup> Quand Kourbatov quitta l'Armurerie pour diriger l'Hôtel de ville, il partit avec Khripounov et Oboukhov et profita de l'occasion pour assurer leur promotion. Khripounov reçut la charge de « commis d'inspectat » le 10 février 1705

privée. Lorsque Oboukhov fut insulté et battu par Fiodor Romodanovski, le terrible directeur du prikase de Preobrajensk (une sorte de police secrète), Kourbatov fit part aussitôt de son indignation auprès du tsar dans une lettre où il exposait les circonstances de l'affaire et formulait la demande expresse de soustraire ses assistants au commandement de ce « monsieur dépourvu de bon sens et qui se conduit en despote dans sa façon de diriger les hommes ». Faute de quoi, menaçait Kourbatov, « j'appliquerais mon zèle en vain [...] à cause de tels obstacles et de la peur<sup>77</sup> ». Et, bien sûr, Kourbatov soutenait aussi les parents proches de ses clients—un trait important qui distingue l'attitude de supérieur-patron de celle du supérieur qui ne patronne pas ses subordonnés. Ainsi il a organisé pour le frère cadet de Khripounov (en même temps que pour son propre fils) une possibilité d'aller étudier à l'étranger, et lui a trouvé une bonne place à son retour<sup>78</sup>. Enfin, lorsque la carrière de Kourbatov connut un revers, il fit en sorte de ne pas entraîner ses clients dans sa chute<sup>79</sup>.

---

(RGADA. Ф. 248. Senat, Д. 1284. Л. 168). Il faut voir dans le nom de sa charge une indication de sa subordination directe à l'« inspecteur de l'Hôtel de ville Alekseï Kourbatov » (Instructions du 9 février 1705 : *Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825*, Санкт-Петербург, тип. II отд. собств. канц. ЕИВ, 1830, vol. 4, n° 2028, p. 288). Oboukhov devint « vieux » podiatchi : *Письма и бумаги имп. Петра Великого*, vol. 4, Saint-Pétersbourg, Государственная типография, 1900, p. 697. La nomination de Kourbatov au poste de vice-gouverneur d'Arkhangelsk entraîna une nouvelle élévation pour Khripounov, il devint d'abord diak et ensuite *landrichter*.

<sup>77</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 10 avril 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 132).

<sup>78</sup> Kozma Avksentevitch Khripounov, né en 1687, était un frère cadet d'Ivan Khripounov. En 1706, c'est-à-dire, juste après l'affectation de Kourbatov à l'Hôtel de ville, Kozma eut l'occasion exceptionnelle d'aller en Allemagne, où il fit ses études jusqu'en 1713. Apparemment, il effectua une partie au moins du voyage en compagnie du fils de Kourbatov, car en 1706 ce dernier reçut 375

En échange de ces faveurs, Khripounov et Oboukhov se comportaient comme des assistants fiables et obéissants. Khripounov était particulièrement polyvalent, s'acquittant des commissions les plus importantes et les plus délicates, telle la saisie des fonds dissimulés par la famille de marchands Choustov<sup>80</sup> ou la gestion du budget de l'École des sciences mathématiques et de la navigation<sup>81</sup>. Comme en témoignent les parafes de Khripounov sur les documents, ce fut à lui que Kourbatov délégua la gestion courante de l'enregistrement des actes dont il était le responsable en chef<sup>82</sup>. Cependant, Khripounov n'a pas accédé au statut

---

roubles « pour étudier les arts libéraux à l'étranger ». À son retour en Russie, Kozma obtint un bon poste de traducteur au bureau de la Construction de la ville de Saint-Petersbourg (c'est-à-dire sous la direction de son frère aîné et de Kourbatov). En 1720, il passa au collège des Affaires étrangères, qui était à cette époque une institution centrale très prestigieuse où il faisait bon servir car la paie était régulière et le travail de tout repos. Il y mena une carrière brillante jusqu'à 1760 et partit à la retraite dans les meilleures conditions, avec le grade de conseiller de cour et une pension de 300 roubles : Anna Joukovskaia, *Le service diplomatique russe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Genèse et fonctionnement du collège des Affaires étrangères*, thèse de doctorat, sous la dir. de Wladimir Berelowitch, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2002, p. 429.

<sup>79</sup> Khripounov resta *landrichter* après la mort de Kourbatov et fut nommé secrétaire au bureau du Contrôle au Sénat après la liquidation des tribunaux de province (RGADA. Ф. 248. Кн. 1914. Л. 104об.).

<sup>80</sup> Сергей Михайлович Соловьев, *Сочинения, кн. VIII. История России с древнейших времен*, vol. 15-16, Moscou, Мысль, 1993, p. 71-72.

<sup>81</sup> Extrait du décret sur l'affectation de Khripounov à cette fonction et signatures de Khripounov attestant la réception des indemnités journalières des élèves de l'école (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 44об., 126, 132, *passim*).

<sup>82</sup> Mention « vu » sur un relevé comptable du « petit pavillon » de l'enregistrement des actes de Moscou pour 1701 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 45-48) ; signature attestant la réception des traitements des podiatchis de

d'adjoint (*tovarichtch*) de Kourbatov. Sans doute était-ce là que se traçait la ligne de démarcation qui garantissait la distance nécessaire entre la « créature » et son « patron », surtout quand la distinction de race (*poroda*), c'est-à-dire de naissance, n'était pas là pour l'assurer.

Un autre ami de Kourbatov, le mathématicien Leonti Magnitski, entra lui aussi au service du tsar sur sa recommandation et bénéficia de son patronage<sup>83</sup>. Il fut choisi par Kourbatov pour être son principal agent dans un autre projet, celui de l'École des sciences mathématiques et de la navigation. Kourbatov n'a pas été l'inventeur de cette « entreprise » mais il jugea nécessaire de la prendre sous son contrôle, comme on le verra plus loin. Pour récompenser les services de Magnitski, Kourbatov fit en sorte que l'honneur de la paternité du premier manuel de mathématiques publié en Russie (ainsi qu'une partie des revenus de sa vente) revienne à son protégé. Il avait persuadé le tsar de lui confier la rédaction « d'un livre en dialecte slavon, choisissant dans l'arithmétique, la géométrie et la

---

l'enregistrement des actes, 1702 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 987. Л. 136) ; mention « vu » sur un dossier relatif à une requête (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1956. Л. 10) ; mention sur une requête, 1704 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52259. Л. 1об.) ; paraphe sur une lettre de commission à Ievlev, 1706 г. (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2086. Л. 2) ; paragraphes sur les registres comptables du prikase de l'Enregistrement des actes, 1705-1709 (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122, 170) ; mentions sur un dossier relatif à une requête, 1707-1708 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2094. Л. 5-5об., 16, 17) ; mention sur un dossier relatif au renvoi d'un podiatchi, 1709 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52269. Л. 2об.) ; résolution sur la copie d'une charte, 1709 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52270) ; paraphe sur un dossier relatif à la vérification des registres, 1709 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52271) ; arrêt sur un dossier relatif à une requête, 1710 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 206. Л. 5).

<sup>83</sup> Александр Владимирович Лаврентьев, *Люди и вещи. Памятники русской истории и культуры XVI-XVIII вв., их создатели и владельцы*, Moscou, Археографический центр, 1997, p. 69-108.

navigation dans la mesure du possible<sup>84</sup> ». Et il veilla à écarter la concurrence, même en prenant le risque d'importuner le tsar par ses démarches :

Je t'informe également, souverain, qu'un certain étranger a demandé la faveur de ta Majesté : imprimer un livre d'arithmétique. Et d'après ton oukase il lui a été permis de l'imprimer à ses frais et le vendre à son profit. J'ai montré ce livre à Leonti Magnitski et à ses compagnons, gens habiles en arithmétique et en géométrie [...] Ils ont dit que le livre de l'étranger a été mal traduit dans le dialecte slavon, qu'il est illisible, et qu'il ne contient pas de choses merveilleuses. Or, moi, ton dernier serviteur, j'ai accueilli Leonti sous mon toit, pour qu'il rédige une Arithmétique puisant dans de nombreux livres latins et allemands, et il promet une partie sur la géométrie et la navigation. [...] C'est un excellent travail, souverain, et il surpasse le livre de l'étranger en tout. Ais la bonté, souverain, d'examiner son manuscrit et d'autoriser son impression quand il sera fini. Le gain en ira à ton Trésor, souverain, et non à cet étranger. Quant à Leonti et ses compagnons, il suffirait de leur octroyer une petite partie des bénéfices de la vente<sup>85</sup>.

---

<sup>84</sup> L'oukase du 22 février 1701, cité dans И. Федюкин, « Роль административного предпринимательства в петровских реформах », art. cité, p. 95.

<sup>85</sup> « Еще к сему доношу тебе, государю: просил милости у тебя, государя, некоторый иноземец, чтоб ему печатать книги арифметики. И указ твой государев состоялся, печатать ему велено своими харчи и прибыток от того иметь себе. Которую ево книгу брал я к себе и казал искусным во арифметике и геометрии Леонтью Магнитскому с товарищи, которого я о ведомости книги некоторыя посылал к тебе, государю, в Новгород. Сказали, что та ево иноземцова книга преведена на славенский диалект зело неисправна, и разуметь невозможно, и дивных вещей в ней нет. И по моему, государь, убогому старанию он, Леонтей, сочиняет у меня в доме с

Achevé en un temps record, le manuscrit fut imprimé, et Kourbatov fit en sorte qu'un exemplaire spécial fût confectionné pour Pierre le Grand. Ainsi, grâce aux efforts de son patron, Magnitski devint le « premier mathématicien russe ». Le tsar l'ayant récompensé en lui offrant une maison à Moscou, Kourbatov la fit réparer aux frais des recettes du papier timbré, qui se trouvaient sous son contrôle<sup>86</sup>.

En contrepartie de la protection, Magnitski acceptait des missions de la part de Kourbatov, très éloignées de ses fonctions officielles d'enseignant à l'école navale. Par exemple, à l'été 1704, Magnitski a fait le vœu d'aller en pèlerinage au monastère ermitage de Nil, situé non loin de sa bourgade natale, Ostachkov. Or, Kourbatov avait reçu des plaintes de la part des habitants d'Ostachkov dénonçant les abus des podiatchis locaux. Kourbatov ne laissa pas passer l'occasion de confier une mission d'inspection à Magnitski, la fidélité du client étant apparemment un facteur plus important à ses yeux que son complet manque de compétence, en termes d'expérience comme en termes de statut officiel. Enquêter sur les agissements d'une bande de scribes corrompus ne prédisposait probablement pas à la concentration spirituelle requise pour la visite d'un lieu saint, mais Magnitski ne pouvait pas refuser à son protecteur. Les

---

латинских и немецких многих книг от своего учения « Арифметику », в которой, сказал, что будет изъяснение по части о геометрии и навигации. И набело, государь, той книги написано уже в десть мелким писмом добрым 13 тетратей. Видится, государь, зело искусно и много тое книгу иноземцову во всем превосходит. Благоволи, государь, тех тетратей посмотреть и повелеть по совершении печатать, от чего прибытков будет твоей государевой казне, а не иноземцу тому. А за труды ему, Леонтию, с товарищи изволишь от того собрания пожаловать некоторую часть малую. »  
Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 6*)

<sup>86</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 755. Л. 30-31об. ; Д. 992. Л. 213.



« paysans commerçants » d'Ostachkov devaient être assez surpris de voir débarquer ce *revizor*, tout aussi improvisé que celui de la pièce de Gogol et affublé d'un titre inouï d'« enseignant des Écoles des sciences mathématiques et de la navigation », que les habitants du coin pouvaient à peine prononcer et encore moins comprendre. Pendant deux mois entiers, le « maître d'arithmétique » mena des interrogatoires dans la chambre de justice locale, avant d'envoyer à Moscou un volumineux dossier d'instruction. Pour le dédommager en partie au moins pour son pèlerinage raté, Kourbatov lui fit verser 24 roubles pour « la diligence et le soin dont il fit preuve pendant l'enquête [...] d'Ostachkov<sup>87</sup> ».

Le lien durable entre Kourbatov et les trois assistants qu'il avait lui-même choisis semble riche d'enseignements, quand on songe aux erreurs de casting qu'il a commises dans ses tentatives de recruter des clients dans le milieu des podiatchis. En 1700, Kourbatov utilisa toute son éloquence pour recommander à son chef, le boïar Golovine, la loyauté et les talents d'un podiatchi, Tikhon Beliaev, prouvés par vingt ans de service « sans aucune tache<sup>88</sup> ». Golovine en avait la plus mauvaise opinion, mais Kourbatov réussit à le convaincre et obtint ainsi une charge importante pour Beliaev. Mais la tentative de patronner le podiatchi échoua. Deux ans plus tard, Kourbatov rompit avec lui, le qualifia de « fainéant », de « négligent », l'accusa de « tricherie » et chercha à le faire chasser de sa place<sup>89</sup>. Un incident avec les podiatchis Borovkov et Bourmistrov est également caractéristique<sup>90</sup>. Six mois après les avoir lui-même embauchés, Kourbatov se rendit compte qu'ils étaient issus de mousquetaires (pl. *strelcy*) et

---

<sup>87</sup> Registre comptable du prikase de l'Enregistrement des actes, novembre 1708 (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 170. Л. 24об.-25).

<sup>88</sup> Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 mars 1700 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 3).

<sup>89</sup> Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 juin 1702 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 19).

<sup>90</sup> *Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 4, n° 1833, p. 138 ; RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986 (liste de personnel).



fut pris de panique à l'idée que le tsar pourrait le soupçonner de protéger cette gent rebelle (car les mousquetaires s'étaient soulevés deux fois contre Pierre le Grand pendant sa jeunesse et il avait failli perdre le trône par leur faute) :

Souverain ! je suis dans la crainte de ton soupçon à leur propos, et j'entends déjà quelques reproches parmi les gens, soi-disant que je les ai choisis et nommés à cette place [...] Souverain ! je te fais mon rapport sincère sur la race mousquetaire maléfique et judéomorphe par ses conduites : il ne faut pas leur confier cette responsabilité [l'enregistrement des actes], ils ne devraient même pas vivre à Moscou, et ne devraient pas s'approcher de la ville de Moscou [...] Je jure, souverain ! ils sont une engeance de vipères, et ne renonceront pas à leur méchanceté<sup>91</sup>.

Borovkov et Bourmistrov ont eu de la chance : Pierre le Grand n'a pas prêté attention à cette lettre. Malgré cela, Kourbatov se débarrassa de cette relation compromettante en les affectant dans une lointaine ville de province<sup>92</sup>. Pourtant, lui-même avait été à l'origine du problème. Lorsqu'il avait choisi Borovkov et Bourmistrov parmi les écrivains publics qui exerçaient dans le centre de Moscou, il n'avait pas tenu compte du fait que c'était un gagne-pain

---

<sup>91</sup> « Я опасен в них твоего государева на меня какова мнения и слышу на ся некакое в них от народу и поречение, бутто я их излюбил и прибрал к тем делам [...]. Истинну тебе, государю, доношу о злодейственном сем в поведениих подобножидовском стрелецком роде: не достоин им у таких дел быть, не токмо, государь, у дел, но и житие иметь на Москве и приезжать к Москве не достоин. [...] Ей, государь, ехиднино порождение и лукавства своего не оставят. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 6*).

<sup>92</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122.

traditionnel de mousquetaires, entre deux campagnes militaires<sup>93</sup>. Les déboires de Kourbatov avec les podiatchis permettent de mieux comprendre, pourquoi le recours à des connaissances personnelles venues de l'extérieur du système administratif pouvait être à ce point important pour lui.

### I.2.b Client

Si Kourbatov remplissait le rôle de patron avec succès (c'est-à-dire avec profit pour tout le monde : lui-même, ses clients, et le tsar), ses tentatives pour jouer celui de client réussirent moins bien et aboutirent en fin de compte à un fiasco retentissant. Les raisons de son échec éclairent la tension dans le rapport triangulaire entre la logique de patronage, la logique fonctionnelle des relations de travail administratif, et l'éthique de sujétion monarchique analysée plus haut.

En tant que diak de l'Armurerie (*Oroujeïnaïa palata*), Kourbatov obéissait aux ordres de l'un des membres les plus influents du gouvernement de Pierre le Grand, le boïar Fiodor Golovine. Dès le premier échange épistolaire avec lui, Kourbatov manifesta son désir de doubler le rapport hiérarchique par une relation clientélaire : « En dehors de vous, monseigneur [*gosoudar*<sup>94</sup>], je n'ai pas d'autre patron »<sup>95</sup>. Pendant des mois, Kourbatov s'est efforcé de gagner la préférence de Golovine sur les autres diaks qui travaillaient sous ses ordres. Non seulement il a rempli ses fonctions avec zèle, mais encore il ne manquait jamais une occasion de rendre compte de ses succès et de signaler les maladresses et les défauts de ses collègues. Cependant, Golovine n'a pas cédé aux avances de Kourbatov. La

---

<sup>93</sup> Non seulement à Moscou, mais aussi dans les villes de province : Наталья Борисовна Голикова, *Очерки по истории городов России конца XVII - начала XVIII в.* Moscou, Московский ун-т, 1982, p. 75-76.

<sup>94</sup> En russe, un serviteur pouvait utiliser le même vocatif pour le tsar et pour son maître : *gosoudar*.

<sup>95</sup> « Кроме тебя, государя, иного *патрона* себе не имею. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 mars 1700 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 3).

correspondance entre eux transmet l'impression que leur relation resta formelle. Chef de neuf prikases, surchargé des tâches administratives et diplomatiques d'envergure et voyageant souvent loin de Moscou, il se peut bien que Golovine n'ait pas ressenti le besoin de favoriser particulièrement Kourbatov, l'un des deux ou trois douzaines de diaks dont il pouvait disposer. En tout cas, un an et demi après le début de leur collaboration (à l'été 1702), il est devenu clair pour Kourbatov que Golovine ne le considérait pas comme son protégé et lui préférerait son collègue aîné diak Domnine. Jaloux, Kourbatov ne put s'empêcher d'exprimer une certaine amertume :

En vérité, monseigneur, j'ai travaillé pour toi de tout mon cœur et de toute mon âme, comme tu le sais bien, monseigneur. Une fois, dans la maison de Lev Kirillovitch tu m'avais parlé avec une grande bonté (je t'en suis reconnaissant à ce jour). Mais je ne sais pas pourquoi maintenant tu as changé<sup>96</sup>.

Fin 1704, Kourbatov obtint la permission de Pierre le Grand de passer « sous le commandement » du favori du tsar, Aleksandr Danilovitch Menchikov, sans toutefois quitter son poste de diak à l'Armurerie. La question justement soulevée par l'historien Dmitri Serov sur les raisons d'un comportement aussi étrange, car Golovine était très proche du tsar et il était extrêmement risqué de s'opposer à lui, peut être résolue en analysant la correspondance de Kourbatov.

---

<sup>96</sup> « Истинно, государь, работал тебе всею душою и сердцем, о чем тебе, государю, известно. И получил некогда в доме Льва Кирилловича такое от уст твоих ко мне слово (дондеже дух мой во мне платить тебе рад). А для чего то ныне пременися, не вем. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 juin 1702 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 19).

L'examen des nuances de l'étiquette épistolaire est un instrument reconnu pour l'étude des relations de patronage et de clientèle<sup>97</sup>. Cependant, on pense parfois que seule la correspondance privée peut être révélatrice de ce type de contacts, car ils auraient exigé la plus stricte intimité et que les sujets du tsar auraient évité de les afficher<sup>98</sup>. Or, Kourbatov ne faisait aucun secret des relations de ce type qu'il entretenait. Au cours des quatre années et demie de leur collaboration, Kourbatov a envoyé 81 lettres à Golovine (dont 33 cosignées par son collègue le diak Domnine). Les formules d'adresse accompagnées de souhaits de santé et de bien-être attirent l'attention car elles étaient exprimées d'une manière différente dans chacune des lettres. Pour réussir un tel exploit, Kourbatov ne pouvait avoir d'autre solution que de consulter les brouillons de toutes les lettres qu'il avait déjà envoyées avant d'en rédiger une nouvelle. Il se permettait parfois d'utiliser dans une lettre à Menchikov une formule déjà employée dans une lettre à Golovine. En revanche, il ne se répétait pas dans les lettres adressées à une même personne. Il faut en déduire que Kourbatov considérait cette variation comme un point d'honneur de « créature » : un signe d'attention toute particulière, et donc une manifestation de respect pour le patron.

À partir du début de 1704, le comportement épistolaire habituel de Kourbatov change. Tout d'abord, il admet à plusieurs reprises la répétition mot pour mot de la même formule de salutation dans les lettres successives qu'il envoie à Golovine, et il la simplifie par rapport à celles utilisées précédemment : « Je te souhaite, monseigneur [*gosoudar*], bonne santé et longue vie dans la miséricorde divine. » Deuxièmement, à partir de février de cette année-là, lorsqu'il a commencé à correspondre régulièrement avec Menchikov, Kourbatov cesse d'adresser à Golovine les formules particulièrement respectueuses « très-très

---

<sup>97</sup> Д. Полонский, « Эпистолярный этикет во взаимоотношениях А. Д.

Меншикова с представителями властной элиты Петровской эпохи », *Меншиковские чтения - 2011. Научный альманах*, vol. 2, n° 9, 2011, p. 75-93.

<sup>98</sup> А. Павлов, « Патронатно-клиентельные отношения », art. cité., p. 84 ;

М. Кром, « Патронат и клиентела в Московском государстве », art. cité., p. 74.

gracieux *gosouдар* », voire « mon très-très gracieux *gosouдар* », et se met à employer une expression plus sobre « très gracieux *gosouдар*<sup>99</sup> ». En même temps, comme pour souligner le contraste, Kourbatov s'adresse à Menchikov en tant que « mon très gracieux *gosouдар* ». Dans ses dernières lettres à Golovine, en particulier celle où Kourbatov annonce son transfert « sous le commandement » de Menchikov, il se contente d'un vocatif sans aucune épithète, adoptant ainsi un ton ouvertement grossier compte tenu de la distance sociale entre un boïar et un diak : « *Gosouдар Fiodor Alekseevitch.* » Ces observations montrent que Kourbatov utilisait les formules de salutation comme un code pour passer, entretenir et rompre des contrats avec ses patrons. Par conséquent, une analyse plus approfondie des événements de 1704 doit révéler les raisons de sa rupture avec Golovine et de son rapprochement avec Menchikov.

Au début de l'année 1704, Kourbatov apprend par un informateur que de l'argent-métal contrefait (mêlé à du cuivre) circule sur le marché de Moscou et, plus important encore, que les hôtels des monnaies du tsar en achètent en tant que matière première. La réaction normale du « dénonciateur » qu'il était aurait dû être d'enquêter sur les circonstances de l'affaire et d'adresser un rapport à son supérieur immédiat, c'est-à-dire à Golovine. Cependant, Kourbatov ne se tourne pas vers lui mais vers Menchikov, en affirmant qu'il ne peut pas lancer une enquête sans que le favori n'intercède pour lui au préalable auprès du tsar, car il craint l'opposition de personnes influentes :

Mais j'entends, Monseigneur, qu'il y a beaucoup de mauvaise gestion dans ces hôtels des monnaies et beaucoup d'escroqueries de la part des entrepreneurs dans l'approvisionnement en argent, et maintenant je dispose d'un indice pour ouvrir une enquête. Mais je n'ai pas encore commencé à enquêter car je crois que des personnalités y sont mêlées. Je dois te prier, toi qui es le serviteur le plus zélé de Sa Très Gracieuse Majesté : qu'il

---

<sup>99</sup> « Премилостивейший государь », « премилостивейший *ко мне* государь » ; « милостивейший государь ».

plaise à ta seigneurie d'informer Sa Majesté et de m'envoyer un oukase, afin que je puisse enquêter sans crainte. Je pense, Monseigneur, qu'on découvrira beaucoup de fraudes, et ce ne sera pas sans profit pour le Trésor<sup>100</sup>.

Le comportement de Kourbatov s'explique lorsqu'on prend en compte le fait que l'un des hôtels des monnaies incriminés ne se trouvait pas sous l'autorité du prikase du Grand Trésor et de son chef, le prince Prozorovski, comme tous les autres, mais était placé sous la supervision personnelle de Golovine. Le boïar l'avait fondé en 1699-1700 en utilisant les moyens du prikase de l'Amirauté, dont il était également le directeur. Il voulait organiser la frappe du rouble, ce que Pierre le Grand attendait avec impatience, car l'aspect archaïque de la monnaie russe, les kopecks difformes fabriqués à partir du fil d'argent, mortifiait le souverain européenisé (le rouble n'avait été jusque-là qu'une monnaie de compte<sup>101</sup>).

Ainsi, au moment où les subordonnés de Golovine se sont enfin mis à produire les premiers beaux roubles d'argent, Kourbatov a découvert de manière

---

<sup>100</sup> « А слышитца, государь, в тех дворех [денежных] многое есть неисправление и от подрядчиков в поставке серебра многое воровство, которому воровству ныне в Полате оружейной явился знак и к сыску дорога. А розыскивать, государь, в том еще я не начел, для того что мню, в том многия *лицы* явятся. И сего ради тебе, яко вернейшему всемилостивейшаго государя рабу, доношу : благоволи, государь, доложить всемилостивейшаго и прислать ко мне указ, да поступлю в том розыску безбоязненно. Мню, государь, многое явитца воровство и в казну не без прибыли. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du 19 mars 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 79).

<sup>101</sup> Ekaterina Pravilova, *The Ruble, A Political History*, Oxford university press, 2023.

inattendue des raisons de douter de la qualité de leur alliage ! Même si Kourbatov ne soupçonnait pas Golovine lui-même de manipuler l'approvisionnement en matières premières, le boïar aurait pu s'avérer coupable de « négligence criminelle », comme nous dirions aujourd'hui. Kourbatov, sachant que Golovine n'avait pas pour lui cette confiance particulière que le patron accorde à son client, se trouva confronté à un choix difficile : étouffer l'affaire ou exposer son supérieur hiérarchique à ses risques et périls. Garder le silence revenait à rompre le « vœu » qu'il avait fait au tsar et à Dieu de « dénoncer selon la vérité elle-même ». Kourbatov chercha donc le soutien de Menchikov, le seul homme qui pouvait se mesurer à Golovine. Il est possible qu'il ait été poussé par une coïncidence. Menchikov voulant créer un nouvel hôtel des monnaies sous sa propre direction et ayant invité Kourbatov à se charger de sa construction, ce dernier vit là une occasion de « supplier » le favori de le protéger dans l'affaire de la fraude d'argent qui allait éclater au grand jour :

Je le jure, Monseigneur, il y a beaucoup de mauvaise gestion dans les hôtels des monnaies. Aies la bonté de transmettre mon rapport [au tsar] et prends ces hôtels sous ta tutelle. En vérité, Monseigneur, j'espère que grâce à ta gestion les hôtels existants apporteront plus de profits pour le Trésor qu'un nouvel hôtel que tu veux faire construire<sup>102</sup>.

On ne sait pas de qui Golovine apprit ce qui était en train de se tramer, mais en tout cas il n'en eut vent qu'un mois et demi après le premier signal de Kourbatov à Menchikov. La première réaction du boïar semble indiquer son

---

<sup>102</sup> « Ей-ей, государь, многое *неизправление* есть на денежных дворах.

Благоволи милостиво внушить сие мое доношение и те *денежные дворы* взять под свою опеку. Истинно, государь, надеюсь, что твоим усмотрением в тех дворах большей прибыток явитца казне, нежели на особом твоём дворе. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du 19 mars 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 79*).

innocence dans l'affaire : comme il se devait, Golovine ordonna immédiatement à Kourbatov « de mener l'enquête jusqu'à la racine pour découvrir qui fabriquait, combien et où on l'a vendu, et chez qui cela a été fait ; cette affaire est importante, et les procès-verbaux doivent m'être envoyés immédiatement<sup>103</sup> ».

Malgré cela, Kourbatov a apparemment continué à nourrir des doutes sur l'impartialité de son chef. Cela est mis en évidence par le contraste entre le contenu de ses lettres à Golovine et à Menchikov. Le même jour, Kourbatov leur rend compte à tous deux de l'avancement de l'enquête : brièvement et vaguement à son supérieur hiérarchique et longuement et en détail au favori dont il recherche le patronage. Kourbatov vise à endormir la vigilance de Golovine en omettant de mentionner que de l'argent contrefait pouvait être fourni aux hôtels des monnaies et, au contraire, il insiste sur ce fait dans son rapport à Menchikov. Insatisfait, Golovine demande des précisions, Kourbatov traîne les pieds et le boïar perd patience. Le rapport détaillé que Kourbatov rédige enfin le 23 juin, et dans lequel il tient le diak Iakov Borine pour responsable des irrégularités commises à l'hôtel des monnaies dirigé par Golovine, arrive trop tard. Le boïar vient d'obtenir un oukase transférant l'instruction à une autre personne de confiance du tsar, Fiodor Romodanovski.

Cet ordre conduit Kourbatov à brûler ses vaisseaux en mettant en cause ouvertement Golovine. Le transfert d'une instruction d'une juridiction vers une autre s'accompagnait toujours de plaintes plus ou moins fondées de la part des accusés contre les enquêteurs dessaisis. Il n'est pas étonnant que, dans cette affaire, la réputation de Kourbatov ait été mise à mal : lui et ses podiatchis ont été accusés de corruption. Contraint de se justifier, Kourbatov écrit une lettre

---

<sup>103</sup> « [...] конечно розыскивать, дабы сыскать от корени, кто и сколько составлявал, и куда продал, и у кого сие делалось, дело сие надобно, и что по розыску, ответы о том ко мне писать немедленно ». Note manuscrite de Golovine sur la lettre de Kourbatov à lui du 21 avril 1704 ; la note a été faite le 1<sup>er</sup> mai, d'après une mention dans une lettre de Kourbatov du 23 juin 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>os</sup> 88 et 98).



désespérée à Pierre le Grand. Il prétend que les fraudeurs disposent d'amis influents qui cherchent à le diffamer, parmi lesquels il nomme la mère de Golovine et le boïar lui-même, ainsi que Romodanovski et sa fille. À en croire Kourbatov, seul « ton très fidèle serviteur Aleksandr Danilovitch [Menchikov] n'a commis aucune faute devant toi, Sire, tous les autres ne sont pas sans tache<sup>104</sup> ».

À cette époque et bien des années plus tard, Kourbatov pensait avoir accompli un exploit en osant ouvrir l'enquête sur la contrefaçon de l'argent-métal « sans scrupules devant l'amiral Fiodor Alekseevitch [Golovine] qui avait la direction de l'hôtel des monnaies<sup>105</sup> ». En revanche, Pierre le Grand n'ayant pas accordé une grande importance à l'affaire, elle n'a eu de conséquences majeures pour aucun des participants. À l'exception du seul Kourbatov, qui, bien sûr, après l'affront fait à Golovine, ne pouvait plus rester sous son commandement. Or, Menchikov ne se montrait guère empressé de l'accepter sous son patronage. Kourbatov se vit alors contraint de le supplier « en larmes » : « Ne m'abandonne pas, toi le plus zélé des serviteurs de sa Majesté ! Si tu ne m'abandonnes pas, tu verras mon service, ma fidélité indéfectible et mon assistance, non seulement à Sa Très Gracieuse Majesté, mais aussi à toi, Monseigneur<sup>106</sup>. »

---

<sup>104</sup> « Ей, всемилостивейший государь, один без всякаго порока пред тобою вернейший твой при тебе раб Александр Данилович, прочии же вси не без причины. » Lettres de Kourbatov à Pierre le Grand, le 3 juillet 1704, s. d. 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>os</sup> 101 et 102).

<sup>105</sup> « [...] не устыдился адмирала Феодора Алексеевича, [...] для того что Манетной двор был под ево усмотрением. » Lettre de Kourbatov au secrétaire du Cabinet Makarov du 26 octobre 1713 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>o</sup> 217).

<sup>106</sup> « [...] не остави мя ты, всеусерднейший его, государев, раб. А ежели не оставишь, узриши мою услугу, не точию ко всемилостивейшему, но и к тебе, государю, неотменную верность и помоществование. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du 3 septembre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>o</sup> 108).

Kourbatov écrit simultanément au tsar et, fait intéressant, il lui demande non pas un transfert dans un prikase indépendant de Golovine, mais la permission d'entrer sous la « tutelle » (*opioka*) de Menchikov, comme s'il s'agissait de lui octroyer un grade et le nommer à une fonction : « Si tu as la bonté de me donner un ordre écrit et de me placer sous la tutelle du plus fidèle de tes serviteurs [Menchikov], tu verras, avec l'aide de Dieu, ma solidité ». Et il souligne que son désir de travailler sous les ordres de Menchikov est fonction de la loyauté de celui-ci à Pierre le Grand : « Je vois que ce vaisseau [Actes, 9, 15] t'a été donné par Dieu<sup>107</sup>. » Deux mois plus tard, lorsqu'il présente au tsar ses félicitations pour la prise de Narva, Kourbatov lui rappelle son souhait : « En vérité le plus fidèle de tes serviteurs, Majesté, A. D. [Menchikov], dont moi, pauvre homme, je désire ardemment recevoir la protection<sup>108</sup>. »

Parallèlement, Kourbatov continue à courtiser Menchikov en le tentant par divers projets qui pourraient apporter gloire ou enrichissement au favori et pour lesquels le diak pourrait lui être utile : mettre la main sur le commerce du tabac, consolider la gestion des hôtels des monnaies, trouver de nouveaux revenus pour former des régiments supplémentaires d'infanterie et de cavalerie<sup>109</sup>. « Si tu me

---

<sup>107</sup> « Аще ли благоволиши мя повелением твоим за саморучным подкрепитьи, предаси мя во опеку вернейшему твоему рабу, оному узриши мя в том при Божией помощи, как и ныне есмь непоколебима. » « Вижду, истинно избран ти от Бога сосуд есть. ». Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 3 juillet 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 101).

<sup>108</sup> « [...] истинно вернейший твой, государев, раб А. Д., которого охранения и аз, бедник, повсечасно желаю получитьи, надеюся же, яко и получ[у] оно мое ради усердности. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 24 août 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 106).

<sup>109</sup> Lettres de Kourbatov à Menchikov août 1704 et le 3 septembre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n°s 107-109).

prends gracieusement sous ta garde, je saurais multiplier les profits », répète Kourbatov<sup>110</sup>.

Enfin, le 10 octobre 1704, Kourbatov reçoit une lettre de Menchikov qui est aujourd'hui perdue, mais qui, à en juger par la fervente réponse de Kourbatov, contenait l'accord du favori pour l'accepter sous son patronage. L'obtenir semble avoir été plus difficile que de quitter la domesticité pour entrer au service du tsar. La gratitude du diak adopte des formes qui normalement étaient réservées au souverain. Kourbatov appelle Menchikov « notre [*sic* !] *gosouдар* le plus gracieux »—non pas « mon » ou « pour moi » comme il l'avait parfois écrit à Golovine et Menchikov lui-même auparavant, mais « notre », qui jusqu'alors ne s'adressait qu'à Pierre le Grand. Il lui donne du « papa [*batko*] »—équivalent russe du « patron » avec une nuance d'intimité propre à la domesticité. Et il l'assure que non seulement lui mais aussi « sa maison » (*s domachnimi moimi*) seront ses très fidèles serviteurs. Enfin, Kourbatov promet « d'exécuter avec zèle les ordres du plus loyal des serviteurs de sa Majesté » et rapporte l'exécution du premier de ces ordres, car Menchikov lui avait demandé, tout simplement, de lui faire parvenir 19 mille pièces d'or provenant des sommes confisquées à la famille des marchands Choustov :

Selon ce que tu m'as ordonné, Monseigneur, je t'ai envoyé dix-neuf mille pièces d'or, dont plusieurs doubles, avec le podiatchi de l'Armurerie Piotr Chichtourov. Il reste 478 pièces d'or que j'ai gardées pour les besoins de l'Armurerie. Mais si tu le veux, Monseigneur, je te les enverrai sans délai<sup>111</sup>.

---

<sup>110</sup> « Истинно, государь, аще пририши на мя милостивно твоим о мне промышленiem, надеюся многому в том быти собранию. » Lettre de Kourbatov à Menchikov, août 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 107).

<sup>111</sup> « По повелению, государь, милости твоей ис пожитков Шустовых золотых червонных послал я к тебе, государю, с подьячим полаты

L'affaire des marchands Choustov a été instruite par la chambre d'Armurerie et l'argent qui leur a été confisqué se trouvait de ce fait sous l'administration de Golovine. Selon la logique administrative caractéristique de notre temps, tant que le diak Kourbatov restait un employé de l'Armurerie, il aurait dû être pleinement responsable devant le chef de cette institution. Cependant, Pierre le Grand et ses contemporains raisonnaient différemment : le diak Kourbatov et son portefeuille ministériel (les « dossiers de son ressort », *dela ego sidenia*) étaient considérés par eux comme une unité structurelle qui pouvait être placée sous la « tutelle » d'un tiers, sans pour autant la retirer de l'Armurerie. Dans une lettre sèche et hautaine, dont le ton contrastait fortement avec le style habituel de ses lettres à Golovine, Kourbatov l'informa de cette opération :

Après le rapport du gouverneur Aleksandr Danilovitch [Menchikov], sa très gracieuse Majesté m'a ordonné de me placer sous le commandement du gouverneur. Dans la lettre de ce dernier il est écrit : rassembler les dossiers de mon ressort, dont celui sur l'argent-métal contrefait, quant aux autres continuer à les juger dans la chambre d'Armurerie<sup>112</sup>.

---

Оружейныя, с Петром Шишиптуровым девятнадцать тысячъ, в том числе несколько есть и двойных. Достальных оставил я в Полате для дел пребудущих по случаю чрез твое повеление четыреста семьдесят восемь золотых. А ежели, государь, к посылке и тех воля твоя, пришлю без медления. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du 10 octobre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 111*).

<sup>112</sup> « Волею всемилостивейшаго нашего государя чрез доношение губернатора Александра Даниловича, велено мне быть *под управлением его губернаторским*. И в письме его ко мне написано: *дела, которыя с моево сиденья*, и в составе воровского серебра, и инья, прибрав, *а по иным чинить указ, будучи [...] в [Оружейной] Полате*. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 17 novembre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 113*).

Il pourrait sembler que Kourbatov se soit trouvé dans la position d'un cumulant, relevant d'un chef pour une partie de ses fonctions et d'un autre pour une autre. Mais ce n'était pas ainsi. Le ton de la lettre montre clairement que la relation de Kourbatov avec Golovine avait changé. Il devait continuer à collaborer avec lui, mais ne le considérait plus ni comme son patron ni même comme son supérieur hiérarchique : au lieu d'écouter et d'obéir comme avant, il lui dicte ce qu'il « veut » ou ne veut pas. *Je veux* était une expression rare dans le vocabulaire de Kourbatov qui utilisait normalement *je souhaite* :

Ta grâce a écrit aux nouveaux diaks au sujet de la décoration des tours triomphales, alors que j'ai déjà à moitié accompli cette tâche, ce qui m'a couté beaucoup d'efforts. *Je veux* que mon travail ne soit pas annihilé. Aies la bonté, Monseigneur, d'envoyer un ordre à leurs grâces [les nouveaux diaks] pour qu'ils ne m'empêchent pas de terminer la décoration ainsi que les autres affaires<sup>113</sup>.

La cause profonde de la rupture entre Kourbatov et Golovine semble ainsi être le fait que le rapport de sujétion hiérarchique du premier au second n'avait pas été doublé d'une relation de patronage et de clientèle. Golovine, on l'a vu, n'a pas voulu distinguer Kourbatov des autres diaks. De son côté, Kourbatov ne se sentait pas redevable à Golovine, car ce n'était pas grâce à lui qu'il avait obtenu son grade de diak ni qu'il était devenu un interlocuteur du tsar : « J'ai reçu la

---

<sup>113</sup> « А в письме милости твоя писано [...] о украшении к триумфу башен [...] к новоизбранным дьяком, которое украшение уже чрез мое старание вполы дела своя произошло, в чем восприял и труд немалой. *Хочу*, да и до конца тот мой труд да не истреблен будет. Благоволи, государь, прислать к их милостям [т.е. к дьякам] указ, дабы того украшения и иных дел во окончании препоны мне не чинили. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 17 novembre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 113).

faveur du très gracieux souverain *par Dieu lui-même*<sup>114</sup>. » N'étant pas fondée sur une gratitude personnelle, ni nourrie par un échange mutuel et permanent de services, la relation avec Golovine se résuma aux intérêts de fonction et se brisa à la première difficulté importante.

La relation avec Menchikov était différente, car celui-ci, accédant aux supplices de Kourbatov, lui avait rendu un service important en ayant « gracieusement intercédé » pour lui auprès du tsar, ce qui a fait de Kourbatov son *obligé*<sup>115</sup>. Toutefois, la relation clientélaire avec Menchikov ne dura pas, car le favori arriviste n'était pas aussi loyal à Pierre le Grand que Kourbatov l'avait imaginé. Menchikov profitait de sa position de l'ami de cœur du tsar pour s'enrichir dans des proportions qui finirent par scandaliser Kourbatov<sup>116</sup>. Dès le début de leur relation, Kourbatov dut faire face à des situations qui le plaçaient devant un dilemme : causer du déplaisir à son patron ou agir à l'encontre de ce qu'il considérait comme les intérêts du tsar, c'est-à-dire trahir son devoir de service s'écartant par la même occasion du chemin étroit du salut. Tremblant et chevrotant des excuses, Kourbatov choisit pourtant encore et encore la première solution. Il s'appuya sur la faculté qu'il avait acquise de s'adresser au tsar sans médiation : « Je fais ici mon rapport, mais non sans crainte, de peur d'offenser ton plus fidèle serviteur, et mon patron très gracieux » ; « Tu sais, souverain : je n'avais que son altesse pour patron, mais je suis en train de perdre sa faveur<sup>117</sup>. »

---

<sup>114</sup> « А получил [я] милость всемилостивейшаго государя чрез самого Бога. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 juin 1702 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 21).

<sup>115</sup> Lettre de Kourbatov à Menchikov du 10 octobre 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 111).

<sup>116</sup> Sur les propriétés et les entreprises économiques de Menchikov, voir : Сергей Мартинович Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в. Формирование бюрократии*, Moscou, Наука, 1974, p. 319-345.

<sup>117</sup> « Ныне точию о сем доношу, но и сие не без страха, да не прогневаю вернейшаго твоего государева раба, моего ж милостивейшаго патрона. »

En même temps, il implorait le pardon de Menchikov : « J'implore ta grâce, Monseigneur, au nom de la miséricorde divine, ne me laisse pas, moi pauvre homme, mourir de chagrin, donne-moi ne serait-ce qu'une mince consolation que je n'aie pas en Enfer de tristesse. Je jure que mes rapports ne visaient que ton avantage et que je ne voulais pas te contrarier<sup>118</sup>. »

Pierre le Grand soutint Kourbatov, sans se fâcher des rapports peu flatteurs qu'il lui faisait parvenir concernant ses serviteurs de confiance, tels que Golovine, Romodanovski ou Menchikov, et même l'encouragea à poursuivre son activité de « dénonciation » : « Votre lettre écrite de Moscou le 2 décembre nous est parvenue [...] vous craignez le général Menchikov, que vous ne devez pas craindre à condition de travailler en toute probité<sup>119</sup>. »

Toutefois, Kourbatov avait raison de redouter Menchikov. Le protecteur finit par se transformer en ennemi lorsque Kourbatov découvrit l'ampleur des fraudes commises par les sbires du favori, les frères Soloviov, que celui-ci avait placé dans l'intéressant département du commerce extérieur (épisode qui a été

---

« Тебе, государю, известно : единого точию имел себе за патрона его сиятельство, но и того милости уже лишаюся. » Lettres de Kourbatov à Pierre le Grand du 21 octobre et du 2 décembre 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>os</sup> 141 et 146).

<sup>118</sup> « Точию молю тя, государя, помилуй мя ради [нрзб.]ебе божия, не дай мне, беднику, умереть в печали моей, [и]мянно даждь мне ныне хотя малое утешение да не сниду с печа[ль]ею моею во ад. Ей-ей, писал к те[нрзб.]лучшия пользы, а не в противство. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 29 novembre 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>o</sup> 145).

<sup>119</sup> « Письмо Ваше, писанное из Москвы декабря 2 дня, до нас дошло, в котором описывается о делах ратушского правления, [...] за которые будто от господина генерала Меншикова имеете опасение, в чем *не надлежит Вам нимало опасатися, токмо во оных делах надобно трудица* правдою. » Lettre de Pierre le Grand à Kourbatov du 19 décembre 1706 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n<sup>o</sup> 147).

étudié en détail par Dmitri Serov<sup>120</sup>). L'arme de la dénonciation se retourna alors contre Kourbatov et lorsque celui-ci se trouva à son tour devant un enquêteur, il s'aperçut de toutes les imperfections de la justice russe. Seule, l'intervention directe du tsar pouvait compenser la partialité des juges et les lourdeurs de la procédure, et Kourbatov chercha à obtenir l'intercession du secrétaire personnel de Pierre le Grand, Alekseï Makarov. Avant le début de son procès, qui commença en 1713, Kourbatov avait rarement écrit à Makarov, et ses lettres n'avaient pas comporté d'éléments rhétoriques clientélares. À partir de ce moment, en revanche, les lettres devinrent plus fréquentes et Kourbatov y appelle parfois Makarov « mon patron ». Dans ce cas, cependant, ce terme ne peut pas être interprété comme une preuve de relations de patronage et de clientèle. Sous le coup d'une enquête criminelle, Kourbatov ne pouvait pas prétendre au statut de client car il avait perdu la possibilité de se rendre utile. C'est ce que dévoile son comportement épistolaire. Le plus souvent, Makarov est appelé « père » (*otets*) ou « papa » (*batka*). La relation entre le patron et le client, bien qu'asymétrique, était néanmoins fondée sur la réciprocité. Or, le fils, quel que soient les services qu'il rend à son père, reste par nature son éternel débiteur. On ne sait pas si le secrétaire du Cabinet a accepté de « plaider paternellement » la cause de Kourbatov. Mais ce dernier n'y comptait pas trop, sachant bien qu'il n'était pas un « client », mais un nième solliciteur fâcheux.

L'échec final de la carrière du « sourcier des revenus et dénonciateur », qui fut démis de toutes ses fonctions et mourut en disgrâce avant la fin de son procès, s'explique moins par le fait qu'en s'attaquant à de petits escrocs bien placés il avait indirectement affecté les intérêts du favori, que par son manque de sincérité dans le rôle de client. Malgré sa propension à entrer dans des rapports clientélares avec ses supérieurs, il faut reconnaître que Kourbatov choisissait ses patrons en fonction de leur loyauté au tsar, et il s'en éloignait quand il soupçonnait leur fausseté. Et il n'exagérait pas vraiment lorsque, des années plus tard, il dressa ainsi son bilan :

---

<sup>120</sup> Д. Серов, *Администрация Петра I*, Moscou, ОГИ, 2008, p. 172-214.



Je jure que j'ai travaillé en toutes choses de tout mon cœur, mais il n'y a personne pour me louer car *je ne m'étais attaché qu'à vous, Sire*, et c'est pourquoi je suis abandonné de tous<sup>121</sup>.

Plaçant le devoir du service au souverain au-dessus de la « tutelle » de ses protecteurs, Kourbatov avait du mal à se défendre seul contre « ceux qui le haïssaient » car il n'avait pas d' « oncles » (*diadki*) pour le blanchir aux yeux du tsar<sup>122</sup>. En fin de compte, l'ex-domestique Alekseï Kourbatov était trop orgueilleux et ambitieux car au fond de son âme il ne voulait pas être serviteur de personne si ce n'était du tsar et de Dieu. Or, comme le disait un dicton russe, Dieu est trop haut et le tsar est trop loin...

### **I.2.c Le patronage et le devoir du service**

Comme le montre le cas de Kourbatov, les hommes de l'époque pétroviennne étaient bien conscients du caractère ambivalent de l'influence des relations de patronage et de clientèle sur la chaîne hiérarchique et le devoir du service au tsar. D'une part, en tant qu'entrepreneur administratif s'efforçant d'atteindre une rapidité et une efficacité maximales dans l'exécution de ses tâches, Kourbatov comptait sur la confiance et le soutien de son supérieur hiérarchique et « patron » lorsque, dans la poursuite du « profit » pour le Trésor, il prenait des décisions qui outrepassaient ses droits. « Je ne ferais jamais rien sans ordre, *sauf* si c'était pour

---

<sup>121</sup> « Ей-ей, во всем работал вседушевно, но нет мне хвалителей, ибо *ни в ком кроме Вас, государя, не искал*, и того ради от всех оставлен. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 7 janvier 1719 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 245*).

<sup>122</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du mois de mars 1721 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit., n° 253*).

ta gloire<sup>123</sup> », se justifiait-il dans ces cas auprès de Golovine. Persuadé que « le zèle était dans l'audace » selon l'expression d'un de ses contemporains, Kourbatov allait parfois jusqu'à commettre des violations de procédure<sup>124</sup>. D'autre part, en tant que « dénonciateur » des abus, le même Kourbatov maudissait les relations de patronage et de clientèle lorsqu'il voyait qu'elles entraient en contradiction avec les intérêts du service :

Les podiatchis, sire, sont de grands voleurs, et ils aident les susdits voleurs [certains marchands] dans leurs tentatives, et considèrent leurs offices comme un héritage, et prennent de très gros pots-de-vin. [...] Que dois-je faire d'eux, Sire ? J'agis déjà, avec l'aide de Dieu, contre leur gré, mais cela suscite la haine de leurs patrons, car rares sont ceux d'entre eux qui n'ont pas un « oncle » auprès d'eux. Apprends-moi, très gracieux souverain, ce que le dois faire avec eux<sup>125</sup>.

---

<sup>123</sup> [Без приказа] « чинить я никогда не буду, разве что усмотрев в делах оружейных к славе имени твоему. » Lettre de Kourbatov à Golovine du 16 juin 1702 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 19).

<sup>124</sup> Lettre de Kourbatov à Golovine du 30 septembre 1703 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 71). La formule « le zèle est dans l'audace » (« дерзость [...] от чистого усердия ») appartient à un autre collaborateur de Pierre le Grand, Конон Zotov : Евгений Викторович Анисимов, « “Дерзость от чистого усердия”. Конон Зотов и Петр Великий », *Труды Санкт-Петербургского института истории РАН*, n° 5 (21), 2019, p. 132.

<sup>125</sup> « Подьячия, государь, ратушския — превеликия воры, и великое вышеозначенным вора́м чинят в их поползновениях помоществование, и имеют себе повытья за наследство, и берут премногия взятки. Еще ж, государь, дают в городе знать, да опасаются нашего правления. И о таковых, государь, что чинить ? Поступаю и так при помощи Божии не зело им во угодность, но приемлю ненависть от их патронов, понеже имеют едва не всякии у себе дядяк, яви ми, всемилостивейший государь, что имам творити

Si nous [les diaks de l'Armurerie] n'avons pas le droit d'agir sans l'aval du prikase de la Guerre dans la collecte de ces taxes, les voïvodes et autres responsables ne feront aucun zèle pour les collecter parce qu'ils sauront que nous ne pouvons pas les punir sans accord du prikase de la Guerre. Or, rare est le voïvode qui ne dispose pas d'un cher ami au prikase de la Guerre, et le Trésor pourrait ainsi perdre le revenu de ces taxes<sup>126</sup>.

Quand un responsable administratif s'apercevait que les intérêts du tsar et ceux de son patron ne coïncidaient pas, il se trouvait face à un dilemme. Parfois, le choix était facile : ainsi Kourbatov sacrifia un jour sans vaciller les intérêts privés au nom de l'avantage général : « En vérité, Monseigneur [Menchikov], ça ne rapporte pas grand-chose au Trésor, et quoique nous en tirions nous-mêmes quelque profit, je ne peux taire cette affaire en raison de la confiance que m'accorde sa Majesté<sup>127</sup>. » D'autres fois, en revanche, la bonne décision paraissait moins évidente, comme ce fut le cas quand Kourbatov fournit des « vodkas » provenant des stocks de l'État pour la consommation personnelle de Menchikov,

---

с ними. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 17 octobre 1705 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 123).

<sup>126</sup> « И ежели, государь, без ведома Розрядного нам ничего в тех зборах не чинити, то большее от воевод и от приказных людей будет в зборах происходить нерадение, потому что они будут ведать, что их, не согласясь с Розрядом, острастити невозможно. А в Розряде у воевод без друга мало бывает, и многая, государь, от того в тех зборах казне будет утрата. » Lettre de Kourbatov et Domnine à Golovine du 13 août 1703 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 65).

<sup>127</sup> « Ей, государь, прибыль от него малая, хотя нам есть от него некоторое и поживление, однакож я молчати о сем за милость всемилостивейшаго государя не могу. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du mois d'août 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 107).

sans les lui faire payer. La lettre qui accompagnait cette livraison offre un exemple rarissime de tentative de raisonner sur la relativité de la frontière entre les intérêts du Trésor et ceux des serviteurs individuels du tsar—entre les ressources privées et celles de l'État :

À son altesse sérénissime Aleksandr Danilovitch d'Ijora, prince de l'empire romain et de l'empire russe. Ayant reçu l'ordre de votre altesse concernant les vodkas, je me suis empressé, moi, votre serviteur, de les préparer, et je les ai envoyées à votre altesse ce jour du mois d'août. Quant au prix, j'ai ordonné de ne pas faire régler monsieur Kozma Doumachev [l'envoyé de Menchikov], car ces vodkas ont été produites grâce aux revenus additionnels dont l'Hôtel de ville n'avait jamais disposé auparavant et dont les milliers de roubles sont venus augmenter son budget (comme tu le sais déjà, monseigneur, grâce à mes rapports précédents). Ces sommes peuvent toujours être à la disposition de votre altesse, parce que j'ai été affecté à l'Hôtel de ville grâce à la recommandation que vous, notre patron très gracieux, avez fait à sa très gracieuse Majesté de moi, humble serviteur. Et dorénavant je vous enverrai, monseigneur, avec toute la diligence voulue, non seulement une quantité aussi petite qu'à présent, mais autant qu'il en faudra pour toute la maison de votre altesse, à cause des services que vous rendez à sa très gracieuse Majesté<sup>128</sup>.

---

<sup>128</sup> « Светлейшему Римского и Росийского государств князю Ижерскому, государю Александру Даниловичю. Получив, я, вашего светлейшества раб, ваше о присылке водок повеление, изготовил их как мог с поспешением и сего августа в день послал их к вашему светлейшеству. А денег, государь, за те водки, во что они стали, у господина Козьмы Думашева я брать не велел, для того что они ис прибыльных денег строены, которых прежде сего в Ратуше не бывало, и в помощь ратушским окладным доходам приплождено их многое тысячь число (о чем по прежним моим доношениям тебе, государю, известно), которое всегда может причитаться вашего

Le raisonnement de Kourbatov s'appuyait sur trois arguments. Premièrement, dans la culture de gestion financière moscovite le statut des « revenus additionnels » (extraordinaires, nouveaux, pas encore attribués à une dépense fixe) fut plus souple que celui des « revenus ordinaires » (*okladnye dokhody*). Ayant, par sa bonne gestion, provoqué des revenus extraordinaires, Kourbatov se sentait en droit d'en disposer en partie. Deuxièmement, si Menchikov ne l'avait pas recommandé à Pierre le Grand au moment du conflit avec Golovine, Kourbatov n'aurait pu continuer son activité de « dénonciateur » de fraudes fiscales parmi les marchands et de « sourcier de revenus », et par conséquent le budget de l'Hôtel de ville n'aurait pas augmenté comme il l'a fait grâce à ses efforts. Et troisièmement, Menchikov étant le plus proche collaborateur du tsar, son bras droit, qui ne ménageait pas ses efforts et, à ce titre, méritait des privilèges. La logique du patronage et la logique de service au tsar sont inextricablement mêlées dans ce raisonnement.

Ce genre de casuistique clientélaire n'était cependant pas un outil précis pouvant permettre de distinguer à chaque occasion entre une transaction légitime et un abus de fonction. Comme tout un chacun dans la société russe de ce temps, Kourbatov savait, d'une part, qu'un serviteur du tsar avait le droit de profiter de sa place : c'était « une tradition moscovite antique », une véritable institution<sup>129</sup>. Tout le monde prend des « cadeaux » (*vziatka*, du verbe « prendre »), tout le

---

*светлейшества к усмотрению, для того что чрез ваше, премилостивейшаго нашего патрона, к всемилостивейшему государю доношение к той работе я, убогий, определен. И впредь к тебе, государю, посылать со всяким усердием готов не точию такое, как ныне, число малое, но сколко на весь вашего светлейшества дом потребно за ваши к всемилостивейшеству государю услуги. » Lettre de Kourbatov à Menchikov du 5 août 1708 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 169).*

<sup>129</sup> Annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 7).

monde « se nourrit » (*korm*, « nourriture »)—rien de plus normal dans une société qui se trouve au milieu du chemin entre la conception selon laquelle le serviteur du souverain doit vivre du sien et celle selon laquelle il doit être entretenu<sup>130</sup>. D'autre part, Kourbatov n'était pas naïf et il savait que tout était question de mesure et de contexte. Qui prend, à qui, quoi, combien, pourquoi, quand, où et comment étaient des paramètres qui servaient à distinguer le loyal serviteur du « voleur des intérêts du souverain / de l'État ». Mais la règle qui aurait permis de composer une équation avec toutes ces variables n'existait pas. Kourbatov aurait aimé que le tsar en adoptât une et résolut le problème pratique et moral posé par la culture du *korm* et de la *vziatka* :

Très gracieux souverain ! Parmi les cadeaux que j'ai reçus une partie m'a été donnée pour l'attribution de marchés d'État. C'est un genre de cadeaux qu'il convient d'éviter. Mais, Dieu le sait, je n'en ai jamais demandé. Tu sais, souverain, que ceci est une tradition moscovite antique. [...] Souverain ! Dicte-moi un commandement, et que je ne l'enfreigne pas dans mon service<sup>131</sup>.

---

<sup>130</sup> Brian Davies, « The politics of give and take. *Kormlenie* as service remuneration and generalized exchange, 1488-1726 », dans Ann Kleimola et Gay Lenhoff (dir.), *Culture and identity in Muscovy, 1359-1584*, Moscou, UCLA Slavic studies, 1997, p. 39-67. Sur la résurgence de la notion de *korm* après 1917, voir Tamara Kondratieva, *Gouverner et nourrir. Du pouvoir en Russie (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Les Belles lettres, 2002.

<sup>131</sup> « Всемиловнейший государь, в вышеозначенных моих взятках — взятки от подрядов, которые всячески богатыи достоин, но то учинено, свидетельствующю Богу, без всяких моих прихотей. Весть о сем, твое самодержавие, древнее московское обыкновение. [...] И даждь мне, государь, заповедь, да [не] преступлю ея в своем служении. » Annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 7).

Malheureusement la pensée juridique russe n'a fait qu'effleurer cette question en enregistrant une distinction conceptuelle entre le cadeau admissible « en tout honneur » (*potchest*) et la corruption (*posoul*), sans définir des critères clairs pour appliquer ces notions à des situations concrètes.

Résumons. Le cas de Kourbatov permet de compléter et de corriger la représentation historiographique des relations de patronage et de clientèle souvent qualifiées d'« informelles », « parallèles » ou exogènes aux institutions, « contournant » les rapports hiérarchiques de fonction. L'impersonnalité de la relation entre le supérieur et le subordonné (définie par Max Weber comme l'une des conditions fondamentales de la « domination rationnelle par le moyen de la direction administrative bureaucratique ») ne faisait pas partie des pratiques de Kourbatov, ni même—ce qui est plus important—de ses idéaux. Il ne dissimulait pas sa tendance à s'appuyer sur les relations de patronage et de clientèle dans le cadre de ses fonctions, ce qui signifie qu'il ne les considérait pas comme intrinsèquement incompatibles avec l'administration de l'État et le « bien commun ». Et il était convaincu que le tsar partageait son opinion. Aux yeux de Kourbatov, une relation de subordination *normale* était un rapport de patronage et de clientèle. Une telle conviction se justifiait dans la mesure où il ne considérait pas sa position par rapport à ses patrons comme une fin en soi mais comme un outil—un moyen de mieux servir le tsar. Cette dernière attitude explique à son tour la fragilité de ses relations avec les patrons.

Un supérieur hiérarchique qui se comportait comme patron de ses subordonnés était tout simplement un bon supérieur, car il ne les traitait pas avec indifférence, mais était attentif à leurs besoins et intérêts. Un subordonné qui se comportait en client se distinguait des autres subordonnés par deux caractéristiques. D'une part, il manifestait une volonté de rendre des services au supérieur, de manière plus ou moins systématique, en allant au-delà de ses obligations statutaires. D'autre part, et surtout, la loyauté du subordonné-client envers son supérieur-patron pouvait le cas échéant dépasser sa loyauté envers le devoir de service au souverain. Il s'en suivait qu'en fonction des circonstances

concrètes, les relations de patronage et de clientèle entremêlées à une hiérarchie de service étaient tantôt un outil de gestion précieux, lorsque les procédures officielles gênaient l'action (l'entreprise) administrative, et tantôt un obstacle à cette action, lorsque les agents accordaient la priorité à leurs intérêts individuels. Cela explique que les relations de patronage et de clientèle dans l'administration russe tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle ont été, tout à la fois, soupçonnées et tolérées, réprimées et encouragées.

Par leur ambivalence, les relations de patronage et de clientèle exigeaient une capacité de discernement et de pondération pour qui souhaitait user de ce levier tout en évitant de créer un conflit entre les intérêts de l'État et les siens propres. Kourbatov, administrateur loyal et consciencieux, éprouvait le besoin de disposer de critères lui permettant de distinguer avec plus de nuances et de précision les relations patron-client légitimes ou illégitimes, et de disposer d'outils juridiques plus avancés que ceux présents dans le droit et les traditions juridiques russes. Dans ses *Propositions* de 1721, sorte de testament politique du « sourcier des revenus et dénonciateur », Kourbatov rêve d'un « statut clair et équitable qui apporterait un grand bénéfice à la Russie ». Le souverain qui en doterait son pays obtiendrait « la miséricorde divine et une gloire immortelle dans le monde entier, tel Justinien, César des Grecs<sup>132</sup> ».

Pierre le Grand comprenait l'importance et la complexité du problème, et a travaillé pendant un moment sur un de ses aspects les plus saillants, la *vziatka* comme cadeau et pot-de-vin, pensant élaborer un tarif d'honoraires pour les agents administratifs, d'après l'exemple de la Suède (pl. *aktsidentsii*). Toutefois, il était difficile de trouver une solution nuancée, paramétrable et adaptée aux conditions réelles du service, et le tsar ne disposait pas de juristes capables de l'aider. Il

---

<sup>132</sup> « [...] ясно и довольно изложенный статут привнесет всероссийскому государствию многую пользу » ; « [...] божие милосердие и бессмертную во вселенной славу, яко же получи Иустиниан, цесарь греческий. » *Propositions* de Kourbatov adressées à Pierre le Grand, 1721 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 257).



s'impacienta et finit par criminaliser toute sorte d'intéressement des serviteurs dans le cadre de leur fonction. Cette évolution produisit un effet par ricochet sur les relations de patronage entre supérieurs et subordonnés hiérarchiques, en les poussant définitivement vers la sphère de l'illégal.

### **I.3. Entrepreneur administratif**

#### **I.3.a Premiers pas. Le droit de timbre**

Je prouverai dans la pratique, oui, je prouverai dans la pratique quelle différence incommensurable il y a entre un administrateur qui domine la situation et un administrateur que la situation domine !

Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine, *Le bilan* (1871)

Après avoir examiné la conception des relations de service que professait Kourbatov, étudions maintenant son application pratique. La carrière de Kourbatov dans l'administration commença à l'aube d'un jour de janvier 1699 quand il déposa sur le perron du prikase de la Poste une lettre anonyme contenant un projet visant à « remplir le Trésor de sa Majesté », grâce à l'introduction en Russie du droit de timbre. Kourbatov avait découvert l'existence de cette forme d'impôt pendant son voyage en Europe avec son maître. Même en supposant que Kourbatov avait rédigé sa proposition sans l'accord préalable de Cheremetev, cela ne signifie pas qu'il redoutait une opposition de sa part. Le tsar encourageait ce type d'initiative et, venant d'un serviteur particulier, son effet ne pouvait que rejaillir favorablement sur un maître qui avait offert à ses gens la possibilité de s'instruire des usages européens utiles.

Le choix du lieu pour déposer la lettre ne fut pas aléatoire : le prikase en question était dirigé par un parent et ami du maître de Kourbatov, le boïar Fedor

Golovine que nous connaissons déjà<sup>133</sup>. Le projet parut si convaincant que seulement quatre jours plus tard Pierre le Grand promulgua un oukase par lequel il obligeait ses sujets d'utiliser le papier timbré pour la rédaction des actes de tout type ainsi que des requêtes et autres documents adressés aux prikases<sup>134</sup>. Golovine, en sa qualité de directeur de l'Armurerie, allait assurer le contrôle sur le nouvel impôt, tandis que Kourbatov devait s'occuper, sous sa supervision, de la gestion pratique<sup>135</sup>. Les contemporains n'ont pas manqué de noter que « pour ces gains il fut fait diak de l'Armurerie et avait à connaître de taxes et impôts<sup>136</sup> ».

Le lien entre le droit de timbre et l'Armurerie, structure responsable de la gestion des artisans de la Couronne, et notamment des fabricants d'armement,

---

<sup>133</sup> А. Заозерский, « Фельдмаршал Шереметев и правительственная среда Петровского времени », dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Россия в период реформ Петра I*, Moscou, Наука, 1973, p. 172-214.

<sup>134</sup> Oukase du 23 janvier 1699 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 3, n° 1673, p. 597-598).

<sup>135</sup> La nomination officielle de Kourbatov aurait eu lieu le 31 octobre 1699. Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII века (1625-1700). Биографический справочник*, Moscou, Памятники исторической мысли, 2011, p. 303.

<sup>136</sup> « За ту прибыль дано ему дьячество и велено ему сидеть в Оружейной палате и сборы всякие ведать. » Иван Афанасьевич Желябужский, « Дневные записки », dans Александр Либерман (dir.), *Рождение империи*, Moscou, Фонд Сергея Дубова, 1997, p. 312. Les chartes avec l'oukase du 23 janvier 1699 émanant de l'Armurerie furent acheminées vers les villes sur résolution du diak Kirill Tikhonov (voir, par exemple, le registre du courrier entrant de la ville de Sevsk de 1700 : RGADA. Ф. 230. Оп. 21, Д. 1132). L'activité de Kourbatov est reflétée par la documentation comptable de l'Armurerie de 1701 à 1704 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 985-993). Kourbatov reçut un traitement de 300 roubles, 50 quarts de blé, de seigle et d'avoine (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 5об. ; Д. 993. Л. 100об.).

n'est pas évident au premier abord. Des historiens y ont vu une preuve de cette « absence de méthode » qu'on a longtemps considérée comme inhérente à l'appareil administratif moscovite—le réseau des prikases n'aurait représenté qu'une « jungle inextricable » nécessitant « une normalisation urgente<sup>137</sup> ». Or, la décision prise par Pierre le Grand se justifiait par des considérations pratiques, d'ordre personnel et matériel à la fois. D'une part, il plaça Kourbatov sous l'égide du personnage à qui ce dernier avait lui-même fait confiance en lui révélant son projet—circonstance qui promettait une collaboration fructueuse entre les deux. D'autre part, l'Armurerie disposait d'une ressource rare qui était nécessaire pour la fabrication du papier timbré. Car des maîtres graveurs y travaillaient, les seuls artisans capables de fabriquer les sceaux représentant l'aigle bicéphale de la couronne russe<sup>138</sup>. Cet exemple ponctuel dévoile les logiques qui présidèrent à la distribution de responsabilités entre les prikases et s'ajoute aux arguments des historiens qui combattent la thèse classique de « l'irrationalité » du système moscovite de gouvernement<sup>139</sup>. Toutefois, il faut reconnaître que, comme nous le verrons tout de suite, sa rationalité était par moments fort particulière.

Le lancement de la production du papier timbré ne présenta pas de difficultés. Un « grand nombre de feuilles fut timbré » pendant les six premiers

---

<sup>137</sup> Лидия Михайловна Балакирева, « Создание Крепостной конторы при Юстиц-коллегии (1719) », dans Александр Преображенский (dir.), *Российское самодержавие и бюрократия. Сборник статей в честь Натальи Федоровны Демидовой*, Moscou, Древлехранилище, 2000, p. 203. Н. Голикова et Лоя Георгиевна Кислягина, « Система государственного управления », dans Борис Александрович Рыбаков (dir.), *Очерки русской культуры XVIII века*, vol. 2, Moscou, Изд-во МГУ, 1985, p. 44-45.

<sup>138</sup> Александр Мальмгрен, « Леонтий Бунин », *id.*, « Петр Бунин », dans Александр Половцов (dir.), *Русский биографический словарь*, vol. 3, Saint-Pétersbourg, ИРИО, 1908, p. 490.

<sup>139</sup> О. Новохатко, *Разряд, op. cit.*

mois<sup>140</sup>. La population était censée acheter le papier aux prix fixes établis par le Trésor. Il y avait un timbre de dix kopecks, d'un kopeck et d'un demi kopeck. Il fut interdit de dresser les contrats et actes privés sur papier simple sous peine d'amende et d'annulation de leur force légale. Ne restait qu'à trouver le moyen de distribuer le papier timbré sur l'immense territoire de l'empire.

Dans les États européens, le pouvoir ne se préoccupait pas de l'exploitation du papier timbré et préférait l'affermier. En France, les ordonnances royales imposaient l'achat du papier timbré non seulement aux particuliers qui avaient besoin d'actes notariés mais aussi à tous les officiers de justice et d'administration ainsi qu'aux commerçants pour leurs écritures. Au moment où Kourbatov rentrait de Malte avec son maître, le droit de vendre du papier timbré en France avait échu à un nouveau fermier, une grande compagnie financière et commerciale qui avait embauché un personnel nombreux composé d'un directeur, d'un gardien de l'entrepôt général, d'un groupe d'inspecteurs, et d'au minimum un agent par localité, sans mentionner le personnel technique chargé du transport du papier, etc. Les inspecteurs constituaient l'élément clef de toute l'organisation. Ils devaient faire le tour des points de vente, assurer la livraison du papier, recouvrer les recettes auprès des agents, régler les comptes avec ces derniers, vérifier leur comptabilité, effectuer un suivi du montant engendré par leur activité et, en cas de baisse, en déterminer les raisons et y porter remède (par exemple, identifier les faussaires et les poursuivre en justice)<sup>141</sup>.

La Moscovie connaissait l'affermage (*otkoup*) des impôts, mais jusque-là il n'était habituellement utilisé qu'à l'échelle locale et pour des marchés d'un montant modeste. Il a donc d'abord été décidé que les prikases à Moscou et leurs

---

<sup>140</sup> Oukase du 13 novembre 1699 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 3, n° 1717, p. 668).

<sup>141</sup> *Instructions pour les commis employez à la ferme du papier et parchemin timbré dans toutes les generalitez du royaume de France. Ouvrage aussi utile à Messieurs fermiers qu'aux commis*, Paris, s. n., 1698.

antennes régionales serviraient de points de vente du papier timbré<sup>142</sup>. Toutefois, la promesse faite dans le projet de Kourbatov de « remplir le Trésor » pouvait difficilement être tenue rapidement par le moyen de la distribution au détail d'une marchandise si peu onéreuse. En plus, le gouvernement commit une bétise en mettant en vente des feuilles de papier avec deux timbres et en fixant le prix par feuille et pas par timbre, ce qui permit à des particuliers entrepreneurs d'acheter des feuilles au prix officiel, les diviser en deux et revendre chaque moitié au prix d'une feuille entière (le prix indiqué sur le timbre)<sup>143</sup>.

Un nouvel oukase vint donc corriger cette erreur, mais surtout changer le mode de la distribution. Cette fois, il a été décidé de recourir à l'affermage, mais sous une forme très curieuse, probablement inconnue en Occident, et illustrative de la naïveté économique des fiscalistes amateurs dans le genre de Kourbatov. Le nouvel oukase s'adressait aux bourgmestres de Moscou. Les bourgmestres étaient des négociants riches—à l'échelle fort modeste de la Moscovie—élus par la population des villes dans son sein. L'autogouvernement des villes par bourgmestres venait d'être institué en janvier 1699 comme complément du gouvernement par les voïvodes<sup>144</sup>. L'objectif déclaré de cette réforme était d'améliorer la représentation des intérêts locaux auprès de la couronne. Cependant, comme le montre le cas présent, la couronne entendait surtout se servir des bourgmestres comme d'une ferme des impôts, à cette différence près que les « fermiers », après avoir été forcés d'avancer le prix du stock du papier timbré, n'auraient pas le droit d'ajouter aucune marge au prix de vente et seraient

---

<sup>142</sup> Oukase du 23 janvier 1699 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 3, n° 1673, p. 597-598).

<sup>143</sup> La tâche désagréable d'en référer au tsar échut au diak conseiller Avtamon Ivanov. Voir la mention qui en est faite dans l'oukase du 13 novembre 1699 (*Ibid.*, vol. 3, n° 1717, p. 668).

<sup>144</sup> Oukase sur les bourgmestres, le 30 janvier 1699 (*Ibid.*, vol. 3, n° 1674, p. 598-600).

donc dans l'impossibilité de réaliser des bénéfices ! L'oukase du tsar ordonnait, en effet :

[...] le papier timbré qui se trouve à l'Armurerie en attente de son expédition vers les villes doit être envoyé aux bourgmestres de Moscou, et l'argent du papier doit être *encaissé auprès d'eux immédiatement* ; [...] les bourgmestres de Moscou doivent expédier le papier vers les villes sans tarder et le confier aux bourgmestres des villes pour qu'ils le vendent, et il faut leur ordonner fermement de le vendre avec zèle, en *appliquant le tarif décrété* par sa Majesté le tsar<sup>145</sup>.

Il semble logique de supposer que l'oukase fut inspiré par Kourbatov qui était pressé de faire montre de son talent comme « sourcier de revenus ». Du point de vue du Trésor, cette méthode hybride joignait les avantages de l'affermage avec ceux du « service juré » (*vernaïa sloujba*) et permettait ainsi de rentabiliser le droit de timbre au frais des marchands. Une belle illustration de l'attitude de la monarchie russe vis-à-vis les négociants, mêlant paternalisme et mépris des considérations économiques<sup>146</sup>.

Cette disposition fut cependant révoquée un mois plus tard par un nouvel oukase qui rétablit la distribution du papier timbré par les prikases à Moscou et

---

<sup>145</sup> « [...] и которая клейменная бумага в Оружейной палате налицо есть для посылки в города, отослать в палату к бурмистром, а деньги за тое клейменую бумагу взять у них, бурмистров, ныне..., а им, бурмистром, тое бумагу приняв, послать в города без мотчания и для продажи отдать градским бурмистром, и приказать им накрепко, чтоб они тое клейменую бумагу продавали с великим радением, ценою против сего его великаго государя указу. » Oukase du 12 octobre 1699 (*Ibid.*, vol. 3, n° 1703, p. 651).

<sup>146</sup> Н. Голикова, *Привилегированные купеческие корпорации России XVI - первой четверти XVIII в.* Moscou, Памятники исторической мысли, 1998, p. 167-180.

par les voïvodes dans les villes de province<sup>147</sup>. Puis, l'année suivante, on revint à la distribution par les bourgmestres<sup>148</sup>. Les hésitations du gouvernement au sujet du modèle économique de la distribution du papier timbré sont révélatrices d'une tension générale qui s'était fait sentir avec l'augmentation des dépenses militaires urgentes dues au début de la guerre avec la Suède. Deux systèmes du recouvrement des taxes et impôts entrèrent alors en concurrence : l'ancien, où chacun des plusieurs dizaines de prikases avait ses cibles de prélèvement attirées, et le nouveau qui s'appuyait sur le réseau de bourgmestres. Pierre le Grand commençait à soupçonner les prikases de manquer de transparence et d'engendrer des « frais inutiles ». Le système de bourgmestres avait à ses yeux le mérite d'être commandé depuis un centre unique, la *Ratoucha*, ou Hôtel de ville de Moscou (de l'allemand *Rathaus*)<sup>149</sup>.

En théorie, en transférant une part aussi grande que possible de responsabilités de recouvrement des impôts à la *Ratoucha*, on pouvait espérer d'en accroître la rentabilité fiscale. Toutefois, à la différence des diaks et des podiatchis, les bourgmestres étaient des magistrats élus par les marchands au sein des marchands. Pouvait-on compter sur leur zèle pour taxer eux-mêmes et leurs collègues ? Pouvait-on augmenter les compétences fiscales des bourgmestres, par exemple dans le domaine du droit de timbre, sans établir sur eux une surveillance étroite ? Le papier timbré, l'élévation du rôle fiscal des bourgmestres aux dépens du celui des prikases, l'institution de l'inspectorat de l'Hôtel de ville et l'enregistrement des actes, dont il sera question plus loin—ces lignes bien connues mais en apparence disjointes de l'histoire administrative appartiennent en

---

<sup>147</sup> Oukase du 13 novembre 1699 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 3, n° 1717, p. 668).

<sup>148</sup> Oukase du 24 mai 1700 (*Ibid.*, vol. 4, n° 1786, p. 24-25 ; l'indication du numéro (n° 1286) est erronée.

<sup>149</sup> Павел Николаевич Милюков, *Государственное хозяйство России в первой четверти XVIII столетия и реформа Петра Великого*, Saint-Pétersbourg, Пирожков, 1905 [1892], p. 121.

réalité à un seul tableau, dont la cohérence transparaît, quand on le considère à travers la biographie de Kourbatov.

Les premiers résultats financiers de la vente du papier timbré semblaient satisfaisants. D'après les livres de comptes, en deux ans et demi, le Trésor s'enrichit d'une vingtaine de milliers de roubles, et par la suite le revenu annuel moyen tournait autour de quatorze mille roubles<sup>150</sup>. Pour gagner une telle somme, il fallait vendre tous les ans entre cent quarante mille et un million de feuilles (étant donné le prix des différents timbres). Ce chiffre semble si énorme qu'on est tenté de se demander si la comptabilité de Kourbatov n'était pas un peu frelatée. Néanmoins, le diak devait être déçu, car il avait fait fabriquer du papier pour une valeur de trois cent mille roubles ! Au bout de neuf ans, on avait écoulé seulement une petite partie du stock initial. Le mode de distribution, par les prikases ou par les bourgmestres, ne semblait pas être un facteur décisif. Dans les deux cas, le papier timbré se vendait beaucoup moins vite qu'on n'avait espéré—une déception en plus parmi de nombreux échecs connus à cette époque par les fiscalistes en herbe dans le genre de Kourbatov<sup>151</sup>.

Le « sourcier de revenus » se devait de trouver de nouvelles idées. Des projets plus ou moins ambitieux se sont succédés, dont une proposition d'impôt sur le revenu des diaks et des podiatchis (qui fut introduit et dont il sera question plus loin). Une autre fois, ayant reçu une proposition de pot-de-vin considérable (800 roubles) de la part de deux podiatchis qui souhaitaient être promus et demandaient sa protection, Kourbatov imagina d'introduire en Russie une sorte de vénalité des offices<sup>152</sup>. Il exposa son idée au tsar, mais celui-ci, ne connaissant

---

<sup>150</sup> Documents comptables de l'Armurerie : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986-1017 ; П. Миллюков, *ibid.*, p. 109.

<sup>151</sup> Evgenii Akelev, « Is it possible to make money from beards ? The beard tax and Russian state economics at the beginning of the eighteenth-century », *Cahiers du Monde russe*, vol. 61, n° 1-2, 2020, p. 81-104.

<sup>152</sup> « Доносил я тебе, государю, о Белогороцких двух подьячих, чтоб их пожаловать во дьяки [...] и в казну твою, государеву, дают [они] восьмьсот



probablement pas les profits qu'en retirait le roi de France ou celui d'Espagne, la laissa sans suite<sup>153</sup>. Alors, Kourbatov conçut un projet d'amplification de la portée fiscale de l'enregistrement, et ce fut enfin une entreprise couronnée de succès.

### I.3.b La grande affaire. L'enregistrement

Après avoir été d'abord clerc de notaire, puis dans le commerce, dans la douane, dans les contributions, et même avoir commencé des démarches pour les eaux et forêts, à trente-six ans, tout à coup, par une inspiration du ciel, il avait découvert sa voie : l'enregistrement ! et y montrait de si hautes facultés qu'un vérificateur lui avait offert sa fille, en lui promettant sa protection.

Gustave Flaubert, *Un cœur simple*

Jusque-là, le gouvernement russe n'avait jamais considéré le droit d'enregistrement comme une source importante de revenu. Une comparaison avec le droit de sceau le montre clairement. Ce dernier fit l'objet d'une attention toute particulière dans l'Établissement de 1649 (*Sobornoïe oulojenie*), tandis que l'enregistrement y fut à peine évoqué. Une pratique de confirmation de contrats oraux et écrits au moyen d'une déclaration spontanée (*iavka*) devant des représentants du pouvoir laïc ou ecclésiastique est attestée en Russie depuis le

---

рублев. Как о сем поволит твое самодержавие, и кому те деньги отдать повелишь. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand, 1701 г. (*Lettres et documents de Kourbatov*, n° 10).

<sup>153</sup> Le « commerce des charges » espagnol—très actif au début du XVIII<sup>e</sup>, décrit et analysé notamment dans de nombreux travaux de Francisco Andújar Castillo—ressemblait plus aux pratiques russes que la vénalité des offices légale française.

XIV<sup>e</sup> siècle<sup>154</sup>. Le droit d'enregistrement a été introduit par la monarchie au XVI<sup>e</sup> siècle. Quoique payante, cette mesure ne visait pas tant un objectif fiscal que celui de contrôle sur la circulation de certains biens, notamment les domestiques et les domaines, qui suscitaient beaucoup de conflits et de plaintes au tsar. L'obligation de l'enregistrement pour l'achat de biens d'autres types, comme les maisons à Moscou ou les boutiques, fut ajoutée plus tard. Seuls les prikases à Moscou et les diaks de Novgorod étaient habilités à enregistrer les actes et à percevoir le droit : les habitants de toutes les autres localités de l'étendu royaume du tsar étaient censés, en théorie, voyager jusqu'à Moscou pour remplir cette formalité.

Pendant qu'il travaillait comme fondé de pouvoir du boïar Chéremetev, Kourbatov ne pouvait manquer d'observer deux circonstances. D'une part, le recours aux instruments écrits était devenu une habitude dans toutes les classes de la population pour des transactions de toute sorte. Mais d'autre part, la plupart des contrats entre particuliers échappaient au droit d'enregistrement, ou bien parce que cette formalité n'était pas obligatoire (pour les prêts, les locations, les contrats de travail ou de mariage, les testaments, les opérations avec d'autres classes de propriété meuble et immeuble hormis les domaines et les serviteurs, etc.), ou bien parce que les parties ne se rendaient pas à Moscou pour enregistrer un contrat de faible valeur, préférant le risque de voir peut-être l'acte contesté par le juge en cas de litige, à la dépense certaine d'un voyage et d'un séjour à la capitale. Rien d'étonnant donc si le « sourcier de revenus » y a vu une opportunité pour le Trésor.

Pour optimiser le rendement fiscal de l'enregistrement il fallait mettre en place des moyens de contrôle du marché de l'acte, tâche difficile dans un pays qui ne connaissait pas la figure du notaire ou du tabellion, et où la rédaction des actes

---

<sup>154</sup> Михаил Флегонтович Владимирский-Буданов, *Обзор истории русского права*, Moscou, Территория будущего, 2005 [1886], p. 687-690 ; Татьяна Ильинична Пашкова, *Местное управление в русском государстве первой половины XVI века. Наместники и волостели*, Moscou, Древлехранилище, 2000, p. 63-83.

pouvait être effectuée par tout particulier. Cependant, l'illettrisme dominant de la société rendant inévitable le recours à un intermédiaire dans la plupart des transactions, l'écrivain public (*diatchok*) joua un rôle notable dans la vie urbaine au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>155</sup>. Dans certaines villes, les écrivains s'organisaient en corporations, cotisaient pour faire construire une isba sur la place centrale qui leur servait de bureau partagé, d'où leur nom d'écrivains « de la place ». L'« écrivain de la place » n'était pas assermenté, il ne faisait pas partie de la hiérarchie des grades de serviteurs du souverain. Il était considéré comme un artisan pratiquant un métier manuel. Toutefois, étant constitué de gens lettrés, ce milieu servait de vivier de recrutement pour la justice et l'administration, et progressivement le gouvernement commença à regarder les écrivains comme une espèce subalterne de *podiatshis*, « les *podiatshis* de la place » (sg. *plochtchadnoi podiatshi*). L'Établissement de 1649 recommanda au public de s'adresser à eux, dans la mesure du possible, pour la rédaction de tous les actes. Cela n'en fit pas des tabellions : ils n'avaient pas l'obligation de connaître les ordonnances du tsar, n'étaient pas responsables pour la régularité de la transaction, ne conservaient pas de copies des actes qu'ils rédigeaient, et ne percevaient aucun droit pour le compte du tsar.

Pour augmenter la valeur fiscale du marché de l'acte, Kourbatov pouvait recourir à l'une de deux options : collaborer avec les corporations locales des écrivains publics ou bien les affaiblir et développer un réseau d'agents administratifs préposés à l'enregistrement. Il choisit la seconde branche de l'alternative. Le premier pas dans cette direction fut fait dans l'oukase du 9 décembre 1699 qui interdit aux écrivains publics de rédiger tous les types d'actes

---

<sup>155</sup> Михаил Федотович Злотников, « Подьячие Ивановской площади. К истории нотариата Московской Руси », dans *Сборник статей, посвященных Александру Сергеевичу Лаппо-Данилевскому*, Petrograd, Стасюлевич, 1916, p. 82-130 ; Николай Петрович Лихачев, « Площадные подьячие XVII века », dans *Сборник статей по русской истории, посвященных С. Ф. Платонову*, Pétersbourg, Огни, 1922, p. 139-143.

soumis à l'obligation d'enregistrement ; les parties devaient désormais s'adresser pour cela aux podiatchis dans les prikases à Moscou et dans les chambres territoriales dans les villes de province (sg. *prikaznaïa isba*)<sup>156</sup>. À ce stade, Kourbatov n'osa pas proposer de lui attribuer la direction de l'enregistrement. La raison paraît claire. Diak depuis quelques mois seulement, il n'avait pas le poids politique pour enlever aux prikases une prérogative et une source de revenus dont ils jouissaient depuis un temps immémorial, même sous prétexte de « gains » pour le Trésor. Il fallait attendre et manœuvrer.

Kourbatov utilisa l'année 1700 pour mériter la bonne opinion du tsar, ainsi que pour s'entourer d'assistants compétents et dévoués, ses clients mentionnés plus haut. La conjoncture était favorable, car son unique concurrent à l'Armurerie, le diak Kirill Tikhonov, mourut opportunément<sup>157</sup>. Kourbatov déconseilla au tsar de lui chercher un successeur : il voulait être seul aux commandes à l'Armurerie, au moment où on armait les troupes en partance pour le front<sup>158</sup>. Mais surtout, rappelons-le, il obtint du tsar l'autorisation d'être son « dénonciateur » secret, notamment pour l'informer « en privé » de cas où des responsables administratifs se seraient laissés séduire par « quelque tentation<sup>159</sup> ». Ainsi, au lieu de rechercher la solidarité corporative des autres diaks, Kourbatov se positionna d'emblée comme un élément indépendant par rapport à l'élite des prikases, comme un commissaire à tout faire personnel du tsar, d'autant plus utile qu'il n'attendait pas les ordres mais se saisissait lui-même de tout travail urgent qu'il y avait à faire.

---

<sup>156</sup> L'oukase du 9 décembre 1699 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 3, n° 1732, p. 678-679).

<sup>157</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия [...]. Биографический справочник.*, op. cit., p. 562.

<sup>158</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 6).

<sup>159</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand s. d. écrite au printemps 1700, avant le 16 mars (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 2).

La chance a voulu qu'une occasion de montrer son zèle se présente à ce moment précis. Kourbatov réussit à se montrer indispensable pour le bon déroulement d'un projet que le tsar « navigateur et charpentier », selon la phrase célèbre de Pouchkine, considérait comme vital : la création de la première institution éducative non cléricale de Russie, l'école des Sciences mathématiques et de navigation. Le tsar avait confié l'organisation de l'école à des professeurs de mathématique anglais qu'il avait recruté à Londres. Kourbatov, ayant reçu l'ordre de financer le futur établissement avec les recettes du papier timbré qui commençaient à rentrer, ne se contenta pas du rôle de trésorier et s'immita dans le recrutement des élèves, en faisant remarquer au tsar que « les Anglais » n'y parvenaient pas. S'appuyant sur ses clients Khripounov, Oboukhov et, surtout, sur le mathématicien Magnitski, Kourbatov écarta les Anglais et s'imposa comme directeur de l'école à leur place<sup>160</sup>.

Ayant ainsi renforcé son autorité, Kourbatov estima pouvoir revenir à la charge sur le front de l'enregistrement. Dans un projet argumenté et détaillé daté de janvier 1701, il proposa la création d'un bureau spécial qui s'occuperait de l'enregistrement et de la perception des droits correspondants. Il présenta cette idée avec beaucoup de précautions. Par exemple, il ne se porta pas explicitement candidat pour diriger le service projeté. Il ne suggéra pas que ce service devait être indépendant mais souligna au contraire qu'il faudrait en faire un département au sein d'un des prikases existants, « celui que le souverain daignerait choisir<sup>161</sup> ». Il ne prit pas non plus la liberté de recommander un dirigeant de prikase plutôt qu'un autre. Il évitait ainsi de faire des jaloux et de provoquer le soupçon de nourrir la prétention de se hisser dans le rang des décideurs. Mais surtout, afin de désarmer l'opposition des prikases qui jouissaient de la prérogative d'enregistrement, Kourbatov proposa de garder intacte la procédure déjà

---

<sup>160</sup> И. Федюкин, « Роль административного предпринимательства », art. cité ; *id.*, *Прожектеры, op. cit.*, p. 104-146.

<sup>161</sup> L'oukase du 30 janvier 1701 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 4, n° 1833, p. 134-139).

existante, et de ne confier au bureau nouveau que l'enregistrement d'actes qui jusque-là échappaient à cette formalité. Selon le projet de Kourbatov, les types d'actes qui étaient déjà soumis au droit d'enregistrement seraient dorénavant enregistrés deux fois au lieu d'une, la première fois par un des prikases, qui vérifierait la légalité de la transaction et prélèverait les droits comme il l'avait toujours fait, et la seconde—par le nouveau bureau, « pour information » et sans autres frais que le salaire des scribes. Tous les autres actes, en revanche, seraient enregistrés une seule fois, par le nouveau bureau, avec paiement de droits. Système compliqué mais ingénieux, conçu pour ménager la chèvre et le chou. Kourbatov proposa également de recruter vingt scribes et quatre « vérificateurs » (sg. *nadsmotrchtchik*) pour le nouveau bureau. Salariés et assermentés, ils seraient chargés de la rédaction des actes à Moscou.

Le projet fut approuvé en tout point. Le tsar ordonna son application à Moscou ainsi que dans tous les centres administratifs régionaux de la Russie. En plus, la rédaction des actes par les particuliers, les écrivains publics compris, a été purement et simplement interdite. La direction du nouveau service d'enregistrement fut confiée « au boïar Golovine et ses adjoints, à l'Armurerie », c'est-à-dire en fait à Kourbatov<sup>162</sup>.

---

<sup>162</sup> Les chartes avec l'oukase concernant la tenue de registres d'enregistrement dans les provinces envoyées par l'Armurerie aux institutions locales sont contresignées par Kourbatov (voir les registres de la chambre régionale du prikase de la Guerre de Sevsk des années 1701-1702 : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9907. Л. 502). Les autres dossiers relatifs à l'enregistrement datés des premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle portent le paraphe de Kourbatov, par ex. : le dossier relatif à une déposition de Fedor Grechichtchev, podiatchi de l'enregistrement, 1702 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1949) ; le dossier du fils du podiatchi Vassili Ignatiev, 1703 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1955) ; le dossier sur la requête du podiatchi de l'enregistrement Fedot Filipov, 1704 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1964).

Ce fut alors que commença réellement la grande « entreprise » administrative de Kourbatov. Car mettre en place un service chargé d'enregistrement à l'échelle du pays entier était autrement plus difficile que de faire fabriquer et vendre du papier timbré. Dans le cas d'un contrat important impliquant, par exemple, la terre et les paysans, les parties avaient tout intérêt de se soumettre à la procédure d'enregistrement pour assurer la validité de la transaction et étaient prêtes pour cela à venir à Moscou. Mais les innombrables contrats de moindre importance ne valaient pas cet effort et les dépenses associées, aux yeux des contractants. Même sous peine de sanctions, les habitants des provinces ne se seraient pas déplacés en masse à Moscou pour payer la taxe. Or, l'accroissement des revenus du Trésor devait venir de ces contrats qui jusque-là avaient échappé aux droits d'enregistrement. Il fallait donc que l'État aille les chercher sur place. L'administration de l'enregistrement (*krepostnoe delo*) fut née de cette prise de conscience<sup>163</sup>.

Les chercheurs ayant étudié l'enregistrement à ses débuts ont considéré la première période de son existence comme une sorte de prélude chaotique à sa véritable institution en 1719 lorsqu'on introduisit enfin dans l'activité « des institutions notariales d'État [...] des principes de centralisation radicale, de définition nette de l'étendue des pouvoirs, et une certaine formalisation des procédures<sup>164</sup> ». En réalité, nous allons le voir, Kourbatov mena une politique

---

<sup>163</sup> L'acte écrit, et spécialement l'acte enregistré, était désigné au XVII<sup>e</sup> siècle par le terme *krepost* (de l'adj. « fort, solide »), d'où l'expression *krepostnoe delo*, à ne pas confondre avec la construction de places fortes (la forteresse se dit également *krepost*).

<sup>164</sup> Л. Балакирева, « Создание Крепостной конторы при Юстиц-коллегии (1719) », art. cité, p. 202-218 ; Галина Капустина, « Записные книги Московской крепостной конторы как исторический источник (первая четверть XVIII в.) », *Проблемы источниковедения*, vol. 7, 1959, p. 216-273 ; М. Николаева, *Частное строительство в Москве и Подмосковье. Первая*

réfléchi et patiente et atteignit des résultats organisationnels et fiscaux notables. Ces succès bénéficièrent à sa carrière et, en retour, son ascension personnelle dans les sphères du pouvoir rendit possible la cristallisation institutionnelle de l'enregistrement.

Dans la ville de Moscou, la réalisation du projet de Kourbatov ne présenta pas de grandes difficultés. Il a rapidement embauché vingt-quatre écrivains publics, qui devinrent « podiatchis de l'enregistrement » et « vérificateurs » assermentés, et les a installés dans le « petit pavillon » (*palatka*) sur la place Ivanovskaïa, confisqué à la corporation des écrivains publics moscovites<sup>165</sup>. Ce contingent se trouvait sous le commandement direct de Kourbatov, qu'il effectuait avec l'aide de ses assistants Khripounov et Oboukhov. Les habitants et les visiteurs de la capitale avaient depuis longtemps contracté l'habitude de venir à la place Ivanovskaïa pour faire dresser des actes. Et il n'était pas difficile de motiver les podiatchis à bien travailler car Kourbatov avait obtenu le privilège inouï de les rémunérer en proportion des bénéfices. Ainsi les revenus ne tardèrent à commencer à entrer : 4 500 roubles la première année, 5 800 la deuxième, et ainsi de suite pour atteindre une moyenne annuelle de 8 300 roubles (sur les huit

---

*четверть XVIII века. Подрядные записи*, vol. 1, Moscou, УРСС, 2004, p. 11-34.

<sup>165</sup> Selon certains historiens, le prikase de l'Enregistrement et le « petit pavillon » étaient la même chose : Марина Виленовна Бабич, « Приказ Крепостных дел », dans *Государственность России. Словарь-справочник*, Moscou, Наука, 2001, p. 395. Cette affirmation est incorrecte. Le « petit pavillon » était subordonné au prikase, qui administrait l'enregistrement des actes à Moscou et de tout le pays. Plusieurs rôles du personnel des deux institutions pour les années 1705 et 1707 se sont conservés (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 2об.-3, 50-51), ainsi que le rôle de la toute première équipe du « petit pavillon » datant de 1701 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 46-46об.).



premières années)<sup>166</sup>. Les frais de gestion (le salaire des employés, essentiellement) représentèrent 27 % du revenu brut la première année, mais leur part baissa progressivement jusqu'à se fixer autour de 12 %<sup>167</sup>.

En revanche, le déploiement de l'enregistrement dans les provinces se heurta contre plusieurs complications. La coopération des représentants régionaux du tsar, les voïvodes des villes, était indispensable pour embaucher des agents, organiser et contrôler leur travail, assurer l'absence de concurrence de la part des écrivains publics. Or, en sa qualité de diak de l'Armurerie, Kourbatov n'avait guère de pouvoir sur les voïvodes. Ces derniers obéissaient aux ordres d'autres prikases, celui de la Guerre en premier lieu. En avril 1701, Kourbatov obtint du tsar une autorisation d'écrire directement aux voïvodes sur les sujets concernant l'enregistrement<sup>168</sup>. C'était une solution temporaire, l'idéal étant de disposer de sa propre chaîne de commandement.

La croissance du réseau territorial de l'enregistrement fut rapide car en quelques années il s'étendit à 97 localités : des chefs-lieux de districts (sg. *gorod*), des bourgs (sg. *prigorod*) et des bourgades importantes (sg. *selo*), dont on peut voir l'emplacement sur la carte. Le papier timbré était livré dans un nombre bien plus élevé de localités, comme le montrent les registres comptables de l'Armurerie. Contrairement à Moscou, où les employés de l'enregistrement furent

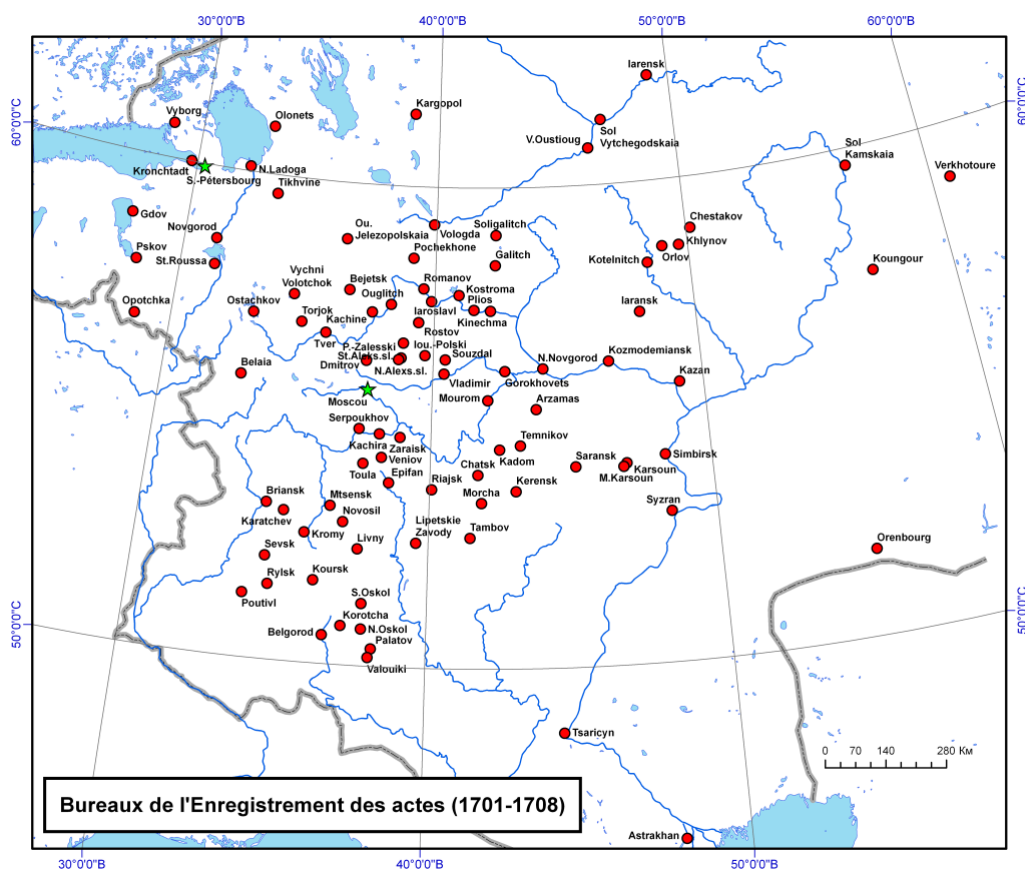
---

<sup>166</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 52-53 ; Д. 170 (registres comptables du prikase de l'Enregistrement) ; П. Милуков, *Государственное хозяйство, op. cit.*, p. 580-617. Les données de Milioukov diffèrent quelque peu des chiffres des registres comptables du prikase de l'Enregistrement, et ces derniers diffèrent aussi légèrement des données des registres et documents comptables de l'Armurerie (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 46об. ; Д. 993. Л. 98об.).

<sup>167</sup> États comptables de l'Armurerie (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 46об.-47об. ; Д. 993. Л. 98об.-101, 266об.-267об.).

<sup>168</sup> L'oukase original n'a pas été retrouvé, mais il est mentionné dans les états comptables remis au Conseil intime en 1702 qu'un tel oukase fut donné le 30 avril 1701 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 45об.).

nommés par le tsar, les provinces reçurent le droit de les élire<sup>169</sup>. L'initiative de l'élection ne pouvait surgir spontanément que dans les agglomérations où la demande d'enregistrement des actes existait, et où elle était suffisante pour assurer la subsistance d'au moins un podiatchi. Compte tenu de ces circonstances, il faut reconnaître que 97 bureaux d'enregistrement n'était pas un mauvais résultat.



DK  
Le tableau ci-dessous donne une représentation approximative du volume de la recette de l'enregistrement des actes à Moscou et dans les autres 97

<sup>169</sup> Selon un oukase « sur la surveillance » non retrouvé mais cité dans les documents de l'Armurerie : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 17, 22об.

agglomérations, ainsi que du pourcentage du droit d'enregistrement dans l'addition des revenus de tous les prikases, Hôtel de ville compris<sup>170</sup> :

*Tableau 1*

*La recette de l'enregistrement dans les revenus de l'État*

Année	Moscou (roubles)	Autres agglomérations (roubles)	Total (roubles)	Part des droits d'enregistrement dans le revenu de l'ensemble des prikases (pourcents)
1701	4502	979	5481	0,1
1702	5798	7636	13 434	0,2
1703	7207	14 481	21 688	0,5
1704	12 180	14 518	26 698	0,9
1705	10 875	16 534	27409	0,9
1706	10 879	17 469	28 348	1,1
1707	7187	19 255	26 442	1,1
1708	7791	14 258	22 049	1,1

Comment évaluer ces chiffres ? Kourbatov pouvait en être satisfait car l'enregistrement vint à occuper une place honorable dans le classement financier des prikases. En 1708, par exemple, une trentaine de prikases prélevaient des droits, taxes et impôts de toute sorte. Dix parmi eux collectaient, chacun, une somme plus grande que l'enregistrement. Mais l'enregistrement à lui seul

<sup>170</sup> Sources du tableau : RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 52-53 ; Д. 170 (registres comptables du prikase de l'Enregistrement) ; registres et documents comptables de l'Armurerie (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 46об. ; Д. 993. Л. 98об.).

enrangeait plus que l'ensemble des vingt prikases restants<sup>171</sup>. Pendant les premières années de la guerre avec la Suède, l'école de Navigation et, surtout, l'Armurerie fonctionnèrent grâce à l'argent de l'enregistrement. Le « sourcier de revenus » en était fier et ne manquait jamais une occasion de le rappeler au tsar, provoquant la jalousie de ses concurrents qui tâchaient de dissimuler leur amertume par des persiflages : « Aujourd'hui, M. Kourbatov a servi ses gains à Sa Majesté ; il était impossible de l'écouter sans sourire, aussi bien pour Sa Majesté que pour nous<sup>172</sup>. »

En novembre 1701, une autre tâche incombait à Kourbatov, et avec elle une nouvelle occasion de montrer son zèle : il dut superviser un nouveau projet du tsar, la construction d'un arsenal, un chantier pharaonique au centre de Moscou<sup>173</sup>. À la recherche de financement, le « sourcier de revenus et dénonciateur » tourna son attention vers les corporations de marchands et d'artisans de la capitale, et monta plusieurs enquêtes pour lutter contre l'évasion fiscale dans ces milieux, dont chacune rapporta gros au Trésor<sup>174</sup>. On le sait déjà, en 1704 cette activité

---

<sup>171</sup> П. Мильков, *Государственное хозяйство*, *op. cit.*, p. 607-608.

<sup>172</sup> « Сегодня господин Курбатов подавал свою прибыль; невозможно было не токмо государю, и нам с стороны слушать. » Vassili Stepanov au vice-chancelier Piort Chafirov, lettre du 19 décembre 1707 : *Письма [...] Петра Великого*, *op. cit.*, vol. 6, p. 558.

<sup>173</sup> L'oukase du 12 novembre 1701 : Александр Николаевич Сперанский, *Очерки по истории приказа каменных дел Московского государства*, Moscou, РАНИОН, 1930, p. 204 ; Алексей Егорович Виктор, *Описание записных книг и бумаг старинных дворцовых приказов*, vol. 2, Moscou, Архипов, 1883, p. 469-470 ; Иван Егорович Забелин, *История города Москвы*, Moscou, Наука, 1995, p. 410-412.

<sup>174</sup> Annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 ; lettre de Kourbatov à Menchikov du 5 mai 1704 (*Lettres et documents de Kourbatov*, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 7 et 93). À la suite d'une dénonciation, une des enquêtes que Kourbatov

d'investigateur criminel finit par le brouiller avec son supérieur hiérarchique, le boïar Golovine. Mais il n'en était pas marri, car la place de diak de l'Armurerie ne satisfaisait plus ses ambitions, et il pouvait espérer mieux, parce qu'il avait su prouver au tsar qu'il était un collaborateur précieux, et parce qu'il s'était procuré la protection du favori Menchikov. En effet, Pierre le Grand décida d'accorder à Kourbatov une promotion bien méritée. Le tsar eu la délicatesse de faire annoncer la nouvelle en guise de cadeau à l'occasion de la cérémonie de baptême d'un nouveau-né de Kourbatov, dont en plus il a accepté d'être le parrain<sup>175</sup>. Le 9 février 1705, Kourbatov fut nommé « inspecteur » (*inspektor*) de l'Hôtel de ville<sup>176</sup>.

L'Hôtel de ville de Moscou, comme il a été indiqué plus haut, était un collège élu composé de riches négociants qui, en théorie, représentaient la population urbaine de tout le pays et, en pratique, étaient des otages du gouvernement qui s'en servait pour mieux réussir sa politique fiscale auprès des villes. Depuis le début de la guerre avec la Suède, la perception de la majorité des impôts indirects et d'une grande partie des impôts directs, distribuée auparavant entre plusieurs prikases, fut concentré dans l'Hôtel de ville. En tant qu'inspecteur parachuté pour « examiner la *Ratoucha* de tout côté et, si possible, augmenter les revenus sans écraser le peuple », car tel était son mandat, Kourbatov devint l'une des principales chevilles ouvrières du gouvernement mobilisé par la guerre. Les archives de l'Hôtel de ville pour cette période restant introuvables, ce volet des activités de Kourbatov est peu connu. On sait toutefois qu'il réussit à augmenter les revenus sans amplifier les impôts, en luttant contre l'évasion fiscale et la

---

avait lancée contre Nemtchinov, un des marchands de la centaine des marchands privilégiés, rapporta plus de 50 000 roubles au Trésor.

<sup>175</sup> Note de Pierre le Grand, 1705 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 3, p. 543.

<sup>176</sup> L'oukase du 9 février 1705 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 5, n° 2029, p. 288).

corruption<sup>177</sup>. Son succès fut récompensé en 1706 par une nouvelle promotion, au grade d' « inspecteur en chef » de l'Hôtel de ville<sup>178</sup>.

Le changement dans la position hiérarchique de Kourbatov révèle l'écheveau de considérations pratiques et personnelles qui rendait l'administration de cette époque si résistante à toute tentative de « rationalisation fonctionnelle ». D'une part, en tant qu'inspecteur de l'Hôtel de ville, Kourbatov avait cessé d'être le subordonné de Golovine. D'autre part, la direction de l'enregistrement avait été « commise » (*prikazano*) à Golovine et Kourbatov ensemble, et les revenus de l'enregistrement appartenaient au budget de l'Armurerie. Il fallait donc trouver un nouveau statut institutionnel pour l'enregistrement qui respecterait l'honneur (*tchest*) des deux serviteurs, sans perturber pour autant les « affaires du souverain ». Après cinq mois de battement on pensa enfin à une solution acceptable. L'en-tête des documents afférents à l'enregistrement changea pour refléter la nouvelle position hiérarchique de Kourbatov. L'ancien en-tête « Au palais de l'Armurerie, le boïar Fiodor Alekseevitch Golovine et adjoints » fut remplacé par un nouveau : « Le boïar Fiodor Alekseevitch Golovine et Aleksei Aleksandrovitch Kourbatov, inspecteur de l'Hôtel de ville<sup>179</sup>. » Le nom de Kourbatov n'était plus crypté sous le collectif anonyme « les adjoints<sup>180</sup> ». En outre, son patronyme était écrit avec le suffixe *vitch*, un privilège auquel avaient droit uniquement les grades supérieurs. Ainsi, les écritures courantes reflètent ici

---

<sup>177</sup> Д. Серов, *Администрация Петра I*, *op. cit.*, p. 181-185.

<sup>178</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 2. Д. 46. Л. 291 ; Д. 53. Л. 33об. ; Д. 55. Л. 227.

<sup>179</sup> Requête du 30 novembre 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52260. Л. 6) ; arrêtés d'août et septembre 1705 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 6об-7) ; arrêté du 28 janvier 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52260. Л. 4об-5) ; arrêté du 20 juin 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52259. Л. 4об, 6об-7).

<sup>180</sup> Selon l'oukase du 30 avril 1680, seul le juge en chef pouvait être mentionné par son nom dans les documents des prikases (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 2, n° 820, p. 264).

des rapports de hiérarchie et de pouvoir qui, tout en étant parfaitement officiels, n'ont jamais été institués par aucune loi.

Kourbatov, pour sa part, ne douta pas un instant que l'enregistrement fut *son* affaire. En quittant le palais de l'Armurerie dans le Kremlin, il fit emporter tous les dossiers. Et ce ne fut pas à l'Hôtel de ville où il siégeait comme inspecteur qu'il ordonna de les porter mais « dans un bâtiment, près du chantier de l'arsenal ». Cette maison abritait déjà un « bureau de la Construction en pierre », d'où Kourbatov dirigeait le chantier de l'arsenal, d'abord sous l'égide de Golovine puis seul, à partir du 23 février 1705<sup>181</sup>. L'Armurerie continua à gérer la vente du papier timbré<sup>182</sup>. En revanche, les recettes et les livres de l'enregistrement devaient être portés, depuis la place Ivanovskaïa de Moscou et depuis tous les coins du pays, dans ce bureau de la Construction en pierre. Ici s'établissait la comptabilité, ici les vérificateurs de l'enregistrement envoyaient leurs rapports, et la population ses requêtes<sup>183</sup>. Et l'argent récolté était dépensé pour financer les projets sous les auspices de Kourbatov : l'école navale, le chantier de l'arsenal, etc.

Kourbatov dirait plus tard que l'enregistrement se trouva sous sa seule direction dès ce moment<sup>184</sup>. En réalité, comme le montre l'en-tête mentionné plus haut, Golovine conserva à vie son droit de contrôle. Il ne subsiste qu'un seul exemple d'intervention directe de Golovine dans les affaires de l'enregistrement

---

<sup>181</sup> L'oukase du 23 février 1705. Dossiers et documents relatifs aux dépenses de l'Armurerie de 1701 à 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986-997).

<sup>182</sup> Registres comptables des années 1711-1721. RGADA. Ф. 396, Оп. 2, Д. 974-975 ; Д. 977 ; Д. 1012 ; Д. 1015.

<sup>183</sup> Quelques exemples d'affaires concernant l'enregistrement instruites dans le bureau de Construction en pierre « au chantier de l'arsenal » : dossier sur l'affectation d'un vérificateur (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 1-6) ; dossier sur l'affectation et la destitution de podiatchis (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000) ; dossier relatif à la requête d'écrivains publics (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52260).

<sup>184</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 49.

après février 1705, mais il est parlant. Lorsque Kourbatov voulut s'accorder pour son travail une récompense de 400 roubles pris sur les revenus de l'enregistrement, il adressa une requête à Golovine et obtint son accord<sup>185</sup>. Cela indique que l'autorité de Golovine avait un caractère financier. En effet, selon un témoignage contemporain bien renseigné, Kourbatov quitta l'Armurerie, pour ainsi dire, avec un portefeuille et une équipe, mais sans argent. Il avait dû passer un « pacte » (*dogovor*) avec Golovine selon lequel une grande partie des recettes de l'enregistrement, 25 mille roubles par an, devait comme auparavant être destinée au budget de l'Armurerie<sup>186</sup>. Kourbatov ne pouvait disposer pour ses autres projets que de l'excédent lorsque les recettes dépassaient la somme de 25 mille<sup>187</sup>.

Du vivant de Golovine, Kourbatov envoya effectivement l'argent au palais de l'Armurerie, bien qu'à contrecœur et avec des retards<sup>188</sup>. Ayant appris que Kourbatov ne respectait pas le « pacte », Pierre le Grand promit de charger son

---

<sup>185</sup> Registres comptables du prikase de l'Enregistrement (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 170. Л. 36).

<sup>186</sup> *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 4, p. 814. Nous avons trouvé la première mention de cette somme dans les états financiers annuels de 1705 des registres comptables de l'Armurerie (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 997. Л. 111об.), dans les registres comptables du prikase de l'Enregistrement (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 1-1об.) et dans l'oukase du 15 octobre 1707 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 4, n° 2160, p. 389).

<sup>187</sup> Le même principe présidait aux relations entre le bureau de l'Ijora nouvellement formé et les anciens prikases : П. Миллюков, *Государственное хозяйство, op. cit.*, p. 154-157.

<sup>188</sup> Registres comptables du prikase de l'Enregistrement (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122, Л. 1-1об., 49). Selon les registres de comptabilité de l'Armurerie, celle-ci reçut 19 500 roubles provenant de l'enregistrement en 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 997. Л. 111об.). Lettre de Chafirov à Golovine de 1706 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 4, p. 814-815.



directeur de la police secrète de lui tordre le bras<sup>189</sup>. En revanche, après la mort de Golovine au mois de juillet 1706, les versements ralentirent immédiatement. L'amiral Fiodor Apraksine, héritier temporaire d'une partie des fonctions de Golovine, craignait que le « pacte » ne soit rompu par son décès :

Au palais de l'Armurerie il ne reste que 105 roubles ; et l'Hôtel de ville n'a pas envoyé la part du budget qui doit provenir de l'enregistrement [...] Si M. Kourbatov n'est pas parti, daigne, Sire, lui donner l'ordre strict d'envoyer les fonds : je crains qu'il ne faille arrêter les commandes à destination de l'approvisionnement des régiments ; et sans mandement de confirmation, il ne faut s'attendre à rien de lui et il fera la sourde oreille. J'en appelle à ta miséricorde, Majesté, ne me laisse pas dans ce malheur, ordonne de lui rappeler qu'il doit livrer les recettes sans attendre, en vertu des oukases<sup>190</sup>.

En 1706, l'Armurerie accusa réception de 15 760 roubles au lieu de 25 mille<sup>191</sup>. Curieusement, lorsque Kourbatov fit un rapport rétrospectif au tsar en

---

<sup>189</sup> Mandement à Romodanovski du 23 janvier 1706 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit., vol. 4, p. 218.*

<sup>190</sup> « А в Оружейной, государь, палате налицо денег сто пять рублей ; а из Ратуши окладных, которые доведетца взять с крепостных дел на нынешней год, многова не прислали [...] Ежели не уехал господин Курбатов, изволишь ему наказать с прещением, чтоб он окладные денги прислал; боюсь того, чтоб не остановить оружейных дел и всяких полковых припасов ; а без подтвердителнова указу от него никакой ползы не будет и слушать ни в чем не станет. Умилосердися, государь, не остави меня в том моем бедстве, прикажи ему подтвердить, чтоб он окладные денги по указом давал без задержания. » Lettre d'Apraksine à Pierre le Grand, du 25 août 1706 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit., vol. 4, p. 994.*

<sup>191</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 1002. Л. 87, 168.

1708, ses comptes ne montraient aucune anomalie<sup>192</sup>. L'une des deux parties intéressées (ou les deux en même temps ?) maquillait les chiffres, et l'historien ne peut que se demander si cela se produisait souvent...

Le 11 mars 1707 Kourbatov obtint du tsar l'autorisation de ne plus financer l'Armurerie directement, mais de verser les revenus de l'enregistrement dans les caisses de l'Hôtel de ville, trésor central d'État, qui se trouvait opportunément sous sa propre direction<sup>193</sup>. Ce changement signifiait que « les affaires de l'enregistrement » furent enfin officiellement reconnues la mission personnelle de Kourbatov. Il s'empressa de le matérialiser en faisant établir, relier en cuir et présenter au tsar le premier bilan financier de l'enregistrement, indépendant du budget de l'Armurerie<sup>194</sup>.

Cette victoire symbolique fut suivie, au mois de mai 1707, d'une mauvaise nouvelle pour Kourbatov. Absorbé par son projet pétersbourgeois, Pierre le Grand se désintéressa de la construction de l'arsenal à Moscou et ordonna à Kourbatov de l'interrompre, alors que les gigantesques travaux de fondations venaient d'être terminés<sup>195</sup>. Le bureau de Construction en pierre n'avait plus de raison d'être. Menchikov voulant utiliser la maison qui l'avait abrité, Kourbatov fut obligé de libérer le local, en emportant les papiers de l'enregistrement<sup>196</sup>. Ce fut cet incident qui provoqua par ricochet l'institutionnalisation définitive de l'enregistrement. Kourbatov fit transporter les dossiers dans le « petit pavillon » sur la place Ivanovskaïa au sein du Kremlin, où travaillaient depuis 1701 les podiatchis qui enregistraient les actes. Dès lors, Kourbatov dut y siéger

---

<sup>192</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 9-9 об, 17 об., 49.

<sup>193</sup> L'oukase de Pierre le Grand à Kourbatov du 11 mars 1707 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 5, p. 123.

<sup>194</sup> Ce bilan est conservé : RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 2, 49-49 об.

<sup>195</sup> Lettre du tsar à Kourbatov du 2 mai 1707 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 5, p. 229.

<sup>196</sup> Registre comptable du prikase de l'Enregistrement des actes (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 49об.).

régulièrement pour la gestion des affaires courantes de l'enregistrement. Il fit donc agrandir et embellir le « petit pavillon ». La reconstruction coûta plus de 500 roubles, et le nouveau « petit pavillon » devint un bâtiment en pierre considérable, avec une dizaine de fenêtres<sup>197</sup>. Une salle fut aménagée pour Kourbatov avec des accessoires propres à une chambre de justice. On acheta un encrier en étain et un chandelier en cuivre pour le bureau du juge, trois caisses destinées à recueillir l'argent furent ceintes de fer, et des verrous en fer placés sur le placard et sur la porte<sup>198</sup>.

Une seule chose manquait au « petit pavillon » pour qu'un personnage aussi important que l'inspecteur de l'Hôtel de ville n'eût pas honte de s'y montrer en qualité de directeur et de juge : un nom convenable. Ce n'est pas un hasard si ce fut précisément à ce moment-là que Kourbatov s'en est préoccupé. Jusqu'alors, il avait eu une adresse décente : « au bureau de Construction en pierre » (*Kantseliariia kamennykh del*). En revanche, il ne pouvait officier dans un « petit pavillon » (*palatka*) sans ridiculiser « le lustre du rang » (*tchest tchina*). Afin de résoudre ce petit problème, Kourbatov s'adressa au boïar Tikhon Strechnev, directeur du prikase de la Guerre, en demandant que le « petit pavillon » fusse désigné dans la correspondance officielle comme « prikase ». Obligeant, Strechnev émit un arrêté à cet effet :

Et le 21 octobre de cette année [1707], selon le rapport de l'inspecteur en chef [Kourbatov], le boïar Tikhon Nikititch Strechnev a ordonné que le pavillon susmentionné soit désigné comme prikase de l'Enregistrement pour la bonne raison que dans certains prikases, il y a des prikases chargés

---

<sup>197</sup> À partir du début du siècle suivant, on commença à y vendre du papier timbré et en 1701, on y installa les podiatchis de l'enregistrement nouvellement nommés et qui remplacèrent les écrivains publics : états financiers de l'Armurerie (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 47об.) ; registre comptable du prikase de l'Enregistrement (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 16-17 об.).

<sup>198</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 40.

d'autres affaires, par exemple le prikase de la principauté de Smolensk et d'autres encore au prikase des Ambassades, or l'enregistrement des actes est l'affaire de toutes les villes et la collecte d'argent représente plusieurs milliers de roubles. Et lorsqu'on écrit à l'inspecteur en chef depuis le prikase de la Guerre et des autres prikases et bureaux, au sujet des affaires du souverain et de particuliers, l'habitude est de marquer « prikase de l'Enregistrement »<sup>199</sup>.

Ce document devait avoir une certaine importance aux yeux de Kourbatov. En effet, l'attribution officielle du nom prestigieux de prikase scella la fusion qui s'était produisit spontanément entre une mission personnelle que le tsar avait confiée à Kourbatov (mettre en place l'enregistrement) et l'organisation matérielle que l'exercice de cette mission engendra (les dossiers, le personnel et le bâtiment). Il serait cependant erroné de penser que l'arrêté cité ci-dessus institua un nouveau prikase. Car, d'une part, le droit de délégation de pouvoir appartenait au seul souverain, et d'autre part le tsar avait déjà commis l'enregistrement à Kourbatov

---

<sup>199</sup> « И сего ж года октября в 21 день по доношению обер инспектора боярин Тихон Никитичь Стрешнев приказал вышепомянутую полату в которой ныне те [крепостные] дела управляются писать приказом крепостных дел для того, что и в других приказах есть других дел ведомыя приказы, а имянно при посольском приказе княжества смоленского и другия, а крепостныя дела дело всех городов и збор денгом многих тысяч. И из розряда и из приказов и концелярей по государевым и челобитчиковым делам к обер инспектору в указах пишут приказом же крепостных дел. » Ces arguments ont été copiés dans un rapport, paraphé de la main de Kourbatov, remis à la Chancellerie intime en décembre 1707 (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122 ; Д. 49 об.-50). L'habitude évoquée dans l'arrêté se voit en effet dans le texte de l'oukase du 3 avril 1702 concernant les contrats de mariage, dans lequel les affaires de l'enregistrement sont désignées comme « prikase de l'Enregistrement » : *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 1907, p. 191.

plusieurs années auparavant et n'avait aucune raison de répéter cet acte. Ainsi, le fait que Kourbatov ne s'adressa pas au tsar à cette occasion montre bien qu'il n'y voyait qu'un point de procédure, de celles que le chef du prikase de la Guerre avait le pouvoir, voire l'obligation, de résoudre en son nom propre.

Cet épisode est intéressant en ce qu'il montre clairement que l'attribution d'un nom à une organisation administrative fut une étape certes importante mais ni la première, ni indispensable, ni décisive dans l'institution des pouvoirs dans le passé. Le nom a une puissance réifiante sur la manière dont nous représentons le pouvoir sous forme des *institutions*, alors que le pouvoir, même institué, reste avant tout une *relation* dynamique entre des individus et des groupes de personnes<sup>200</sup>.

Il est malaisé pour les historiens de faire référence dans leurs textes à des organisations sans nom, et ils ont tendance à baptiser celles qui n'en avaient pas, à présenter des pratiques comme des institutions en prenant un raccourci commode. Le plus caractéristique exemple russe est celui qui concerne l'usage des grand-princes et des tsars de consulter certains de leurs boïars. Le tsar « pensait » avec ceux qu'il invitait auprès de lui (du verbe *doumat*, « réfléchir »), et ils étaient ainsi « introduits dans sa pensée » (« *boïare kotorye u gosoudaria v doume jivout* »), comme on disait depuis le temps immémorial jusqu'à la disparition du grade de boïar au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. La différence conceptuelle profonde qui existe entre cette pratique coutumière et le Sénat gouvernant institué par Pierre le Grand en 1711, ou le Conseil suprême secret fondé en 1726, s'est largement effacée dans les représentations historiographiques sous l'effet de l'usage systématique du nom de la Douma, inventé par les historiens au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>201</sup>.

---

<sup>200</sup> Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?* Trad. par Yasmin Hoffmann, Pandora, 1981, p. 138.

<sup>201</sup> Anna Joukovskaïa-Lecerf, « Le conseil du tsar dans la culture politique de l'époque pétroviennne », *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n° 4, 2003, p. 577-604 ; Ольга Кошелева, « Историки XIX века о Боярской Думе и боярстве в

### I.3.c À l'échelle du pays

On s'est beaucoup trop reposé sur les personnes et trop peu sur les institutions.

Pavel Milioukov, *L'économie d'État en Russie*

Le tsar avait le pouvoir d'instituer ses serviteurs en tant que « commissaires » (sg. *prikazny tchelovek*) chargés d'une mission. Mais pour que cette mission devînt durable, se transforme en organisation, un prikase, digne d'un nom, le commissaire devait réussir à l'inscrire dans les rapports de forces politiques et d'intérêts sociaux. La réussite de Kourbatov et l'intérêt de son entreprise pour l'histoire au sens large réside dans le déploiement socio-économique de l'enregistrement à l'échelle du pays tout entier qu'il a su susciter. Nous avons vu plus haut la géographie de l'enregistrement. Étudions à présent les méthodes de gestion qui ont permis de développer et maintenir ce réseau.

Kourbatov n'exagérait pas lorsqu'il définissait l'enregistrement comme « l'affaire de toutes les villes », et il avait besoin de coopération de la part des autorités territoriales. Or, comme il a été mentionné, les voïvodes n'appartenaient pas à sa chaîne de commandement. Depuis avril 1701, Kourbatov avait le droit de leur communiquer ses instructions concernant l'enregistrement<sup>202</sup>. Mais certains voïvodes tardaient à envoyer à Moscou les recettes, tandis que d'autres exigeaient des cadeaux de la part des podiatchis préposés à l'enregistrement<sup>203</sup>. Kourbatov se

---

Московском государстве », *Canadian-American Slavic studies*, n° 52, 2018, p. 411-432.

<sup>202</sup> L'oukase original n'a pas été retrouvé, mais il est mentionné dans les états comptables remis au Conseil intime en 1702 qu'un tel oukase fut donné le 30 avril 1701 (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 45 об.).

<sup>203</sup> Dossier sur la requête des écrivains publics de Vologda, 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52260. Л. 4об-5). Déclarations sur les « cadeaux d'honneur » au

voyait impuissant de faire pression sur eux et cherchait les moyens de résoudre le problème<sup>204</sup>.

En 1704, les habitants de Iaroslavl demandèrent qu'on leur accorde le droit d'élire le personnel pour l'enregistrement des actes. Spontanée ou suscitée par Kourbatov (qui connaissait beaucoup de monde dans cette ancienne ville marchande sur la Volga), cette requête lui servit pour provoquer un oukase « sur la vérification » du 22 juin 1704<sup>205</sup>. Conformément à cette loi, les vérificateurs de l'enregistrement (*nadsmotrchtchik*, ou *nadzorchtchik*) élus par les habitants devaient signaler à Moscou « sans crainte » les « négligences » des voïvodes relatives à l'enregistrement, et notamment à l'envoi des recettes au Trésor. La publication d'un tel oukase montre que les relations de Kourbatov avec les voïvodes avaient peu de chances de s'améliorer. La sortie de la crise se dessina avec la nomination déjà mentionnée de Kourbatov comme inspecteur de l'Hôtel de ville en février 1705. Cette nouvelle fonction le plaça à la tête du réseau de bourgmestres, qui innervait une grande partie du pays, doublant le réseau de voïvodes. Dans ces conditions, il semblait logique de transférer le contrôle local sur l'enregistrement aux bourgmestres pour permettre la constitution d'une chaîne de commandement entre le centre et les provinces. Ayant introduit les bourgmestres comme alternative au gouvernement des villes par voïvodes, Pierre

---

voïvode dans le dossier sur une requête des paysans d'Ostachkov, 1704 :

RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1977. Л. 10.

<sup>204</sup> Lettre de Kourbatov et Domnine à Golovine du 13 août 1703 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 65).

<sup>205</sup> Le document original n'a pas été localisé, mais il en existe une citation intégrale dans le dossier de Matveï Jdanov (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 17, 22об.).

le Grand ne refusa pas de parachever cette mesure<sup>206</sup>. L'oukase correspondant fut signé le 8 janvier 1706<sup>207</sup>.

Cette victoire politique ne résolut cependant pas tous les problèmes, car les relations entre Kourbatov et les bourgmestres ne restaient pas toujours au beau fixe. En témoignent des documents présentés dans un rapport du podiatchi de l'enregistrement Stepan Ievlev, que Kourbatov envoya faire une tournée d'inspection en 1706<sup>208</sup>. L'inspecteur avait reçu l'ordre de se rendre dans vingt-trois agglomérations dont les bourgmestres n'avaient pas fait parvenir à Moscou les recettes de l'enregistrement dans les temps. Certains lieux étaient simplement introuvables : « Mais Kadyev et les autres lieux nommés ci-dessus du canton d'Ougra ne sont pas connues dans le district et les habitants n'ont pas su expliquer où se trouvent ce Kadyev et le canton d'Ougra », déclarait Ievlev dans son rapport<sup>209</sup>. Dans deux villes, on démontra à l'inspecteur, pièces justificatives à l'appui, le caractère infondé des accusations présentées<sup>210</sup>. Les bourgmestres de six autres villes remirent la caisse à Ievlev et payèrent l'amende sans même tenter de se justifier<sup>211</sup>. Dans huit agglomérations, les bourgmestres usèrent de ruse. En effet, la première ville où se présenta l'inspecteur, informa les villes voisines de sa

---

<sup>206</sup> Николай Петрович Ерошкин, *История государственных учреждений дореволюционной России*, Moscou, Третий Рим, 1997, p. 83.

<sup>207</sup> *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 2087, p. 335-336.

<sup>208</sup> Rapport de Stepan Ievlev : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2086. Les références ultérieures au *Rapport de Ievlev* n'indiquent que le foliotage du dossier concerné.

<sup>209</sup> *Rapport de Ievlev*, doc. cité. Л. 66.

<sup>210</sup> À Kachine et dans le canton de Jioukhotsk, les autorités locales ont présenté des reçus émis par le bureau de la Construction en pierre à Moscou (*Ibid.* Л. 4, 60об.).

<sup>211</sup> Canton Inantsev, Oustioujna Jelezopolskaïa, Mologa, la bourgade de Pesie du canton Vsesviatski, Norskaïa sloboda et la bourgade Velikoe (*Ibid.* Л. 4об, 6об, 8об, 9, 61, 63).



visite, et celles-ci avaient eu le temps de se préparer<sup>212</sup>. Il est également possible que certaines villes disposaient d'un informateur à Moscou même puisque Kourbatov se plaignait au tsar des podiatchis de l'Hôtel de ville qui « avertissaient les villes »<sup>213</sup>. Apprenant l'arrivée imminente de l'inspecteur, les bourgmestres envoyèrent les registres et la recette dans la capitale à temps, ce qui leur servit de prétexte pour refuser de payer l'amende<sup>214</sup>. Ils excusèrent le retard par « le surcroît de travail dû aux affaires du souverain<sup>215</sup> ». Le bourgmestre d'une bourgade de pêcheurs Rybnaïa sloboda était absent lors du passage d'Ievlev, parce qu'il avait été emmené dans le chef-lieu du district pour une bastonnade (*pravej*) visant à récupérer les arriérés d'un autre impôt. Il envoya toutefois la recette de l'enregistrement à Moscou dès qu'il fut relâché<sup>216</sup>. Enfin, dans quatre autres endroits Ievlev ne parvint pratiquement à rien<sup>217</sup>. Il réussit seulement à apporter les dépositions signées par les autorités locales sur les raisons de leur désobéissance (nous reviendrons sur ce cas).

Comment évaluer les résultats de cette tournée d'inspection ? À première vue, la constatation d'un échec total ou partiel dans plus de la moitié des localités visitées incite à conclure à une très faible coopération des bourgmestres avec le pouvoir central. La situation prend cependant une autre coloration dès qu'on

---

<sup>212</sup> Dmitrov, Ouglitch, Bejetski Verkh, Borisoglebskaïa sloboda, Iaroslavl, Rostov, Pereïaslavl-Zalesski, Aleksandrova Sloboda (*Ibid.* Л. 3об, 5-5об, 59, 62, 64об, 65, 65об).

<sup>213</sup> Сергей Михайлович Сочинения, кн. VIII. История России с древнейших времен, vol. 15-16, Moscou, Мысль, 1993, p. 313.

<sup>214</sup> « Ils n'ont pas payé d'amende parce qu'ils disent que l'argent a été envoyé avant mon arrivée », « Ils n'ont pas payé l'amende, ils ont désobéi à l'oukase de sa Majesté l'empereur », écrivait Ievlev (*Rapport de Ievlev*, doc. cité. Л. 5об., 62).

<sup>215</sup> *Ibid.* Л. 8об, 64об.

<sup>216</sup> Rybnaïa Sloboda. *Ibid.* Л. 59.

<sup>217</sup> La bourgade Tchamirovo, Pochekhonie, Rybnaïa Sloboda, Romanov, la bourgade Vochtchajnikovo (*Ibid.* Л. 7, 9, 59, 64).

l'examine de plus près. Dans la majorité des endroits où les autorités ont livré la caisse à l'inspecteur et payèrent l'amende, les recettes de l'enregistrement représentaient des sommes modiques (entre cinq et dix roubles) et le volume correspondant des amendes était bas, car la pénalité était fixée à 20 % des recettes<sup>218</sup>. Sous cet éclairage, la docilité des bourgmestres ne peut être prise en bonne part car elle laisse entrevoir leur indifférence à l'égard de l'enregistrement. Le modeste montant des recettes était en même temps la cause et la conséquence de leur manque d'intérêt. En revanche, dans les agglomérations d'où l'on envoya la recette avec précipitation sous le nez de l'inspecteur et où l'on refusa de payer l'amende, le montant des recettes de l'enregistrement était en moyenne entre dix et vingt fois supérieur<sup>219</sup>. Dans ces cas, les irrégularités de gestion n'en étaient pas moins perçues comme un acte d'insubordination de la part des bourgmestres, mais leur attitude pouvait être tolérée, car elle ne procédait pas d'une opposition au pouvoir central mais d'une concurrence dans l'exploitation d'une ressource commune. Pour un administrateur pragmatique comme Kourbatov, il était sans doute plus important d'instaurer une coopération mutuellement bénéfique à long terme avec les bourgmestres que de les forcer à payer une amende ponctuelle. Enfin, dans les cinq dernières agglomérations le désordre était dû à des circonstances exceptionnelles. En somme, contrairement aux apparences, Kourbatov avait des raisons d'être satisfait d'avoir échangé les voïvodes contre les bourgmestres en tant que collaborateurs dans les provinces.

Malgré l'importance de leur rôle, les bourgmestres et les voïvodes restaient des personnages secondaires dans l'entreprise de Kourbatov. La première place appartenait au personnel technique : les podiatchis de l'enregistrement qui rédigeaient les actes et les vérificateurs chargés de prélèvement des droits. Deux ou trois agents, quelquefois bien plus, travaillaient dans la majorité des 97 agglomérations où un bureau d'enregistrement fut ouvert du temps de Kourbatov.

---

<sup>218</sup> Des sommes supérieures furent recouvrées seulement à Mologa et Oustioujna-Jelezopolskaïa, 65 et 127 roubles respectivement.

<sup>219</sup> À Rostov, il fut collecté 112 roubles en six mois, et 293 roubles à Iaroslavl.

Le nombre total de serviteurs dépassait les 300 personnes. Leur activité nécessitait une surveillance de tout instant visant, d'une part, à protéger les intérêts du Trésor et, d'autre part, à garantir la population contre des abus de fonction, notamment des ponctions excessives, pouvant déclencher des conflits sociaux. Les moyens mis en place pour diriger ce personnel relativement nombreux relevaient de la méthode de la carotte et du bâton. Kourbatov usait d'une part de mesures incitatives visant à intéresser individuellement les agents locaux au succès de l'enregistrement, et d'autre part de contraintes par le truchement d'inspecteurs envoyés depuis Moscou. En outre, en cas de conflits d'intérêts sur place, il n'hésitait pas à s'ingérer par contournement du pouvoir local.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les prikases avaient pour habitude de réagir aux plaintes de la population en envoyant des commissions d'enquête sur place. Kourbatov recourait lui aussi à cette mesure traditionnelle, comme il le fit en envoyant son client Magnitski à Ostachkov<sup>220</sup>. La même méthode était généralement utilisée par le gouvernement pour lutter contre la lenteur des autorités locales à exécuter les oukases, sauf que Kourbatov était inhabituellement réactif. D'ordinaire, les prikases envoyaient un messenger exprès uniquement après s'être assurés que l'expédition de plusieurs lettres de rappel ne produisait pas l'effet escompté. Kourbatov, quant à lui, n'hésitait pas à dépêcher des inspecteurs, tel que Ievlev dont il était question plus haut, dans tous les coins du pays, « afin que les villes livrent les recettes de l'enregistrement à temps ». Selon des données incomplètes, huit expéditions de ce genre eurent lieu en 1703, au moins deux en 1704, deux en 1706, une au moins en 1707<sup>221</sup>. Les indemnités journalières et les frais de déplacement payés sur le Trésor aux inspecteurs étaient largement compensés par les amendes prélevées par eux auprès des contrevenants. En 1705, par exemple, 182 roubles furent prélevés « en amendes sur les voïvodes et employés qui

---

<sup>220</sup> Voir plus haut, dans le § *Patron. Client*.

<sup>221</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 13об., 31об. ; RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2086 ; RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 993. Л. 147, 150-150об., 283об.

n'avaient pas vu les erreurs dans la gestion de l'enregistrement et ont vendu du papier timbré illégalement<sup>222</sup> ».

Les podiatchis-inspecteurs se déplaçaient accompagnés de plusieurs soldats dans le but de renforcer leur autorité<sup>223</sup>. L'officier suédois Carl von Roland, prisonnier de guerre en exil dans la ville de Galitch entre 1709 et 1714, a laissé un témoignage qui permet de se représenter à quoi ressemblait la venue d'un tel cortège dans une ville de province. Le cas qu'il rapporte ne concerne pas l'enregistrement, mais il n'y a pas à douter que l'arrivée des émissaires de Kourbatov suscitait une réaction similaire. De nature curieuse et ne tenant pas en place en raison de sa réclusion, Roland, qui jouissait des bonnes grâces de l'épouse du diak de Galitch, persuada ce dernier de l'emmener avec lui dans sa tournée des bourgades environnantes. Au cours de celle-là le diak devait vérifier la bonne exécution du célèbre oukase de Pierre le Grand sur l'interdiction du port de la barbe<sup>224</sup>. Dans chaque lieu visité, la population offrait du miel, du beurre, de la cire et du poisson au diak et aux podiatchis qui l'accompagnaient, et même au Suédois. En une semaine, ils firent le plein de cadeaux. Roland décrit une scène en détail :

Un jour, nous arrivâmes dans une ville dont le bourgmestre vint nous voir après que nous eûmes pris nos quartiers ; il était accompagné par le conseil au complet, chacun de ses membres portant des cadeaux. Il nous souhaita la bienvenue et nous remit les dons que les hommes du *diak*<sup>225</sup> réceptionnèrent comme à l'accoutumée et qui se composaient de miel et de fruits confits. À cet instant, le *diak* me dit à voix basse : « *Promysli mne*

---

<sup>222</sup> États comptables de l'Armurerie : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 997. Л. 112.

<sup>223</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 12об., 16 (registre comptable).

<sup>224</sup> Evgenii Akelev, « The Barber of All Russia. Lawmaking, resistance, and mutual adaptation during Peter the Great's cultural reforms », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 17, n° 2, 2016, 241-275.

<sup>225</sup> Les mots soulignés sont en russe dans le texte original.

*nojnicy*, c'est-à-dire : trouve-moi des ciseaux ». Je lui glissai dans la main une paire de ciseaux. « Approche-toi », dit-il au bourgmestre qui avait une longue et belle barbe ; il la saisit aussitôt de la main gauche et se mit à manier les ciseaux de la main droite. N'osant pas s'y opposer, le bourgmestre poussait des cris à mesure que la barbe se raccourcissait : « Cent roubles ! deux cents ! trois cents ! quatre cents ! » De cette façon, il réussit à sauver la moitié de sa barbe, mais l'autre moitié avait été perdue<sup>226</sup>.

Outre les mesures traditionnelles de surveillance et de contrainte, Kourbatov savait trouver des moyens incitatifs. La rédaction et l'enregistrement des actes faisaient partie de nombreux domaines de la vie sociale russe qui avaient été réglés par les us et coutumes avant le début du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui subirent de plein fouet la fièvre légiférante de Pierre le Grand. Les historiens qui étudient l'évolution de l'activité normative du gouvernement mettent souvent l'accent sur la résistance des sujets à ses initiatives. Il est vrai qu'elles entraînaient habituellement l'alourdissement de la charge fiscale et des corvées. Toutefois, divers secteurs de la population manifestaient un intérêt pour les nouvelles perspectives sociales et économiques, ouvertes, directement ou indirectement, par l'activité réformatrice du gouvernement. Dans ce cas concret, dès que le pouvoir entendit investir le marché de l'acte privé, des individus se montrèrent prêts à participer à la mise en œuvre de la nouvelle politique. L'adaptation des anciens canaux du pouvoir et la construction de nouveaux, par lesquels les revenus de l'enregistrement devaient transiter vers Moscou, furent rendues possibles par la coopération active de cette partie de la population, à qui l'activité dans ce secteur sembla avantageuse, matériellement et socialement.

---

<sup>226</sup> Carl von Roland, « Souvenirs de captivité en Russie et des guerres de Charles XII », trad. par Elena Balzamo, *Cahiers du Monde russe*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 635-636.

L'attraction matérielle du service dans les bureaux d'enregistrement transparaît dans le nombre de personnes désireuses de le rejoindre, malgré le fait que pour la plupart, aucun salaire fixe ne leur avait été promis. Le personnel du « petit pavillon » à Moscou bénéficiait d'un privilège qui resta exceptionnel : les titulaires touchaient des appointements, tandis que les nouvelles recrues recevaient une indemnité journalière. La rémunération était généreuse. En 1701, 30 podiatchis titulaires recevaient chacun une rémunération allant de 35 à 70 roubles par an<sup>227</sup>. En province, il n'y avait pas d'appointements, mais on trouve parfois des indemnités journalières, quoique modiques par rapport à celles de Moscou : 2,5 roubles, 1,5 roubles par mois<sup>228</sup>. En règle générale, les paiements sur le Trésor restaient pour les employés de province une forme de prime au zèle, comme cette « gratification extraordinaire » de 50 roubles, remise en 1706 « au vérificateur Gavriila Rytchkov de Sol Kamskaïa pour sa diligence dans la collecte de la recette de l'enregistrement<sup>229</sup> ». Tout comme les écrivains publics du siècle précédent, les podiatchis d'enregistrement vivaient de « cadeaux », c'est-à-dire se faisaient payer à l'acte par les clients.

Les prix pratiqués provoquaient parfois le mécontentement de la clientèle. Par exemple, les paysans du district de Pereïaslavl-Zalesski trouvaient excessive la taxe de 30 kopecks sur une transaction de 10 roubles<sup>230</sup>. L'écrivain Ivan Possochkov témoigne dans les années 1720 : « Maintenant, pour l'enregistrement

---

<sup>227</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 986. Л. 46-46об.

<sup>228</sup> Dossier suite au rapport du commissaire M. Briantchaninov, 1715-1716 : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2318. Л. 38-38об. ; Registre comptable du prikase de l'Enregistrement des actes : RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 22об. Les podiatchis de Novgorod touchaient des indemnités journalières (dossier sur la vérification des registres : RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52271. Л. 5об.).

<sup>229</sup> RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 13об.

<sup>230</sup> Dossier de leur plainte : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 3об.

d'un acte de 10 kopecks, on vous prend la moitié et plus<sup>231</sup>. » Plus tard, la rapacité des podiatchis s'exacerba au point que la littérature en fit un sujet de satire. Pliouchkine, l'Avare de Gogol, se lamente : « Un acte de vente [...] ! C'est qu'un acte de vente occasionne des frais et que nos clercs sont sans vergogne ! Il fut un temps où l'on s'en tirait avec une pièce de cinquante kopecks et un petit sac de farine, mais à présent il leur faut une charretée de gruau et un bel assignat rouge par-dessus le marché, tant ils ont le goût de l'argent<sup>232</sup> ! » En 1712, le podiatchi Voropanov demanda à être libéré de ses fonctions « car à Dmitrov, à l'enregistrement des actes, il n'y a pas assez de recettes pour deux personnes et aucune rémunération n'a été prévue pour notre travail<sup>233</sup> ». Mais de tels cas étaient fort rares, ce qui indique que la plupart des podiatchis gagnaient bien leur vie grâce à l'enregistrement.

La composante sociale de l'intéressement au service à l'enregistrement est plus difficile à établir que la composante pécuniaire car la mobilité sociale réelle dans ces couches inférieures de la société russe était souvent informelle. Le cas d'Ivan Antipine, originaire de la bourgade de Pistsovo dans le district de Kostroma, en est une bonne illustration<sup>234</sup>. Dans sa requête pour obtenir une autorisation de dresser des actes, Antipine indiqua, comme il était censé le faire, sa condition, fort modeste, de *diatchok* (sacristain et/ou écrivain public). En marquant sa décision sur la requête, Kourbatov écrivit, sans doute par inattention, « podiatchi Antipine ». Antipine aurait pu profiter de cette promotion fortuite, mais il n'en a pas tenu compte et continua à se désigner comme *diatchok*. En revanche, quand Antipine reçut l'autorisation de dresser des actes pour des montants pouvant atteindre jusqu'à cent roubles et par conséquent de prendre

---

<sup>231</sup> Иван Тихонович Посошков, *Книга о скудости и богатстве и другие сочинения*, Saint-Pétersbourg, Наука, 2004.

<sup>232</sup> Nikolai Gogol, *Les Âmes mortes. Poème*, trad. par Anne Coldefy-Faucard, Paris, Le Cherche Midi, 2005, p. 170.

<sup>233</sup> RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2021. Л. 1.

<sup>234</sup> RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2119.

comme assistant un autre *diatchok*, il commença à signer « vérificateur », sans même y avoir été autorisé. Ainsi, du point de vue d'Antipine, le droit de dresser des actes n'avait aucun impact sur son statut social ; en revanche, celui d'avoir un autre homme sous son commandement élevait sa position. Cependant, les autorités y détectèrent une usurpation de leur prérogative de promotion. Un assistant de Kourbatov mit la situation au clair, en expliquant que « un *diatchok* de cette bourgade travaille comme vérificateur et comme rédacteur », et il a été décidé de l'appeler « podiatchi<sup>235</sup> ». Antipine obtempéra. Il cessa de prétendre au statut de vérificateur, adopta la dénomination de podiatchi et ne s'abaisa plus jusqu'au *diatchok*. L'attribution de statut adopte ici la tournure d'un marché implicite entre les acteurs qui, en l'absence de règles propres à ce type de situation, avancent en tâtonnant vers un compromis.

Les possibilités de mobilité sociale offertes par le service à l'enregistrement devinrent plus nombreuses après l'adoption de l'oukase « sur la vérification » du 22 juin 1704, déjà mentionné. La fonction de vérificateur était un nouvel échelon dans les hautes sphères de la hiérarchie provinciale de l'enregistrement, et les candidats ne tardèrent pas à se présenter. D'après l'oukase, les vérificateurs et les podiatchis devaient être élus par les habitants « parmi les gens de bien notables<sup>236</sup> ».

Matveï Jdanov, l'ancien intendant du monastère Spasso-Priloutski de Vologda, fut l'un des premiers à se servir de l'oukase « sur la vérification ». En revanche, il n'a pas essayé de se faire élire sur place et fit le pari de s'adresser directement à Moscou pour se faire nommer vérificateur. Il agit en « sourcier de revenus » à la Kourbatov, déposant un mémoire sur la possibilité d'augmenter la recette de l'enregistrement à Vologda. Cette ville était la plaque tournante principale sur la route commerciale d'Arkhangelsk, alors l'unique port maritime russe destiné au commerce extérieur. On concluait à Vologda de nombreux

---

<sup>235</sup> Dossier sur la requête d'Antipine (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2119. Л. 19).

<sup>236</sup> Extrait de l'oukase dans le dossier de Matveï Jdanov : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 18об., 22об.



marchés, sur le transport, le stockage, le courtage des marchandises, dont la loi stipulait qu'ils devaient en passer par un contrat écrit et par conséquent soumis au droit d'enregistrement. C'est pourquoi pas moins de six podiatchis de l'enregistrement y étaient préposés dès 1701<sup>237</sup>. Jdanov suggérait dans son mémoire que Vologda était « une grande ville et les droits de l'enregistrement y dépassent ceux des autres villes [...], les revenus pourraient augmenter par rapport aux années antérieures »—à condition de renforcer les contrôles<sup>238</sup>. Kourbatov s'enquit de candidats possibles pour le poste de vérificateur. C'est alors seulement que Jdanov dévoila son jeu, déclarant avec feinte modestie qu'il n'en connaissait pas mais qu'il serait lui-même candidat si on lui « donnait un bon assistant et trois serviteurs pour les commissions ainsi qu'un logement<sup>239</sup> ». On observera qu'il ne poussa pas ses prétensions jusqu'à demander un salaire. Kourbatov connaissait peut-être Jdanov personnellement, ou bien celui-ci a présenté des lettres de recommandation, en tout cas la décision concernant sa nomination a été accompagnée d'une marque inhabituelle de confiance : « Nous te confions ces affaires et la direction sur ces podiatchis, Matveiï, parce que nous connaissons ta diligence et ton jugement dans les affaires du domaine du monastère de Vologda<sup>240</sup>. » Toutes les conditions de Jdanov furent acceptées, il eut droit de choisir lui-même son assistant et, entre le jugement sur l'affectation, la composition d'un grand nombre d'instructions et l'envoi de chartes appropriées aux autorités de Vologda, l'affaire fut bouclée en dix jours. Jdanov et son nouvel assistant Semion Akichev ne tardèrent pas de remercier Kourbatov en lui

---

<sup>237</sup> Dossier sur le rapport du commissaire M. Briantchaninov (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2318. Л. 38).

<sup>238</sup> Dossier sur la requête de Matveiï Jdanov (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 18об.).

<sup>239</sup> *Ibid.* Л. 19.

<sup>240</sup> *Ibid.* Л. 9об.

fournissant des renseignements pour son dossier accusatoire contre les voïvodes<sup>241</sup>.

Le *diatchok* Antipine avait lui aussi obtenu sa charge en s'adressant directement à Moscou car ses relations avec les autorités locales ne lui permettaient d'espérer aucun soutien de leur part. La bourgade Pistsovo, où il habitait, faisait partie du domaine du prince Dolgoroukov, et Antipine revendiquait son appartenance à « son maître » et au fondé de pouvoir de celui-ci<sup>242</sup>. Les bourgmestres de Pistsovo, élus parmi les citoyens de Kostroma, le chef-lieu du district, représentaient quant à eux une opposition au seigneur local, situation typique des territoires où une communauté urbaine avoisinait un grand domaine noble<sup>243</sup>. En outre, Antipine et les bourgmestres se trouvaient en rivalité directe sur le marché de l'acte privé, car ces derniers pratiquaient l'enregistrement dans les registres de cabaret et de douane, procédé interdit depuis 1701 mais poursuivi dans beaucoup d'endroits<sup>244</sup>. Pistsovo était une grande bourgade de 473 foyers et, à en juger par le fait qu'Antipine demanda l'autorisation de dresser des actes pour des sommes allant jusqu'à 100 roubles, le chiffre d'affaires du commerce local surpassait les marchés de certaines villes. Cependant, en dépit des oukases, les bourgmestres de Pistsovo n'avaient pas jugé nécessaire d'informer Moscou de la possibilité d'instaurer l'enregistrement dans cette bourgade commerçante, car ils comptaient continuer à en profiter eux-mêmes. Ainsi, ne

---

<sup>241</sup> Registre comptable du prikase de l'Enregistrement : RGADA. Ф. 396. Оп. 3, Д. 122. Л. 22об.

<sup>242</sup> Dossier sur la requête d'Antipine (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2119. Л. 1, 14).

<sup>243</sup> С. М. Соловьев, *Сочинения, кн. VII. История России с древнейших времен*, vol. 13-14, Moscou, Мысль, 1991, p. 80-82.

<sup>244</sup> L'oukase du 30 avril 1701 (*Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4 ; n° 1850, p. 165). Témoignages sur les irrégularités : dépositions du vérificateur d'Ostachkov, 1704 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1977. Л. 14-15) ; rapport des vérificateurs de l'enregistrement de Sevsk, 1705 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087. Л. 17об.-18).

pouvant pas espérer obtenir une place à l'enregistrement par élection, Antipine alla, en personne, chercher sa chance à Moscou : l'absence de marques de plis sur sa requête porte à penser qu'elle fut rédigée sur place et remise de la main à la main. Tout comme Jdanov, Antipine comparut devant Kourbatov en la posture de loyal « sourcier de revenus », tenant les propos suivants : « À Pistsovo il y a un petit marché et dans ce marché, un cabaret où on a besoin d'enregistrer des actes mais personne pour le faire, et aller à Kostroma fait une longue trotte et pour cela, c'est un frein pour tous ceux qui en auraient besoin, ainsi l'occasion de collecter la taxe du souverain est perdue en vain<sup>245</sup>. »

En nommant Antipine à l'enregistrement Kourbatov enrichit le Trésor d'une somme modeste mais non négligeable allant de 12 à 25 roubles par an<sup>246</sup>.

La stratégie de communication directe avec Moscou, adoptée par Jdanov et Antipine, n'était pas toujours couronnée de succès. Ainsi, le podiatchi de la bourgade de Tchamirovo fut promu à la fonction de vérificateur par Kourbatov sans avoir été élu sur place, mais ses concitoyens n'acceptèrent pas de tenir compte de l'oukase par lequel il avait été nommé et l'ont empêché d'accéder à la fonction<sup>247</sup>. Cette attitude illustre la résilience d'une ancienne coutume d'élection de podiatchis dans les provinces<sup>248</sup>.

En autorisant les serviteurs de l'enregistrement à s'adresser à lui sans passer par les autorités locales, Kourbatov leur donnait un avantage précieux. On le voit par exemple à travers le conflit qui opposa les écrivains publics de Vologda au vérificateur de l'enregistrement, qui leur avait confisqué leur isba. Les écrivains demandaient un remboursement, mais le vérificateur dépêcha son

---

<sup>245</sup> RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2319. Л. 1.

<sup>246</sup> À en juger par le seul registre d'enregistrement des actes de Pistsovo qui se soit conservé, on collectait encore de telles sommes dans les années 1720 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 4808).

<sup>247</sup> *Rapport de Ievlev*, doc. cité. Л. 7, 20-20об.

<sup>248</sup> С. Соловьев, *Сочинения*, *op. cit.*, p. 91-92.

assistant à Moscou où celui-ci réussit à enterrer l'affaire<sup>249</sup>. Une illustration encore plus éloquente surgit de la comparaison entre deux destinées : celle d'Ivan Antipine cité plus haut avec celle du vérificateur dans la ville de Toula Filat Jdanov.

Antipine cultivait soigneusement ses relations avec le prikase de l'Enregistrement. En témoignent ses allers-retours annuels à Moscou, où il remettait lui-même les livres de compte et la recette, pendant que nombre de ses collègues se contentaient de les faire parvenir par un tiers. Ses livres contenaient toujours des erreurs, dont certaines ressemblaient à des tentatives de maquillage d'irrégularités. Honnêtes ou pas, les erreurs étaient invariablement au désavantage du Trésor, et Antipine courait à chaque fois le risque de punition. Mais comme il se trouvait toujours à proximité au moment des contrôles, il amadouait les juges à temps, promettait de rendre les sommes manquantes lors de son séjour suivant, et repartait en paix à la satisfaction générale. Filat Jdanov, un marchand de Toula, élu vérificateur de l'enregistrement contre son gré, commit lui aussi des erreurs dans les comptes. Mais comme il avait envoyé ses livres à Moscou au lieu de les porter en personne, il n'était pas là pour régler le problème à l'amiable. Une fois mise en branle, la lourde machine judiciaire ne pouvait plus être arrêtée. Alertés par un oukase écrit de Moscou, les bourgmestres de Toula n'avaient d'autre choix que de suivre la procédure ordinaire. Jdanov fut d'abord soumis à la bastonnade (*pravioj*), première mesure dans la procédure de récupération de dettes, puis envoyé à Moscou sous bonne garde. Le temps de l'enquête le marchand effrayé se morfondit à la capitale dans une auberge, tomba enfin malade et mourut dans la plus grande solitude. À ce même moment, l'enquête finit par établir que les erreurs dans les comptes de Jdanov étaient dues à son manque d'expérience et qu'elles n'avaient provoqué aucune perte pour le Trésor. Les juges sentirent peut-

---

<sup>249</sup> Dossier sur la requête des écrivains publics de Vologda, 1705 (RGADA. Ф. 396. Оп. 1, Д. 52260. Л. 4об.-5).

être une pique de remords mais rejetèrent la faute sur les bourgmestres de Toula pour « avoir élu un homme aussi vieux et bête<sup>250</sup> ».

Le cas de Jdanov n'était pas isolé. Ivan Possochkov constatait que la sévérité démesurée des enquêtes sur les percepteurs n'augmentait pas l'efficacité du recouvrement et que, au contraire, cette sévérité était, à terme, dommageable au Trésor. Il était partisan des compromis à l'amiable du type de ceux qu'Antipine savait si bien trouver<sup>251</sup>. La procédure judiciaire de l'époque n'offrait aucune flexibilité permettant de prendre en compte la diversité des situations vécues. Les relations directes d'homme à homme, seules, jouaient le rôle d'adaptateur. Souvent, elles corrompaient la justice ; parfois elles l'orientaient dans la bonne direction. En tout cas, le contact personnel avec le pouvoir central pouvait s'avérer vital, littéralement, pour les serviteurs. Autoriser un tel contact fut donc un moyen puissant de s'assurer leur loyauté.

L'efficacité de l'enregistrement dépendait aussi de l'habileté du pouvoir central de jouer le rôle d'arbitre dans les conflits locaux. Kourbatov n'avait pas les moyens de faire payer les taxes par la force. Il ne pouvait compter sur des rentrées régulières que s'il établissait et maintenait dans chaque localité une configuration plus ou moins satisfaisante pour toutes les parties en place : les employés de l'enregistrement, la population et les autorités locales. Cette tâche difficile en soi était compliquée par le mouvement perpétuel des configurations administratives. D'une part, le mandat de voïvode, bourgmestre, syndic local était de courte durée : une année ou deux, en règle générale. D'autre part, les employés de l'enregistrement étaient parfois chassés de leur place ou la quittaient spontanément. Après chaque changement de personnel, l'arbitrage depuis Moscou pouvait s'avérer nécessaire. La manière dont cela se passait et la complexité du processus sont illustrées par une affaire jugée à Moscou entre 1702 et 1705<sup>252</sup>.

---

<sup>250</sup> Dossier du rapporteur Dmitri Antsyferov, podiatchi de Toula (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2331).

<sup>251</sup> И. Посошков, *Книга о скудости и богатстве*, *op. cit.*, p. 78.

<sup>252</sup> RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 1-8.

Afin de comprendre la nature du conflit, il faut remarquer que le territoire administratif concerné, un domaine de la Couronne, avait une composition sociale mixte et une direction double. D'une part, les marchands et artisans de deux bourgs francs (sg. *sloboda*), Novaïa Aleksandrova et Staraiïa Aleksandrova, éalisaient des bourgmestres. D'autre part, les paysans environnants, qui constituaient la partie de loin la plus nombreuse des habitants du domaine, obéissaient à l'intendant de la Couronne nommé par Moscou. En 1701, lorsqu'il fut interdit aux écrivains publics de dresser les actes, les bourgeois élurent trois podiatchis préposés à l'enregistrement, conformément à l'oukase. Ceux-ci tirèrent parti de la position monopoliste nouvellement acquise en appliquant pour leur service des tarifs que les paysans n'étaient pas préparés à payer. À la suite de nombreuses plaintes de la part des paysans, les bourgmestres expulsèrent les podiatchis de la chambre communale (*zemskaïa izba*) où ils travaillaient, tout en gardant leur caisse. Pour justifier cette action, les bourgmestres ont signalé que les podiatchis s'étaient installés dans la chambre communale sans autorisation officielle. Quand le conflit fut appris à Moscou, Kourbatov demanda d'abord à l'intendant de la Couronne d'admettre les podiatchis de l'enregistrement dans son bureau. L'intendant refusa prétextant un « manque de place ». Alors, Kourbatov fut obligé de dépêcher un agent pour forcer les bourgmestres de réinstaller l'enregistrement dans la chambre communale et pour récupérer la caisse.

Six mois plus tard, il s'avéra que la recette de l'enregistrement était insuffisante pour la subsistance de trois podiatchis, et deux d'entre eux quittèrent leurs fonctions. Le troisième, Ivan Iakimov, continua à se quereller avec les paysans, qui décidèrent alors de passer outre les autorités locales et déposèrent une plainte à Moscou. Ils déclarèrent qu'« à cause des prélèvements excessifs d'Ivan, ils ne peuvent pas aller à la chambre communale en ville pour faire dresser leurs actes ». Ils voulaient qu'un autre podiatchi fût autorisé à enregistrer leurs actes au bureau de l'intendant. Kourbatov hésitait à trancher, et au bout de deux ans sans obtenir satisfaction, les paysans élurent deux podiatchis, avec l'accord de l'intendant. Dans une nouvelle requête, ils demandaient d'une part la confirmation de leurs élus et, d'autre part, le renvoi de Iakimov. Informé à temps de cette

offensive, celui-ci partit aussitôt pour Moscou, où à son tour il remit à Kourbatov une plainte contre les paysans. Il demandait une confrontation avec eux « pour ne pas être ruiné par de tels mensonges<sup>253</sup> ». Il a été blanchi de toute accusation, sans enquête, ce qui montre, encore une fois, l'efficacité du contact personnel<sup>254</sup>. Mais le gouvernement central avait tout intérêt à satisfaire les paysans en même temps, et Kourbatov confirma un de leurs élus et l'autorisa à enregistrer les actes sous le contrôle de l'intendant, comme ils le demandaient<sup>255</sup>. Ainsi, en ménageant les intérêts de toutes les parties le « sourcier de revenus » parvenait à faire en sorte que les petits sous continuaient à remplir le Trésor du grand souverain.

La politique de Kourbatov peut sembler contradictoire. D'une part, il déploya beaucoup d'efforts pour construire la hiérarchie de l'enregistrement : la direction à Moscou, les bourgmestres, les vérificateurs, les podiatchis. Mais d'autre part, il n'imposait pas le strict respect de cette hiérarchie. Le dernier des employés ainsi que l'ensemble des sujets conservaient la possibilité de contacter l'autorité supérieure directement. Cette flexibilité pragmatique n'a rien de surprenant chez Kourbatov. Premièrement, elle correspondait au mode traditionnel de gouvernement par les prikases au XVII<sup>e</sup> siècle. Et deuxièmement, il suffit d'observer le comportement des serviteurs subalternes de l'époque pour s'apercevoir à quel point la hiérarchie était un jeu de circonstances dans lequel le supérieur n'était pas sûr de gagner à tous les coups.

Le rapport de l'inspecteur Ievlev déjà mentionné offre des exemples éloquentes de ce phénomène. L'arrivée de Ievlev dans une agglomération coïncidait parfois avec l'absence temporaire des bourgmestres et des vérificateurs, qui pouvaient être en déplacement ou souffrants. Dans ces cas, l'inspecteur exigeait que les podiatchis accusent réception de l'oukase dont il était porteur, livrent la caisse et paient les amendes. Mais il recevait partout un refus net

---

<sup>253</sup> Requête du 16 juillet 1705 (RGADA. Ф.282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 5-5об.).

<sup>254</sup> Jugement, août 1705 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 6об.).

<sup>255</sup> Jugement et originaux d'oukases, septembre 1705 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2000. Л. 7-8).

d'obtempérer : « Nous ne sommes pas les responsables de l'enregistrement, seul le vérificateur Untel connaît ces affaires et il est notre supérieur » ; en son absence, ils « n'osent rien faire<sup>256</sup> ». De quel type de logique relevait cette langue de bois ? Bureaucratique ? Militaire ? Domaniale ? Patrimoniale ? Clientélaire ? Friponne ? Du point de vue de Kourbatov, et du tsar, le résultat était le même : leur inspecteur repartait les mains vides.

Le même problème pouvait se produire à un étage supérieur de la hiérarchie. Dans le chef-lieu de Pochekhonie, où il n'y avait pas de population marchande et donc pas de bourgmestres, l'enregistrement restait sous la direction du voïvode. Pendant deux ans, le voïvode refusait de nommer un vérificateur, parce qu'il n'aimait pas le clan des Griaznovo qui monopolisait depuis des générations les emplois de podiatchi à Pochekhonie. Stepan, le père, quatre de ses fils, et au moins un petit-fils Griaznovo étaient podiatchis. En 1702, le voïvode Afonassi Tikhmeniov gagna un procès contre Griaznovo pour « blessures et préjudice à l'honneur ». Piotr Griaznovo fut condamné à régler dommages et intérêts ainsi que les taxes judiciaires pour un montant total d'environ 170 roubles. Mais il n'a rien payé suite à quoi la famille fut condamnée à la confiscation de ses biens, dont la pièce maîtresse était un domaine dans le district de Pochekhonie comprenant la bourgade de Bratskoe et deux villages—ces podiatchis-là n'étaient manifestement pas de petites gens...<sup>257</sup> Malgré cette péripétie, dès que le mandat du voïvode ennemi toucha à sa fin, la fonction de vérificateur échut à Andreï Griaznovo. Appelé à d'autres affaires l'année suivante, celui-ci fut remplacé par un parent<sup>258</sup>. Peu de temps après, le nouveau voïvode mourut en fonction, et son adjoint considéra qu'il n'était pas habilité à diriger l'enregistrement. Le vérificateur se trouva donc sans chef. Cela ne l'a pas

---

<sup>256</sup> Rybnaïa Sloboda, Pereslavl-Zalesski (*Rapport de Ievlev*, doc. cité. Л. 59, 65).

<sup>257</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 27. Д. 135.

<sup>258</sup> Ces données trouvent confirmation dans les registres d'enregistrement des actes tenus par le podiatchi Piotr Griaznovo du 26 avril 1704 à la fin de 1710 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 8526).



empêché de continuer à dresser des actes pour les habitants de tout le district, mais en revanche il cessa d'envoyer les recettes à Moscou. Qui dit sans chef dit aussi sans protecteur, et quand un officier vint à Pochekhonie pour conduire un recensement de la population, Griaznovo se mit volontairement à son service<sup>259</sup>. Kourbatov n'ayant aucune autorité sur les agents du recensement, son inspecteur reparti bredouille abandonnant les recettes d'enregistrement aux podiatchis locaux.

Un autre jeu de hiérarchie attendait Ievlev dans la bourgade de Vochtchajnikovo. Il en relata le déroulement dans le jargon caractéristique des prikases obscurci par des conventions de préséances et des formules toutes faites, dont il ne serait pas inutile de donner un échantillon :

Le 25 octobre, du Grand régiment le maréchal de camp, et de l'Ordre militaire de Malte et de l'Ordre glorieux de Saint-André Apôtre le chevalier Boris Petrovitch Cheremetev, de son domaine de Rostov de la bourgade Vochtchajnikovo le paysan Ivan fils de Boris a dit : son père, Boris Davydov, travaillait dans cette bourgade à l'enregistrement en tant que vérificateur et rédigeait des actes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1704, et jusqu'à quelle date, cela apparaîtra dans les registres ; son père est mort en février dernier [1706] ; et lui, Ivan, a apporté ces registres et la recette des années 1704 et 1705 à Moscou en septembre pour le transfert ; se trouvant à Moscou, il a appris que sa bourgade était passée dans le domaine du boïar Boris Petrovitch ; et lui, sans livrer la caisse au bureau de la Construction en pierre, il a quitté Moscou, car il n'osait pas payer sans l'ordre de son maître, et il a laissé les registres et les recettes à Moscou ; et combien il y a de recette, cela apparaîtra dans les registres ; et à présent il n'oserait pas revenir à Moscou pour le transfert des registres et pour payer sans l'ordre de son maître. Mais si le boïar Boris Petrovitch lui ordonne de payer d'après ces registres, il le fera en novembre de cette année ; et s'il ne

---

<sup>259</sup> *Rapport de Ievlev*, doc. cité. II. 27o6.-28.

transfère pas les registres et n'apporte pas la recette au bureau de la Construction en pierre, il recevra une peine du grand souverain, celle que le grand souverain ordonnera. Et le bourgmestre Fiodor Alekseev a dit : que sans l'ordre de son maître, je n'ose répondre à aucune question et que personne dans la bourgade de Vochtchajnikovo ne rédige d'actes, et il n'a pas accusé réception de l'oukase<sup>260</sup>.

Le vide du pouvoir à Vochtchajnikovo fut provoqué par le transfert de ce territoire à un seigneur. La bourgade, situé dans le gouvernorat de Iaroslavl, fut donnée au maréchal Cheremetev en remerciement de son action pendant la répression de la rébellion d'Astrakhan. Le boïar en fut informé à Kiev fin août ou début septembre 1706<sup>261</sup>. D'un côté, on peut supposer qu'au moment du passage de l'inspecteur, le 25 octobre, le bourgmestre n'avait pas encore reçu d'instructions de la part de Cheremetev concernant la gestion de son nouvel domaine. Mais de l'autre côté, le bourgmestre n'ignorait pas que le statut seigneurial d'un territoire ne soustrayait celui-ci ni aux oukases du tsar ni au droit d'enregistrement. Ievlev était passé par d'autres domaines seigneuriaux et n'y a pas rencontré de résistance<sup>262</sup>. En particulier, le vérificateur de Ioukhotsk, un canton voisin octroyé au boïar Cheremetev en même temps que Vochtchajnikovo, ne se fit pas prier pour livrer la recette à Moscou<sup>263</sup>. Les paysans de Vochtchajnikovo ont donc consciemment engagé un jeu de hiérarchie et de

---

<sup>260</sup> *Ibid.* Л. 63об-64.

<sup>261</sup> Lettre de Menchikov à Pierre le Grand du 7 septembre 1706 : Николай Герасимович Устрялов, *История царствования Петра Великого*, vol. 4, Saint-Pétersbourg, Тип. второго отд., 1861, p. 427.

<sup>262</sup> Les bourgmestres de Rostov envoyèrent la caisse, qui contenait la recette des domaines des boïars P. I. Khovanski et I. Iou. Troubetskoi et du panetier A. P. Cheremetev, à Moscou (*Rapport de Ievlev.* Л. 64).

<sup>263</sup> *Ibid.* Л. 60об.

pouvoir, misant sur leur puissant seigneur contre Kourbatov—qui, comme nous le savons, était lui-même un ex-domestique du boïar !

Enfin, à Tchamirovo, une bourgade de la Couronne, l'inspecteur rencontra une situation de sabotage passif de quelconque rapport hiérarchique. Les podiatchis et les vérificateurs étaient sans cesse renouvelés. Aux dires du syndic de la bourgade, le dernier podiatchi avait quitté son domicile pour une destination inconnue. Son prédécesseur, interrogé par l'inspecteur, affirma qu'il avait envoyé les registres et la caisse à Moscou en temps voulu, mais que malheureusement le récépissé « s'était perdu<sup>264</sup> ». En somme, les employés pratiquaient l'esquive avec une rare unanimité, mettant en échec la mainmise du gouvernement sur le marché de l'acte local.

Après avoir examiné les raisons qui motivaient certains individus à chercher un emploi à l'enregistrement, il convient de se demander pourquoi la population a largement accepté l'interdiction de faire établir les actes par ses propres moyens ou par des écrivains publics, ainsi qu'un nouvel impôt qui l'accompagnait, alors que tout cela représentant un changement de coutume radical. Il est impossible d'évaluer la part des actes enregistrés sur le nombre d'actes rédigés, lui-même inconnu. Toutefois, les centaines de milliers d'actes enregistrés conservés depuis le règne de Pierre le Grand dans les dépôts d'archives fournissent la preuve que la réforme n'a pas été un échec. Le fait que les revenus de l'enregistrement doublèrent entre 1701 et 1707 est un indice concordant avec cette conclusion<sup>265</sup>. La peur de redressement était, bien sûr, une des raisons de l'obéissance. L'enregistrement fut conçu comme une obligation et

---

<sup>264</sup> *Ibid.* II. 7.

<sup>265</sup> Registre comptable du prikase de l'Enregistrement des actes (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 52-53об.).

non comme un service public. Les contrevenants étaient menacés de sanctions, et les menaces étaient parfois suivies d'effet<sup>266</sup>.

Toutefois, Kourbatov n'était pas un simple prédateur fiscal, même si son objectif premier était de « remplir le Trésor du grand souverain<sup>267</sup> ». Sa réforme de l'enregistrement fut quelque chose de plus qu'un nouvel impôt qui ne s'accompagnait d'aucune utilité pour la population, comme les redevances sur les « bains privés », le « cuir de cheval », les « cercueils en chêne » et mille autres introduites à cette époque. À la différence des écrivains publics anciens, les podiatchis d'enregistrement et les vérificateurs étaient rendus responsables de la conformité de l'acte à quelques exigences de base, comme la présence et la quantité de témoins, par exemple. Des tentatives ont été entreprises pour standardiser les formulaires et pour réglementer les types de transaction pouvant donner lieu à un acte enregistré<sup>268</sup>. En outre, un acte enregistré offrait l'avantage d'une preuve plus solide en cas de procès devant une cour de justice. Enfin, l'enregistrement rendait un service apprécié par les usagés, qui n'existait pas avant la réforme car les écrivains publics ne tenaient pas d'archives : la production d'une copie et d'un extrait certifié conforme en cas de perte de l'acte original<sup>269</sup>.

Les archives de l'Armurerie et du prikase de l'Enregistrement contiennent plusieurs requêtes dont les auteurs demandent qu'on interdise à un tiers

---

<sup>266</sup> Dossier sur la requête de la population d'Ostachkov (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1977) ; Extrait sur l'arrestation de scribes de différents grades de la place Troïtski, 1711 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2291).

<sup>267</sup> L'oukase du 30 janvier 1701 (*Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 1833, p. 135).

<sup>268</sup> Par exemple, l'oukase du 3 avril 1702 sur les contrats de mariage (*ibid.*, vol. 4, n° 1907, p. 191-192).

<sup>269</sup> Dossier sur la requête d'Anfilofi Bakhmetev, 1709 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2127) ; dossier sur la requête de Semion Outkine (RGADA. Ф. 396. Оп. 1. Д. 52272).

d'enregistrer une transaction. Par exemple, un homme veut empêcher son parent à tester sous prétexte que le testament est « incorrect et faux<sup>270</sup> ». Une mère s'efforce à prévenir la dilapidation des biens de famille par son fils<sup>271</sup>. Des marchands s'opposent à des manœuvres d'autres marchands<sup>272</sup>. La particularité de cette démarche résidait dans le fait qu'elle ne contestait pas une transaction déjà réalisée et consignée, mais une action planifiée ou seulement projetée dans un avenir indéfini, c'est-à-dire une éventualité. On peut supposer, à titre d'hypothèse, que c'était un comportement nouveau qui aurait surgi au croisement de deux procédures anciennes : la « déclaration spontanée » d'un préjudice éventuel attendu de la part d'une personne malintentionnée contre le déclarant (*iavka*), et la contestation de la validité de transactions conclues<sup>273</sup>. Il semble que les usagers fussent tentés d'instrumentaliser le côté normalisateur et punitif de l'enregistrement, et que Kourbatov les laissât faire, y voyant peut-être une forme d'adhésion de la population aux mesures gouvernementales.

Pendant dix ans (1700-1710), l'enregistrement et toutes les autres entreprises administratives de Kourbatov furent un succès. En 1708, des raisons militaires incitèrent Pierre le Grand à décentraliser la gestion des ressources fiscales en divisant le pays en huit gouvernorats. L'Hôtel de ville perdit alors sa fonction de Trésor central. Au début de 1711, Kourbatov fut promu à la direction du gouvernorat d'Arkhangelsk et dut déménager dans le Nord. Il y poursuivit son activité de dénonciateur, sans se rendre compte qu'il se mettait en travers des

---

<sup>270</sup> Dossier sur un « testament prétendument incorrect et faux », 1704 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 1964).

<sup>271</sup> Dossier sur la requête d'Oustinia Motchalnikova à propos de « l'intempérance » de son fils, 1712 (RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2026).

<sup>272</sup> Dossier sur l'enregistrement d'actes de marchands, 1705 (RGADA, Ф. 396. Оп. 1. Д. 52259).

<sup>273</sup> Exemple de telle contestation : dossier sur « l'irrévérence » du page retraité Timofeï Soukhotkine envers son père. Affaire traitée au prikase de la Guerre en 1709 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 51. Д. 134).

intérêts de son patron, le favori Menchikov. Attrapé dans l'engrenage d'un procès criminel qu'il a lui-même initié, écarté du service, Kourbatov mourut en 1721.

\*\*\*

La biographique présuppose que l'analyse se situe au niveau *micro*, mais ce n'est pas en cela qu'elle diffère de l'histoire institutionnelle puisque celle-ci peut être pratiquée à la même échelle. En revanche, approcher l'appareil administratif par le biais de la *vie* d'un administrateur implique des différences importantes. Cela oblige, d'abord, de prêter plus d'attention à des activités et des relations qu'à des objets et des structures, et on diminue ainsi l'effet de réification qui constitue probablement le principal problème de méthode pour l'histoire institutionnelle classique. Ensuite, cela réduit les effets de perspective téléologique, car au lieu d'établir une hiérarchie entre des faits administratifs du point de vue de leur importance à long terme connue du seul historien, on privilégie le point de vue de l'acteur historique pour qui notre passé était un présent trouble et un avenir incertain. On reconstruit ainsi l'histoire des intentions et des motivations plus que celle des résultats, on progresse à partir des causes plutôt que de travailler toujours de manière rétrospective à partir des effets. Cette méthode ne remplace évidemment pas l'histoire institutionnelle classique mais constitue un complément, apporte des correctifs, représente un moyen de contrôle et, surtout, la reconnecte à l'histoire sociale, culturelle et politique.

Dans le cas qui nous occupe, les historiens se sont intéressés, séparément, à l'Hôtel de ville et à l'école des Sciences mathématiques et de la navigation— institutions de marque du règne pétrovien. Ils ont effleuré l'introduction du papier timbré et la réforme de l'enregistrement, et n'ont fait aucun cas de l'Armurerie, le bureau de la Construction en pierre et les autres organisations de cet acabit qui ont laissé peu ou pas de traces historiques notables. Or, toutes ces structures en apparence indépendantes fonctionnèrent en réseau autour d'une figure centrale qui représentait, littéralement, un homme-institution.

Le cas de Kourbatov a ouvert devant nous une perspective privilégiée sur le phénomène d' « entrepreneur administratif », dont les travaux cités plus haut d'Igor Fedioukine ont montré l'importance pour l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle russe, indiquant ainsi encore une ligne de dialogue possible entre les historiens qui étudient l'Ouest et l'Est de l'Europe. Dans les coordonnées de l'historiographie russe, l'intérêt particulier de la figure d'entrepreneur administratif est défini par le fait qu'elle permet de réfléchir à nouveau frais sur l'une des questions les plus anciennes et les plus constantes posées par l'histoire de la période moscovite : comment le prikase-mission individuelle (*poroutchenie*) se transforme en prikase-institution (*outchrejdenie*). Dès 1912, l'historien Stepan Vesselovski a supposé, quelles aient pu être les étapes principales de cette évolution :

Lorsque l'objet d'une commission concernait des affaires courantes, celles-ci pouvaient, à la longue, facilement conférer à la commission la portée d'une organisation. La pratique donnait des occasions de prendre des décisions au quotidien et la logique voulait que tout un chacun s'y soumette. Avec le temps apparut la nécessité d'archiver les dossiers et d'avoir en permanence des serviteurs au courant des affaires. Ainsi, le centre de gravité passa progressivement des personnes aux dossiers, transformant la commission personnelle en institution. Ce changement s'effectua à travers la pratique *sans être un but recherché*, ce qui rend difficile, voire impossible, toute tentative de dire à quel moment précis un prikase donné devint une institution<sup>274</sup>.

L'hypothèse selon laquelle la formation d'un prikase pouvait advenir « sans être un but recherché » entre en contradiction avec l'idée que, en utilisant la

---

<sup>274</sup> Степан Борисович Веселовский, « Приказный строй управления Московского государства », dans Митрофан Викторович Довнар-Запольский (dir.), *Русская история в очерках и статьях*, vol. 3, Киев, Оглоблин, 1912, p. 164.

formule de Jan Glete, « les organisations complexes ne naissent pas spontanément<sup>275</sup> ». Glete a montré que les organisations durables de l'époque médiévale et moderne avaient pour fondement une conjonction de facteurs organisationnels, technologiques et politiques, savamment coordonnés par un « entrepreneur » administratif. Un entrepreneur de ce type devait être capable de trouver et de motiver des personnels qualifiés, de mobiliser des ressources en passant un accord avec les élites existantes et de conclure des alliances avec des individus et des groupes susceptibles de tirer des avantages sociaux et économiques des nouvelles institutions. Ce type d'entrepreneuriat impliquait de modifier consciemment les relations sociales, de manipuler les flux d'information et de tenter de légitimer ses actions en convainquant les autres de la nécessité d'un État centralisé pour atteindre le bien commun.

Le style de travail d'Alekseï Kourbatov fut fondamentalement entrepreneurial. Dans l'ensemble, son cas illustre et confirme l'opinion des historiens qui, avec Evgueni Anissimov, pensent que les organisations apparues au début du XVIII<sup>e</sup> siècle se caractérisaient « non pas par des éléments de centralisation et de bureaucratisation, mais par la pratique médiévale du prikase-mission personnelle<sup>276</sup> ». La première entreprise de Kourbatov, le papier timbré, a été créée quasiment *ex nihilo* car il ne disposait d'aucune ressource pour commencer à l'exception de quelques rames de papier blanc, d'un sceau avec l'aigle à deux têtes, et du statut de diak. Il naviguait à vue, sans programme préconçu : les premiers oukases concernant le papier timbré trahissent des signes

---

<sup>275</sup> Jan Glete, « Warfare, entrepreneurship, and the fiscal-military state », dans Frank Tallett et David Trim (dir.), *European warfare, 1350–1750*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, p. 307-316.

<sup>276</sup> Евгений Викторович Анисимов, *Государственные преобразования и самодержавие Петра Великого в первой четверти XVIII века*, Saint-Pétersbourg, Дмитрий Буланин, 1997, p. 90-95 ; П. Седов, *Закат Московского царства. Царский двор конца XVII века*, Saint-Pétersbourg, Дмитрий Буланин, 2008, p. 551.



d'improvisation. Il comptait sur sa bonne connaissance pratique des us et coutumes des prikases ainsi que sur les relations de patronage et de clientèle. Tout cela ne tranchait pas avec les méthodes anciennes.

En revanche, l'esprit d'initiative de Kourbatov, son côté commissaire à tout faire était probablement moins habituel pour la culture administrative moscovite du XVII<sup>e</sup> siècle. Chaque fois qu'une occasion de montrer son utilité au tsar se présentait, il s'en saisissait en devançant les ordres. C'est ainsi qu'il s'est retrouvé à la tête de l'enregistrement, de l'école de la Navigation, du chantier de l'arsenal, et c'est ainsi qu'il est devenu enquêteur et prépara le terrain à sa nomination à la tête de l'Hôtel de ville.

La logique qui dictait la composition de ce bouquet d'activités fut, encore une fois, traditionnelle. Celui qui ramasse l'argent a aussi le droit de le dépenser. Le « sourcier de revenus » s'efforçait à garder la main sur les ressources qu'il avait « inventé » (*primyslil*) pour le Trésor. Le droit de timbre et le droit d'enregistrement apportaient des « gains », qui étaient investis dans l'école navale et la construction de l'arsenal, et quelquefois servaient à payer des « vodkas » pour la table du favori, le tout sous le contrôle de Kourbatov.

L'enregistrement devait son succès à deux stratégies différentes, l'une déployée à Moscou, l'autre dans les provinces. À Moscou, où le marché de l'acte était riche et dynamique, le principal souci de Kourbatov fut de s'en emparer et de prévenir les prédatations de la part du personnel technique. Dans ces conditions, Kourbatov choisit de garder le contrôle de l'accès aux emplois, offrir aux employés de gros salaires tout en leur interdisant rigoureusement de demander des « cadeaux » et des pourboires, et il finança leurs appointements grâce aux recettes de l'enregistrement. Somme toute, ce fut une approche révolutionnaire, en Russie, de la question épineuse de la rémunération.

Dans la plupart des localités provinciales, en revanche, où le marché de l'acte était bien plus modeste, la solution moscovite aurait été dysfonctionnelle. Pour dynamiser les marchés, Kourbatov mit en concurrence la tradition de l'élection des podiatchis, chère à la population, avec la possibilité pour les candidats particulièrement motivés de se faire nommer depuis Moscou. En

acceptant les services « gratuits » des centaines de percepteurs bénévoles dans les provinces, l'État acceptait en fait leurs conditions. Les profits qu'ils tiraient de leur fonction échappaient à la surveillance du pouvoir central, sauf quand un abus ponctuel rompait la paix sociale et des plaintes s'élevaient jusqu'à la capitale. Le contrôle sur les localités éloignées s'effectuait grâce à un bouquet de techniques, toutes traditionnelles, qui paraissaient parfois contradictoires en théorie mais se complétaient en pratique.

Des traditions moscovites anciennes transparaissent jusque dans la comptabilité de Kourbatov. Ainsi, on est frappé par le peu d'importance qu'il accordait à la notion de revenu net. On calculait annuellement la « recette » brute (*prikhod*), la « dépense » (*raskhod*) et le « reste » (*ostatok*), mais pas les dépenses opérationnelles et le revenu net. En l'occurrence, ce n'était apparemment pas un effet de faible maîtrise de la science comptable. Les dépenses opérationnelles constituées par la rémunération des employés étaient noyées dans la masse générale des dépenses. Comme dans les siècles précédents, les appointements continuaient à être considérés non pas comme une rémunération obligatoire du travail (*zarabotnaïa plata*) mais comme un don laissé au bon vouloir du monarque, une manifestation de sa bonté et de sa générosité (*jalovanie*). Mais comme on savait que le bon travail sans bonne paie était une chose rare, des entrepreneurs administratifs du type de Kourbatov était prêts à arranger les comptes d'une manière à pouvoir offrir aux employés des conditions pécuniaires attractives.

Dans ces conditions, évidemment, la notion de revenu net n'était pas bienvenue. Kourbatov préférait utiliser la notion de « gain » (*pribyl*) pour désigner la croissance du revenu brut d'une année par rapport à la précédente. Il avait l'habitude, en outre, de faire la somme des recettes perçus pendant plusieurs années<sup>277</sup>. Ce procédé n'avait pas d'utilité pratique mais permettait à Kourbatov de montrer au tsar qu'il a fait du chiffre. Au-delà de son rôle d'instrument de

---

<sup>277</sup> Registres comptables du prikase de l'Enregistrement des actes (RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122, 170).

contrôle et de statistique, la comptabilité apparaît ainsi comme un outil dans le jeu politique entre les individus et les organisations. Il semble que ceci fut un phénomène nouveau par rapport au règnes précédents.

Autre nouveauté, la réglementation écrite atteignit sous la plume de Kourbatov un degré de minutie sans précédent dans la tradition des prikases, mais en harmonie avec le style de gouvernement et de législation de Pierre le Grand qui ne manquait jamais une occasion d'endoctriner ses sujets<sup>278</sup>. Toutefois, son propre mode de prise de décision, en matière de justice comme en matière d'administration, resta très informel, s'appuyant surtout sur le bon sens, c'est-à-dire, à strictement parler, sur l'arbitraire. Il ne suivait pas des procédures normalisées : son expérience lui suggérait des méthodes, qu'il appliquait selon son jugement en fonction des circonstances. En somme, Kourbatov ne différait pas des « juges anciens qui détenaient le pouvoir et faisaient ce qu'ils voulaient », phénomène dont Pierre le Grand souhaitait ardemment se débarrasser<sup>279</sup>.

Tout compte fait, tel un modèle en miniature, l'histoire de la réforme de l'enregistrement révèle ce qui ne se voit pas à plus grande échelle. Les sources manquent pour étudier en détail l'activité de Kourbatov en tant qu'inspecteur de l'Hôtel de ville, ce principal service financier du pays, responsable dans une grande mesure de l'approvisionnement des forces armées pendant les années décisives qui ont précédé la victoire de Poltava. Cependant, ne serait-il pas logique de supposer que Kourbatov adhérait dans ce cas aux mêmes principes de gestion que ceux que l'exemple de l'enregistrement a permis de mettre à jour ?

---

<sup>278</sup> Concernant l'enregistrements, voir : *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 1833, p. 134-139 ; n° 1838, p. 155-159 ; n° 1850, p. 164-166 ; n° 1851, p. 166-167 ; n° 1905, p. 190-19 ; n° 1907, p. 191-192 ; n° 1927, p. 214-215 ; n° 1953, p. 229 ; n° 2080, p. 326-328 (voir l'original paraphé par Kourbatov : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2087) ; n° 2102, p. 347-348 ; n° 2159, p. 388 ; n° 2163, p. 391-392 ; n° 2164, p. 392 ; n° 2167, p. 393 ; n° 2216, p. 434-435.

<sup>279</sup> « Мочь имевшие старые судьи, делали что хотели. » Oukase du 22 décembre 1718 (*Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 5, n° 3261, p. 603).

Notons à ce sujet que Kourbatov, réputé dans l'historiographie pour être un promoteur de la politique de concentration des revenus de l'État, n'a jamais pris de mesures visant à briser l'indépendance financière de ses propres entreprises administratives<sup>280</sup>. D'une part, il critiquait devant le tsar l'usage selon lequel n'importe quel prikase avait le droit de lever des taxes. D'autre part, il instaurait en même temps un régime analogue pour le prikase de l'Enregistrement. La dispersion des revenus ne lui semblait pas préjudiciable si les organisations qui les recouvraient séparément étaient réunies en sa personne. Et l'attrait majeur de la « direction unifiée » (*edinosobrannoe pravlenie*) des finances était de les savoir sous sa propre responsabilité<sup>281</sup>. La mentalité administrative abstraite fut étrangère à ce pragmatique de talent, et de ce point de vue il ne faisait pas figure d'exception dans l'élite dirigeante pétrovienne<sup>282</sup>. Malgré son dévouement sincère et ses talents de commissaire à tout faire, Kourbatov n'était pas un agent idéal pour construire l'État de police « régulier » dont rêvait Pierre le Grand.

Toutefois, la culture administrative inadéquate des dirigeants ne fut ni le seul, ni le principal obstacle pour la réalisation de ces rêves. Les conditions socioéconomiques dans lesquels vivaient les simples exécutants, soldats et officiers de l'appareil administratif, étaient comme nous allons le voir un obstacle bien plus massif sur le chemin des réformes.

## II. Les employés. Portrait de groupe

---

<sup>280</sup> П. Мильюков, *Государственное хозяйство, op. cit.*, p. 266-271.

<sup>281</sup> Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 21 octobre 1706. Дмитрий Серов, Игорь Федюкин *et al.* (dir.), *Письма и бумаги прибыльщика Алексея Курбатова (1700–1720-е годы)*, Moscou, НИУ ВШЭ, 2023, n° 141.

<sup>282</sup> Дмитрий Алексеевич Редин, *Административные структуры и бюрократия Урала в эпоху петровских реформ. Западные уезды Сибирской губернии в 1711-1727 гг.*, Екатеринбург, Волот, 2007, p. 305.

En s'attachant à la chose publique, comme le guy au poirier,  
l'employé s'en désintéressa complètement, et voici comme.

Honoré de Balzac, *Les Employés*

À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les podiatchis représentaient plus de 95 % du personnel de l'administration centrale. Celle-ci était composée d'un réseau de prikases à Moscou avec leurs antennes sous la forme de chambres territoriales appelées « isbas de prikase » (sg. *prikaznaïa izba*) et situées dans les chefs-lieux de districts. Le nombre total des podiatchis atteignit environ 4,5 mille personnes dans les années 1690<sup>283</sup>. Certains auteurs insistent à les qualifier d'« armée bureaucratique » tout en reconnaissant qu'il s'agissait en réalité d'un « groupe hétérogène<sup>284</sup> ».

Cette dernière observation s'avère particulièrement justifiée concernant les profils économiques des podiatchis—question à laquelle l'historiographie a prêté étonnamment peu d'attention. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les podiatchis dans les grands prikases de Moscou recevaient des appointements du tsar (*jalovanie*), mais il s'agissait d'un privilège que la plupart de leurs confrères dans les provinces leur enviaient. Ainsi que sous le règne de Pierre le Grand (1682-1725), entre ceux des podiatchis qui n'avaient pas le droit aux appointements même en théorie et ceux qui l'avaient mais n'étaient payés que de loin en loin, après avoir adressé au tsar de nombreuses requêtes décrivant leur loyal service et leur misérable condition, la majorité des prétendus « bureaucrates » ne pouvaient pas compter sur la générosité du souverain pour leur survie<sup>285</sup>. Comment vivaient-ils donc ? En

---

<sup>283</sup> Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, Moscou, Наука, 1987, p. 37.

<sup>284</sup> Peter Brown, « The service land chancellery clerks of seventeenth-century Russia. Their regime, salaries, and economic survival », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 52, 2004, p. 33.

<sup>285</sup> Любовь Федоровна Писарькова, « Российская бюрократия в эпоху Петра I », *Отечественная история*, n° 2, 2004, p. 3-19.

réponse à cette question les historiens indiquent le plus souvent les différents ponctions sur la population, plus ou moins associés à l'idée de corruption : les cadeaux traditionnels « en subsistance » (*korm*) présentés par les habitants locaux au moins trois fois par an à l'occasion des principales fêtes religieuses, les paiements à l'acte, la rémunération du travail ou d'un service (*vziatka*, *potchest*, *pominki*), et bien sûr les pots-de-vin (*vziatka*, *posoul*). À part cela, on ne rencontre dans l'historiographie que des indications éparses concernant l'existence de revenus qui n'étaient pas liés au travail de bureau, tels que les bénéfices tirés de l'exploitation de propriétés foncières, de la location d'appartements ou de leçons privées<sup>286</sup>.

Natalia Demidova, éminente spécialiste soviétique en histoire des prikases au XVII<sup>e</sup> siècle, avait pourtant consacré à l'étude des revenus « non professionnels » des agents administratifs quelques pages de sa monumentale thèse d'État préparée au cours des années 1960-1980<sup>287</sup>. Dans un petit chapitre intitulé *La situation patrimoniale des diaks et podiatchis* l'auteur posait une question concernant l'importance relative des quatre types de sources de revenus dans la situation économique des agents : le « salaire d'État », la rémunération à l'acte et les « cadeaux » ou les pots-de-vin, le patrimoine, le commerce et

---

<sup>286</sup> Ольга Евгеньевна Кошелева, *Люди Санкт-Петербургского острова Петровского времени*, Moscou, ОГИ, 2004, p. 270-273. Наталья Борисовна Голикова, « Торговля крепостными без земли в 20-х гг. XVIII в. По материалам крепостных книг городов Поволжья », *Исторические записки*, vol. 90, 1972, p. 303-331. Сергей Мартинович Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в. Формирование бюрократии*, Moscou, Наука, 1974, p. 346-48. Наталья Борисовна Голикова, *Очерки по истории городов России конца XVII - начала XVIII в.*, Moscou, Изд-во Московского ун-та, 1982, p. 107 et 129.

<sup>287</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, thèse dissertation ... доктора исторических наук, Moscou, Ин-т истории СССР, 1988, p. 301-309.

l'entreprise. Demidova écrivait avec raison que, « afin d'élucider l'importance du salaire d'État sous ses différentes formes [argent, nature et bénéfice terrien— A. J.] dans la situation économique des diaks et podiatchis, il est nécessaire d'examiner la question, dans quelle mesure les diaks et podiatchis poursuivaient des occupations autres que le service administratif<sup>288</sup> ».

L'attention à l'aspect économique était parfaitement conforme avec la méthodologie du matérialisme, et même indispensable. Mais les données réunies par l'auteur sur les activités lucratives « non-professionnelles » des diaks et des podiatchis se sont avérées gênantes dans le cadre de la doctrine historiographique soviétique. Selon cette dernière, la transformation de la « monarchie représentative » russe en « absolutisme » au cours du XVII<sup>e</sup> siècle présupposait l'existence des « appuis de l'État moderne centralisé » désignés par Marx, Engels et Lénine : l'armée et la bureaucratie. Partant, dès son article programmatique de 1964 Demidova avait désigné les diaks et les podiatchis comme « une bureaucratie de service » (*sloujilaïa biourokratiïa*)<sup>289</sup>. Il est d'ailleurs probable que son sujet de thèse n'a été confirmé que grâce à la promesse faite dans cet article que l'histoire des prikases en tant que « composante bureaucratique de l'État moscovite » fournirait une contribution essentielle aux débats théoriques sur la nature de l'absolutisme russe, qui faisaient rage à cette époque dans les congrès internationaux des historiens et sur les pages des journaux spécialisés

---

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 301.

<sup>289</sup> Н. Демидова, « Бюрократизация государственного аппарата абсолютизма в XVII-XVIII вв. », dans Николай Михайлович Дружинин (dir.), *Абсолютизм в России (XVII-XVIII вв.). Сборник статей к семидесятилетию со дня рождения и сорокалетию научной и педагогической деятельности Б. Б. Кафенгауза*, Moscou, Наука, 1964, p. 206-242.



soviétiques<sup>290</sup>. Or, voici les diaks et les podiatchis qui se révèlent comme autant d'entrepreneurs, commerçants, propriétaires et rentiers !

Un personnel administratif qui vit du sien n'est pas une « bureaucratie », même selon les critères les plus relâchés. Dans sa thèse, Demidova égrène avec parcimonie quelques exemples, pourtant éloquents, de l'engagement des diaks et des podiatchis dans le commerce et l'entreprise. Experte de la recherche archivistique, elle aurait pu en trouver beaucoup plus, mais elle évite de se tourner vers les fonds où ils se trouvent et utilise des moyens rhétoriques pour créer une impression qu'il s'agit de cette espèce d'exceptions qui ne font que confirmer la règle. Et au moment de transformer la thèse en livre, elle (ou son rédacteur scientifique de la maison d'édition académique *Naouka*) exclut ce chapitre—la seule modification substantielle faite au manuscrit.

Immédiatement devenu un classique depuis sa parution en 1987, le livre de Natalia Demidova *La bureaucratie de service dans la Russie du XVII<sup>e</sup> siècle et son rôle dans la formation de l'absolutisme* et le livre de son collègue Sergueï Troïtski *L'absolutisme russe et la noblesse au XVIII<sup>e</sup> siècle. La formation de la bureaucratie*, publié en 1974 et qui évitait également la question économique, pour les mêmes raisons, ont continué à exercer jusqu'à une période récente une influence décisive sur la plupart des chercheurs qui se sont intéressés à l'histoire de la Russie de cette période<sup>291</sup>. On en a tiré une idée générale sur les diaks et les podiatchis comme un groupe social matériellement dépendant de l'État, doté de professionnalisme, d'un esprit de corps et d'une éthique spécifique. Ce chapitre ainsi que le suivant servent à nuancer cette représentation.

L'étude des activités économiques des podiatchis doit prendre en compte la diversité régionale au sein de ce groupe. En 2007, Dmitri Redine a réalisé la

---

<sup>290</sup> Sur ces débats : Magdolna Ágoston, « Дискуссия историков (в 1950–1970-ые годы) о роли абсолютизма в процессе развития европейского общества », *Canadian-American Slavic studies*, n° 4, 2015, p. 432-452.

<sup>291</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России*, *op. cit.* ; С. Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в.*, *op. cit.*



première étude systématique de ce genre. En rassemblant méthodiquement des données sur les moyens de subsistance de tous les membres de l'administration de l'Oural, Redine est parvenu à la conclusion qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, « avec la fin des distributions des terres en bénéfice [...] et l'incapacité permanente de l'État à offrir à l'ensemble des agents locaux un salaire stable et suffisant, les cadeaux en subsistance sont devenus un élément structurel de leur entretien ». Selon Redine, « la pratique consistant à “nourrir” l'ensemble des agents, indépendamment de leurs origines sociales et leur niveau de richesse, [...] les unissait [...] et a été déterminante pour définir leur statut social<sup>292</sup> ». Les conclusions de l'auteur sont convaincantes, mais il convient de vérifier si elles peuvent être extrapolées sur d'autres régions de la Russie. Notre analyse, fondée sur des documents provenant de la marche sud-ouest de l'empire, aussi distincte de l'Oural par ses caractéristiques socioéconomiques qu'elle en était éloignée géographiquement, aboutit à un portrait collectif radicalement différent.

L'étude présentée dans ce chapitre couvre la période allant de 1680 à 1730 et se situe dans la ville de Sevsk et son district. Outre les sources traditionnelles de l'histoire administrative (documents des prikases et leurs antennes territoriales) elle mobilise les livres de l'enregistrement (sg. *kniga zapisi krepostei*). Cette source historique sérielle, apparue grâce à notre ami Kourbatov, n'a jamais été utilisée de manière systématique dans les études du personnel de gouvernement en Russie<sup>293</sup>. Parfaitement conservés, les livres de Sevsk ont permis d'identifier tous les actes enregistrés dans cette ville entre 1701 et 1725 qui contiennent les noms des podiatchis et des écrivains publics : contrats d'achat et de vente, prêts et emprunts, cautions, contrats de travail, testaments, contrats de mariage, etc. Les podiatchis et les écrivains publics agissaient non seulement en qualité de parties

---

<sup>292</sup> Д. Редин, *Административные структуры и бюрократия Урала*, *op. cit.*, p. 554-555.

<sup>293</sup> Sur les caractéristiques de ces livres, Галина Капустина, « Записные книги Московской крепостной конторы как исторический источник. Первая четверть XVIII в. », *Проблемы источниковедения*, vol. 7, 1959, p. 216-273.

dans les transactions mais également comme rédacteurs, témoins, garants et prête-main (quand ils signaient à la place des analphabètes). Cumulés avec les documents des prikases, les livres de l'enregistrement révèlent une image unique de la vie locale, dans laquelle les podiatchis et les écrivains publics n'apparaissent pas seulement en qualité de représentants du pouvoir, mais se comportent comme des participants à l'environnement socio-économique local aux côtés des autres habitants. Quant aux diaks, ils occupent une situation marginale dans cette étude parce que, en règle générale, il n'y avait qu'un poste de diak à Sevsk et il était occupé par des personnages envoyés depuis Moscou et qui n'étaient pas des résidents permanents.

Entre les années 1620 à le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la ville de Sevsk a été l'un des centres militaires importants d'une grande région limitrophe qui protégeait Moscou à la fois contre les Tatars de Crimée et de la République de Pologne-Lituanie<sup>294</sup>. À ce titre, la ville se trouvait sous le contrôle administratif et judiciaire exclusif du prikase de la Guerre. Le district de Sevsk était constitué pour sa plus grande partie par un domaine de la couronne, le canton (*dvortsovaïa volost*) Komaritchi, qui fournissait environ cinq mille hommes pour le service armée dans les régiments de dragons. Sous le règne de Pierre le Grand, ce vaste et fertile district comptait entre vingt et soixante mille habitants, pour lesquels la ville de Sevsk était la capitale économique, administrative et judiciaire<sup>295</sup>. La ville

---

<sup>294</sup> Brian Davies, *Warfare, state, and society on the Black Sea steppe, 1500-1700*, Londres, Routledge, 2007.

<sup>295</sup> Даниил Осипович Святский, *Исторический очерк городов Севска, Дмитровска и Комарицкой волости*, Орел, Хализев, 1908 ; Алексей Андреевич Новосельский, « Дворцовые крестьяне Комарицкой волости во второй половине 17 в. », dans Виктор Корнелиевич Яцунский (dir.), *Вопросы истории сельского хозяйства, крестьянства и революционного движения в России. Сборник статей к 75-летию академика Николая Михайловича Дружинина*, Moscou, Изд-во АН СССР, 1961, p. 65-80 ; Нина Борисовна Шеламанова, « Комарицкая волость и Севский уезд в первой половине XVII

fortifiée abritait une garnison de 500 à 800 personnes. Un faubourg marchand n'a été officiellement formé que dans les années 1680, lorsque 52 personnes issus des « itinérants libres » (*gouliachtchie lioudi*) et des militaires retraités ont été recensés comme « citadins », ou « faubouriens » (pl. *possadskie lioudi*)<sup>296</sup>. Dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, le nombre de citadins avait déjà atteint 800<sup>297</sup>.

Sevsk se distinguait de la plupart des villes de province par son nombre étonnamment élevé de podiatchis. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, plus de 70 podiatchis et un nombre égal d'écrivains publics y résidaient en permanence<sup>298</sup>. Par contraste, le nombre de podiatchis dans les autres villes de province ne dépassait pas cinq personnes, et seul un centre administratif et commercial aussi important que Novgorod disposait d'un contingent de podiatchis comparable à Sevsk (environ 80 en 1691)<sup>299</sup>.

Cette anomalie s'explique par une conjoncture locale spécifique. À l'origine une petite forteresse conçue pour la défense locale, la ville de Sevsk s'est développée dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle pour devenir le centre

---

v. », dans Любомир Григорьевич Бескровный (dir.), *Вопросы истории хозяйства и населения России 17 в.*, *Очерки по исторической географии 17 в.* Moscou, s. n., 1974, p. 191-214 ; Ярослав Евгеньевич Водарский, « Территория и население Севского разряда во второй половине XVII - начале XVIII веков », dans *ibid.*, p. 215-236 ; Daniel Kaiser, « Urban identities in sixteenth-century Muscovy. The case of Tula », dans Ann Kleimola et Gay Lenhoff (dir.), *Culture and identity in Muscovy, 1359-1584*, Moscou, UCLA Slavic studies, 1997, p. 203-226.

<sup>296</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6г. Д. 20. Л. 489-492. Documents publiés par Anton Sergeevitch Rakitine sur <http://diderix.petergen.com> (dernière consultation, septembre 2023).

<sup>297</sup> Registre de marchands et artisans de Sevsk, 1721-1722 : RGADA. Ф. 769. Оп. 1. Д. 379, Л. 1-113.

<sup>298</sup> Base de données personnelle de l'auteur—A. J.

<sup>299</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 50.

logistique militaire du sud-ouest de la Russie. C'était un endroit où les gens d'armes, les provisions et l'argent affluaient et s'écoulaient au rythme des saisons de campagne. C'était également un lieu où les commandants militaires en transit depuis Moscou formaient des troupes et avaient un besoin urgent de services de scribes pour la durée d'une campagne. Or, les podiatchis résidents avaient tendance à éviter « le service et le travail » (sg. *sloujba i rabota*) dans les régiments. En premier lieu, cette activité était souvent « désintéressée » (*beskorystnaïa*), c'est-à-dire qu'elle offrait peu d'occasions pour toucher des « cadeaux ». Mais surtout, elle obligeait à accompagner l'armée, dans des conditions souvent difficiles voire dangereuses. Plutôt que de forcer les podiatchis à l'obéissance, il était plus aisé pour le voïvode et les généraux d'employer quiconque acceptait de fournir les services de scribe : des écrivains publics, des militaires locaux alphabétisés, des fils de podiatchis. Ces gens ne demandaient aucune autre récompense que de recevoir le grade de podiatchi. Or, rien n'empêchait le voïvode de l'attribuer car seules les nominations à Moscou étaient contrôlées par les prikases. Ainsi en 1690, le prikase de la Guerre fit un recensement à Sevsk et découvrit 48 podiatchis, tous nommés par les voïvodes de passage<sup>300</sup>. Tout cela explique le nombre anormalement élevé de podiatchis à Sevsk.

Comme notre objectif consiste à mettre en évidence la diversité régionale, il ne semble pas y avoir de problème méthodologique à ce que la situation à Sevsk soit, de ce point de vue, assez particulière. À mesure que le nombre d'études locales augmentera, les historiens découvriront inévitablement des différences nouvelles et inattendues. La généralisation ne devrait pas se faire par le rejet des extrêmes et la recherche d'une situation « moyenne », mais par l'identification de facteurs économiques, sociaux, politiques, géographiques et culturels qui influençaient le système administratif.

Avant d'explorer les activités commerciales, auxquelles les podiatchis de Sevsk s'adonnaient en masse, commençons par passer en revue les différents types

---

<sup>300</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Книга 20. Д. 14. Л. 418-449об.

de revenus qu'ils tiraient de leur statut officiel et de leur travail la plume à la main.

## II.1. Travail aux affaires du souverain

Au bureau des adresses chaque employé a sa lettre qui constitue, pour ainsi dire, son département spécial. Certaines lettres sont très bonnes, comme, par exemple, le *bouki*, le *pokoï*, le *kako* : ce sont les initiales de beaucoup de patronymes, et l'employé qui les a dans son service se fait un joli revenu, mais moi on me mit au *fita*. C'est la plus mauvaise lettre, très peu de noms commencent par elle [...]. Pour ne rien gagner, ce n'était pas la peine de passer chaque jour de longues heures dans un bureau.

Nikolai Leskov, *Le voyageur enchanté*

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les voïvodes et les diaks nommés dans les villes de province touchaient du Trésor une gratification à la hauteur de leurs appointements théoriques individuels<sup>301</sup>. Quant aux « cadeaux en subsistance », le tsar n'autorisait pas ses serviteurs à les exiger, mais fermait les yeux si la population locale leur en offrait. Ainsi à Sevsk dans les années 1670 le voïvode et le diak recevaient des cadeaux en argent et en nature le jour des principales fêtes religieuses ou à l'occasion des événements particuliers, comme le jour de leur saint<sup>302</sup>. Cependant, le mot *korm* n'était pas utilisé dans la documentation

---

<sup>301</sup> Вячеслав Николаевич Козляков, *Служилые люди России, XVI-XVII веков*, Moscou, Квадрига, 2018, p. 330-342.

<sup>302</sup> Геннадий Павлович Енин, *Воеводское кормление в России в XVII веке. Содержание населением уезда государственного органа власти*, Saint-Petersbourg, Рос. нац. б-ка, 2000, p. 136-146.

communautaire<sup>303</sup>. Au tournant du XVII<sup>e</sup> siècle, la population locale commença à se plaindre des dépenses qu'elle devait supporter pour maintenir le voïvode et les diaks<sup>304</sup>. En 1699, un oukase de Pierre le Grand fixa la rémunération annuelle du voïvode de Sevsk à 500 roubles et celle des deux diaks à 150 roubles chacun<sup>305</sup>.

Quant aux podiatchis, beaucoup d'entre eux avaient obtenu des appointements théoriques, mais aucune source d'archives disponible ne montre qu'ils touchaient réellement quelque chose du Trésor après 1694, hormis les « aides » ponctuelles à l'occasion d'une mission temporaire dans l'armée<sup>306</sup>. Tout porte à croire que les podiatchis de Sevsk furent contraints de survivre par leurs propres moyens.

---

<sup>303</sup> District de Sevsk, livres des recettes et des dépenses des syndics communaux, 1670-1673, RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 126. Л. 4-4об., 10-10об., 19-20.

<sup>304</sup> Registre des recettes et des dépenses des taxes postales, sur les moulins et autres de Sevsk (RGADA. Ф.210. Оп. 22. Д. 126. Л. 4-4об., 10-10об., 19-20), Registres des recettes de 1701 (RDADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 55. Д. 608. Л. 1854-1859об. ; Ф. 210. Оп. 21. Д. 1163. Л. 1-44), Registres des recettes de 1701 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 55. Д. 609. Л. 1860-1920об.).

<sup>305</sup> Михаил Михайлович Богословский, *Петр I. Материалы для биографии*, vol. 3, Moscou, Центрполиграф, 2007, p. 364-365; Г. Енин, *Воеводское кормление, оп. cit.*, p. 145.

<sup>306</sup> Aucune mention de distribution de solde aux employés de bureau dans les registres des recettes et des dépenses du bureau du voïvode de Sevsk (RGADA. Ф. 1157. Оп. 1. Д. 21), registres d'inventaire de Sevsk, registres des taxes ordinaires et extraordinaires du canton Komaritchi (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 50. Д. 49), registres des prélèvements de la province de Sevsk (RGADA. Ф. 954. Оп. 1. Д. 6). Sont périodiquement mentionnés les « aides » aux podiatchis envoyés dans les régiments (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 26. Д. 116. Л. 1-1об. ; Оп. 8. Вязка 28. Д. 81. Л. 1-2 ; Оп. 5. Список 76. Д. 6. Л. 320-20об. ; Оп. 8. Вязка 27. Д. 81. Л. 1-2 ; Оп. 5. Список 76. Д. 7. Л. 323об.).

Les différentes tâches que les podiatchis effectuaient pour le tsar et ses représentants officiels étaient appelées « travail sur commandement » (*prikaznaïa rabota*), ou « travail aux affaires du souverain » (*rabota ou gosoudarevykh del*), par opposition aux « affaires des communes » (*zemskie dela*) et aux requêtes des sollicitateurs (*tchelobittchikovy dela*). Les contemporains distinguaient les tâches lucratives, ou « intéressantes » (*korystnye*), et « désintéressées » (*beskorystnye*). L'un des principaux types de travail de bureau pour les podiatchis consistait à collecter les impôts et divers droits dus au tsar, ainsi qu'à rédiger, copier et vérifier des inventaires, comptes et rapports concernant l'argent collecté ou dépensé. Le jargon administratif russe de l'époque évitant les substantifs et préférant la paraphrase, le travail de trésorier et de comptable s'appelait « travail auprès de l'argent » (*rabota ou deneg*), « siéger dans le bureau des recettes » (*sidet v denejnom stole*). Dans ce complexe d'activités, certaines tâches ne rapportaient aucun revenu tout en étant liées avec une responsabilité financière, par exemple la rédaction des livres de compte. Les podiatchis qui devaient s'en acquitter n'hésitaient pas à le mettre en avant pour demander une gratification de la part du tsar, comme s'il s'agissait du service militaire<sup>307</sup>. En revanche, les tâches « intéressantes », comme celle de trésorier-receveur, étaient perçues comme un privilège, et les podiatchis entraient en compétition pour en être chargés.

Une grande partie du « travail auprès de l'argent » se passait en ville, sous les yeux du voïvode, par exemple dans son bureau où les habitants locaux se rendaient pour effectuer des paiements, porter plainte, soumettre une requête, enregistrer un document. Les podiatchis leur faisaient payer chaque mouvement de leur plume. En cela, Sevsk était représentatif de l'ensemble du territoire de la Russie. Le mot *vziatka*, du verbe « prendre », tristement familier aujourd'hui en tant que « dessous-de-table », conservait à cette époque un sens moralement neutre de pourboire, mais la pratique, faute de tarifs officiels, provoquait des abus et des conflits. Mêmes les obligations fiscales n'étaient pas gratuites pour les

---

<sup>307</sup> Enquête concernant la pétition des dragons de Komaritchi, 1677 (RGADA. Ф. 210. Оп. 14. Столбец 302. Л. 1–5об.).



imposables. Paiement d'une taxe, livraison d'une charrette de foin pour les chevaux de l'armée... tout était prétexte pour un petit prélèvement supplémentaire qui allait dans la poche du podiatchi : « pour le papier » ou « en honneur », *potchest*, qu'on pourrait presque traduire « en hommage ».

Trésorier-receveur était une place à la fois risquée et enviable. Risquée, parce qu'en cas d'irrégularités dans la comptabilité le receveur était responsable sur ses deniers propres (comme l'agent comptable dans la France d'aujourd'hui). Pour cette raison, les podiatchis qui avaient du bien accédaient prioritairement à cette fonction. Enviable, parce qu'elle pouvait rapporter gros, à condition d'être en bons termes avec les supérieurs et de jouir d'une certaine autorité parmi les habitants locaux<sup>308</sup>. L'importance du gain dépendait de l'esprit d'entreprise personnel du receveur. Au départ un simple cosaque, Lazar Chagarov, dont il sera question plus loin, sut s'enrichir en deux ans seulement de travail à la recette. Il acquit en même temps une réputation de bandit, dont le folklore local a conservé la trace pendant plus de 200 ans après sa mort<sup>309</sup>.

Pour les habitants, plus désagréables encore que les affrontements avec les podiatchis dans les bureaux, étaient les visites de ces derniers à domicile, en ville ou dans les villages environnants. Les podiatchis s'y présentaient sans préavis, généralement en petite équipe, parfois accompagnés de mousquetaires, ou simplement d'amis et parents en armes, dans le but (ou sous le prétexte) de recouvrer des impayés, réévaluer des concessions, cadastrer les biens, organiser une collecte de vivres pour l'armée, réquisitionner des chevaux ou organiser une corvée. Les abus des agents du souverain dans les districts était l'une des principales causes de conflits entre la population et l'administration dans la Russie ancienne depuis les temps immémoriaux. Au Moyen Âge, ces conflits avaient donné naissance à un ensemble d'institutions juridiques visant à interdire, ou du moins à espacer l'entrée des agents du prince dans les domaines de ses boïars et

---

<sup>308</sup> Livre de recettes et de dépenses du district de Sevsk, 1670-1673 (RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 126. Л. 2об., 3об., 8об.-9, 16об., 17, 18).

<sup>309</sup> Д. Святский, *Исторический очерк Севска*, *op. cit.*, p. 63-64.



des monastères, mais les terres communales n'étaient jamais exemptes de leurs ces visites importunes.

Les podiatchis de l'époque moscovite élaborèrent toute une nomenclature pour désigner les différents prélèvements sensés les rémunérer pour le « travail aux affaires du souverain ». La moindre taxe était ainsi accompagnée de paiements « pour le voyage », « pour la livraison », « pour l'écriture », « pour l'inventaire », « pour comptage », « pour le remplacement de la monnaie défectueuse ». Quand le villageois imposable n'avait pas de quoi payer sur-le-champ, les podiatchis s'installaient chez lui, avec leurs chevaux et leur escorte, logés et nourris, en attendant que le débiteur rassemble la somme nécessaire, et prélevaient, en plus de tout le reste, « pour leur patience » (*za pojdanie*). Doués d'un grand sens pratique, les podiatchis se faisaient payer « avant l'impôt » afin que, si l'argent venait à manquer, les impayés grèvent le budget du tsar et non leur propre économie domestique<sup>310</sup>. Certains podiatchis remplaçaient les paiements par des prestations gratuites de travail pour leur compte. Ils demandaient aux imposables de travailler à l'abatage des arbres, au terrassement, à la construction, au transport<sup>311</sup>. À condition de savoir garder la mesure, toutes ces ponctions coutumières étaient tolérées par la population, qui les distinguait des escroqueries pures et simples. Par exemple, le truc de délivrer des reçus incomplets aux payeurs illettrés incapables de les vérifier, ce qui permettait de retenir pour soi une

---

<sup>310</sup> L'affaire des offenses causées aux habitants du canton Komaritchi par les podiatchis Lazar Chagarov et ses compagnons de la ville de Sevsk (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53. Л. 13, 13об., 14об., 15, 129об.-130об.) ; Documents concernant le prélèvement des droits de justice timbre et de marquage de chevaux (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 12. Л.14об.-15), Interrogatoire du podiatchi Grigori Chagarov de Sevsk dans le prikase de la Guerre (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 55. Д. 2. Л.1-2об.) ; Rapport de Leonti Tikhmenev du canton Komaritchi (Ф. 210. Оп. 8. Вязка 1А. Д. 57. Л. 1-3).

<sup>311</sup> L'affaire des offenses : RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53. Л. 128, 129об.

partie de l'argent, ou celui de percevoir deux fois la même redevance, étaient identifiés comme de la corruption sans aucune ambiguïté et suscitaient des plaintes<sup>312</sup>.

Les ponctions pratiquées par les podiatchis s'inscrivaient dans l'antique tradition de « cadeaux de subsistance » et n'étaient réglées que par les usages de chaque localité. Il est important de découvrir des données permettant de connaître le seuil de tolérance des habitants face à ces pratiques. À Sevsk, le montant des prélèvements s'élevait habituellement à 2 ou 3 % de la taxe en question<sup>313</sup>. Il arrivait toutefois, probablement dans le cas de taxes de faible montant, qu'un podiatchi suscite l'indignation générale en prélevant « autant pour lui que pour la redevance<sup>314</sup> ».

Tout comme les recettes, les dépenses du Trésor offraient des occasions de fourrer quelque chose dans sa poche sans rien commettre de franchement illicite. En 1694, le podiatchi Oksion Ozarov, à qui ses appointements de six roubles par an n'auraient probablement pas suffi pour vivre même si elles n'avaient pas été que théoriques, fit plusieurs achats des lots de bougies et de papier pour le bureau du voïvode<sup>315</sup>. Il dépensa plus de 160 roubles, une somme qui aurait suffi pour fournir tout le prikase de la Guerre pendant une année entière et qui était évidemment largement excessive pour une ville de province<sup>316</sup>. Curieusement, les achats mensuels de bougies atteignirent un apogée en juillet, au lieu de diminuer au fur et à mesure qu'augmentait, avec l'arrivée du printemps et de l'été, le

---

<sup>312</sup> *Ibid.* Л. 124об.-260б. Des pratiques similaires ont été attestées ailleurs :

B. Davies, *State, power and community in early modern Russia. The case of Kozlov 1635-1649*, Palgrave Macmillan, 2014, p. 176.

<sup>313</sup> L'affaire des offenses : RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53. Л. 7-132.

<sup>314</sup> *Ibid.* Л. 125об.

<sup>315</sup> Livres des recettes et des dépenses de la chambre territoriale de Sevsk, 1693-1695 (Ф. 210. Оп. 22. Д. 59. Л. 486-489).

<sup>316</sup> Ольга Владимировна Новохатко, *Разряд в 185 году*, Моссу, Памятники исторической мысли, 2007, p. 514-521.

nombre d'heures de lumière du jour. Les principaux fournisseurs portaient, pure coïncidence ! le même nom de famille que l'acheteur, Ozarov. Il n'est pas improbable qu'une partie de l'argent retournait des mains des marchands reconnaissants dans celles des acheteurs : leur parent le podiatchi, le diak son chef, voire le voïvode en personne.

Les démarches judiciaires des particuliers offraient d'autres excellentes occasions pour gagner son pain. La justice n'étant pas séparée de l'administration, les podiatchis dans les prikases et dans les chambres territoriales avaient accès à des revenus judiciaires. Certains acceptaient certainement des dessous-de-table, avec très peu de risque d'être accusé de comportements illégaux. Car, comme nous l'avons noté plus haut, même si une plainte surgissait, les notions juridiques de l'époque ne permettaient souvent pas de distinguer entre un « cadeau » licite et un pot-de-vin. Mais les possibilités licites de gagner ne manquaient pas non plus. Parmi les 70 podiatchis qui vivaient à Sevsk en 1700, 50 avaient en charge près de cinq mille procès en justice initiés dans les trente années précédentes et qui n'étaient pas encore clos<sup>317</sup>. Les taxes judiciaires dues au Trésor montaient à une coquette somme de 5 905 roubles<sup>318</sup>. Pourquoi les podiatchis n'étaient-ils nullement pressés de montrer leur zèle au tsar en recouvrant ces impayés ? Parce que, selon l'hypothèse la plus probable, ils entraient en collusion avec les parties retardant *sine diem* la perception des frais judiciaires, en échange d'un petit « hommage » volontaire de la part des plaideurs. En effet, on considérait à l'époque qu'un podiatchi qui s'occupait d'un dossier judiciaire de manière

---

<sup>317</sup> Inventaire des dossiers de procès, en possession des podiatchis de la chambre territoriale de Sevsk, avec des notes concernant le prélèvement des droits de justice, 1700, 963 feuillets (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Е. Кн. 42).

<sup>318</sup> Documents concernant le prélèvement des droits de justice, 1705 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 12. Л. 14об).

« désintéressée » était une sorte de martyr du service, digne de considération spéciale de la part de ses supérieurs<sup>319</sup>.

Enfin, pour les podiatchis qui acceptaient de quitter leur domicile urbain plus ou moins confortable pour aller battre les chemins, le travail auprès des agents-recruteurs de l'armée, des officiers qui conduisaient des recensements de la population ou bien des agents du cadastre était une activité très profitable, car ces opérations offraient d'innombrables occasions de recevoir des cadeaux. Ici cependant il fallait faire très attention, car les dommages causés aux intérêts du monarque étaient beaucoup moins bien tolérés par les autorités que le fait d'escroquer des particuliers. Une accusation d'avoir fait échapper au service militaire des recrues valides contre un pot-de-vin pouvait se solder par la dégradation, la punition corporelle, la confiscation des biens et le service dans les rangs à vie<sup>320</sup>.

## II.2. Dans le service des particuliers et des communes

Le scribe, la lunette sur le nez, la main tremblante, et soufflant dans ses doigts, donne son encre, son papier, sa cire à cacheter et son style, pour cinq sols. Les placets au roi et aux ministres coûtent douze sols, attendu qu'il y entre de la *bâtarde*, et que le style en est plus relevé. Les écrivains des Charniers sont ceux qui s'entretiennent le plus assidument avec les ministres et les princes ; on ne voit à la cour que leurs écritures. Au commencement du regne, ils étoient menacés de faire fortune ; on recevoit tous les placets, on les lisoit, on y répondoit ; tout-à-coup cette

---

<sup>319</sup> Inventaire de la ville de Sevsk, 1694 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 23. Д. 12. Л. 287об).

<sup>320</sup> Inventaire des dossiers de justice en possession du podiatchi Oksion Ozarov, 1703 : RGADA. Ф. 210. Оп. 5. Список 76. Д. 7. Л. 321-322.

correspondance entre le peuple et le monarque a été interrompue ; les écrivains des Charniers, qui avoient déjà acheté des perruques neuves et des manchettes, ont vu leur bureau désert, et sont retombés dans leur antique indigence.

Louis-Sébastien Mercier, *Tableaux de Paris*

Les podiatchis avaient la possibilité d'entrer dans le service permanent des particuliers, sans perdre forcément tous les avantages de leur statut. En 1710-1720, pas moins de dix podiatchis travaillaient pour le favori du tsar, « Son Altesse Sérénissime seigneur prince Menchikov », qui avait un grand domaine dans le district de Sevsk<sup>321</sup>. Avant d'être employés par le prince, certains d'entre eux ne s'étaient aucunement manifestés dans le « travail et service du souverain », au point qu'il est difficile de savoir comment ils avaient obtenu le statut de podiatchi<sup>322</sup>. D'autres en revanche avaient été actifs dans le bureau du voïvode de Sevsk ou auprès des syndics communaux. Iouria Simonov et Ivan Bolchoï Deviatnine avaient travaillé « aux affaires du souverain » pendant vingt ans, se spécialisant dans le recouvrement des impôts, y compris les opérations d'extorsion

---

<sup>321</sup> Inventaire de la ville de Sevsk, 1711 : RGADA. Ф. 1209. Оп. 1. Д. 1089. Л. 32об. ; Registre de recouvrement des impayés, 1720 : RGADA. Ф. 954. Оп. 1. Д. 1. Л. 66об-67, 132об. ; Registre des recettes ordinaires, 1722 : RGADA. Ф. 954. Оп. 1. Д. 19. Л. 91об-97об. ; Livre de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1714 : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9924. Л. 110об. ; Matériaux d'enquête suite à une dénonciation par les habitants du canton Komaritchi, 1717 : RGADA. Ф. 282. Оп. 1. Д. 2357. Л. 12-12об. ; Registres des recettes et des dépenses de la chambre territoriale de Sevsk, 1715-1716 : RGADA. Ф. 1157. Оп. 1. Д. 21. Л. 35об.

<sup>322</sup> Registre des nominations de podiatchis à la chambre territoriale de Sevsk, 1698 (RGADA. Ф. 210. Оп. 21. Д. 1051. Л. 3) ; Listes des podiatchis de la chambre territoriale de Sevsk et des écrivains publics de Sevsk, 1705 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6г. Книга 32. Л. 6).

d'arriérés<sup>323</sup>. Ils connaissaient également les procédures judiciaires<sup>324</sup>. Il n'est pas surprenant que de tels spécialistes trouvaient leur place parmi les gestionnaires d'un grand domaine. Après la mort du prince Menchikov, certains d'entre eux se sont retournés dans le bureau du voïvode<sup>325</sup>.

Les habitants de la ville et du district de Sevsk employaient également des podiatchis et des écrivains publics pour rédiger les documents officiels de leurs communautés, car la majorité des syndics (sg. *starosta*) et des jurés (sg. *tsevalnik*) n'étaient pas suffisamment alphabétisés pour faire ce travail par eux-mêmes. Le syndic négociait le contrat de travail avec le podiatchi ; la durée du contrat et le salaire restaient sous contrôle de la communauté. Le travail pour la

---

<sup>323</sup> Documents concernant le prélèvement des droits de justice timbre et de marquage de chevaux (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 12. Л. 14об.-15) ; Liste des podiatchis de la chambre territoriale de Sevsk, 1705-1706 г. (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 3, 405об.) ; Livres des recettes et des dépenses du régiment du gentilhomme de conseil Nepliouev, 1705 (RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Кн. 93. Л. 187) ; L'affaire des offenses, 1706 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53. Л. 88-88об.).

<sup>324</sup> Documents concernant le prélèvement des droits de justice timbre et de marquage de chevaux, 1705 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Е. Кн. 42. Л. 679-686об.) ; Livres des recettes et des dépenses de la chambre territoriale de Sevsk, 1715-1716 (RGADA. Ф. 1157. Оп. 1. Д. 21. Л. 1) ; L'affaire suite à une lettre de dénonciation anonyme, concernant des prélèvements sur les habitants commis par des podiatchis chargés de perceptions de rentes, 1706 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 2) ; Inventaire des dossiers de procès, en possession des podiatchis de la chambre territoriale de Sevsk, avec des notes concernant le prélèvement des droits de justice, 1700 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Е. Кн. 42. Л. 98-904об.).

<sup>325</sup> Inventaire de Sevsk, 1731 (RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Кн. 65. Д. 8. Л. 744).

commune, laborieux et peu rémunérateur, n'était pas un emploi attractif. Seuls les plus pauvres parmi les podiatchis l'acceptaient<sup>326</sup>.

Une activité traditionnelle des podiatchis consistait à fournir conseil et soutien dans les démarches administratives et judiciaires entreprises par des particuliers ou des communes. Dans certaines situations délicates, par exemple un divorce (interdit par l'Église sauf exception), l'expérience et l'art du rédacteur de l'acte pouvaient prévenir un conflit et éviter un procès<sup>327</sup>. Des podiatchis fondés de pouvoir sont mentionnés régulièrement par les sources locales<sup>328</sup>. Par exemple, en janvier 1702, le podiatchi Iouria Simonov a signé un contrat avec trois gardiens qui travaillaient au bureau du voïvode de Sevsk. Le document stipulait que Simonov accompagnerait l'un des gardiens à Moscou au prikase de la Guerre, l'assisterait à y déposer une requête concernant les arriérés de salaire et lui prêterait de l'argent pour tous les frais de procédure<sup>329</sup>. Si la requête aboutissait, les clients acceptaient de céder à Simonov une année de leur salaire, 18 roubles au total, soit un montant proche des appointements théoriques de Simonov (22

---

<sup>326</sup> Livre des recettes et des dépenses du district de Sevsk (RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 126. Л. 5, 18).

<sup>327</sup> Anna Joukovskaïa, « A Living law. Divorce contracts in Early Modern Russia », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 18, n° 4, 2017, p. 661-681.

<sup>328</sup> RGADA. Ф. 442. Оп. 1. Д. 1653. Л. 12об, 47об., 110об. ; Ф. 769. Оп. 1. Д. 401. Л. 2 ; Ф. 769. Оп. 1. Д. 405. Л. 5-5об. ; Ф. 769. Оп. 1. Д. 5. Л. 88-88об.

<sup>329</sup> Livre de l'enregistrement des actes anciens de Sevsk, 1667–1701 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905. Л. 262-62об. Dans le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, le salaire standard des gardiens de Sevsk était de six roubles par an. Procès-verbaux de la chambre territoriale de Sevsk, 1728 (RGADA. Ф. 442. Оп. 1. Д. 1711. Л. 291об.-292, 538-38об.).

roubles) que le Trésor ne lui versait jamais<sup>330</sup>. Simonov avait besoin d'argent : il était sur le point de donner sa sœur en mariage et avait promis au fiancé, le fils d'un prêtre de Sevsk, une dot de 108 roubles<sup>331</sup>.

Le marché de l'acte privé était partagé entre les écrivains publics et les podiatchis. La rédaction était le plus souvent effectuée par les premiers, mais les seconds apparaissaient volontiers dans le rôle de témoins ou « mettaient leur main » à l'acte (apposaient la signature) à la place des illettrés. Certains podiatchis et écrivains publics rendaient ces petits services avec une régularité qui montre qu'il s'agissait pour eux d'une activité lucrative. L'enregistrement, on le sait déjà, est devenu à partir de 1701 une source de revenue pour une catégorie spéciale de podiatchis, les podiatchis d'enregistrement, rémunérés à l'acte à la hauteur minimale fixée par la loi. À Sevsk, il n'y avait pas de bureau d'enregistrement au XVII<sup>e</sup> siècle, mais il apparut grâce à la réforme de Kourbatov, et on y enregistrait entre 500 et 1000 actes par an<sup>332</sup>.

Pour la plupart des podiatchis et des écrivains publics exerçant sur le marché de l'acte, cette activité ne représentait pas une source de revenue autonome, mais un soutien économique. Certaines observations le suggèrent. Entre 1701 à 1715, la moitié environ des podiatchis de Sevsk rendaient ces services avec une certaine régularité : dix fois par an minimum pendant plusieurs années de suite. Le degré d'implication de chacun dépendait clairement de son niveau de richesse<sup>333</sup>. Les plus aisés parmi les podiatchis participaient dans

---

<sup>330</sup> Rôles de podiatchis et gardiens de la chambre territoriale de Sevsk : RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Книга 85. Д. 10. Л. 156-64об. ; Книга 65. Д. 7. Л. 662об. ; Ф. 210. Оп. 6Г. Книга 23. Д. 12. Л. 286-319, 313.

<sup>331</sup> Livre de l'enregistrement des actes de Sevsk 1702 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9907. Л. 318об.-319об.).

<sup>332</sup> Livres de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1701-1725 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905 - Д. 9938).

<sup>333</sup> Barème d'imposition des podiatchis et des écrivains publics de Sevsk, établi en 1706 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 34-35, 39-41об.).



l'établissement d'un acte uniquement quand il s'agissait de rendre un service à des parents ou des amis. Leurs collègues moins riches montraient plus d'assiduité sur le marché de l'acte, mais cherchaient toujours à combiner cette activité avec le travail de bureau ou avec d'autres sources de revenu. Un seul podiatchi à Sevsk n'avait aucune autre ressource à part le travail sur la place publique, et la cadence de son activité surpassait de loin celle de tous ses collègues : en moyenne, il travaillait un jour sur trois<sup>334</sup>. Il tomba cependant dans l'indigence et dut quitter la ville. La rédaction des actes et les formalités accessoires étaient trop mal rémunérées et il y avait trop de concurrence sur le marché de l'acte à Sevsk pour pouvoir vivre grâce à cette seule activité. À Khlynov (Viatka), une ville à l'autre bout du pays, à la frontière sibérienne, la situation était similaire. En croisant les données du cadastre et de l'enregistrement, on observe que les écrivains publics les plus assidus résidaient tous dans le quartier des pauvres<sup>335</sup>. Ainsi le marché de l'acte privé, que certains historiens considèrent comme le berceau du notariat russe, ne représentait ni une source de revenue particulièrement attractive ni un ascenseur social efficace.

### II.3. Commerce et entreprise

D'où ces messieurs ont-ils tiré la bureaucratie russe séparée de la noblesse russe, est un mystère [...]. Il est probable que l'existence de nos podiatchis ait pu les embrouiller, mais premièrement, les podiatchis sont une parodie des avocats et ne correspondent pas du tout à ce qu'on appelle communément la bureaucratie, et deuxièmement, les

---

<sup>334</sup> Livres de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1701-1725 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905 - Д. 9938).

<sup>335</sup> Livres de l'enregistrement de Khlynov (Viatka) : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 2136 - Д. 2161.

podiatichis sont un phénomène original dans notre vie, au même titre que les fols-en-Christ, les chanteurs errants, etc.

Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine, *Réponse à M. Rjevski*

Les podiatichis et les écrivains publics à Sevsk ne comptaient pas trop sur le travail de bureau et les autres types d'activité liés à leurs compétences spécifiques, décrits plus haut, pour gagner leur vie. Quand ils restaient « sans place », mais également pendant qu'ils étaient employés « aux affaires du souverain », les travailleurs de la plume s'engageaient en même temps dans différentes entreprises économiques. Les paysans du canton Komaritchi, l'un des plus vastes domaines de la couronne, qui représentait une grande partie du district de Sevsk, constituaient un milieu économique favorable, car ils étaient beaucoup plus indépendants que les paysans qui vivaient dans les seigneuries nobiliaires. Contrairement à ces derniers, les habitants des cantons de la couronne pouvaient disposer à librement de leurs biens meubles et de leur force de travail. Cela communiquait un dynamisme particulier à la vie économique de la région, et les podiatichis apparaissent dans les premiers rangs de ceux qui en profitaient.

L'industrie meunière était particulièrement attractive. Les moulins étaient utilisés non seulement pour la fabrication de la farine mais aussi pour la confection des feutres. Les moulins dans cette région de la Russie fonctionnaient par traction hydraulique et se caractérisaient par une extraordinaire variété des capacités de production, allant de petites installations conçues pour répondre aux besoins d'une famille, jusqu'à très grandes capables de répondre aux besoins d'une bourgade entière. La possibilité de créer des pêcheries dans les lacs de barrage augmentait encore la valeur des moulins. Il n'existe pas de données précises sur la rentabilité des moulins, mais à en juger par les prix relativement élevés pour l'achat de ces installations (50, 100 et jusqu'à 240 roubles) ainsi que par la vive concurrence sur ce marché, l'exploitation des moulins était l'une des industries locales les plus rentables. En même temps, la participation dans ces entreprises était accessible à des personnes de tous niveaux de richesse, car les petits moulins

nécessitaient peu d'investissements en capital, tandis que les grands étaient souvent vendus en partage.

L'exploitation des moulins était un droit régalien et la taxe sur chaque installation donnée était périodiquement réévaluée à travers les enchères publiques. En 1704, après un oukase sur la réévaluation générale des concessions de moulins, une fièvre spéculative s'empara des habitants de Sevsk<sup>336</sup>. Durant une année entière les autorités locales ne faisaient guère qu'organiser des enchères. Y participaient les paysans du canton, les marchands, et les podiatchis de Sevsk. Des individus appartenant à ces trois groupes tantôt se faisaient concurrence, tantôt s'alliaient entre eux contre des représentants de leur propre état<sup>337</sup>. Les enchères étaient vives, doublant pour le moins le montant initial de la taxe ; dans un cas, la taxe augmenta de 64 fois<sup>338</sup>. À la fin de l'année il apparut que les podiatchis dominèrent dans la compétition. Dans 27 cas où l'un d'eux s'opposa à un marchand de Sevsk ou un paysan du canton, les podiatchis l'emportèrent 21 fois.

Outre les moulins, les podiatchis achetaient des droits pour des pêcheries et des places sur le marché urbain. Les plus riches prenaient à ferme la collecte de certaines taxes, éventuellement en association. Ainsi Vassili Chagarov et l'adjoint du voïvode Fedosseï Kremeniov ont affermé pour deux ans le marché aux chevaux pour le prix de 531 roubles<sup>339</sup>. Membres de l'administration locale, ils étaient bien placés pour obtenir des renseignements permettant d'évaluer avec précision la rentabilité du droit de marquage au fer sur le marché de Sevsk.

---

<sup>336</sup> Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825, Санкт-Петербург, тип. II отд. собств. канц. ЕИВ, 1830, vol. 4, n° 1959, p. 240.

<sup>337</sup> Livre de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1704 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9913).

<sup>338</sup> *Ibid.* Л. 339.

<sup>339</sup> Livres de recette du droit de marquage des chevaux, 1720-1721 (RGADA. Ф. 954. Оп. 1. Д. 4 et Д. 12).

L'abondance de céréales dans le district de Sevsk encourageait la distillation, une industrie traditionnelle des plus rentables<sup>340</sup>. Le droit de distiller pour l'usage personnel était accordé à tout le monde, il suffisait de « faire marquer les chaudrons » au bureau du voïvode. En revanche, la vente de l'alcool au détail étant un monopole régalien, la production commerciale étant destinée pour les cabarets de la Couronne (sg. *kabak*). La loi stipulait que les préposés aux boissons devaient acheter les alcools (sg. *vin*), ou attribuer des contrats de fourniture par une procédure de vente publique, au mieux disant. En scrutant la documentation on s'aperçoit cependant que, à Sevsk, le prix était fixé par un « accord » des préposés aux boissons avec les plus grands fournisseurs locaux, et ne variait ni en fonction du volume du lot, ni de la période de l'année. Surtout, les principaux fournisseurs n'étaient pas des marchands, mais des podiatchis. Ainsi en 1723, la chambre aux Boissons de Sevsk acheta 1532 « seaux » (sg. *vedro*) d'esprit-de-vin, dont 1177 seaux (76,8%) pour un montant de 679 roubles qui avaient été fournis par trois podiatchis et trois diaks, et seulement 355 seaux (23,2%) par les marchands<sup>341</sup>. Effet de corruption ou de concurrence loyale, le fait est que le marché local de l'alcool était dominé par les agents de l'administration.

Les podiatchis fournissaient la ville avec la viande de leurs fermes, le poisson de leurs lacs de barrage et les légumes de leurs jardins. Certains possédaient des boutiques et des tavernes, constituant une concurrence directe aux marchands de Sevsk. Ils se plaignaient parfois du faible niveau de rentabilité de ces biens. Andreï Soudeïkine affirmait ainsi que sa boucherie lui rapportait, « hormis les jours maigres », trois kopecks par semaine, et sa poissonnerie

---

<sup>340</sup> Михаил Яковлевич Волков, *Очерки истории промыслов России. Вторая половина XVII - первая половина XVIII в. Винокуренное производство.*

Moscou, Наука, 1979, p. 89-92 ; Dmitrii Liseitsev, « Tavern revenues and alcohol consumption in the Muscovite state, 1620s-1640s », *Cahiers du Monde russe*, vol. 63, n° 2, 2022, p. 313-336.

<sup>341</sup> Registre des recettes de douane, 1723 (RGADA. Ф. 1417. Оп. 1. Д. 4. Л. 442-428об.).

« encore moins », soit une somme modique de deux roubles par an, mais il est vrai que ce piteux témoignage était destiné aux oreilles d'un percepteur. En revanche, son collègue Ivan Pogoreltsev louait sa taverne « avec vaisselle » pour 12 roubles par an<sup>342</sup>.

Pour faire fonctionner les moulins, les distilleries, les boutiques et les tavernes, pour cultiver leurs champs et jardins, les podiatchis étaient obligés d'employer de la main d'œuvre. Certains acquéraient des familles paysannes sans terre à des propriétaires nobles<sup>343</sup>. D'autres engageaient des travailleurs à terme, comme le fit Danila Savichtchev en 1705. Son contrat avec un « Ivan le Meunier de race ukrainienne » stipulait que ce dernier devait s'occuper de son moulin pendant un an contre une cinquième des gains. Une option intéressante consistait à embaucher des travailleurs à long terme en les payant à l'avance. Les travailleurs qui avaient besoin, pour quelque raison, d'une somme d'argent en urgence (par exemple pour payer une dette ou acquitter un impôt), acceptaient des salaires en-dessous du prix courant sur le marché local. Dans ces cas le contrat revenait moins cher à l'employeur (environ un rouble par an, à Sevsk), sauf si les travailleurs « s'enfuyaient » avant le terme, ce qui n'était pas rare<sup>344</sup>. Mais la majorité des podiatchis utilisaient une main d'œuvre encore moins chère en faisant travailler leurs débiteurs insolvables. Il suffisait pour cela signer avec de telles personnes un « contrat de domesticité » (*jilaïa zapis*) par lequel les débiteurs promettaient de « vivre dans le foyer [du créateur] et exécuter le travail de toute

---

<sup>342</sup> Contrat d'embauche (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9909. Л.73-73об).

Déposition 1706 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 46об.-47).

<sup>343</sup> Livres de recensement de Sevsk, 1711 (RGADA. Ф. 1209. Оп. 1. Д. 1089. Л. 21-21об.).

<sup>344</sup> Livre de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1702 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9906. Л. 140-141).

sorte à sa demande »<sup>345</sup>. La simplicité des mœurs juridiques était telle que ces contrats ne précisait presque jamais ni le délai ni les termes de l'amortissement de la dette. Sauf à s'engager dans un procès trop coûteux pour lui, le « domestique » ne pouvait donc se libérer légalement qu'avec l'accord de son maître. La proximité de Sevsk avec les domaines de la couronne et leur population nombreuse qui, d'une part, était juridiquement indépendante et, d'autre part, se ruinait en raison des exigences accrues en matière de fiscalité, avait une influence favorable pour les entreprises des podiatchis locaux, leur garantissant un accès illimité à une main d'œuvre à bon marché.

Les livres de l'enregistrement de Sevsk regorgent de contrats de prêt sous différentes formules : « prêt sous condition de domesticité », prêt sous caution, prêt sur gages, hypothèque, prêts sans conditions ni garanties. Les podiatchis empruntaient rarement et prêtaient souvent ; en fait, ils étaient largement majoritaires parmi les créiteurs. Parfois, il s'agissait de grosses sommes. Ainsi en 1714 Vassili Chagarov accorda neuf prêts pour un total de 782 roubles<sup>346</sup>. Dans de nombreux contrats, le terme et les conditions ne sont pas précisés, mais la tradition ancienne et vivace de prêt à intérêt sur le territoire moscovite laisse à supposer que les créanciers comptaient toujours sur une forme de rétribution<sup>347</sup>.

---

<sup>345</sup> Livres de l'enregistrement des actes de Sevsk : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9911. Л. 658об.-659об. ; Д. 9906. Л. 10-11, 45об.-46об., 151 ; Д. 9909. Л. 167об.-169об. ; Д. 9916. Л. 9.

<sup>346</sup> Livre de l'enregistrement des actes de Sevsk, 1714 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9924. Л. 38, 58об., 61об. ; 98об.-99, 102, 102об.-103, 110, 111-111об., 122).  
Compte tenu des montants et du moment où les prêts ont été accordés, on ne peut pas supposer que Chagarov a réinvesti le même argent plusieurs fois.

<sup>347</sup> Наталья Борисовна Голикова, « Ростовщичество в России начала XVIII в. и его некоторые особенности », dans Сергей Данилович Сказкин (dir.), *Проблемы генезиса капитализма*, Moscou, Наука, 1970, p. 242-290 ; Николай Иванович Павленко, « О ростовщичестве дворян в XVIII в. К постановке вопроса », dans *id.*, *Дворянство и крепостной строй России XVI–XVIII вв.*

Même en supposant qu'un prêt pouvait parfois être accordé sans intérêt, le débiteur reconnaissant devenait une sorte de placement d'assurance pour le créancier. Ce dernier pouvait compter sur la bonne volonté du débiteur en cas de coup dur, comme le montre l'exemple d'un habitant de Sevsk qui, étant tombé malade et ayant perdu tous ses biens, trouva aide et refuge non pas au sein de la famille, qu'il n'avait plus, mais « auprès de ses débiteurs<sup>348</sup> ». Nous reviendrons à ce sujet dans le chapitre suivant.

Brossons, pour résumer, le portrait économique collectif des podiatchis et des écrivains publics de Sevsk sous le règne de Pierre le Grand. Outre le travail de bureau et les autres activités spécifiques comme la rédaction des actes ou le conseil juridique, les 70 podiatchis disposaient de sources de revenu suivants, selon nos données qui sont loin d'être complètes :

- 41 personnes possédaient un ou plusieurs moulins,
- 41 avaient des serviteurs dépendants et des paysans,
- 33 pratiquaient le prêt sur gages ou à intérêt,
- 20 étaient propriétaires de terres arables,
- 16 possédaient des pêcheries,
- 13 possédaient des distilleries,
- 12 tenaient des boutiques et des stands au marché,
- 5 possédaient des tavernes,
- 4 prenaient à ferme la collecte des taxes,
- 3 possédaient des presses à feutre,
- 1 était propriétaire d'une futaie,
- 1 exploitait un bain public.

---

*Сборник статей, посвященный памяти А. А. Новосельского*, Moscou, Наука, 1975, p. 265-270 ; Carol B. Stevens et Philip B. Uninsky, « Private borrowing and lending in Moscow, 1702. Before there were banks », *Cahiers du monde russe*, vol. 64, n° 2, 2023, p. 411-444.

<sup>348</sup> Sur les violences infligées au cosaque Mikhaïl Ermakov par Vassili Golovlenkov, 1702 (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 55. Д. 606. Л. 1833об.).

La majorité des podiatichis combinaient plusieurs de ces activités économiques. Seulement 10 personnes parmi les 70 podiatichis (14,3%) n'avaient pas de sources de revenu connues, hormis le travail de bureau ou l'écriture publique. En tant que groupe, le profil économique des podiatichis de Sevsk se rapproche des marchands locaux, sauf qu'au niveau individuel les premiers semblent plus dynamiques que les seconds.

Quant aux 75 écrivains publics, leur portrait collectif est une copie en miniature de celui des podiatichis :

- 14 possédaient un ou plusieurs moulins,
- 8 pratiquaient le prêt,
- 5 employaient des serviteurs dépendants,
- 3 possédaient des distilleries,
- 2 étaient propriétaires des terres de labour,
- 2 possédaient des pêcheries,
- 1 tenait une taverne,
- 1 avait un entrepôt.

Une partie des écrivains publics combinaient plusieurs ressources. Mais la majorité, 55 personnes sur 75 (73,3%) n'avaient ni propriété, ni contrats d'une valeur suffisante pour justifier une dépense pour l'enregistrement. Il faut supposer qu'ils vivaient, ou plutôt vivotaient, grâce à l'écriture publique comme l'unique ressource.

\*\*\*

Il faut conclure que, dans le cas de Sevsk, les activités de bureau, au point de vue des sources de revenu et du temps de travail, occupaient une place moins importante dans la vie des podiatichis que ce que suggère généralement l'historiographie. Une question se pose alors : est-ce que, à l'échelle de l'empire, l'action administrative de la monarchie reposait surtout sur un contingent de podiatichis professionnels, dans le sens où ils se consacraient essentiellement aux



activités de bureau ? Ou bien la majorité des agents étaient en fait des podiatchis entrepreneurs et/ou propriétaires matériellement indépendants du tsar ?

L'exemple de Sevsk montre que la spécialisation stricte d'un individu dans le travail de bureau était en corrélation avec la pauvreté relative et pouvait même conduire à sa disqualification en tant que podiatchi voire au déclassement social. Aussi, la formation de dynasties de podiatchis n'est observée que dans les familles relativement riches qui ne se spécialisaient pas dans le travail de bureau mais exploitaient un réseau complexe de ressources économiques<sup>349</sup>. Les « entrepreneurs » réussissaient le mieux à obtenir des postes lucratifs dans l'appareil administratif local.

D'une part, la règle qui valait pour les gentilshommes se vérifie pour les podiatchis : pour pouvoir servir le tsar avec succès, il fallait avoir du bien à soi, un revenu indépendant. Les indigents ne méritent pas être « serviteurs » (sg. *kholop*) du grand tsar, ils ne peuvent être que ses « orphelins » (sg. *sirota*). D'autre part, à la différence de gentilshommes qui étaient en règle générale des serviteurs mobiles en tant que seigneurs absentéistes, les podiatchis résidaient sur place, dans leur ville, sans quoi leurs entreprises ne fructifieraient pas.

Le statut juridique lié au grade de podiatchi, la possession de compétences particulières, la participation aux activités de gouvernement, le fait de côtoyer les dirigeants jouaient évidemment un rôle important dans la formation de l'identité des agents de l'administration. Malgré cela, la possession du grade de podiatchi ne permet absolument pas de préjuger ni des compétences, ni des activités, ni des fréquentations d'un individu donné. Avant d'être une fonction, podiatchi était un statut, auquel correspondaient des droits et des obligations, mais pas un mode de vie défini *a priori*. Aussi la palette des profils sociaux qui se cache sous le mot podiatchi est-elle large. Elle va d'un individu qui ressemble à s'y méprendre à l'employé de bureau immortalisé par Balzac jusqu'à un entrepreneur ou un négociant, en passant par un secrétaire particulier, un fondé de pouvoir, un clerc de notaire, un écrivain public, mais aussi un petit commerçant, voire un *gentleman*

---

<sup>349</sup> Base de données personnelle de l'auteur—A. J.

*farmer*, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Avant d'avoir étudié les activités et les fréquentations d'un individu concret, l'historien ne peut être sûr que d'une chose : tout détenteur du grade de *podiatchi* pouvait à tout moment être appelé à effectuer un « travail » de bureau pour le tsar... mais sans aucune garantie de son obéissance.

Si l'existence parmi les *podiatchis* d'une autoreprésentation ou d'une étique communes liées au grade reste à prouver, les activités entrepreneuriales renforçaient chez eux l'identité régionale en les reliant fortement à la ville où ils habitaient et à son espace économique. Le lien des *podiatchis* de Sevsk avec leur ville pourrait même avoir été plus fort que celui des marchands et des artisans locaux modestes qui se livrait au petit commerce. Dmitri Redine a observé le même phénomène dans une région éloignée et très différente de Sevsk, à la même époque, et on le perçoit également dans le siècle précédent<sup>350</sup>. Les *podiatchis*-entrepreneurs étaient donc une élite locale à la fois administrative et économique et ont probablement développé une identité sociale hybride<sup>351</sup>.

Seule l'introduction universelle de salaires versés par la monarchie, réguliers et suffisants pour maintenir des niveaux de vie socialement acceptables pour les différents échelons de la hiérarchie administrative, aurait pu créer les conditions matérielles nécessaires pour permettre l'émergence éventuelle de la figure sociale de fonctionnaire. Pierre le Grand le comprenait et prit des mesures en ce sens à la fin de son règne, mais ses successeurs ont pensé qu'il était

---

<sup>350</sup> Дмитрий Редин, « Интеграция чиновничества в провинциальные городские элиты. Россия, первая четверть XVIII века », *Cahiers du Monde russe* 51, n° 2-3, 2010, p. 281-302 ; Sergei Bogatyrev, « Localism and integration in Muscovy », dans *id.* (dir.), *Russia takes shape. Patterns of integration from the Middle Ages to the present*, Helsinki, Academia Scientiarum Fennica, 2004, p. 59-127.

<sup>351</sup> Nancy Shields Kollmann, « Concepts of society and social identity in early modern Russia », dans Samuel Baron (dir.), *Religion and culture in early modern Russia and Ukraine*, DeKalb, Northern Illinois university press, 1997, p. 34-51.

extravagant de dépenser les moyens du Trésor pour entretenir des écrivillons qui de toute façon « se nourriraient » sur la population. Ainsi, les conditions pour la formation de la fonction publique n'ont *commencé* timidement à se mettre en place que sous le règne de Catherine II, dans les années 1760, et le processus était encore loin d'être accompli un siècle plus tard<sup>352</sup>.

Le mot *bureaucratie* dans son sens originel de tyrannie de petits employés de bureau aussi insignifiants que rapaces et capables de tourmenter le public et obstruer la marche des affaires—tel qu'il fut inventé en France dans les années 1750<sup>353</sup>—convient tout aussi bien pour décrire les défauts de l'administration centrale en Russie des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles qu'il convenait aux députés de l'Assemblée nationale pendant la Révolution pour fustiger les premiers commis dans les bureaux de Versailles, ou à Balzac, dans *Les Employés*, pour maudire « les fils lilliputiens qui enchaînent la France à la centralisation parisienne, comme si, de 1500 à 1800, la France n'avait rien pu faire sans trente mille

---

<sup>352</sup> Walter Pintner, « The Evolution of civil officialdom, 1755–1855 », dans *id.* et Don Rowney (dir.), *Russian officialdom. The bureaucratization of Russian society from the seventeenth to the twentieth century*, Chapel Hill, The Univ. of North Carolina press, 1980, p. 190-249 ; Thomas S. Pearson, *Russian officialdom in crisis. Autocracy and local self-government, 1861-1900*, Cambridge university press, 1989 ; Л. Писарькова, *Государственное управление России с конца XVII до конца XVIII века. Эволюция бюрократической системы*, Moscou, РОССПЭН, 2007 ; —, *Государственное управление России в первой четверти XIX в. Замыслы, проекты, воплощение*, Moscou, Новый хронограф, 2012 ; —, *Государственное управление России первой трети XIX в. Становление министерской системы*, Moscou, Новый хронограф, 2019.

<sup>353</sup> A. Joukovskaia, « Bureaucracy. The making of a buzzword », *Journal of the history of ideas*, vol. 84, n° 4, 2023, p. 685-710.

commis<sup>354</sup> ». En revanche, depuis que, par une suprême ironie, Max Weber s'empara du mot bureaucratie pour en faire une des pièces maîtresses de sa terminologie analytique et, surtout, depuis que le succès de sa sociologie a fait passer au second plan la signification sarcastique première, il n'est plus possible de prétendre, dans un texte académique, que les diaks et les podiatchis constituaient une bureaucratie, sans courir le risque de donner au lecteur une impression fautive des réalités historiques.

Pour tous ceux qui ne sont pas disposés à accepter l'idée, avancée par un spécialiste américain de la Moscovie Peter Brown, selon laquelle « *bureaucratization can best be understood as an intrinsically atemporal process* », le portrait de groupe des podiatchis de Sevsk serait une preuve suffisante de la pertinence de l'analyse de Hans-Joachim Torke. Dès 1986, cet historien allemand n'a pas hésité de répondre par la négative à la question : *Gab es im Moskauer Reich des 17. Jahrhunderts eine Bürokratie ?*<sup>355</sup> Mais si des doutes subsistent, changeons d'échelle encore une fois et voyons ce que peut nous apprendre l'histoire d'une famille : celle du podiatchi originaire de la ville de Sevsk Lazar Chagarov et de sa lignée.

### III. Métiers de plume et ascension sociale. Histoire d'une famille

Car non seulement un original n'est « pas toujours » un cas particulier et une mise à part, mais, au contraire, il arrive que ce soit lui, j'ai l'impression,

---

<sup>354</sup> Анна Владимировна Жуковская, « Бюрократия — слово с памятью формы », Электронный научно-образовательный журнал « История », vol. 13, n° 11(121), 2022, 25 p. ; Honoré de Balzac, *La Comédie humaine*, vol. 11, Paris, V<sup>e</sup> Alexandre Houssiaux, 1870, p. 144.

<sup>355</sup> Peter Brown, « How Muscovy governed. Seventeenth-century Russian central administration », *Russian history*, vol. 36, n° 4, 2009, p. 459-529 ; Hans-Joachim Torke, « Gab es im Moskauer Reich des 17. Jahrhunderts eine Bürokratie ? », *Forschungen zur osteuropäischen Geschichte*, vol. 38, 1986, p. 276-298.

qui porte en lui cette espèce de noyau du grand tout, et que les autres gens de son époque—tous, par une espèce de souffle de vent qui passe, allez savoir pourquoi, pour un temps, ce grand tout, ils s'en sont détachés.

Fiodor Dostoïevski, *Les frères Karamazov*

La présence massive des militaires retraités dans les échelons moyen et supérieur de l'administration en Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle est un fait établi depuis longtemps par les historiens<sup>356</sup>. Récemment confirmée avec force<sup>357</sup>, cette observation fait apparaître l'existence de carrières exclusivement civiles comme un phénomène marginal et aléatoire. Or, il y a lieu de penser que ce type de carrière représenta, durant la période de transition du royaume de Moscou à l'empire de Russie, une alternative viable à la carrière mixte qui avait dominé au XVII<sup>e</sup> siècle. Avant que

---

<sup>356</sup> Сергей Мартинович Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в. Формирование бюрократии*, Moscou, Наука, 1974, p. 278 ; Walter Pintner, « The evolution of civil officialdom, 1755-1855 », dans *id.* et Don Rowney (dir.), *Russian officialdom. The bureaucratization of Russian society from the seventeenth to the twentieth century*, Chapel Hill, The univ. of North Carolina press, 1980, p. 213 ; Brenda Meehan-Waters, *Autocracy and aristocracy. The Russian service elite of 1730*, New Brunswick, Rutgers university press, 1982, p. 162 ; Ирина Викторовна Фаизова, « Манифест о вольности » и служба дворянства в XVIII столетии, Moscou, Наука, 1999, p. 90-155 ; Марина Виленовна Бабич, *Государственные учреждения XVIII века. Комиссии петровского времени*, Москва, РОССПЭН, 2003, p. 156 ; Любовь Федоровна Писарькова, *Государственное управление России с конца XVII до конца XVIII века. Эволюция бюрократической системы*, Москва, РОССПЭН, 2007, p. 217.

<sup>357</sup> Сергей Черников, « Служебные назначения представителей правящей элиты России 1725-1762 гг. », *Российская история*, n° 4, 2022, p. 18-30.

le profil de l'administrateur spécialiste ne se soit délité pour ne réapparaître qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, il avait commencé à s'implanter avec succès sous le règne de Pierre le Grand.

Dans le but de vérifier cette hypothèse, le présent chapitre scrute l'histoire d'une famille qui réussit une ascension sociale en s'attachant à la carrière civile. Il est évident que lorsqu'un chercheur vise plus loin qu'à assouvir sa curiosité au sujet d'un cas isolé, il doit s'interroger sur la représentativité de son objet. La trajectoire du lignage obscur de Lazar Chagarov se prête bien à une description par l'oxymoron fameux et énigmatique inventé par Edoardo Grendi : « exceptionnel normal<sup>358</sup> ». En quelque soixante-dix ans Lazar et ses descendants réussirent à gravir la longue pente qui séparait un simple cosaque ukrainien d'un noble héréditaire de l'empire russe<sup>359</sup>. Exceptionnel par le degré de la réussite, leur parcours d'intégration et d'ascension sociale n'était cependant pas unique. Les trois premières générations des Chagarov vécurent à Sevsk et ont appartenu au grade de podiatchis. L'étude entreprise dans le chapitre précédent autorise à affirmer que la plupart des podiatchis locaux pratiquèrent un style de vie analogue à celui de Lazar et ses fils et poursuivirent les mêmes objectifs par les mêmes moyens. La différence des Chagarov était quantitative plus que qualitative : ils se sont enrichis plus que leurs confrères, et sont allés plus loin dans la vie sur le même chemin. On peut donc conclure que la trajectoire de ce lignage correspond à un modèle de mobilité sociale qui fut caractéristique pour le métier de plume au

---

<sup>358</sup> Edoardo Grendi, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni storici*, n° 35, 1977, p. 506-520.

<sup>359</sup> Jusqu'à présent, seuls quelques connaisseurs de la généalogie de la noblesse provinciale se sont intéressés à cette famille : Александр Михайлович Дубровский et Александр Александрович Иванин, *Севский уезд во второй половине XVIII в. Поселения, землевладение, крестьяне и землевладельцы*, Локоть, s. n., 1994 ; Дмитрий Павлович Шпиленко, *Материалы к родословию смоленского дворянства*, Moscou, Старая Басманная, 2014, p. 69-72.

XVIII<sup>e</sup> siècle, sinon dans toute la Russie, au moins dans l'une de ses grandes régions.

Le présent chapitre n'a pas pour objectif de porter à la connaissance du lecteur tous les détails de l'existence des quatre générations des Chagarov livrés par les archives. Il est structuré comme une série de coups de projecteur. Certains éclairent des épisodes cruciaux de la mobilité sociale de Lazar et ses descendants, c'est-à-dire les moments de passage à un statut différent, qu'ils ont voulu ou qui leur a été imposé. D'autres donnent à voir les ressources et les mécanismes au cœur des succès et des échecs de cette lignée<sup>360</sup>.

### III.1. Des terres cosaques aux terres moscovites

L'origine de notre héros était obscure et modeste...

Nikolai Gogol, *Les Âmes mortes*

Au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, des cosaques originaires de Novgorod-Severski surnommés Chagarov (un nom probablement dérivé du mot ukrainien *chegeriavi*, c'est-à-dire « qui zézaie<sup>361</sup> »), entrèrent au service du tsar en intégrant le régiment de Sevsk. Ils s'établirent sur des lots fonciers qui leur ont été octroyés dans le faubourg cosaque<sup>362</sup>. Les Chagarov n'étaient pas les premiers cosaques à

---

<sup>360</sup> Mon collègue et ami Evgueni Akelev a participé dans cette enquête en partageant généreusement ses trouvailles archivistiques sur la troisième et la quatrième générations des Chagarov. Je le remercie chaleureusement pour la permission de réutiliser les matériaux de notre article commun Анна Жуковская et Акельев Евгений, « Из казаков во дворяне. Шагаровы, микроистория социальной мобильности в России, XVII-XVIII в. », *Cahiers du Monde russe*, vol. 57, n° 2, 2016, p. 457-504.

<sup>361</sup> Вячеслав Бусел, *Українсько-російський словник*, Ірпінь, ВТФ Перун, 2008.

<sup>362</sup> Les Chagarov arrivèrent sans doute après 1645, car on ne trouve pas de noms correspondants dans le registre des serments de la ville de Sevsk de cette année



entreprendre une telle démarche. Le territoire de Seversk, qui se trouvait dans une région au cœur de conflits d'intérêts politiques entre la Russie, la République polono-lituanienne, les cosaques et les Tatars de Crimée, était fréquemment le théâtre de violents affrontements depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Après la trêve de Deouliно de 1618, dont les accords prévoyaient l'attribution de Novgorod-Severski au roi de Pologne catholique, de nombreux cosaques orthodoxes furent « le joug de l'ennemi de la foi » vers les villes frontalières de la Moscovie, à Sevsk notamment, où s'était déjà formé un faubourg cosaque<sup>363</sup>. Selon l'historien Pavel Milioukov, « pour la protection armée de la frontière, qui s'était déplacée à grande vitesse vers le sud, Belgorod et Sevsk devinrent des villes de garnison du corps de défense sud, ce que Toula et Riazan avaient été pour la défense contre les attaques venant de la marche du sud [...] Auparavant, les régiments de Riazan, Toula et Kalouga se déployaient tous les ans dans certains endroits. À présent, après la disparition du service militaire d'ancienne ordonnance, on expédiait de nouveaux régiments de soldats et de reîtres vers les villes : ceux de Belgorod vers Kiev et Poltava ; ceux de Sevsk vers Pereïaslav, Nejine et Tchernigov ; dans ces régiments, les éléments locaux prédominaient, et pour compléter, on ne faisait plus appel aux gentilshommes de la Russie centrale, mais aux mousquetaires de Moscou et de villes de province et à des paysans<sup>364</sup> ».

---

publié par Anton Rakitine : <http://diderix.petergen.com/rgd-s45.htm> (dernière consultation, septembre 2023).

<sup>363</sup> Даниил Осипович Святский, *Исторический очерк городов Севска, Дмитровска и Комарицкой волости*, Орел, Хализев, 1908, р. 45. Антон Сергеевич Ракитин, *Два случая выхода на государево имя в Севске новгород-северских казаков* (<http://diderix.petergen.com/rgd-2g.htm>) ; —, *Новгород-Северские казаки, сведенные в 1620-ом г. в севский жилой острог* (<http://diderix.petergen.com/rgd-k20.htm>).

<sup>364</sup> Павел Николаевич Милюков, *Государственное хозяйство России в первой четверти XVIII столетия и реформа Петра Великого*, Saint-Pétersbourg, Пирожков, 1905 [1892], р. 232-235 ; Brian Davies, *Warfare, state,*



Le lieu où s'installèrent les Chagarov ne leur était pas totalement étranger. Leur contrée natale se trouvait à environ deux jours de cheval de Sevsk. Les conditions naturelles et économiques de ces deux régions étaient très proches. L'archidiacre Paul d'Alep, qui traversa le pays en 1654 dans la suite du patriarche Macaire d'Antioche, remarqua que des deux côtés de la frontière moscovite de vastes prairies « semblables à la mer par leur étendue » alternaient avec de magnifiques forêts de bois d'œuvre, chênaies, sapinières et pinèdes. Ici comme là-bas se trouvait un dense réseau de rivières équipées de digues permettant l'installation de lacs en cascades avec des moulins à eau, des pêcheries et des distilleries. Ici comme là-bas, les paysans étaient nombreux, et la terre fertile subvenait amplement à leurs besoins. Ici comme là-bas poussaient du blé et du seigle qui atteignaient une telle hauteur « qu'un homme à cheval pouvait s'y cacher » ; mais aussi du sarrasin, des pois et du lin « de bonne qualité », du pavot et du chanvre. Paul d'Alep s'extasie devant ce paysage pittoresque :

Tu pourrais voir chez eux, lecteur, à la fin de l'été un semblant de printemps comme chez nous au moment de la fête de l'Annonciation : un champ jaune de seigle mûr, un champ de blé vert, un champ encore plus grand de fleurs blanches, un autre de fleurs bleues, un champ de fleurs jaunes, et d'autres encore, tout cela est un ravissement pour les yeux<sup>365</sup>.

Enfin, des deux côtés de la frontière vivaient les « Russes », un peuple orthodoxe parlant des dialectes méridionaux du russe.

---

*and society on the Black sea steppe, 1500-1700*, Londres, Routledge, 2007, p. 135-141. Владимир Павлович Загоровский, *Изюмская черта*, Воронеж, Воронеж. гос. ун-т, 1980, p. 28-86.

<sup>365</sup> *Путешествие антиохийского патриарха Макария в Россию в половине XVII в., описанное его сыном, архидиаконом Павлом Алеппски*, trad. par G. Mourkos, Saint-Pétersbourg, Сойкин, 1898, p. 76-78.

Cependant, la proximité économique, ethnique, linguistique et religieuse ne pouvait pas dissimuler la différence radicale qui séparait les structures sociales et politiques de l'hetmanat cosaque et celles de la Moscovie. En emboîtant le pas à d'autres migrants, les Chagarov ne devaient pas ignorer qu'en s'établissant au service du tsar, ils abandonnaient leur statut d'« ukrainiens libres » (*volnye tcherkassy*), selon l'appellation de l'administration moscovite, et devenaient des soldats qui n'avaient guère le droit de disposer d'eux-mêmes<sup>366</sup>. Déjà, le tout premier contact avec le pouvoir moscovite leur montra ce que cela signifiait. Leur nom de famille n'apparaissait pas dans les documents administratifs, ce qui, en quelque sorte, effaçait le lien parental qui les unissait, sans parler de la forme diminutive péjorative que prenaient leurs prénoms sous la plume des podiatchis— usage obligatoire pour les serviteurs de rang inférieur.

En 1676, quatre membres de la famille Chagarov appartenaient au régiment cosaque régulier de Sevsk : « Emelka fils de Timofeï, armé de sabre », son parent « Mikichka fils d'Ignat, dizenier, armé d'arquebuse et de sabre », et ses deux neveux, « Kiriouchka fils de Foma » et « Lazarka fils de Foma<sup>367</sup> ». Ce dernier est le fondateur du lignage qui nous intéresse ici.

### III.2. La mobilité sociale vue par les acteurs historiques

C'est qu'il y a bien de la différence, voyez-vous, entre quelqu'un qui a reçu de l'éducation et un ancien carabinier qui est percepteur.

---

<sup>366</sup> B. Davies, « Vasilii Zotov. A military colonist of the southern frontier », dans Donald Ostrowski et Marshall Poe (dir.), *Portraits of old Russia. Imagined lives of ordinary people, 1300-1725*, Armonk-London, M. E. Sharpe, 2011, p. 92-102.

<sup>367</sup> Le centenaire de 1676 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Д. 13. Л. 29, 30об., 33) est le premier document moscovite où l'on trouve les Chagarov. Il a été publié par A. Rakitine, *Севские служилые люди 1676 г.*, <http://diderix.petergen.com/rgd-s76.htm> (dernière consultation, septembre 2023).

Lazar fils de Foma Chagarov était un cosaque ukrainien instruit et aisé. Les origines et la richesse de Lazar sont démontrées par le fait qu'il possédait un domaine dans le village de Jouravki, non loin de Novgorod-Severski<sup>368</sup>. Entré au service du tsar comme simple soldat dans le régiment de cosaques de Sevsk au début des années 1670, Lazar réapparaît dans les documents du prikase de la Guerre avec le grade de page (*jilets*) en 1687<sup>369</sup>. Cela représentait une promotion fulgurante, qui fait penser que Chagarov bénéficiait de patronage de quelque personnage ukrainien de marque qui avait ses entrées à la Cour moscovite, supposition parfaitement vraisemblable<sup>370</sup>.

À l'été 1687, immédiatement après l'arrestation de l'hetman Ivan Samoïlovitch accusé de haute trahison, le commandant militaire du régiment de Sevsk, le prince Mikhaïl Golitsyne, confia à Lazar une délicate mission de renseignement dans la capitale de l'hetmanat : « S'enquérir sur le nouvel hetman Ivan Stepanovitch Mazepa et sur sa gestion des affaires, sur ce qui se fait à Batourine. » En même temps, Golitsyne avait interdit à Lazar « de se présenter à

---

<sup>368</sup> RGADA. Ф. 1209. Оп. 1. Д. 1089. Л. 21-21об. Aujourd'hui, Jouravka dans l'oblast de Soumy : Владимир Чухно, *История населенных пунктов Украины. Середино-Будский район Сумской области*, Kiev, s. n., 2013, p. 65-66. Sur les sources de richesse de ce milieu cosaque voir Кирилл Александрович Кочегаров, « “Все наши вольности в арендах.” “Оберегательное письмо” против украинского гетмана Ивана Самойловича 1684 г. », dans *Сборник статей по русской истории в честь Александра Ивановича Гамаюнова к его 60-летию от друзей и коллег*, Moscou, Древлехранилище, 2019, p. 178-202.

<sup>369</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 9. Стб. 415. Л. 141-145.

<sup>370</sup> Михаил Киселев, Кирилл Кочегаров et Яков Лазарев, *Патроны, слуги и друзья. Русско-украинские неформальные связи и управление Гетманщиной в 1700-1760-х гг. Исследование и источники*, Екатеринбург, Уральский ун-т, 2022.

l'hetman [...] et d'aller dans les autres villes de Petite Russie pour prendre toutes sortes de renseignements, et à Sevsk pour savoir si Mikhaïl Vassiliev, l'ancien colonel du régiment de Hadiatch, et Grichka Samoïlov sont à Sevsk ou ont été transférés<sup>371</sup> ».

Si le choix de Golitsyne tomba sur Lazar ce fut sans doute parce que celui-ci possédait des contacts dans l'entourage de l'hetman. Loukian Joravko, originaire du même village ukrainien que Lazar, était le gouverneur de la résidence de Mazepa à Batourine<sup>372</sup>. Cependant, le manque d'expérience de Lazar l'empêcha de mener sa mission à bien. Faute d'évaluer correctement la tension de la situation politique à Moscou et l'exacerbation des passions locales qu'elle provoquait, Lazar outrepassa son rôle d'agent secret. Tout d'abord, il commit la bévue de se présenter à l'hetman en tant qu'ambassadeur officiel du prince Golitsyne. Ensuite, malgré l'interdiction de celui-ci, il essaya de s'entretenir avec le fils et le neveu de l'hetman démis, tous deux détenus politiques enfermés à la prison de Sevsk. Un rapport fut immédiatement envoyé à Moscou, au prikase des Ambassades, responsable des relations diplomatiques avec l'hetman des cosaques. Soumis à un interrogatoire, Lazar tenta maladroitement de justifier son acte par la simple curiosité. Selon ses dires, il « voulait seulement voir Mikhaïl et Grichka sans leur adresser la parole<sup>373</sup> ». Mais en vain. « Pour ces agissements », le prikase

---

<sup>371</sup> « [...] проведат про новобранаго гетмана про Ивана Степановича Мазепу и о ево гетманском поведении, что у него в Батурине делаеца, а обявливотца де ему гетману он боярин и воевода [...] не велел ; да и в ыные малоросииские городаы для проведываня всяких ведомостей, да в Севеск для проведыванья про бывшего гадицкого полковника про Михаила Василева да про Гришку Самоилова в Севску л они или из Севска куды взяты. » Interrogatoire de Lazar Chagarov, 23 septembre 1687 г. (RGADA. Ф. 210. Оп. 9. Стб. 415. Л. 141-145).

<sup>372</sup> В. Чухно, *История населенных пунктов Украины*, *op. cit.*, p. 65-66.

<sup>373</sup> « С Михаилом и з Гришком видетца он Лазар хотел собою толко бы их посмотрит а ничего с ними не говорить. » Interrogatoire de Lazar, *doc. cit.*

des Ambassades le condamna à la bastonnade, et ordonna sa dégradation<sup>374</sup>. Du jour au lendemain, les bénéfiques de près de dix ans de service furent annihilés !

Dans cette situation Lazar commit un acte désespéré. Il essaya d'exploiter le fait qu'au prikase des Ambassades on ne connaissait pas son grade d'origine, car cette information était du ressort du prikase de la Guerre. Lazar déclara que « son arrière-grand-père, son grand-père et son père figuraient sur le rôle des grades de Moscou ». Son naïf mensonge indique qu'il méconnaissait la profondeur des archives moscovites. À cette fable, le diak Vassili Semionov répondit sans sourciller que Lazar « a fraudé, et pour sa requête mensongère, il est ordonné de lui administrer une autre bastonnade sévère afin de décourager quiconque voudrait agir comme lui et essayer de mentir sur ses grades antérieurs<sup>375</sup> ».

À l'époque à laquelle vivait Lazar, les Russes n'avaient pas encore adopté la tradition culturelle de fixer par écrit leurs pensées et sentiments personnels, de sorte que nous ne pouvons que deviner quel était son état d'esprit à ce moment critique. Un de ses compatriotes, Gavriil Dobrynine, auteur de mémoires bien connus, décrivait ses émotions dans une situation similaire une centaine d'années plus tard : « Après tout cela, je me laissais assaillir par la même interrogation alarmante venue de profondeurs inconnues : Que suis-je à présent ? Et que va-t-il advenir de moi ? Et où se trouve mon pain quotidien ?<sup>376</sup> » À en juger par la

---

<sup>374</sup> Note marginale (décision) du diak du prikase des Ambassades, 1 octobre 1687 (RGADA. Ф. 210. Оп. 9. Стб. 415. Л. 139об.).

<sup>375</sup> « [...] и то он затеял воровски, и за то ево ложное челобите велено ему учинить другое наказане бить батоги нещадно, чтоб впред иным так неповадно было затевать и прежних своих чинов таить. » Charte du 23 octobre 1687 (RGADA. Ф. 210. Оп. 9Е. Стб. 340. Л. 272).

<sup>376</sup> « За всем тем я, против воли моей, всегда тревожился неведомо откуда происходившим вопросом: что я теперь ? и что буду впредь ? и где мой хлеб насущный ? » Гавриил Добрынин, *Истинное повествование или Жизнь Гавриила Добрынина, прожившего 72 г. 2 м. и 20 дней, им самим писанная в*

conduite ultérieure de Lazar, il s'est posé les mêmes questions. Il pouvait aisément mesurer l'ampleur de sa chute. Avec son grade de page, il avait été au seuil de la gentilhommerie moscovite. Mais à présent, il se retrouvait au grade non privilégié de cosaque et avait perdu pour longtemps, sinon pour toujours, la possibilité de mériter une promotion, puisque les rôles conservés au prikase de la Guerre gardaient la mémoire de sa disgrâce<sup>377</sup>.

Certes, rien ne l'empêchait de continuer à servir tranquillement dans un régiment de cosaques, à l'instar de son oncle Nikifor<sup>378</sup>. Mais il semble que cette perspective ne le réjouissait guère. Que pouvait-il encore entreprendre ? Partir pour l'Ukraine, où il possédait encore sa propriété dans le village de Jouravki ? Mais l'hetman Mazepa aurait désapprouvé sa fuite du service du tsar. Se faire enrôler comme faubourien taillable (sg. *posadski tchelovek*) dans la ville de Sevsk ? Mais, d'une part, le voïvode ne l'aurait peut-être pas autorisé à quitter le régiment<sup>379</sup>. Et d'autre part, la condition de faubourien n'avait rien d'attrayant au vu de la médiocrité du commerce local, sans compter la taille et les corvées qui accablaient les citoyens<sup>380</sup>.

---

*Могилеве и в Витебске, 1752-1823, в трех частях*, Saint-Pétersbourg, Головин, 1872, p. 133.

<sup>377</sup> « [...] и та выписка в московском большом столе у жилецкого списка вклеена в столп всяких дел. » RGADA. Ф. 210. Оп. 9Е. Стб. 340. Л. 272.

<sup>378</sup> Nikifor fils d'Ignat, l'oncle de Lazar Chagarov (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Д. 13. Л. 29-33 ; Д. 32. Л. 6об., 411об.).

<sup>379</sup> Théoriquement, les voïvodes de Sevsk devaient exiger des candidats, lors de leur admission au grade de faubouriens, la preuve qu'ils étaient libres du service militaire. Voir les matériaux sur l'admission d'itinérants libres au faubourg de Sevsk en 1685-1689 (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Д. 20. Л. 489-492). Documents publiés par A. Rakitine sur <http://diderix.petergen.com/rgd-1685.htm> (dernière consultation, septembre 2023).

<sup>380</sup> Михаил Борисович Булгаков, *Государственные службы посадских людей в XVII веке*, Moscou, ИРИ РАН, 2004 ; Андрей Владимирович Демкин,

La troisième option était d'obtenir le grade de podiatchi. À Sevsk, Lazar ne pouvait manquer d'observer que toute personne instruite, comme c'était le cas des Chagarov, pouvait apprendre auprès des écrivains publics travaillant sur la place de marché les formules contractuelles et la langue des prikases et ainsi s'ouvrir la possibilité d'obtenir le grade de podiatchi<sup>381</sup>. Pour cela, il fallait pendant un certain temps travailler gratuitement à la chambre territoriale du prikase de la Guerre (autrement dit, au bureau du voïvode de Sevsk). Deux membres de sa famille avaient déjà quitté les rangs des cosaques de cette façon. La carrière de son frère Kiril n'avança pas au-delà de la condition d'écrivain public, ce qui n'était guère mieux que l'état de cosaque<sup>382</sup>. En revanche, l'exemple d'Emelian Chagarov devait lui sembler plus intéressant. Celui-ci reçut le grade de podiatchi au bureau du voïvode et obtint des appointements théoriques élevés<sup>383</sup>. Pour tenter sa chance Lazar n'avait pas besoin d'aller à Moscou (ce qu'il devait redouter dans sa situation) car les voïvodes de Sevsk avaient l'habitude d'octroyer eux-mêmes le grade de podiatchi. Or, le voïvode Semione Nepliouev, qui avait dû interroger et punir Lazar, ne nourrissait pas de sentiment personnel hostile à son égard.

Ainsi, Lazar savait que la possibilité de devenir podiatchi à Sevsk était bien réelle. Cette perspective lui semblait-elle attrayante pour autant ? Il faut penser que c'était le cas. Comparées au service dans un régiment de cosaques, les obligations d'un podiatchi étaient moins lourdes et moins dangereuses et, si l'on

---

*Городское предпринимательство в России на рубеже XVII-XVIII веков, Moscou, ИРИ РАН, 2001, p. 78-89.*

<sup>381</sup> La Petite Russie devançait la Russie en matière de diffusion de l'alphabétisation. Paul d'Alep a noté au cours de son voyage : « Dans tout le pays des Russes, c'est-à-dire des Cosaques, nous avons remarqué une belle particularité qui a suscité notre surprise : tous, sauf un petit nombre d'entre eux, et même la plupart de leurs femmes et de leurs filles, savent lire » : *Путешествие антиохийского патриарха Макария, op. cit.*, p. 8.

<sup>382</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 20. Д. 13. Л. 29-33.

<sup>383</sup> *Ibid.* Л. 430, 446.



s'y prenait bien, pouvaient devenir profitables. Les podiatchis de Sevsk jouissaient d'une plus grande estime que les cosaques de troupe, ce dont Lazar put juger d'après les documents de contrôle : dans les rôles, les podiatchis de Sevsk figuraient au-dessus des cosaques et étaient désignés par leur nom de baptême cité en entier et accompagné du nom de famille<sup>384</sup>. D'un autre côté, au XVII<sup>e</sup> siècle, l'activité des podiatchis était considérée comme du « travail » (*rabota*), c'est-à-dire du labeur manuel. Nous verrons plus loin que les contemporains étaient sensibles à cette nuance défavorable. Mais il est très probable qu'elle n'ait pas beaucoup troublé Lazar dans la mesure où, en pratique, les podiatchis de province avaient accès aux mêmes privilèges matériels que les grades supérieurs, qui ne touchaient pas au « travail » et se consacraient exclusivement au « service du souverain ». Enfin, il ne pouvait pas échapper à Lazar que de nombreux cosaques et mousquetaires optaient pour le grade de podiatchis<sup>385</sup>. Et même les cadets de province (pl. *deti boïarskie*), un grade militaire supérieur au cosaque, suivaient parfois le même parcours pour accéder à la gentilhommerie<sup>386</sup>.

En 1689, le voïvode Nepliouev conféra à Lazar le grade de podiatchi à la chambre territoriale du prikase de la Guerre à Sevsk et lui octroya aussitôt des appointements plutôt élevés, comme s'il reconnaissait que Lazar avait subi un

---

<sup>384</sup> Les podiatchis ne bénéficiaient pas de ce privilège dans toutes les villes de province : Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, Moscou, Наука, 1987, p. 82.

<sup>385</sup> Dans les villes du sud-ouest de la Russie, la principale source de recrutement des podiatchis était les grades militaires inférieurs non-héréditaires. *Ibid.*, p. 67-69.

<sup>386</sup> En 1672 le cadet de province de Belgorod Ivan Tolkotchiov fut nommé podiatchi au bureau du voïvode de Belgorod. Vingt-six ans plus tard, ayant mérité le grade de podiatchi supérieur, il devint gentilhomme du choix dans la même ville (RGADA. Ф210. Оп. 20. Д. 79).



châtiment disproportionné<sup>387</sup>. On pense généralement que les podiatchis avaient besoin de plusieurs années d'apprentissage avant d'acquérir des compétences nécessaires. Lazar, quant à lui, se familiarisa avec ses nouvelles fonctions en quelques mois. Dès 1691, il reçut par deux fois des suppléments d'appointement de la part du voïvode et passa dans la catégorie de podiatchi supérieur (*stary*)<sup>388</sup>. S'il l'avait redouté, le risque de susciter le courroux de Moscou se dissipa vite. En 1692, il n'hésita pas à aller en personne présenter une requête au prikase de la Guerre, demandant qu'on lui confie la gestion des dossiers concernant les affaires de vol et de brigandage à Sevsk. Avec son aplomb habituel, il fit valoir que : « Moi qui suis votre serviteur, je ne suis pas gratifié pour mes services et mon travail de bureau et moi qui suis votre serviteur, je ne suis pas traité à l'égal de mes camarades ». Le prikase accepta<sup>389</sup>. En 1693 Lazar devint receveur des revenus extraordinaires<sup>390</sup>. En jargon administratif, la fonction de trésorier receveur s'appelait « siéger auprès des recettes ». Cela signifiait que Lazar était devenu, aux yeux de la population locale, l'un des personnages les plus influents de l'administration à Sevsk.

Pendant ses dix dernières années de service, Lazar profita des occasions de s'enrichir que lui procurait sa position officielle à la chambre territoriale du prikase de la Guerre. Cependant, de toute évidence, il n'était pas intéressé par la richesse pour elle-même : il visait l'obtention d'un grade dans la gentilhommerie. À ses yeux, ce n'était pas un projet chimérique étant donné sa position dans l'élite

---

<sup>387</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 20. Д. 14. Д. 430. Lazar fut inscrit pour 15 roubles d'appointements théoriques.

<sup>388</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 23. Д. 12. Л. 286-319.

<sup>389</sup> « За мои холопа вашего службишки и за приказную работишку ничем я холоп ваш не взыскан и перед своею братею всем оскорблен. » Requête de Lazar et oukase du prikase de la Guerre, avril 1692 (RGADA. Ф. 210. Оп. 9. Стб. 43. Л. 46-47об.). À en juger par l'absence de plis sur le papier, la requête a été écrite sur place.

<sup>390</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 59. Л. 369об.

économique des podiatchis de Sevsk ainsi que son passé dans le service militaire. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les grandes familles de podiatchis de Sevsk entretenaient des liens étroits avec la corporation de la gentilhommerie (*gorod*) de la ville de Starodoub. Des exemples sont connus de pères servant avec la ville ou comme « gentilshommes choisis » (*vybor*) à Starodoub pendant que leurs fils étaient podiatchis à Sevsk. Il existait des cas d'inscription de podiatchis dans la gentilhommerie, avec quelquefois l'autorisation de continuer à « siéger aux affaires » de bureau<sup>391</sup>.

Hélas, cette fois les projets de Lazar furent contrariés par le diak Artemi Voznitsyne, un homme aussi irascible qu'influent. Des envieux saisirent l'occasion de son séjour à Sevsk pour accuser Lazar d'avoir « affermé la recette » de la chambre territoriale. Cela signifiait que Lazar utilisait les moyens du Trésor comme une banque privée, pratique strictement interdite<sup>392</sup>. Lazar réussit à éviter une enquête, mais ses relations avec le prikase de la Guerre et avec le voïvode de Sevsk en pâtirent. Il en résulta que « le voïvode, fâché, ne l'inscrivit pas sur le rôle des gentilshommes de Starodoub<sup>393</sup> ». C'est en connaissance de cause que Nikolaï Gogol fit remarquer à propos du parvenu Tchitchikov que « même dans un trou perdu de province, il faut des protections ».

---

<sup>391</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 5об., 367об., 373об., 417об., 485. Une pratique similaire existait pour les podiatchis des autres villes : à la fin du siècle, ils avaient obtenu un privilège qui n'avait auparavant appartenu qu'aux podiatchis de Moscou : Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России*, *op. cit.*, p. 80-81.

<sup>392</sup> L'oukase du 27 juin 1669. *Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825*, Санкт-Петербург, тип. II отд. собств. канц. ЕИВ, 1830, vol. 1, n° 454, p. 825 ; Ольга Владимировна Новохатко, *Разряд в 185 году*, Moscou, Памятники исторической мысли, 2007, p. 514-557.

<sup>393</sup> « Зассоря, он, воевода, в розборной списак по Старадубу [его] не написал. » RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53. Л. 9. Le voïvode S. P. Neledinski-Meletski.

Soulignons que Lazar semble ne pas avoir cherché à intégrer un prikase moscovite, une pratique courante qui promettait une élévation au grade de diak<sup>394</sup>. Comme nous verrons, cela résultait du fait que Lazar et ses descendants avaient noué des liens économiques et personnels très étroits à Sevsk et ne voulaient pas quitter cette ville.

Lazar est mort en janvier 1702, moins de trois ans après son conflit avec le diak Voznitsyne<sup>395</sup>. Il n'avait pas réussi à mener à bien son projet d'accéder à la gentilhommerie. Nous pouvons toutefois supposer qu'au seuil de la mort, il a contemplé, non sans une certaine satisfaction, son parcours d'intégration dans la société moscovite. Il est certain que, formellement, les podiatchis de province se trouvaient presque sur les derniers échelons de la hiérarchie de service. Cependant, la considération et la situation matérielle dont pouvait jouir un podiatchi dépendaient, d'une part, du milieu socio-économique régional dans lequel il évoluait et, d'autre part, de la capacité de chacun à utiliser les moyens qui s'y trouvaient. Nous avons vu que, sous le règne de Pierre le Grand, des circonstances particulières firent de Sevsk une sorte de jardin d'Eden pour les podiatchis, et Lazar fut l'un de ceux qui en cueillirent les meilleurs fruits. À la différence de Moltchaline, le personnage d'Aleksandr Griboïedov dans *Le Malheur d'avoir trop d'esprit*, qui vivait à Moscou et à qui la « bassesse de son rang » faisait sentir la nécessité de « dépendre des autres », Lazar Chagarov, malgré son rang subalterne, occupait une position très influente dans le microcosme local. Cependant, pour comprendre comment les Chagarov atteignirent une position aussi favorable, nous devons abandonner l'observation de leur carrière et nous tourner vers les sources susceptibles d'éclairer la vie et les activités de Lazar et de ses fils en dehors du service.

---

<sup>394</sup> Н. Демидова, Служилая бюрократия в России, op. cit., p. 58-59.

<sup>395</sup> Entre le 8 janvier et le 5 février 1702 г. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905. Д. 52-52об., 387об.-388.

### III.3. La polyvalence, gage de prospérité

Sans argent, il n'y a plus que des manants.

Guy de Maupassant, *Une vie*

Étant donné la politique peu généreuse du gouvernement moscovite pour la rémunération du travail de la « bureaucratie » provinciale, les podiatchis qui se contentaient du salaire octroyé par le tsar devaient mener une existence vraiment misérable. Avec la meilleure volonté du monde, Lazar Chagarov, comme tous les podiatchis de Sevsk, n'aurait jamais pu estimer que les appointements seraient pour lui un viatique. En douze ans de service, il n'a été payé qu'à deux reprises et à chaque fois pour la valeur du quart de ses appointements, qui atteignirent en 1694 la somme de 40 roubles<sup>396</sup>. Octroyée pour des « services exceptionnels » l'augmentation était symbolique et avait pour principale fonction de signifier sa position élevée au bureau du voïvode<sup>397</sup>.

Les « cadeaux » n'étaient pas non plus la source de revenu principale pour Lazar. Son aisance matérielle provenait pour l'essentiel du commerce, à l'instar de nombreux autres podiatchis (comme on l'a vu dans le chapitre précédent) et aussi de cosaques de Sevsk dont la plupart « se livraient au négoce<sup>398</sup> ». Lorsqu'il était encore cosaque, Lazar n'appartenait pas à la couche la plus pauvre des serviteurs militaires qui trouvaient leurs moyens de subsistance dans le travail agricole. En 1683, il investit la somme considérable de 251 roubles dans la

---

<sup>396</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 59. Л. 487.

<sup>397</sup> « А впредь иным не в обрзоец » (RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 23. Д. 12. Л. 317).

<sup>398</sup> Ainsi, en 1682, quand les soldats de Sevsk durent prêter serment de fidélité au nouveau tsar, les cinquanteniers soumièrent une liste de cosaques qui « s'étaient absentés pour se livrer au négoce » : registre de serments publié par A. Rakitine, fol. 926 (<http://diderix.petergen.com/rgd-kr82.htm>, dernière consultation, septembre 2023).

construction d'un moulin à eau sur la rivière Pritchijka. Avec l'aide d'un compagnon originaire du lieu, Fiodor Deviatnine, il trouva un terrain idéalement placé pour l'établissement d'une meunerie, ni trop loin ni trop près de la grande route, entre deux villages peuplés<sup>399</sup>. Évalués prudemment, les revenus d'une telle entreprise devaient représenter pas moins de 100 roubles par an et pouvaient même dépasser sensiblement cette somme<sup>400</sup>. Il faut ajouter à cela qu'une pêcherie et une distillerie comptant trois chaudrons étaient installées près du moulin.

Sur les deux générations suivantes, cet esprit d'entreprise, qui ne fit que se développer, continua à assurer l'aisance matérielle de la famille. Pas plus tard qu'en 1701, les fils aînés de Lazar, Grigori et Vassili, décidèrent de prendre leur indépendance. Selon l'expression de leur père, indigné par leur conduite irrespectueuse, ils « avaient quitté la maison en cachette en emportant beaucoup de ses affaires et avaient fondé un foyer et des entreprises à grands frais et commencé à vivre de leur côté<sup>401</sup> ». Après la mort de Lazar, ses trois fils issus de deux mariages trouvèrent un accord à l'amiable sur la possession en commun des biens de leur père<sup>402</sup>. Peu après, ils reçurent en héritage, construisirent et achetèrent de nouveaux moulins et distilleries qui leur assurèrent de bons revenus.

Naturellement, il fallait de la main-d'œuvre pour travailler dans les moulins, les distilleries et les boutiques. Or, en raison de leur statut de cosaques et puis de podiatchis les Chagarov ne pouvaient pas recevoir du tsar des terres

---

<sup>399</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 59. Л. 168-168об. Aujourd'hui, dans le district Komaritchi de la région de Briansk, existe un territoire composé de trois agglomérations, le village de Pritchij, la bourgade Les Étangs (*Proudki*) et le hameau des Chagarov (*Chagarovka*).

<sup>400</sup> Mon évaluation s'appuie sur la base de données réunies par М. Булгаков, *Государственные службы посадских*, *op. cit.*, p. 226-228.

<sup>401</sup> « Отошли от меня из дому моего утайкою, побрав многие мои пожитки и построили себе двор и заводы во многие деньги и начели жить особе. » Testament de Lazar Chagarov, RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905. Л. 387об.-388.

<sup>402</sup> Acte de partage, RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905. Л. 82-83об.

habitées par des paysans (privège réservé à la gentilhommerie). Le meilleur moyen de se procurer de la main-d'œuvre abordable était de signer un « contrat de domesticité » avec un débiteur qui avait contracté une dette auprès d'eux et ne pouvait pas rembourser, ou un ouvrier à qui ils payaient ses gages sous forme d'avance. Sur la place de Sevsk embaucher un travailleur coûtait de l'ordre d'un rouble d'argent par an. Les Chagarov acquéraient aussi des dépendants. En 1702, Vassili acheta à un cosaque de passage une « prisonnière suédoise du nom de Maria » et son fils en bas âge pour la somme vraiment modique d'un rouble<sup>403</sup>. En règle générale le prix des « gens » était plus élevé<sup>404</sup>.

Pour l'essentiel, la main-d'œuvre réunie par les frères Chagarov était utilisée pour la production et le commerce de la vodka, l'une des branches de l'économie russe les plus lucratives. Les céréales cultivées sur leurs terres étaient distillées dans leurs fabriques qui approvisionnaient en alcool les chambres des Boissons de Sevsk et des autres districts, et jusqu'à Saint-Pétersbourg. En 1719, Vassili, fils de Lazar, avec deux compagnons, citadins de Sevsk, livrèrent dans la capitale 297 barils « d'eau-de-vie simple et d'eau-de-vie double » pour une valeur approximative de 8 880 roubles. D'après l'unique registre de la chambre des Boissons de Sevsk aujourd'hui conservé, en 1723 les Chagarov ont livré 1 177 « seaux » d'eau-de-vie pour la somme de 679 roubles<sup>405</sup>. Les Chagarov ne se contentaient pas de leur propre production et mettaient à profit leurs liens avec la Petite Russie, où ils achetaient des céréales et de l'eau-de-vie à bon marché qu'ils revendaient ensuite en Russie. En 1726, Ivan, un petit fils de Lazar, a pu livrer

---

<sup>403</sup> *Ibid.* Л. 80-80об.

<sup>404</sup> Exemple des actes des Chagarov : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9913. Л. 377 (l'achat d'un fils de paysan, 15 roubles) ; Д. 9916. Л. 48 (l'achat d'une fille de paysan, 8 roubles) ; Д. 9918. Л. 85 (cessions de droits pour une veuve serve avec ses deux filles, contre une dette de 20 roubles).

<sup>405</sup> Contrat de transport (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9927. Л. 158об.-159об.). Livre de l'enregistrement (RGADA. Ф. 1417. Оп. 1. Д. 4. Л. 423об. Л. 424, 425об., 426).

ainsi 5 000 seaux d'alcool pour 2 075 roubles à la chambre des Boissons de Kalouga<sup>406</sup>.

À l'occasion, les Chagarov plaçaient leur capital dans des contrats de fourniture gouvernementaux et dans l'affermage de taxes. Il a déjà été mentionné que, en 1704, Vassili avec son associé le gentilhomme Fedosseï Kremeniov ont affermé le marché aux chevaux à Sevsk pendant deux années pour le prix de 531 roubles. En 1720, le même Vassili investit 2 700 roubles dans l'achat d'un stock de salpêtre pour fournir les armées du tsar<sup>407</sup>. Toutes ces opérations leur rapportaient des centaines, puis des milliers de roubles par an au fur et à mesure de leur expansion. En 1727, Grigori, fils de Lazar, livra à Saint-Pétersbourg 2 000 seaux d'alcool pour 2 784 roubles ; en 1734, il obtint le marché de livraison à la capitale de 11 000 seaux pour plus de 10 000 roubles ; en 1736, il livra 16 620 seaux « d'eau-de-vie simple » pour 11 000 roubles<sup>408</sup>. On le voit, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Lazar Chagarov avait constitué à Sevsk et dans son district une solide base économique. Ses fils l'élargirent et la consolidèrent.

L'exemple des Chagarov est particulièrement intéressant en ce qu'il montre, de quelle manière l'aisance pécuniaire facilitait la carrière dans le service du tsar et comment le service permettait de s'enrichir. D'une part, la situation de Lazar au bureau du voïvode n'aurait pas pu débiter par le poste avantageux de receveur s'il n'avait pas été relativement riche avant de devenir podiatchi. Il était d'usage d'affecter des « gens de bien et solvables » à des postes impliquant la manipulation de fonds du Trésor car, en cas de déficit, le receveur devait être en mesure de combler la différence sur ses propres deniers. Pendant les années 1690, à Sevsk, ne travaillaient « auprès de l'argent » que des représentants des familles

---

<sup>406</sup> Contrat de livraison (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9945. Л. 12-13об.).

<sup>407</sup> Contrat d'affermage (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9913. Л. 194-194об.). Lettre de Vassili Chagarov à son compagnon, résident de Kursk Andreï Skorniakov (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9928. Л. 155об.-156).

<sup>408</sup> RGADA. Ф. 265. Оп. 1. Кн. 64, n° 37. Л. 61об.-62 ; RGADA. Ф. 265. Оп. 1. Кн. 89, n° 475. Л. 206-206об., 234об., 409об., 425.



aisées de podiatchis : les Korobov et les Chagarov. D'autre part, le grade de podiatchi plaça Lazar et ses fils dans une situation avantageuse pour faire du commerce. Tout d'abord, en tant que podiatchis, ils furent affranchis de la taille et des corvées, ce qui les distinguait des simples citoyens. Ensuite, le travail au bureau du voïvode leur permit de se rapprocher des représentants du pouvoir local, dont la protection s'avéra plusieurs fois indispensable. Par exemple, lorsque Lazar perdit son droit de propriété sur le moulin de la Pritchijka, les bourgmestres du canton Komaritchi l'aidèrent à le recouvrer. En effet, un oukase du tsar avait transféré aux paysans de la couronne les titres de propriété de tous les moulins bâtis à Komaritchi. Les bénéficiaires étaient alors censés rembourser à Lazar le prix de son moulin, mais n'ont pas obtempéré. Il leur fit un procès devant une cour de Moscou, sans que l'affaire pût être tranchée. Alors, en 1701 les bourgmestres vinrent à son aide en adoptant par eux-mêmes la décision de conserver la possession du moulin à Lazar, jusqu'à ce qu'il eût été remboursé de ses investissements<sup>409</sup>. La proximité de Lazar avec les autorités concernait également les voïvodes. Lazar n'a pas eu à acheter ses échoppes et ses entrepôts sur le marché de Sevsk : des voïvodes bien intentionnés à son égard le gratifièrent avec le droit d'installer plusieurs boutiques. Il possédait ainsi une friperie, une boucherie, une droguerie-mercerie<sup>410</sup>.

La formule gagnante de podiatchi-entrepreneur n'était pas unique à Lazar. Comme nous l'avons vu, tous les podiatchis et une grande partie des écrivains publics de Sevsk l'utilisaient. Des cas similaires sont connus dans d'autres villes<sup>411</sup>. Cependant, les Chagarov étaient, pour ainsi dire, les « hommes

---

<sup>409</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 59, 168-168об. ; Ф. 210. Оп. 6Ж. Кн. 33. Л. 134об.-135об.

<sup>410</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 59. Л. 12, 83об., 90об.-91 ; RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905, Л. 52-52об., 387об.-388.

<sup>411</sup> С. Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в., op. cit.*, p. 318-364 ; Николай Николаевич Петрухинцев, « Маленький человек в тисках большой эпохи », *Родина*, n° 9, 2013, p. 58-63 ; Наталья Вадимовна



d'affaires » qui avaient le mieux réussi à Sevsk. Leur alliance matrimoniale avec les Cheremetsov, une famille de marchands éminente, le confirme<sup>412</sup>.

### III.4. Le crédit comme instrument d'influence sociale

Il denaro glielo avrebbe anticipato lei fino al suo ritorno. Si fidava, e se proprio lo voleva, per non sentirsi obbligato, gli avrebbe poi pagato l'interesse del cinque per cento come è uso tra gente per bene.

Mario Rigoni Stern, *Storia di Tönle*

Nombreux furent les habitants de Sevsk, du canton Komaritchi, du district de Rylsk et de quelques territoires voisins qui, sachant que la famille Chagarov était fortunée, empruntèrent de l'argent à Grigori, Vassili et Ivan, fils de Lazar. Selon les conceptions de l'époque, en acceptant de l'argent d'un créancier, tout débiteur prenait sur lui l'obligation de soutenir ce dernier en cas de besoin, tout comme étaient censés le faire la parentèle, les domestiques et les amis. Cette conception des relations interpersonnelles est clairement formulée, par exemple, dans ce rapport envoyé au tsar par le voïvode de la ville de Souzdal en 1666 à propos de la

---

Козлова, « Гость, дьяк, металлзаводчик Кузьма Семенович Борин и его потомки. К вопросу об устойчивости промышленных династий в России петровского времени », *Российская история*, n° 4, 2014, p. 112-125 ; Михаил Александрович Киселев, « Дом, который построил Гобов. К истории повседневности жителей горнозаводского Урала 1720-х гг. », dans *Десятые татищевские чтения. Всероссийская научно-практическая конференция (Екатеринбург, 21-22 ноября 2013 г.). Материалы*, Екатеринбург, Изд-во УМЦ УПИ, 2013, p. 87-91.

<sup>412</sup> Dans un acte de 1705 Vassili Kondratevitch Cheremetsov est désigné comme l'oncle de Vassili Lazarevitch Chagarov. Lazar était donc marié à une Cheremetsova (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9916. Л. 148-148об.).

désobéissance du syndic des habitants, lorsque ce dernier et son frère « assemblent chez eux des citoyens de Souzdal : leurs parents, amis, dépendants (pl. *khleboejtsy*) et débiteurs, et tiennent conseil avec ces gens<sup>413</sup> ». Le terme *khleboejets* signifiait littéralement « celui qui mange ton pain »—un équivalent exact d'un terme qui existait dans la langue espagnole de la même époque : *paniguado*. Cette conception russe de la dette ne se distinguait pas de celle que Bartolomé Clavero a décrit pour l'Europe catholique, où la relation de crédit créait entre les parties un lien fondé sur l'entraide (ou sur la simple intention de s'entraider) et proche de l'amitié<sup>414</sup>. Ainsi, les opérations de crédit et la position sociale furent étroitement liés, et si nous voulons évaluer le rôle de l'influence sociale dans la mobilité ascendante des Chagarov, nous ne pouvons pas ignorer leur propension évidente à prêter.

En effet, à Sevsk, il n'y avait pas de plus grands prêteurs que les Chagarov. Ils semblaient agir selon le verset : « Donne à quiconque te demande » (Luc 6.30). Mais en ont-ils respecté la seconde partie qui ordonne « et ne redemande pas à celui qui enlève ce qui est à toi » ? Nous n'avons pas pu trouver de documents prouvant le remboursement des prêts, ni d'ailleurs de procès que les Chagarov auraient intentés contre des débiteurs défaillants. Notons toutefois que l'absence de documents de ce type ne prouve rien, dans la mesure où les fonds d'archives sont lacunaires. Il y a pire : les sources ne permettent même pas d'établir sans équivoque si les Chagarov prenaient des intérêts sur les prêts. On sait bien que le prêt à intérêt n'était pas condamné de façon très ferme en Moscovie, pas même par le clergé<sup>415</sup>. Toutefois, l'Établissement de 1649 (chap.

---

<sup>413</sup> « Призывали к себе в дом суздальцев посадских людей родичей своих, и друзей, и хлебоежцев, и должников и с теми людьми советовались. » Cité par М. Булгаков, *Государственные службы посадских*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>414</sup> Bartolomé Clavero, *Antidora. Antropología católica de la economía moderna*, Milano, Giuffrè Editore, 1991.

<sup>415</sup> Вениамин Владимирович Симонов, *Церковь - общество - хозяйство*, Moscou, Наука, 2005, p. 288-289 ; Данила Евгеньевич Расков, « Дискуссии о

X, art. 255) interdit la collecte des intérêts et, en conséquence, cette pratique est alors devenue clandestine. Les actes de prêt dressés entre 1649 et 1733 se présentent dans l'ensemble comme un véritable casse-tête pour les historiens puisqu'ils ne mentionnent pas l'intérêt, tout en laissant échapper des indices suggérant que la pratique n'avait pas disparu. En 1733, l'impératrice Anna constatait « que nombre de nos sujets [...] paie douze et quinze et vingt pour cent d'intérêt, ce qui ne se fait nulle part ailleurs dans le monde » et déclarait « que le Trésor désormais prêterait aux particuliers au taux de huit pour cent<sup>416</sup> ». Cet oukase impliquait l'annulation de l'interdiction prononcée dans l'Établissement. À partir de cette date, le prêt à intérêt reparaît dans les sources. Mais l'historien de la période précédente n'a presque jamais la possibilité de déterminer où se situe le prêteur qui l'intéresse entre Shylock et le Bon Samaritain.

En ce qui concerne les autres conditions de prêt, les Chagarov ont longtemps évité les prêts sur gage, préférant le prêt avec caution. Ce n'est que dans les années 1720, lorsqu'ils se sont intéressés à la constitution d'un domaine foncier, qu'ils ont commencé à prêter de l'argent contre un gage de terre et/ou des serfs<sup>417</sup>. Certains de ces prêts gagés étaient d'ailleurs des ventes dissimulées<sup>418</sup>. Comme nous l'avons mentionné, les frères Chagarov ne répugnaient pas à accorder des prêts contre ce qu'on appelait des « contrats de domesticité », qui

---

проценте у староверов », *Христианское чтение. Научно-богословский журнал*, vol. 35, n° 4, 2010, p. 85-88.

<sup>416</sup> L'oukase du 8 janvier 1733 : *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 9, n° 6300, p. 6.

<sup>417</sup> RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9928. Л. 9об. ; Д. 9934. Л. 180Аоб. ; Д. 9938. Л. 67об. ; Д. 9938. Л. 142об. ; Д. 9941. Л. 14об., 19, 29, 30, 33об., 85.

<sup>418</sup> Ainsi, le panetier Afrossimov a gagé son domaine a Gregori, fils de Lazar, pour deux jours contre 672 roubles. Sept mois plus tard, Chagarov « emprunte » une somme identique au prince Menchikov en échange de l'acte de prêt gagé d'Afrossimov (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9941. Л. 48-49 ; Д. 9946. Л. 159об.-160 ; Ф. 396. Оп. 2. Д. 3547. Л. 387об.-389).

obligeaient les débiteurs à rembourser leur prêt par le travail, dont le créancier était libre de définir la nature et le lieu d'exercice<sup>419</sup>.

En général, les délais de remboursement étaient courts, allant d'une semaine à six mois et pouvant s'étirer jusqu'à un an au plus<sup>420</sup>. Les « contrats de domesticité », en revanche, étaient des prêts à long terme. Les prêts concernaient toutes sortes de sommes, de 50 kopeks à 1 000 roubles. Chaque frère avait son style personnel. Toute sa vie, Ivan, le fils cadet de Lazar, prêta des sommes inférieures à 20 roubles. Comme lui, ses frères aînés commencèrent par de petites sommes mais à partir des années 1710, ils augmentèrent l'ampleur de leurs opérations. La somme moyenne des prêts accordés par Vassili dépassait 50 roubles, et ceux de Grigori, 80 roubles.

Fait notable, un grand nombre de leurs débiteurs firent appel à eux plusieurs fois et recommandèrent leurs services à leur famille et à leurs voisins. Aussi, même en supposant que les frères Chagarov aient pratiqué l'usure, cela dénote-t-il qu'ils respectaient les normes généralement acceptées. Sinon, on ne pourrait comprendre leur popularité face aux autres prêteurs qui étaient nombreux à Sevsk, comme on l'a vu dans le chapitre précédent.

Les livres de l'enregistrement de la ville de Sevsk pour les années 1701-1726 contiennent en tout 230 entrées faisant état de prêts consentis par Grigori, Vassili et Ivan. Dans ces documents sont indiqués quelque 800 noms de débiteurs, en ne comptant que les chefs de famille. Parmi les débiteurs, on trouve près de 500 paysans originaires de 50 hameaux et villages du canton Komaritchi, ainsi qu'une communauté entière de postillons (162 personnes) et près de 140 personnes appartenant à divers groupes sociaux : cosaques, faubouriens, popes,

---

<sup>419</sup> RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9905. Л. 45 ; Д. 9906, Л. 27, 51, 69, 105, 149, 157, 159, 223 ; Д. 9909. Л. 116, 133 ; Д. 9917. Л. 16об., 87 ; Д. 9918. Л. 70об. ; Д. 9919. Л. 36об., 45, 53 ; Д. 9920. Л. 33об., 47, 48об., 69, 75 ; Д. 9921. Л. 72об. ; Д. 9924. Л. 48.

<sup>420</sup> Les exceptions sont rares, par ex. un prêt pour deux ans à un noble, G. S. Polianski, pour 171 roubles (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9916. Л. 202).

diaks et secrétaires, podiatchis, paysans d'autres districts, intendants de domaines privés, gentilhommes. En moyenne, les trois frères ont enregistré jusqu'à neuf prêts par an, soit deux de plus que l'ensemble des créanciers d'une ville moyenne comme Arzamas<sup>421</sup>. La somme annuelle des prêts enregistrés par les Chagarov s'élevait à des centaines de roubles et dépassait 1 500 roubles certaines années.

Essayons de définir le rôle que jouait l'activité de crédit dans l'économie de la famille Chagarov. En 26 ans, ils ont prêté pas moins de 11 891 roubles. Une somme considérable, à première vue : en moyenne, cela représente jusqu'à 153 roubles par an pour chaque frère. Supposons que ce capital rapportait un intérêt annuel de 20 %, qui avait été typique avant l'interdiction de l'usure prononcée en 1649. Le gain représenterait environ 30 roubles par an. Une telle somme permettait, par exemple, de financer l'achat d'une famille de serfs. Il faut cependant prendre en considération le fait que les Chagarov ne savaient pas à l'avance combien de personnes s'adresseraient à eux dans le courant d'une année, combien d'argent elles emprunteraient, et si elles seraient solvables au bout du compte. Les variations importantes entre les sommes réelles prêtées par les Chagarov d'une année sur l'autre nous permettent, mieux encore que des statistiques moyennes, de comprendre l'imprévisibilité que devait avoir à leurs yeux le crédit comme source de revenus :

*Tableau 2*

*Les prêts des frères Chagarov<sup>422</sup>*

---

<sup>421</sup> La seule autre ville pour laquelle ce type de recherche a été pratiquée :

С. Троицкий, « Заемные книги крепостных контор как источник по истории крестьян в России середины XVIII века. По материалам Арзамасской крепостной конторы », dans *Археографический ежегодник за 1962 год*, Moscou, АН СССР, 1963, p. 269-278. Les données collectées par l'auteur couvrent les années 1739-1755.

<sup>422</sup> Calculé par moi d'après les livres d'enregistrement de Sevsk. Les livres des années 1710, 1715 et 1716 ont disparu. Je n'ai pas pris en compte les prêts de

Année	Somme des prêts (roubles)
1703	145
1704	573
1705	216
1706	141
1707	654
1708	108
1709	44
1711	1 256
1712	514
1713	496
1714	762
1717	0
1718	43
1719	68
1721	419
1722	312
1723	1 605
1724	456
1725	1 898
1726	1 951

Même en prélevant systématiquement un intérêt élevé, ce qui paraît douteux, les Chagarov ne pouvaient pas fonder leur aisance sur une activité aussi instable et, bien qu'admise, aussi peu honorable que l'usure. Il faut en conclure qu'elle n'avait qu'une importance économique secondaire au regard des revenus

---

céréales, six actes au total : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9918. Л. 187 ; Д. 9919. Л. 190об. ; Д. 9923. Л. 72об., 73, 81 ; Д. 9925. Л. 143. Parmi les 230 actes pris en compte, il y en a 18 où le prêt d'argent et associé au prêt de céréales, mais j'ignore cette information.

engendrés par leurs autres entreprises, notamment la vente de l'alcool dont il était question plus haut.

Dans ce cas, pourquoi donc les Chagarov consentaient-ils autant de prêts ? Il est peu probable que le crédit ait été pour eux une marchandise comme une autre que l'on pouvait vendre au premier venu et de préférence au prix le plus élevé. Comme l'écrit Clavero, suivant les conditions du crédit, le débiteur pouvait devenir l'ami ou l'ennemi de son créancier. Pour cette raison, chaque opération de crédit comprenait une part de « politique » en plus de la part financière car la nature des relations avec les inférieurs et les supérieurs sociaux en dépendait. Étant donné leur visibilité dans l'administration locale et la diversité de leurs intérêts commerciaux, les Chagarov ne pouvaient pas négliger ces enjeux.

Citons quelques exemples. Au début de 1706, l'inimitié du diak Voznitsyne envers Lazar provoqua une « grande enquête » (*povalny obysk*) dans le canton Komaritchi. Son but était de découvrir les « ponctions » effectuées par le père et les fils Chagarov parmi les paysans<sup>423</sup>. Or, ils s'étaient acquis des obligés en ayant prêté de l'argent à plus de cent familles des habitants du canton. Au cours de l'année 1706, ils ont prêté à 50 familles supplémentaires dans 30 hameaux et villages. Notons que les prêts accordés aux paysans ne s'accompagnaient jamais de gages et rarement de cautions, c'est-à-dire que les Chagarov ménageaient à ces emprunteurs des conditions très favorables. Le rapport d'enquête montre que de très nombreux habitants de Komaritchi se sont abstenus de témoigner contre eux. On peut supposer que les paysans agissaient ainsi non seulement par manque de confiance dans les autorités ou par peur de représailles de la part des Chagarov, mais aussi par reconnaissance envers ces derniers en tant que leurs créanciers. D'éminents marchands de Sevsk ont

---

<sup>423</sup> Dossier d'enquête suite à une plainte anonyme concernant des prélèvements pratiqués par les podiatchis de Sevsk préposés à la recette des redevances (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 2) ; Dossier d'enquête concernant les dommages infligés aux habitants du canton Komaritchi par les podiatchis de Sevsk Lazar Chagarov et adjoints (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53).

également emprunté auprès les Chagarov, et souvent des sommes importantes. On trouve dans les livres de l'enregistrement, des actes signés par les Zaïtsov, Pribloudov, Perevochtchikov, Khamkine et Dranoï, entre autres. Seuls les Cheremetsov, unis aux Chagarov par les liens de mariage, sont absents de la liste, mais cela ne constitue pas un contre-exemple, puisqu'une simple promesse orale aurait suffi entre parents proches, sans laisser de trace documentaire. Les relations de crédit renforçaient aussi les liens des Chagarov avec leur mère patrie, l'hetmanat cosaque. À Sevsk, un grand nombre de personnes originaires « de villes de Petite Russie » empruntaient de l'argent aux fils de Lazar. Le plus souvent, c'étaient des habitants de Seredina-Bouda, près de Jouravka, le village ukrainien où se trouvaient les terres héréditaires des Chagarov. Pendant les années 1720, lorsque les frères s'acquirent un domaine seigneurial, leurs nouveaux voisins, des gentilhommes dans les districts de Rylsk, Koursk et Poutivl, commencèrent à leur emprunter des sommes. Enfin, certains prêts soulèvent quelque peu le voile sur les relations des frères avec les puissants. Ainsi, un certain Bykov, l'adjoint du voïvode, emprunta 100 roubles aux Chagarov, sans gage ni caution, en 1722<sup>424</sup>. En 1724, ils prêtèrent 220 roubles au « directeur » Nepliouev aux mêmes conditions favorables<sup>425</sup>. Les frères octroyèrent deux prêts sans gage ni caution à des serfs de l'un des personnages les plus influents de Russie, Alekseï Makarov, le secrétaire du Cabinet du tsar, déjà cité, dont le domaine se trouvait dans le voisinage des Chagarov<sup>426</sup>.

Comme on le voit, les Chagarov interprétèrent le dicton « mieux vaut avoir cent amis que cent roubles » à leur façon. Le rôle de gros créanciers que jouèrent les trois frères pendant de nombreuses années fut en même temps l'expression de leur influence dans la société locale et l'instrument de son expansion, tout d'abord à l'échelle du district et puis, comme nous le verrons plus loin, du gouvernorat tout entier.

---

<sup>424</sup> RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9930. Л. 197.

<sup>425</sup> *Ibid.* Д. 9933. Л. 111.

<sup>426</sup> En 1724 et en 1726, 249 roubles au total (*Ibid.* Л. 73 ; Д. 9941. Л. 77).



### III.5. Conduire sa vie à l'abri d'une raison sociale

What's his name ? And birth ?

William Shakespeare, *Cymbeline*

Qui sont vos parents ?

Que faisiez-vous avant 1917 ?

Vladimir Maïakovski, *Jubilée*

À l'époque de Lazar Chagarov, un podiatchi qui œuvrait au bureau du voïvode était bien placé pour conduire en parallèle une activité entrepreneuriale, comme on peut le voir dans les paragraphes précédents. Pour les fils de Lazar, en revanche, la possibilité de « travailler aux affaires du souverain » finit par devenir moins attrayante, compte tenu de l'évolution de la conjoncture générale dans le pays.

Lorsqu'il décida de quitter le service militaire pour devenir podiatchi, Lazar ne pensait pas seulement à lui, mais également à ses fils. Parvenus à l'âge de quinze ou seize ans, Grigori, Vassili et Ivan furent, l'un après l'autre, placés par leur père comme podiatchis au bureau du voïvode de Sevsk<sup>427</sup>. Il obtint pour eux des appointements, ce qui fut un privilège pour les podiatchis en début de carrière qui commençaient le plus souvent comme surnuméraires (sg. *neviorstanny*). Les premières années, ces jeunes gens se formèrent probablement aux écritures et s'acquittèrent de commissions (*posylki*). En 1697, lorsque Lazar

---

<sup>427</sup> RGADA. Ф. 1157. Оп. 1. Д. 20, 2об., 41об., 43, 44 ; Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32, Л. 4, 400об. ; Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 23. Д. 12. Л. 311. L'âge de leur entrée dans le service est conforme à la coutume : Дмитрий Олегович Серов, « В каком возрасте начинали службу подьячие в конце XVII - начале XVIII в. », *Известия Уральского федерального университета. Сер. 2, Гуманитарные науки*, vol. 120, n° 4, 2013, p. 38-46.

devint trésorier, ses trois fils, ainsi que son neveu Stepan, commencèrent à travailler avec lui. Il occupa ce poste, qui engageait sa responsabilité financière mais qui s'avéra lucratif, pendant environ deux ans, même si en règle générale, les trésoriers devaient être remplacés tous les ans. Il ne put y rester encore plus longtemps, en raison de son conflit avec le diak Voznitsyne évoqué plus haut. Lui et ses fils ont dû quitter leurs fonctions au bureau du voïvode—ce qui n'impliquait pas la perte du grade de podiatchi.

Lorsque leur ennemi quitta enfin Sevsk, Lazar avait déjà atteint l'âge de cesser toute activité, mais ses enfants auraient dû reprendre le service. Or ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Imaginons-les à ce stade de leur vie. Ne bénéficiant plus de la protection de leur père, la perspective d'une carrière tranquille et lucrative au bureau du voïvode se brouilla pour eux. Étant donnée l'offre excédentaire de podiatchis à Sevsk, ils auraient eu à courber l'échine jour et nuit en effectuant un travail de bureau « désintéressé » ou de s'acquitter de nombreuses commissions dans la zone de guerre afin d'entrer dans les bonnes grâces d'un voïvode pour espérer obtenir enfin un poste rémunérateur. Certes, les frères Chagarov étaient rompus au travail de bureau depuis l'enfance, mais, sous le patronage de leur père, ils s'étaient habitués à ce que l'activité de podiatchi leur apporte, malgré leur jeunesse, de l'ascendant dans la société locale et des avantages pécuniaires. On peut supposer qu'ils exécraient l'idée de retourner au bureau en qualité de « jeunes podiatchis » ordinaires.

Les frères Chagarov préférèrent plutôt se consacrer à l'expansion des entreprises familiales. Pendant plusieurs années, ils firent des affaires à l'abri de leur grade de podiatchi et en profitant des privilèges attachés à ce statut, mais sans plus accorder un instant aux « affaires du souverain ». Ils devaient leur fortune non pas à la rémunération octroyée par le tsar ni même aux « cadeaux » associés aux fonctions administratives et judiciaires, mais au commerce. « Mais alors, à quoi bon servir ?! », auraient-ils pu s'exclamer, tout comme les parents d'un commissaire territorial apprenant que sa fonction ne lui rapportait qu'un revenu

insignifiant<sup>428</sup>. Il y a tout lieu de penser que les frères Chagarov auraient continué à être des podiatchis fantômes si le chef du royaume de Moscou, qui se transformait sous leurs yeux en empire de Russie, n'avait pas changé les règles du jeu social. La seconde génération de podiatchis-entrepreneurs de la famille Chagarov dut s'adapter à de nouvelles conditions que le fondateur de la dynastie n'avait pas connues.

On était alors au début de la guerre du Nord et le gouvernement de Pierre le Grand levait des conscrits pour compléter son armée. La première vague de recrutements et de revues qui fondait sur toutes les villes gagna Sevsk dès 1700<sup>429</sup>. Pour ces fils de cosaque qui auraient dû rejoindre l'armée, le grade de podiatchi constituait comme un paravent derrière lequel se cacher de la conscription. Cependant, le seul grade ne suffisait plus, encore fallait-il prouver qu'on exerçait effectivement la fonction correspondante. En effet, pendant les opérations de recrutement, il était nécessaire, pour mieux se protéger, de travailler dans un service « indispensable » (*ou noujnykh del*), à la recette, de préférence. En négligeant cette précaution, un podiatchi sans place risquait de se faire attraper, surtout que des voisins jaloux pouvaient le dénoncer<sup>430</sup>.

C'est le neveu de Lazar, Stepan, qui reprit le premier l'activité de podiatchi, cette fois aux affaires communales. En 1702, Ivan trouva une place de podiatchi à la recette de la dîme. Son frère Grigori reprit le travail de bureau au début de 1704, mais sous un prétexte assez curieux. Il soumit une requête au prikase de la Guerre dans laquelle il proposait de recouvrer les impayés des redevances et des levées extraordinaires, dont, selon lui, il restait une « grande quantité » dans le district de Sevsk. Lui aussi avait pris conscience que le gouvernement encourageait les initiatives des « sourciers de revenus » dans le genre de Kourbatov. Le prikase accepta sa proposition, ce qui lui permit

---

<sup>428</sup> Г. Добрынин, *Жизнь Гавриила Добрынина*, *op. cit.*, p. 173.

<sup>429</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России*, *op. cit.*, p. 70.

<sup>430</sup> Lettre anonyme de dénonciation concernant des podiatchis de Sevsk et de Belgorod, 1706. RGADA. Ф. 210. Оп. 22. Д. 260.

d'échapper aux campagnes de recrutement qui eurent lieu à Sevsk en 1705 et 1706. Grigori collecta une somme modique de 300 roubles d'arriérés, et dès que le danger fut passé, abandonna les démarches harassantes associées à cette occupation et ne s'intéressa plus au travail de bureau jusqu'au moment de la réforme territoriale de 1708, dont il sera question plus loin. Quant à Vassili, il réussit également à échapper au recrutement, à conserver son statut de podiatchi, et à se mettre aux abonnés absents pour tout ce qui concernait le « travail du souverain ».

Toutefois, les Chagarov devaient sentir que dans le cas d'une nouvelle levée, il leur serait difficile de prouver qu'ils étaient irremplaçables dans les bureaux à Sevsk. En 1706, ils saisirent donc l'occasion de consolider leur situation en montrant leur appartenance à la corporation locale des podiatchis. Au printemps de cette année, parvint à Sevsk un oukase du tsar notifiant que les podiatchis devaient élire des assesseurs pour répartir entre eux le montant d'un impôt que le tsar leur demandait d'acquitter. En fait, le gouvernement proposait aux podiatchis d'acheter leur exemption du service militaire. Les Chagarov prirent part à l'élection de ces assesseurs, montrant ainsi leur loyauté, leur volonté d'accepter le nouvel impôt introduit par le tsar bien qu'il portât atteinte à un ancien privilège des podiatchis<sup>431</sup>.

Cependant, le souci principal des frères Chagarov, la mémoire de leur origine cosaque, restait sans solution. Le gouvernement tenta sans relâche de faire passer les podiatchis des villes de province au service dans l'armée. Certes, un grand nombre de podiatchis envoyés dans les régiments réussirent à désertre et à rentrer chez eux, mais d'autres fuyards furent rattrapés et placés aux arrêts<sup>432</sup>. La désertion massive amena le gouvernement à accepter qu'ils achètent des « soldats remplaçants ». Mais cette option n'était pas bon marché, et surtout il fallait trouver un remplaçant en peu de temps. En 1711, onze podiatchis de Sevsk ont

---

<sup>431</sup> Voir plus loin, § Statut fiscal et statut social des diaks et des podiatchis.

<sup>432</sup> Exemples de fuites des podiatchis de Sevsk : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9918. Л. 253, 265 ; Ф. 248. Оп. 121. Д. 21.

conclu et enregistré des transactions avec des soldats remplaçants, en payant entre 12 et 26 roubles<sup>433</sup>. Les Chagarov parvinrent une fois de plus à échapper au service militaire, mais de peu : Vassili et trois de ses proches parents durent « se faire remplacer par un de leurs domestiques ou payer un mercenaire<sup>434</sup> ».

Ainsi, pendant plusieurs années, les frères Chagarov tentèrent par tous les moyens de se dérober à toute forme de travail de bureau et de service militaire. À cette époque, ils ne voulaient plus exercer de podiatchis mais continuaient à apprécier ce grade pour les privilèges coutumiers qui y étaient associés : l'exemption du service militaire imposé par leur origine cosaque ; l'exemption de la taille et des corvées harassantes et ruineuses auxquelles étaient soumis les marchands et artisans ; la possibilité de tenir leur rang auprès des tribunaux en cas de litige. Au pire, en cas improbable de faillite, ils attendaient de ce grade une protection contre les redoutables sanctions légales pour dettes<sup>435</sup>. En 1708 les Chagarov pouvaient voir à Sevsk comment un cosaque retiré du service qui avait été incapable de restituer huit roubles empruntés à un gentilhomme de Starodoub, fut livré à son créancier avec femme et enfants pour qu'ils deviennent ses serviteurs pendant cinq ans<sup>436</sup>. Cependant, les réformes de Pierre le Grand firent perdre au grade de podiatchi une part de ses privilèges traditionnels. Ce statut protégeait moins bien du service militaire qu'auparavant et avait perdu une partie de l'immunité fiscale. Des lors, pour s'épargner le service, un podiatchi devait se résigner à subir des tracasseries et à verser force roubles d'argent.

---

<sup>433</sup> RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9921. Л. 60об.-65, 69-69об., 82.

<sup>434</sup> Tikhon Chagarov (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9921. Л. 72об.-73), Pavel fils d'Ivan Lomakine (*Ibid.* Л. 62об.-63), Ivan fils de Guerasim Steperev (*Ibid.* Л. 82).

<sup>435</sup> Екатерина Николаевна Кушева, « Одна из форм кабальной зависимости в России XVIII в. », dans Вячеслав Петрович Волгин (dir.), *Академику Борису Дмитриевичу Грекову ко дню семидесятилетия. Сборник статей*, Москва, Изд-во АН СССР, 1952, p. 249-260.

<sup>436</sup> RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9919. Л. 14об.

« S'arracher des griffes de la machine étatique dans un pays en guerre était pratiquement irréalisable », remarque à ce propos l'historien Nikolai Petroukhintsev dans sa biographie d'un podiatchi entrepreneur et marchand de Smolensk, Trofim Bykhovtsov<sup>437</sup>. Les frères Chagarov l'avaient très bien entendu, tout comme ils avaient compris le principe bien connu selon lequel la meilleure parade, c'est l'attaque. Au lieu de continuer à esquiver le devoir de service, ils se décidèrent de se saisir des opportunités qu'il offrait. La réforme territoriale de 1708 qui venait de commencer leur en fournit l'occasion<sup>438</sup>.

### III.6. La mobilité géographique comme stratégie de service

Il brigadiere dei carabinieri, finite di racimolare, a quel che si diceva, una quarantina di migliaia di lire in quel paese ormai troppo sfruttato, aveva chiesto di essere trasferito in un'altra sede piú ricca.

Carlo Levi, *Christo si è fermato a Eboli*

En 1708, le district de Sevsk fut intégré au gouvernorat de Kiev nouvellement formé. On ouvrit un bureau du gouverneur où on embauchait des agents expérimentés sans exiger d'attestation du registre des grades. Grigori et Ivan y entrèrent en 1710 ou 1711 en qualité de podiatchis<sup>439</sup>. Soulignons que c'était là

---

<sup>437</sup> Н. Петрухинцев, « Маленький человек в тисках большой эпохи », art. cité, p. 62.

<sup>438</sup> Sur cette réforme voir Дмитрий Алексеевич Редин (dir.), « *Ментальное государство* » Петра Великого и регионы в первой четверти XVIII в. *Материалы и исследования по истории местного управления в России*, Екатеринбург, Изд-во Урал. ун-та, 2022.

<sup>439</sup> En 1711, Grigori est mentionné comme podiatchi au bureau de gouvernorat de Kiev, et il se trouvait à Koratchev (RGADA. Ф. 1209. Оп. 1. Д. 1089, 20об.). En

une démarche plus audacieuse et inhabituelle qu'on pourrait penser. Au tournant entre le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles, les podiatchis provinciaux ne montraient aucun goût pour la mobilité géographique. Les Chagarov eurent sans doute d'autant plus de mal à se décider à déménager qu'ils avaient à Sevsk une affaire prospère qui assurait le confort matériel de toute la famille. Les trois frères ont dû trouver un accord : l'aîné et le cadet partiraient explorer de nouveaux horizons et Vassili resterait à Sevsk pour veiller sur leurs « entreprises » (*zavody*). Ce n'était pas la première fois, ni la dernière, que les Chagarov faisaient preuve de solidarité familiale.

Au bureau du gouverneur, les emplois n'étaient pas fictifs. Cette fois, les Chagarov durent effectivement faire crisser leurs plumes. Tout comme pour la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on peut former l'hypothèse que leurs appointements restaient théoriques et qu'ils travaillaient contre un statut social et probablement contre des « cadeaux ». La dernière supposition est fondée sur le fait que les frères œuvraient parfois aux affaires qui traditionnellement offraient l'occasion de se payer sur le compte des solliciteurs, notamment au bureau du recensement. Pendant quelque dix ans, les frères vécurent dans la ville de Kursk, siège du gouverneur de Kiev. La chance leur sourit enfin lorsqu'en 1719, le gouvernorat de Kiev fut divisé en quatre provinces (sg. *provintsïia*). Belgorod et Sevsk devinrent capitales de province et des postes y furent ouverts. Grigori et Ivan saisirent l'occasion de retourner dans leur ville natale.

Bientôt, les trois frères furent promus. Vassili devint secrétaire (*sekretar*) au bureau de la province de Sevsk et Ivan, commissaire au ravitaillement de la province de Sevsk<sup>440</sup>. Vassili et Ivan ne devaient plus quitter leur ville natale. Seul Grigori, promu diak, retourna à Kursk pour occuper un poste au tribunal

---

juillet 1712, Ivan 1712 est mentionné comme podiatchi du bureau de gouvernorat de Kiev, installé à Kursk (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9922. Л. 77).

<sup>440</sup> Vassili fut promu le 24 mai 1720 г. (RGADA. Ф. 248. Кн. 1886. Л. 118).

Concernant la promotion d'Ivan : RGADA. Ф. 954. Оп. 1. Д. 1. Л. 63 ; Ф. 615. Оп. 1. Д. 9927. Л. 44об. ; Д. 9933. Л. 111.

provincial nouvellement créé<sup>441</sup>. Si les Chagarov étaient revenus au travail de bureau à contrecœur, ils se voyaient maintenant récompensés. Le diak et le secrétaire, selon l'expression judicieuse de l'historien Mikhaïl Bogoslovski, étaient « la mémoire et la pensée » des gentilshommes retraités de l'armée et parachutés dans les territoires pour occuper les postes de gouverneurs, voïvodes et juges<sup>442</sup>. Les Chagarov sauraient en profiter.

Avant le règne de Pierre le Grand, les podiatchis provinciaux ne devenaient que très rarement diaks<sup>443</sup>. Grigori avait pourtant connu un cas de ce genre. Lorsque, enfant, il se formait au métier de plume au sein de la corporation des écrivains publics, il a pû rencontrer Mikhaïla Jadenov, un podiatchi de Sevsk qui s'était hissé au grade de diak<sup>444</sup>. Mais la majorité des diaks que les Chagarov côtoyaient avaient faire leur carrière à Moscou dans les prikases, tel Gavrila Alekseev, diak au bureau du voïvode de Sevsk au moment où Grigori y entra dans sa jeunesse<sup>445</sup>. Lazar Chagarov avait le même âge que Jadenov mais, comme nous l'avons vu, ne parvint pas à s'élever au-dessus du grade de podiatchi. Ainsi, en se comparant à la génération précédente, les frères Chagarov devaient se dire qu'ils avaient brillamment réussi. En grande partie, ils devaient leur succès au fait d'avoir accepté la mobilité géographique. Ils ont su s'orienter dans la situation sans précédent de la décentralisation administrative qui eut lieu au moment de l'ouverture des gouvernorats. Le bureau du gouverneur hérita une partie des

---

<sup>441</sup> Grigori fut nommé diak par un oukase du collège de la Justice le 25 août 1719 (RGADA. Ф. 248. Кн. 1882. Л. 167). Mentionné en fonction au tribunal provincial (*nadvorny soud*) le 5 mars 1721 (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9928. Л. 20об.).

<sup>442</sup> Михаил Михайлович Богословский, *Областная реформа Петра Великого. Провинция, 1719-1727 гг.*, Moscou, ОИДР, 1902, p. 92.

<sup>443</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 75-76.

<sup>444</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия [...] Биографический справочник, op. cit.*, p. 194-95.

<sup>445</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 25.



attributions administratives des prikases et pour cette raison, les chances d'y être promu étaient bien réelles<sup>446</sup>.

La troisième génération des Chagarov adopta d'emblée la stratégie de la mobilité géographique inventée et testée par les pères. Les fils des trois frères travaillèrent dans les bureaux de Kursk, Gloukhov, Rylsk, Belgorod et Oriol. La mobilité dans les limites de la région devint une tradition familiale—une garantie du maintien des positions acquises et un instrument de la poursuite de leur ascension sociale.

### III.7. La Table des rangs dans les yeux des contemporains

Les peuples sur qui nous régnons, ne pouvant pénétrer le fond des choses, règlent d'ordinaire leurs jugements sur ce qu'ils voient au dehors, et c'est le plus souvent sur les préséances et les rangs qu'ils mesurent leur respect et leur obéissance.

Louis XIV, *Mémoires*

Le début de l'année 1722 fut marqué par la publication du célèbre oukase de Pierre le Grand concernant la réforme de la hiérarchie de service. « Les Tables des rangs furent distribuées au public [...] et placardées aux portes » de Moscou et dans toutes les villes de province<sup>447</sup>. Lorsqu'ils prirent connaissance de la Table et de ses articles explicatifs, quelles pensées et sentiments ont pu s'emparer du diak au tribunal de Kursk Grigori Chagarov ainsi que de ses frères Vassili et Ivan, le secrétaire au bureau de la province de Sevsk et le commissaire au ravitaillement de la même province ?

---

<sup>446</sup> Дмитрий Олегович Серов, « Последние дьяки. Из истории реформирования системы гражданских чинов России в первой четверти XVIII в. », *Уральский исторический вестник*, n° 3, 2011, p. 64-72.

<sup>447</sup> С. Троицкий, *Русский абсолютизм*, *op. cit.*, p. 104.

Grigori dut tout d'abord être pris de panique : le grade de diak n'était mentionné nulle part dans la Table ! Il aurait paniqué encore plus s'il avait appris que le tsar avait catégoriquement rejeté la proposition des sénateurs d'inclure les anciens grades dans la Table, au moins temporairement, tant que leurs titulaires seraient en vie<sup>448</sup>. Si son propre avenir restait flou Grigori pouvait en revanche se faire une idée des conséquences défavorables de cette réforme sur le destin de ses fils, Nikifor, âgé de dix-sept ans et du petit Piotr qui n'en avait que onze. Du jour au lendemain, ses garçons passaient du statut enviable de « fils de diak », dont Grigori n'osait même pas rêver dans sa propre enfance, à celui de... de quoi, exactement ? Impossible de le savoir ! Une seule chose devait être claire pour Grigori et les hommes comme lui : le grand souverain désirait diviser ses sujets en deux groupes, les « nobles » (pl. *dvoriane*) et tous les autres. Lui et ses fils appartenaient aux *autres*.

Après réflexion, les inquiétudes de Grigori durent se dissiper quelque peu. Les diaks n'étaient pas les seuls absents de la Table, il manquait aussi les plus hauts grades de la Cour : les boïars, les quartiers-mâtres, les panetiers...—tous les grades traditionnels. Grigori dut en conclure que les titulaires de ces grades, dont le service était utile au monarque, seraient revêtus des nouveaux grades. Mais lesquels ? La réponse ne se fit pas attendre longtemps. Au printemps 1723, Grigori passa au grade de secrétaire (*sekretar*) au bureau du gouverneur. On peut supposer qu'il ressentit un certain soulagement à être délivré du grade antédiluvien de diak. Il pouvait à présent repérer son rang dans la Table. Hélas ! il se trouvait bien bas, au douzième rang sur quatorze. Deux fois hélas ! la formulation des articles explicatifs qui accompagnaient la Table ne lui permettait pas d'être absolument sûr que le tsar le comptait, lui, parmi les « nobles ». Mais il

---

<sup>448</sup> *Ibid.*, p. 105. Les nouvelles nominations au grade de diak s'étaient arrêtées quelques années auparavant, mais pas avant 1712. En 1700-1712, 104 podiatchis furent promus diaks : Andrey Zakharov, « The traditional ranks in the Petrine epoch. Between afterlife and innovation », *Quaestio Rossica*, vol. 9, n° 1, 2021, p. 236-253.

y avait pire. Ses craintes confuses pour le statut de ses descendants devinrent aussi nettes que les caractères typographiques des affiches qui annonçaient la nouvelle loi : les articles 11 et 15 montraient clairement que ses jeunes enfants « n'étaient pas des nobles » car l'entrée dans la noblesse héréditaire s'accordait aux « serviteurs civils » ayant atteint le huitième rang.

Les frères de Grigori se trouvaient dans une situation similaire. Vassili, en tant que secrétaire au bureau de province, se classait au treizième rang. Quant à Ivan, il « tenait la noblesse par décret » pendant l'exercice de sa fonction de commissaire au ravitaillement. C'était donc un statut provisoire<sup>449</sup>. Heureusement pour lui, vers 1726, il put passer secrétaire au bureau de province de Sevsk où il remplaça son frère défunt Vassili<sup>450</sup>.

Les frères Chagarov ne dépassèrent jamais le rang de secrétaire, mais l'avoir atteint constituait déjà un exploit pour les personnes de leur origine. En effet, un oukase de Pierre le Grand promulgué en 1724 explicita la politique du gouvernement en faveur des familles anciennes : « Ne pas nommer au grade de secrétaire des personnes non issues de la noblesse car elles pourraient ensuite passer aux grades d'assesseur, de conseiller et plus haut<sup>451</sup>. » Quelle impression cette loi a-t-elle pu causer aux frères Chagarov ? D'une part, même en ignorant que le tsar en personne avait formulé cette interdiction, il était impossible de ne pas ressentir le peu de cas que leur « seigneur souverain » faisait des gens comme eux, la piétaille des bureaux. D'autre part, Grigori et Vassili pouvaient constater avec satisfaction d'avoir franchi à temps la barrière qui se ferma après leur passage.

---

<sup>449</sup> Selon l'article 17 des articles explicatifs de la Table des rangs.

<sup>450</sup> Le 25 juin 1726 г. il est mentionné avec cette qualité (RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9941. Л. 91об.).

<sup>451</sup> Николай Алексеевич Воскресенский (dir.), *Законодательные акты Петра I. Редакции и проекты законов, заметки, доклады, доношения, челобитья и иностр. источники*, vol. 1 Moscou-Léningrad, Изд-во АН СССР, 1945, p. 264-265.

Pour les gens comme eux, l'oukase de 1724 apparaît comme un évènement positif dans la mesure où il contenait cette autre clause : « Si un non-noble est promu secrétaire, il faut lui donner un titre de noblesse, à l'instar de ceux qui sont promus enseignes dans le service militaire. » Toutefois, il convient de se demander : est-ce que les frères Chagarov souhaitaient obtenir ce titre de noblesse ? On serait tenté de répondre spontanément que ce ne pouvait être autrement. Pourtant, rien n'est moins sûr. La considération sociale que le statut de noble finit par acquérir sous le règne de Catherine II, quand il prit les traits d'un véritable état (*dvorianskoe soslovie*) doté de privilèges exclusifs et garantis par le monarque, n'existait pas encore dans les années 1720. Sous Pierre le Grand, le prestige de la noblesse existait principalement dans l'imagination du tsar qui, comme tous les monarques de son temps, se plaisait à être entouré de serviteurs issus de « glorieuses et grandes maisons » plutôt que de hobereaux, comme il le déclara lui-même en 1714 dans son célèbre oukase sur la succession indivisible<sup>452</sup>. Mais en pratique il traitait sa noblesse avec dureté, et les scions des « grandes maisons » ne craignaient pas moins leur souverain exigeant que les simples serviteurs « sans lignée » (sg. *nerodoslovny*). Alors, il faut douter de l'attrait du statut noble pour des gens comme les frères Chagarov. Pour Grigori, Vassili et Ivan, le fait qu'ils avaient définitivement effacé leur origine cosaque importait certainement plus que la perspective d'un anoblissement formel.

Toutefois, il y avait bien une chose qu'ils enviaient aux « familles illustres », et c'était la possibilité de posséder des domaines seigneuriaux.

### III.8. Des propriétaires fonciers sans titre de noblesse

---

<sup>452</sup> Полн. собр. законов, *op. cit.*, vol. 5, n° 2789, p. 91-94 ; Lee A. Farrow, « Peter the Great's law of single inheritance. State imperatives and noble resistance », *The Russian review*, vol. 55, n° 3, 1996, p. 430-447.

Mr. Standish, the old lawyer, who had been so long concerned with the landed gentry that he had become landed himself.

George Eliot, *Middlemarch*

Comme la majorité des podiatchis au XVII<sup>e</sup> siècle, Lazar Chagarov ne tenta jamais d'obtenir un domaine habité par des paysans (*pomeste*)<sup>453</sup>. Dans son cas, c'était de toute évidence un choix car il était en mesure de le faire. En tant que podiatchi méritant, il pouvait solliciter le tsar pour l'octroi d'un village, voire un terrain inhabité car sa situation financière lui permettait amplement d'acquérir des serfs sans terre pour les y installer. Ses fils, tant qu'ils demeuraient à ce même grade firent comme lui. Une seule fois, en 1711, Vassili profita d'une occasion pour acheter à deux soldats leurs lots de terre dans le district de Sevsk.

En revanche, immédiatement après avoir été promu, en 1719-1720, au grades de diak, de secrétaire et de commissaire, les trois frères s'attachèrent à amasser des terres. Les Chagarov participèrent ainsi au mouvement général de croissance des petits propriétaires de serfs sur le tchernoziom du sud de la Russie. Cette tendance s'était enclenchée après l'abandon de la politique gouvernementale qui réservait cette frange territoriale aux serviteurs militaires, tant qu'elle constituait le flanc sud du système de protection de l'empire contre les raids des Tatars de Crimée<sup>454</sup>. Les frères commencèrent par acquérir de nouveaux lots appartenant à des soldats-laboureurs dans le district de Sevsk. En 1729, les terres possédées par la famille Chagarov à Reïtarovka (village de « reîtres », soldats de

---

<sup>453</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 105-117.

<sup>454</sup> Сергей Васильевич Черников, *Дворянские имения Центрально-Черноземного региона России в первой половине XVIII в.*, Рязань, с. п., 2003, p. 81-84.

cavalerie légère) atteignirent presque la dimension de 300 hectares, alors qu'elles ne leur avaient coûté que 236 roubles<sup>455</sup>.

Dans les districts de Rylsk, Poutivl et Kromy peuplés par de petits et moyens gentilhommes, les transactions des Chagarov portèrent sur des portions des domaines seigneuriaux. Il s'agissait principalement de parcelles inhabitées, qu'ils savaient négocier au prix entre 2 et 4 roubles l'hectare<sup>456</sup>. Quand d'autres citoyens de Sevsk de même condition achetaient des terrains du même type, ils les payaient d'ordinaire bien plus cher<sup>457</sup>. Chacun des frères s'appliqua ainsi avec ténacité à assembler un domaine, morceau par morceau, à peu de frais, mais à force de temps et d'efforts. Il fallait identifier les parcelles pertinentes, rencontrer des dizaines de propriétaires et s'engager dans des négociations avec eux, établir et enregistrer des actes. Il n'y eut qu'une acquisition importante : en 1723, Grigori acheta 50 hectares d'un coup<sup>458</sup>. Au bout de tous ces efforts de « rassemblement de terres », en 1725, les domaines des frères étaient encore assez modestes. Outre les terres des soldats-laboureurs mentionnés ci-dessus, Vassili et Ivan possédait seulement 24-25 hectares chacun, et Grigori en avait 80<sup>459</sup>.

---

<sup>455</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9921. Л. 83-83об. ; Д. 9927. Л. 44об.-45 ; Д. 9933. Л. VIоб.-VII ; Д. 9938. Л. 64 ; Д. 9939. Л. 20-21 ; Д. 9940. Л. 229об.-230.

<sup>456</sup> J'utilise l'hectare pour faciliter la lecture. Dans les contrats du XVIII<sup>e</sup> siècle la terre était mesurée en « quartiers », une mesure de surface ancienne non normalisée, approximativement égale à un demi hectare, à cette époque.

<sup>457</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9928. Л. 77-77об., 78, 110об.-111, 111об.

<sup>458</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9931. Л. 249об.-250об.

<sup>459</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9927. Л. 97-97об., 98-98об. ; Д. 9928. Л. 28-29, 40-40об., 77-77об., 92об.-93, 110об.-111 ; Д. 9930. Л. 187-187об. ; Д. 9931. Л. 125об., 219-219об., 222об.-223 ; Д. 9933. Л. VIIоб.-VIII, 12об.-13, 21-22, 29-29об., 29об.-30, 74-75 ; Д. 9938. Л. 3-3об., 63об.-64.

Lors de leurs premières acquisitions foncières en Russie, les Chagarov possédaient déjà des serfs, trois familles achetées pour 100 roubles en 1704, qu'ils avaient installé dans leur domaine en Petite Russie<sup>460</sup>. Toutes les terres en Russie furent achetées sans serfs. Il fallut songer à les peupler, et les Chagarov mirent toute leur ardeur à rechercher des « âmes ». Entre 1701 et 1718, on trouve dans les livres de l'enregistrement de Sevsk seulement dix actes d'achats de serfs par les Chagarov. À partir de 1719, en revanche, le nombre de transactions croît rapidement. De 1719 à 1726, ils enregistrèrent 65 contrats d'achat de paysans<sup>461</sup>. Ils parvinrent quelquefois à acheter des familles entières mais ne dédaignèrent pas d'acheter les serfs un par un. Il est difficile d'évaluer le nombre total de paysans achetés à cause de la grande quantité d'actes portant sur l'achat de familles entières, mais il est certain qu'il dépasse les 160. Il faut ajouter à cela pas moins de 20 familles reçues en compensation de serfs fugitifs des Chagarov vivant sur les terres d'autres propriétaires<sup>462</sup>. Les prix d'achat d'un serf se situaient entre 2 et

---

<sup>460</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9913. Л. 375.

<sup>461</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9927, Л. 43об., 55об.-56 ; 102, 105-105об. ; Д. 9928. Л. 1-2, 3об.-4, 10-10об., 39-40, 40об.-41об., 41об.-42об., 59-59об., 60-60об., 76об.-77 ; Д. 9930. Л. 74об.-75, 83-83об., 116об.-117 ; Д. 9931. Л. 2-2об., 3-3об., 7об., 29об., 37об.-38об., 43об., 111-111об., 125, 153-153об., 156-156об., 156об.-157, 165-165об., 179об.-180, 186-186об., 191-191об., 194об., 196, 211об.-212, 213об.-214, 252-252об., 272-272об., 307-308 ; Д. 9933. Л. 18-19, 50-50об., 61-61об., 70-71, 79-79об., 88-89, 206-206об. ; Д. 9934. Л. 11об.-12, 180об.-180Аоб. ; Д. 9938. Л. 35об.-36, 95об., 132об., 184об., 207об. ; Д. 9939. Л. 66, 21-22, 33, 66, 83об. ; Д. 9946. Л. 26-26об., 31-31об., 64об.-65об., 160об.-161, 166, 168-168об., 168об.-169, 208-209.

<sup>462</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9927. Л. 112об.-113, 126, 128об.-129об. ; Д. 9928. Л. 70-71, 93-94, 97-97об. ; Д. 9931. Л. 13-13об., 83об.-84, 162об.-163, 163-163об. ; Д. 9933. Л. 218об.-219 ; Д. 9938. Л. 204-204об.

20 roubles, soit 7,8 roubles en moyenne : ce chiffre s'obtient sur la base de 28 transactions concernant une personne. En tout, pour la période en question, les Chagarov ont dépensé près de 1 000 roubles pour l'achat de serfs, tandis que les terres sur lesquelles ils devaient vivre n'avaient coûté que 300 roubles.

La moitié des transactions portait sur les serfs fugitifs (*v begakh*). Apparemment, les propriétaires qui ne pouvaient retrouver ou ramener eux-mêmes les fugitifs, les vendaient volontiers, d'autant que les Chagarov payaient autant pour les fugitifs que pour les serfs présents sur le domaine, à la différence du Tchitchikov de Gogol qui récupérait des fugitifs au même prix que des « âmes mortes ». C'est parce que les Chagarov disposaient d'un réseau de connaissances et de contacts commerciaux dans les districts voisins en Russie et en Petite Russie, qu'ils parvenaient à retrouver les fugitifs qu'ils avaient achetés, pour les emmener et les installer sur leurs terres<sup>463</sup>.

Une centaine d'actes des Chagarov concernant l'acquisition de terres et de serfs, retrouvée dans les registres de Sevsk, ne donne à voir que la partie émergée de l'iceberg. Elle ne documente pas les innombrables déplacements, correspondances et négociations nécessaires au succès de ces transactions. Les Chagarov déployèrent sans doute moins d'efforts pour gagner ces 1 000 roubles que pour les dépenser dans l'acquisition de terres et de serfs. Alors la question se pose : pourquoi les Chagarov ont-ils eu recours à une méthode aussi compliquée pour acquérir leurs terres et leurs serfs ? De toute évidence, ils étaient riches et pas avaricieux, acceptant parfois de payer plus que le prix ordinaire pour ce qui leur était indispensable. Ainsi, habitué à payer deux roubles pour un hectare de terre, Vassili paie cinq fois plus cher quand il entend arrondir son bien foncier<sup>464</sup>. Pourquoi ne pas acquérir une vraie seigneurie, un domaine noble avec ses serfs, directement ? Pour répondre à cette question, il faut se rappeler le statut particulier des biens de ce type (*vottchina* et *pomeste*). L'opposition de nombreux

---

<sup>463</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9931. Л. 37об.-38об., 43об.

<sup>464</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9933. Л. 74-75.



gentilhommes au fait que des personnes qui n'appartenaient pas à la noblesse héréditaire s'emparent de seigneuries était connue de tout le monde. Dès 1712, Fiodor Saltykov mentionnait cette question avec force dans ses propositions à Pierre le Grand : « Si quelqu'un veut posséder des biens nobles, c'est-à-dire des seigneuries, il lui convient d'abord de présenter une requête pour être anobli et recevoir une charte et un blason<sup>465</sup>. »

En 1714 le tsar prohiba la libre circulation des seigneuries<sup>466</sup>. L'interdiction a été levée en 1730, mais une partie de la noblesse regrettait les conséquences de cette mesure. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Andreï Bolotov constatait avec amertume : « L'opulence et l'excès de libéralité de la plupart de nos nobles aura bientôt pour conséquence que la majorité de nos bourgades et villages appartiendront aux fabricants, négociants, podiatchis, secrétaires, médecins et apothicaires. Ils seront maîtres et propriétaires à notre place<sup>467</sup>. »

Revenant aux Chagarov—qui n'avaient ni charte d'anoblissement, ni blason, ni, d'ailleurs, le désir de présenter leur généalogie à l'examen du maître d'héraldique pour les obtenir—ils préféraient acquérir leurs « biens nobles » sans la sanction du pouvoir suprême, discrètement et sans provoquer l'irritation de qui

---

<sup>465</sup> « А буде кто похощет иметь дворянское стяжательство, сиречь вотчины, и ему прежде довлееет бит челом о том чтоб его ублагородить и дать бы ему на то жалованную грамоту и герб » : Николай Павлович Павлов-Сильванский, *Пропозиции Федора Салтыкова. Рукопись из собрания И. Н. Тиханова*, Saint-Pétersbourg, ОЛД, 1891, p. 228-248.

<sup>466</sup> L'oukase du 23 mars 1714 : *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 5, n° 2789, p. 91-94.

<sup>467</sup> « Роскоши и непомерное мотовство большей части наших дворян скоро произведет то, что большая часть наших сел и деревень принадлежать будут фабрикантам, купцам, подьячим, секретарям, докторам и лекарям, и не мы, а они господами и владельцами будут. » Андрей Тимофеевич Болотов, *Жизнь и приключения Андрея Болотова описанные самим им для своих потомков, 1738-1793*, vol. 4, Saint-Pétersbourg, Головин, 1871, p. 967.

que ce soit. Comme nous avons vu, ils achetèrent d'abord à des gentilhommes de Rylsk des terres sans serfs, devenant ainsi leurs bons voisins, leurs partenaires commerciaux et quelquefois leurs créanciers et leurs protecteurs, quand ceux-ci avaient besoin d'entreprendre quelque démarche auprès du voïvode local. Ils s'intégrèrent ainsi en douceur à la noblesse locale. À partir de 1721, ils s'attribuèrent la dénomination « propriétaires fonciers de Rylsk » (pl. *rylskie pomechtchiki*)—c'est ainsi qu'ils signaient maintenant leurs actes<sup>468</sup>. Ce n'est qu'ensuite qu'ils se permirent l'acquisition d'une seigneurie. Grigori en acheta une, pour 700 roubles, dans le district de Poutivl, et Vassili une autre dans celui de Kromy<sup>469</sup>. La même stratégie discrète d'acquisition de « biens nobles » a été suivie par le secrétaire de cabinet de Pierre le Grand, Alexeï Makarov, lui aussi issu de podiatchis<sup>470</sup>.

Aucune preuve directe n'indique qu'à cette époque déjà, les frères Chagarov visaient l'anoblissement formel. Rétrospectivement une telle interprétation peut paraître évidente mais, répétons-le, elle contient une part d'anachronisme. Sans être accompagné d'un grade élevé et d'une fonction avantageuse, le statut de noble introduit par la Table des rangs ne garantissait ni privilèges, ni style ou niveau de vie plus enviables que ceux dont jouissaient déjà les Chagarov. Ils observaient les gentilhommes de province qu'ils côtoyaient chaque jour dans les bureaux et les tribunaux. Ils leur prêtaient parfois de l'argent pour éponger leurs dettes, qu'ils avaient contractées, souvent avec hypothèque sur leurs domaines héréditaires, pendant qu'ils étaient au service militaire ou lorsqu'ils soignaient leurs blessures de guerre. Une fois qu'ils étaient devenus « propriétaires fonciers », les secrétaires Chagarov n'avaient plus aucune raison d'envier ces nobles-là. Ils pouvaient même en regarder un grand nombre de haut,

---

<sup>468</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9928. Л. 28-29, 70-71.

<sup>469</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9938. Л. 3-3об. ; Д. 9952. Л. 61-61об.

<sup>470</sup> Николай Иванович Павленко, *Птенцы гнезда Петрова*, Moscou, Мысль, 1994. С. Троицкий, *Русский абсолютизм*, *op. cit.*, p. 345-346.

ou bien s'exclamer, comme George Dandin : « La noblesse de soi est bonne, c'est une chose considérable assurément ; mais elle est accompagnée de tant de mauvaises circonstances, qu'il est très bon de ne s'y point frotter<sup>471</sup>. »

### III.9. Une élite urbaine

Il se croyait fort envié, non sans raison. Outre sa superbe maison de la ville, que le roi de \*\*\* venait d'honorer à jamais en y couchant, il avait fort bien arrangé son château de Vergy.

Stendhal, *Le Rouge et le Noir*

La possession d'un domaine seigneurial n'était qu'un seul parmi les objectifs poursuivis par les Chagarov. En témoigne le fait qu'ils n'ont pas cherché à « installer leurs pénates à la campagne », selon la phrase de Pouchkine, mais plutôt renforcé leurs liens avec la ville. Les Chagarov cultivaient un style de vie urbain depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Lazar se considérait comme un habitant autochtone de la ville de Sevsk. Quand il y revenait au terme de longs déplacements liés au service, il avait l'impression de « rentrer chez lui<sup>472</sup> ».

Le premier logement des Chagarov à Sevsk fut situé dans le faubourg cosaque, conformément à la vocation de la famille à l'époque. Cependant, après être passés au grade de podiatchi, ils ne cherchèrent pas à déménager. Au contraire, Ivan et Vassili restèrent au même endroit, agrandissant leur propriété par l'achat de nouveaux lots<sup>473</sup>. Tout comme leur « rassemblement des terres »,

---

<sup>471</sup> Molière, *Œuvres complètes*, t. 2, Paris, Gallimard, 1971, p. 465.

<sup>472</sup> Interrogatoire de Lazar du 16 septembre 1687 à la chambre régionale du prikase de la Guerre à Sevsk (RGADA. Ф. 210. Оп. 9Е. Стб. 415. Л. 137-145, 141-145).

<sup>473</sup> L'enregistrement des actes. RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9906. Л. 171-171об. ; Д. 9913. Л. 277-277об. ; Д. 9917. Л. 48-48об. ; Д. 9921. Л. 19 ; Д. 9922. Л. 77 ;

cette opération coûta assez peu d'argent mais beaucoup de temps et d'efforts. Il arriva que pour convaincre leurs voisins de vendre leur lot, les Chagarov durent en acheter d'autres ailleurs qu'ils proposaient en échange, payer plus cher que le prix du marché et même acheter des lots à la condition que les anciens propriétaires puissent en utiliser une partie jusqu'à leur mort.

Les Chagarov poursuivirent ces acquisitions avec leur ténacité caractéristique jusqu'au moment où, vers 1724, Ivan posséda un grand terrain fait de six lots, tandis que celui de Vassili en comprenait cinq. La propriété de chaque frère mesurait ainsi plus de 50 ares. Nul à Sevsk ne possédait autant de terrain. Les frères firent construire un hôtel particulier qui fut le premier dans la ville et resta longtemps le plus beau. À tel point que, en 1744, la « maison des Chagarov » fut choisie pour que l'impératrice Élisabeth fille de Pierre le Grand, en visite à Sevsk, y passât la nuit.

On peut supposer que les investissements urbains des fils de Lazar poursuivaient des fins symboliques en même temps que matérielles. Si tel était le cas, quel modèle socio-culturel suivaient-ils ? À cette époque, les initiatives de ce type dans les villes de province étaient principalement le fait des marchands<sup>474</sup>. Nous savons déjà que les Chagarov pratiquaient le commerce et étaient apparentés

---

Д. 9927. Л. 50 ; Д. 9928. Л. 15-15об. ; Д. 9928. Л. 15об.-16. Л. 37-37об., 53-53об. ; Д. 9930. Л. 53об.-54, 54об.-55об., 66об.-67 ; Д. 9931. Л. 58-59.

<sup>474</sup> Людмила Алексеевна Тимошина, « Расселение гостей, членов гостиной и суконной сотен в русских городах XVII в. », dans *id.* (dir.), *Торговля и предпринимательство в феодальной России. К юбилею профессора русской истории Нины Борисовны Голиковой*, Moscou, Археографический центр, 1994, p. 117-151 ; Валерий Борисович Перхавко, « Купечество и культура русского города XVII в. », dans *Столичные и периферийные города Руси и России в средние века и раннее новое время (XI-XVIII вв.). Проблемы культуры и культурного наследия. Доклады Третьей научной конференции (Муром, 17-20 мая 2000 г.)*, Moscou, Древлехранилище, 2003, p. 181-187.

à une famille de négociants, les Cheremetsov. On peut douter toutefois que les marchands eussent été l'exemple qu'ils suivaient.

Il faut noter qu'au début des années 1720, le profil sociologique de l'ancien faubourg cosaque de Sevsk avait changé, et l'énoncé de l'adresse des Chagarov résonnait de façon assez prestigieuse : « Dans la paroisse de la Restauration de l'église de la résurrection du Christ dans la rue de la noblesse. » Cependant, comme l'a remarqué en son temps l'historien Nikolai Tchetchiouline, les gentilhommes n'avaient pas encore pris pour habitude de résider dans les villes de province au début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>475</sup>. L'image propagée par la littérature russe classique d'une noblesse qui passait l'été à la campagne et l'hiver en ville correspond à une situation qui ne s'est installée en province qu'au moins une génération après la promulgation du manifeste sur « la liberté de la noblesse » en 1762. Avant cette époque, c'est seulement à Moscou et à Saint-Pétersbourg que les maisons des nobles constituaient une bonne part des constructions urbaines. Elles étaient très rares dans les villes de province puisque les nobles locaux vivaient sur leurs terres à la campagne<sup>476</sup>. Ainsi les gentilhommes ne servirent pas plus de modèle pour les Chagarov que les marchands. Qui, alors ?

Avant la réforme territoriale de 1708, les habitants des villes de province étaient, outre les marchands et le peuple, les membres de l'administration centrale : voïvodes, diaks et podiatchis. Les voïvodes et les diaks, pour leur part, n'avaient aucune raison de construire des hôtels particuliers car leur service en

---

<sup>475</sup> Николай Дмитриевич Чечулин, *Русское провинциальное общество во второй половине XVIII века*, Saint-Pétersbourg, Балашев, 1889, p. 27.

<sup>476</sup> Борис Николаевич Миронов, *Русский город в 1740-1860-е годы. Демографическое, социальное и экономическое развитие*, Léningrad, Наука, 1990, p. 86 ; В. В. Крючков, « Численность, состав и происхождение дворянского населения городов Рязанской губернии во второй половине XVIII века », dans *Города Европейской России конца XV-первой половины XIX века. Материалы международной научной конференции 25-28 апреля 2002 г.*, Тверь, Тверской гос. ун-т, 2002, p. 192-198.

province était temporaire et ils vivaient dans des logements de fonction. La réforme de 1708 introduisit une innovation importante dans ce système. Sous le règne de Pierre le Grand et ceux de ses successeurs, le mandat des gouverneurs et des voïvodes ne fut plus strictement limité dans le temps. De même, leurs adjoints et leurs chefs de bureau furent pérennisés dans leurs postes<sup>477</sup>. Ainsi, les secrétaires, qui remplacèrent les anciens diaks, ainsi que les autres grades de bureau nouveaux (assesseurs, trésoriers, commissaires, etc.) furent assignés dans les villes à titre permanent, et ceux qui venaient de loin pouvaient maintenant rester et s'établir sur place<sup>478</sup>. Les titulaires des grades moyens du gouvernement local furent ainsi incités à construire des domaines urbains. Les Chagarov furent parmi les pionniers qui introduisirent en province un modèle socioculturel, dont les origines remontaient aux anciens diaks dans le Moscou du XVII<sup>e</sup> siècle. La belle « maison des Chagarov » annonçait fièrement l'appartenance de ses propriétaires à une nouvelle élite provinciale de gouvernants locaux.

### III.10. Des avantages de l'organisation clanique

Après tout, existe-t-il dans la vie un but plus important et plus sacré qu'être parent ? À quoi s'attacher si ce n'est à la famille ?

Fiodor Dostoevski, *L'Idiot*

Les fils de Lazar étaient satisfaits de leur condition polyvalente et ambiguë d'agents influents de gouvernement local, propriétaires fonciers sans titre de noblesse et entrepreneurs sans statut de marchand. Ils ne manifestaient aucun intérêt pour l'uniforme et les grades militaires, ni pour eux-mêmes ni pour leurs

---

<sup>477</sup> Pour les voïvodes seulement, la limitation de deux ans dans une même ville fut rétablie en 1730 (*Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 8, n° 5522, p. 529).

<sup>478</sup> De 1730 à 1733, un oukase limitait à deux ans la durée du mandat des secrétaires dans chaque ville, mais on peut douter de son effet pratique (*ibid.*, vol. 8, n° 5598, p. 303).

enfants. Conformément à la tradition de reproduction sociale, Grigori et Vassili ne placèrent pas leurs premiers-nés dans la garde impériale ou dans l'armée, mais au bureau, auprès d'eux ou de proches parents. Cela leur réussit d'autant plus que, comme on a vu plus haut, le clan des Chagarov opta pour la mobilité dans les provinces voisines. Grâce à cette souplesse, ils ont, d'une part, réduit au minimum la concurrence pour les postes au sein de la famille et, d'autre part, parvinrent à étendre leur influence à tout le gouvernorat de Belgorod.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, il exista dans le milieu des podiatchis dans certains endroits une tradition informelle de transfert des fonctions de père en fils ou d'oncle à neveu. Les descendants de Lazar tentèrent de la perpétuer malgré l'introduction par le Sénat d'un contrôle centralisé sur toutes les nominations, provinces comprises. Nikifor, le fils aîné de Grigori a tout d'abord travaillé auprès de son père au tribunal de Kursk, ensuite au collège de la Petite Russie à Gloukhov sous la supervision d'un parent et, grâce à cet apprentissage, devint podiatchi en chef au bureau du voïvode de Rylsk en 1727. En 1731, son père prit sa retraite et demanda qu'on nommât Nikifor à son poste<sup>479</sup>. À seulement 26 ans, ce dernier devint le secrétaire au bureau du gouverneur, après avoir solennellement prêté serment à la cathédrale de la Sainte-Trinité de Belgorod<sup>480</sup>. Piotr, le benjamin, qui s'était initié aux écritures au bureau du voïvode de Rylsk sous la surveillance de son frère aîné, succéda à ce dernier au poste de podiatchi en chef<sup>481</sup>. Les Chagarov projetaient de placer Piotr au poste de secrétaire laissé vacant à Sevsk lorsque son oncle Ivan, qui n'avait pas eu d'enfants, prit à son tour sa retraite, et le gouverneur les soutenait<sup>482</sup>. Cependant, ce projet ne put aboutir à

---

<sup>479</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 120. Л. 161-161об.

<sup>480</sup> *Ibid.* Кн. 121. Л. 204 ; Кн. 115. Протокол n° 215. Л. 316 ; Кн. 120. Л. 162-164.

<sup>481</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 151. Л. 325.

<sup>482</sup> Le 29 mai 1733, le gouverneur de Belgorod a signé et envoyé au Sénat un rapport contenant une proposition à cet effet (RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 151. Л. 325-325об.).

cause de la jeunesse de Piotr, âgé de moins de 22 ans à l'époque. Les Chagarov soumièrent alors au voïvode de Sevsk l'idée de faire placer à ce poste un parent par alliance, le greffier (*registrator*) Ivan Lomakine<sup>483</sup>. En 1734, le Sénat entérina cette candidature, ce qui permit au clan des Chagarov de conserver le contrôle sur le poste de secrétaire à Sevsk<sup>484</sup>. Un autre petit-fils de Lazar, Ivan fils de Vassili, commença à servir comme secrétaire sous la protection de son père à Sevsk. Successivement copiste et sous-commis (*podkantseliarist*), Ivan passa secrétaire au bureau provincial à Sevsk en 1728, à l'âge de 28 ans. Il remplit la fonction de trésorier receveur et payeur pendant plusieurs années<sup>485</sup>. Les Chagarov tenaient à ce poste malgré la responsabilité financière qui s'y attachait car il ouvrait des possibilités d'enrichissement<sup>486</sup>. En 1735, c'est encore un autre parent par alliance des Chagarov, Mikhaïl Lomakine, qui devint secrétaire au bureau du voïvode à Poutivl<sup>487</sup>.

En 1736, grâce au soutien actif de leurs supérieurs hiérarchiques, deux petits-fils de Lazar reçurent le grade d'assesseur, accompagné du droit de noblesse héréditaire. Une fois obtenu le grade, Ivan Vassilievitch (en tant que noble il avait maintenant le droit au suffixe *vitch*) prit la fonction d'adjoint du voïvode de Sevsk<sup>488</sup>. Quant à son cousin Nikifor Grigorievitch il obtint la fonction encore

---

<sup>483</sup> *Ibid.* Л. 326. Ivan Lomakine est mentionné comme *svat* de Grigori. Il est probable que la fille de Grigori était mariée à un fils de Lomakine : *Сборник имп. Русского исторического общества*, vol. 130, Санкт-Петербург, Маттисен, 1909, p. 456.

<sup>484</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 191. Л. 1539.

<sup>485</sup> *Ibid.* Кн. 120. Л. 591-594 ; Кн. 162. Л. 140-165.

<sup>486</sup> Евгений Владимирович Акельев, « Старообрядцы в финансовых структурах Российской империи (1722- 1785) », dans Виктор Евгеньевич Борисов (dir.), *О вере и суевериях. Сборник статей в честь Е. Б. Смелянской*, Moscou, Индрик, 2015, p. 149-178.

<sup>487</sup> Nommé en 1735 (RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 191. Л. 1539об.).

<sup>488</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 175. Л. 170-170об. ; Кн. 191. Л. 1538об.



plus influente d'adjoint du gouverneur de Belgorod<sup>489</sup>. En s'élevant, les petits-fils de Lazar entraînent leur famille. Piotr fils de Grigori, malgré le soutien du gouverneur lui-même, n'avait d'abord réussi à obtenir un poste de secrétaire ni à Sevsk ni à Rylsk<sup>490</sup>. Mais il fut nommé à ce même type de poste à Oriol, laissé vacant par le renvoi pour faute d'un de ses parents<sup>491</sup>. Il y avait dans la génération montante de la famille Chagarov des candidats méritants au poste de secrétaire à Rylsk, à savoir les cadets de Vassili fils de Lazar, Tikhon et Vassili, qui servaient aux grades de commis et de copiste au bureau de province de Sevsk<sup>492</sup>. Le poste clé de secrétaire à Sevsk échut au cousin d'Ivan Vassilievitch, Fiodor Steperev<sup>493</sup>. Il est à souligner que si les Chagarov aidaient leurs proches et recevaient de l'aide de ces derniers, cette assistance mutuelle s'étendait également aux parents par alliance issus des familles aisées locales.

La stratégie clanique, conjuguée à la prospérité des Chagarov, eut pour effet qu'au milieu des années 1730, ils étaient la famille d'employés de bureau la plus éminente du gouvernorat de Belgorod. Ils rivalisèrent avec succès avec les officiers militaires retraités dans la compétition pour les postes de gouvernants

---

<sup>489</sup> La décision sur la nomination de Nikifor Chagarov a été signée par le Sénat le 18 août 1736 (RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 175. Л. 698).

<sup>490</sup> *Ibid.* Л. 703.

<sup>491</sup> Vassili Olovenikov, a été demis le 15 avril 1736 par ordre du Sénat (*Ibid.* Л. 706). L'oukase avec la nomination de Piotr Chagarov a été signé le 18 août 1736 (RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 177. Л. 294). En ce qui concerne la parenté avec les Olovenikov, nous n'avons pu établir jusqu'à présent que la petite-fille d'Ivan Lazarevitch Chagarov, Matriona Anissimova, était mariée à un membre du clan Olovenikov, le greffier Alekseï Olovenikov (RGADA. Ф. 810. Д. 169А. Л. 1об., 47об.).

<sup>492</sup> *Сборник Русского исторического общества, op. cit.*, vol. 130, p. 456.

<sup>493</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 191. Л. 1539. Grigori Lazarevitch Chagarov était l'oncle de Steperev : *Сборник Русского исторического общества, op. cit.*, vol. 130, p. 456.

locaux. Une liste de secrétaires du gouvernorat de Belgorod, compilée en 1736, contient quinze noms. Cinq personnes portent le nom de Chagarov, et trois autres celui des Olovenikov, parents des Chagarov par alliance<sup>494</sup>. Dans tout l'empire on ne comptait à cette époque que cinq adjoints de gouverneur issus de secrétaires et non de militaires. Deux d'entre eux étaient des Chagarov.

### III.11. Regina versus les Chagarov

Non c'è abitudine o regola o legge che resista a una contraria necessità o a un potente desiderio.

Carlo Levi, *Christo si è fermato a Eboli*

Cependant, il était naturellement impossible de devenir parent avec tout le monde, et l'augmentation de la mobilité géographique des cadres de l'appareil administratif de l'empire produisit l'effet que de temps en temps, dans l'écheveau des parentés par filiation et par alliance des petits mondes provinciaux apparaissaient des *outsiders*, dont certains se mettaient à défendre désespérément leurs intérêts et menacer les clans locaux. En 1736, un certain Ivan Kritchevtsov, nommé par le Sénat pour remplacer le secrétaire du bureau de province de Rylsk, se mit en travers de la route des Chagarov.

Le voïvode de Rylsk ne tarda pas à faire comprendre à l'intrus que sa présence était indésirable en lui confiant sans cesse des missions en déplacement qui l'empêchaient de s'installer dans la ville. Pendant qu'il zigzaguait par tout le gouvernorat, Kritchevtsov fut abreuvé de conversations sur la toute-puissance des Chagarov et, comprenant qu'il ne pourrait pas triompher d'eux par ses seuls moyens, il se précipita dans la capitale et porta plainte devant le Sénat. Dans sa requête, il présenta le clan des Chagarov comme une sorte de mafia, affirmant que « non seulement les habitants de Rylsk craignent leurs agressions, mais tout le gouvernorat de Belgorod tremble de peur car ils sont devenus nombreux aux

---

<sup>494</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 199. Л. 235-236.

affaires<sup>495</sup> ». Les sénateurs prirent une décision très raisonnable : renvoyer Kritchevtsov à son poste à Rylsk et assigner certains des Chagarov à des fonctions dans d'autres régions, puisqu'en principe le pouvoir central s'opposait au népotisme dans l'administration<sup>496</sup>.

Cependant, le Cabinet des ministres de l'impératrice s'impliqua dans l'affaire, et celle-ci prit une tournure dramatique. Assumant le rôle de protecteurs du peuple, les ministres du Cabinet ordonnèrent de mener une enquête sur « les agressions [des Chagarov] subies par les habitants de Rylsk et sur les craintes de tous les habitants du gouvernement de Belgorod à leur égard, qu'il convient de ne pas négliger afin que la multitude du peuple soit soulagée de leurs vexations<sup>497</sup> ». Les Chagarov et Kritchevtsov furent convoqués à Saint-Pétersbourg. Ils étaient suivis par des « gens de divers grades » qui vinrent déposer des plaintes contre les offenses infligées par les Chagarov. En 1739, le Sénat reçut quinze requêtes dans lesquelles les Chagarov étaient accusés de vingt-quatre agissements contre trente victimes présumées<sup>498</sup>. Plus tard, un nombre d'autres requêtes furent reçues<sup>499</sup>. Les adversaires des Chagarov qui se décidèrent à aller à Saint-Pétersbourg pour

---

<sup>495</sup> « Не токмо что рьльские обыватели от их нападений опасаются, но и вся Белгородская губерния страшится, понеже оные при делах размножились. » L'original de la requête d'Ivan Kritchevtsov n'a pas été retrouvé. Les principales dispositions de sont citées dans la résolution du Cabinet sur la formation de la Commission sur les Chagarov du 6 novembre 1739 : *Сборник Русского исторического общества*, *op. cit.*, vol. 130, p. 456-458.

<sup>496</sup> Décision du Sénat. RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 209. Л. 115.

<sup>497</sup> « О нападениях [Шагаровых] на прочих рьльских обывателей и о опасении, которое от них имеют все Белгородской губернии обыватели, чего вдаль запускать, чтоб множественное народа число от них в утеснении было, отнюдь не надлежит. » *Сборник Русского исторического общества*, *op. cit.*, vol. 130, p. 458.

<sup>498</sup> Un résumé des plaintes : RGADA. Ф. 265. Оп. 1. Кн. 88. № 3136. Л. 29-34.

<sup>499</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 394. Л. 828-831.

faire connaître les offenses qu'ils estimaient avoir subies étaient de deux sortes. Le plus grand des deux groupes comprenait des propriétaires fonciers de Sevsk, Rylsk, Poutivl et Kursk qui étaient en litige avec les Chagarov au sujet de serfs et de terrains. Le second groupe se plaignait des exactions et autres abus de fonction. Le plus grand nombre de plaintes, treize, concernait Ivan Vassilievitch. Huit plaintes étaient adressées contre Grigori Lazarevitch, et sept visaient Nikifor Grigorievitch. Piotr Grigorievitch est mentionné dans trois requêtes, et Vassili Lazarevitch dans deux. Enfin, un parent des Chagarov, Fiodor Steperev était impliqué dans trois de leurs « crimes ».

Pour mener à bien l'investigation, le Cabinet des ministres estima nécessaire de créer rien de moins qu'une « Commission spéciale d'enquête sur les Chagarov<sup>500</sup> ». En 1739 et 1740, celle-ci fut dirigée par le conseiller secret Naumov, qui mena l'investigation dans le cadre du collège de la Justice<sup>501</sup>. Cependant, à la fin de 1740, le Sénat transféra le dossier aux bureaux de l'État-major à Gloukhov, capitale de la Petite Russie<sup>502</sup>. Cette décision étrange, qui provoqua le mécontentement du Cabinet, profitait aux Chagarov car ils conservaient de solides relations dans le pays de leurs ancêtres ukrainiens. À Gloukhov, l'affaire des Chagarov fut d'abord dirigée par un membre du collège de la Petite Russie, qui prit leur parti<sup>503</sup>. Au début de 1742, Ivan Nepliouev, nouveau gouverneur de la Petite Russie, prit possession de son poste. Les Chagarov connaissaient depuis longtemps un de ses parents, qui leur empruntait et

---

<sup>500</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 232. Л. 305-306.

<sup>501</sup> *Сборник Русского исторического общества, op. cit.*, vol. 130, p. 459-460.

RGADA. Ф. 265. Оп. 1. Кн. 88. № 3136. Л. 29-34.

<sup>502</sup> *Сенатский архив. Журналы и определения Правительствующего сената*, vol., Saint-Pétersbourg, Сенатская тип., 1888, p. 104-220. Voir aussi : RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 394, Л. 827.

<sup>503</sup> *Сенатский архив. Журналы и определения Правительствующего сената*, vol. 5, Saint-Pétersbourg, Сенатская тип., 1892, p. 162-163.

leur prêtait des capitaux<sup>504</sup>. Le gouverneur suivant, Ivan Bibikov, arriva à Gloukhov en 1743. Quant à lui, les Chagarov le connaissaient en personne car en 1730-1732, il avait été gouverneur de Belgorod.

L'enquête dura jusqu'en 1748. Nous savons peu de choses de ses résultats car, coïncidence étonnante, tous les dossiers de la commission spéciale d'enquête sur les Chagarov furent *accidentellement* détruits le 23 mai 1748 « dans le grand incendie qui eut lieu dans la ville de Gloukhov<sup>505</sup> ». Selon toute vraisemblance, Grigori Lazarevitch fut exilé<sup>506</sup>. Son fils Nikifor ne put reprendre sa carrière. Son nom n'apparaît plus dans les documents du bureau du maître d'héraldique. Ivan Vassilievitch réussit à se blanchir mais ne retourna au service civil qu'en 1752<sup>507</sup>. Piotr Grigorievitch fut également acquitté. Il fut le seul membre de la famille à reprendre le service à son ancien poste, celui de secrétaire au bureau provincial d'Oriol<sup>508</sup>.

Quelque désagréable que fût la commission d'enquête sur les Chagarov, elle leur épargna, paradoxalement, un autre procès non moins retentissant lié aux malversations du gouverneur de Belgorod Ivan Grekov<sup>509</sup>. En échange de pots-de-vin Grekov avait sous-évalué le montant des redevances dues au Trésor par les particuliers qui exploitaient des activités taxées par la couronne (pêcheries, terres

---

<sup>504</sup> C'était le fils de Semione Nepliouev voïvode de Sevsk à l'époque de Lazar : RGADA. Ф. 615. Оп. 1. Д. 9918. Л. 82об. ; Д. 9933. Л. 111-111об.

<sup>505</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 394. Л. 827, 831.

<sup>506</sup> D'après la pétition d'Ivan Gridassov, examinée par le Sénat le 11 novembre 1741. Cependant, les preuves documentaires de l'exil de n'ont pas encore été trouvées. *Сенатский архив, оп. cit.*, vol. 5, p. 162-163.

<sup>507</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 394. Л. 824-831.

<sup>508</sup> *Ibid.* Кн. 347. Л. 125об., 147 ; Кн. 348. Л. 194об.

<sup>509</sup> М. Бабич, *Областные правители России, 1719-1739 гг.*, Moscou, РОССПЭН, 2008, p. 281.

domaniales, prés pour la fenaison)<sup>510</sup>. Il y a tout lieu de penser que les Chagarov, trésoriers-receveurs pendant trois générations, avaient enseigné au gouverneur comment tirer profit des redevances, ce qui leur valut sa bienveillance et son soutien. C'est pendant le gouvernorat de Grekov que les Chagarov atteignirent le point culminant de leur carrière. Et lors de sa chute il ne chercha pas à les accabler.

D'un côté, il ne fait aucun doute que le procès contre les Chagarov changea leur situation dans un sens très défavorable. La longue enquête, pendant laquelle les Chagarov ne pouvaient ni remplir leurs fonctions ni disposer librement de leurs biens, compromit leurs carrières et leur prospérité<sup>511</sup>. Mais d'un autre côté, le clan issu du podiatchi Lazar se montra capable de faire face au gouvernement à tous les niveaux, du plus bas jusqu'au Cabinet des ministres. Et si cette épreuve mit un frein à l'ascension sociale des Chagarov, elle ne l'arrêta point, comme nous allons le voir maintenant.

### III.12. De la plume à l'épée

Je suis né de parents, sans doute, qui ont tenu des charges honorables. Je me suis acquis dans les armes l'honneur de six ans de services, et je me trouve assez de bien pour tenir dans le monde un rang assez passable. Mais, avec tout cela, je ne veux point me donner un nom où d'autres en ma place

---

<sup>510</sup> *Сборник Русского исторического общества, op. cit.*, vol. 130, p. 681-682 ; Игорь Владимирович Курукин, *Эпоха « дворских бурь »*. Очерки политической истории послепетровской России, Рязань, s. n., 2003, p. 257-258.

<sup>511</sup> En 1740, le Sénat rejeta la demande des Chagarov d'annuler le séquestre de leurs biens immobiliers qui avait été prononcé pour durer jusqu'à la fin de l'enquête : *Сенатский архив, op. cit.*, vol. 2, p. 262.

croiraient pouvoir prétendre, et je vous dirai franchement que je ne suis point gentilhomme.

Molière, *Le bourgeois gentilhomme*

En avril 1731, Grigori fils de Lazar Chagarov, qui s'apprêtait à demander sa retraite, rédigea une requête au nom de l'impératrice dans laquelle il omit les formules d'humilité traditionnelles et où il exprima le sentiment de sa propre dignité :

Grande souveraine impératrice toute puissante et des plus illustres Anna Ioannovna autocrate de toute la Russie ; sa majesté impériale votre père le grand tsar souverain et grand prince Ioann Alekseevitch, éternelle et sainte mémoire ! et votre oncle Piotr Alekseevitch, éternelle et sainte mémoire à sa majesté impériale ! et votre tante Ekaterina Alekseevna, éternelle et sainte mémoire à sa majesté impériale ! et votre neveu Piotr Alekseevitch, éternelle et sainte mémoire à sa majesté impériale ! et votre majesté impériale moi, le soussigné, ai servi dans divers bureaux et au bureau du gouvernorat de Belgorod pendant près de quarante années<sup>512</sup>.

---

<sup>512</sup> « Всепресветлейшая державнейшая великая государыня императрица Анна Иоанновна самодержица всероссийская; вашему императорского величества отцу блаженныя и вечной достойныя памяти великому государю царю и великому князю Иоанну Алексеевичю, и дяде вашему блаженныя ж и вечной достойныя памяти его императорского величества [sic] Петру Алексеевичю, и тетке вашей блаженныя и вечной достойныя памяти ее императорскому величеству Екатерине Алексеевне, и племяннику вашему блаженныя ж и вечной достойныя памяти его императорскому величеству Петру Алексеевичю, и вашему императорскому величеству *служил я ниже именованныи в разных концеляриях и в Белгородской губернской концелярии лет с сорок.* » RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 120. Л. 161-161об.

En égrenant les noms des cinq tsars et empereurs qui se sont succédé sur le trône russe au cours de sa carrière, Grigori soulignait la longévité de son travail et sa fidélité au service de la couronne. C'est d'ailleurs devenu un topos, particulièrement à l'armée, de dire qu'on a servi plusieurs souverains, comme si leur nombre ajoutait au mérite. Grigori faisait ainsi remarquer que la continuité et la stabilité du gouvernement étaient assurées par de modestes agents comme lui, un modeste podiatchi Chagarov.

Pourtant, à cette époque, l'attachement au service de bureau n'était plus partagé par tous les membres de cette famille. En 1729, le neveu de Grigori, « fils de secrétaire » (condition roturière) Fiodor fils de Vassili choisit de commencer son service dans l'armée, au régiment de dragons Troïtski. On peut supposer qu'en agissant ainsi, il allait à l'encontre de la volonté du chef de famille car il avait été préparé à une carrière administrative, ce dont témoigne la qualité de sa calligraphie. À peine au bout d'un an de service, Fiodor fut promu au rang d'enseigne ouvrant droit à la noblesse héréditaire, ce qu'il n'aurait jamais pu obtenir à ce rythme dans un bureau. Il fit ensuite un mariage avantageux avec une jeune fille noble qui lui apporta en dot deux centaines d'âmes dans les districts de Viazma et Pochekhone<sup>513</sup>. Certes, Fiodor connut le feu du combat et fut même blessé, lors des prises de Perekop et d'Otchakov<sup>514</sup>. Cependant, on peut supposer que les infortunes de la vie militaire lui semblèrent moins amères lorsqu'il apprit

---

<sup>513</sup> Le fils aîné de Vassili Lazarevitch, Ivan, avait 60 âmes dans les districts de Sevsk et de Rylysk en 1752 (RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 394. Л. 820). Son frère cadet Vassili avait 44 âmes dans les mêmes districts en 1756 (*Ibid.* Кн. 450. Л. 683). Leur frère moyen, Fiodor, déclarait en 1747 qu'il avait des domaines aux districts de Sevsk, Rylysk, Viazma et Pochekhonie et qu'il avait, selon le dernier recensement, 229 paysans de sexe masculin (*Ibid.* Кн. 325. Л. 378-378об.). En supposant que les frères ont divisé la succession de leur père de manière à peu près égale, et que chacun a reçu 40-60 âmes dans les districts de Sevks et Rylysk, la femme de Fiodor aurait hérité d'environ 180 âmes à Viazma et Pochekhonie.

<sup>514</sup> *Ibid.* Кн. 325. Л. 378-378об., 380-381.



que ses frères, oncles et parents par alliance, tous de riches notables, se morfondaient à Saint-Pétersbourg, soumis à une enquête criminelle et aux prises avec une meute de plaignants, interdits de disposer de leurs biens et se préparant à un avenir très sombre.

En 1739, Vassili, le frère cadet de Fiodor, lui emboîta le pas. Pour devenir enseigne, et donc noble, il attendit sept longues années et non pas douze mois, comme Fiodor<sup>515</sup>. Car si son service portait le qualificatif de militaire, ce fut en fait une sinécure. Vassili était gardien au dépôt des munitions dans sa ville natale de Sevsk.

Ce Vassili fut le premier de la famille à devoir fournir des preuves officielles de son statut noble. En 1756, il voulut présenter ses fils Ivan et Andreï à la revue des mineurs dans le but de les inscrire à une école pour les enfants de gentilhommes, un corps de Cadets. On lui demanda donc ses preuves de noblesse, qu'il les présenta sous la forme d'un diplôme d'officier. Il est intéressant à noter que Vassili, petit-fils de Lazar, jugea nécessaire de dissimuler dans sa déclaration le fait qu'il descendait de podiatchis :

Son fils Ivan a huit ans, et le cadet Andreï en a sept. Ivan sait lire et écrire le russe, Andreï apprend à écrire. Lui Vassili ne connaît ni le grade ni les fonctions de feu son grand-père, l'arrière-grand-père de ses fils, Lazar fils de Foma. Quant à feu son père, le grand-père de ses fils, Vassili, fils de Lazar Chagarov, il a servi comme secrétaire dans le bureau provincial de Sevsk. Et lui-même, Vassili, est entré dans le service le 31 décembre 1738 comme gardien au dépôt de munitions de l'artillerie de Sevsk. Le 6 mars 1744, il est passé sergent d'artillerie, le 20 janvier 1746, il a reçu la charge d'enseigne du train dans l'artillerie de campagne, grade qu'il occupe encore à ce jour et dont il détient la patente dont il a fourni une copie. Et ses enfants sont nés : Ivan, le 20 octobre 1748 et Andreï, le 15 novembre 1749. Lui-même, Vassili, possède 44 âmes dans les districts de Rylsk et de

---

<sup>515</sup> *Ibid.* КН. 450. Л. 684.

Sevsk. Lui, Vassili, souhaite que ses enfants soient admis dans le corps de Cadets de la noblesse de l'armée de terre. Et les villages mentionnés ci-dessus ont été achetés par son père<sup>516</sup>.

Le Sénat adopta une décision favorable fondée sur « l'attestation que ces enfants sont nés du temps où leur père tenait le rang d'officier supérieur<sup>517</sup> ». Quelques années plus tôt, Fiodor Vassilievitch, l'oncle de ces garçons, avait été frappé d'une amnésie toute pareille. Après avoir pris sa retraite de l'armée, il sollicita un grade civil et une fonction administrative. Il déclara à cette occasion au maître d'héraldique, qu'il « ne se rappelait pas si son grand-père, Lazar fils de Foma Chagarov, était issu de la noblesse ni où il avait servi et à quel grade. Son

---

<sup>516</sup> « От роду им Ивану осмой, Андрею седмой год; грамоте росиской и писать Иван опучен, а Андрей писать обучается. Дед ево, Васильев, а детей ево, прадед Лазарь Фомин сын ис каких чинов и в какой службе служил, того сказать не знает, а отец ево, Васильев, а детей ево дед, Василей Лазарев сын Шагаров служил в Севской правинциальной канцелярии секретарем, и в прошлых годех померли. А он, Василей, в службу вступил в 738-м году декабря 31-го дня, определен в Севску при артиллерии цехаузе надзирателем. А в 744-м году марта 6 дня произведен артиллерии сержантом, в 746 генваря 20 дня пожалован в артилериской полевой фурштат прапорщиком, где и ныне находится, на которой чин и патент имеет, с которого приобщил при скаске копию. А оные дети ево рождены: Иван в 748-м году октября 20-го дня, а Андрей в 749 году ноября 15 числа. Крестьян за ним, Васильем, в Рылском и Севском уездах 44 души. Желает он, Василей, чтоб дети ево определены были в Кадетской сухопутной копус в кадеты. А вышеозначенныя деревни отцом ево купленныя. » RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 450. Л. 682-683.

<sup>517</sup> « По справке оные недоросли родились в бытность отца их в обер-афицерстве. » *Ibid.* Л. 681-686.

père, Vassili fils de Lazar Chagarov, était aux affaires civiles comme secrétaire à Sevsk<sup>518</sup> ».

On observera le contraste entre les ruses un peu honteuses des deux frères qui faisaient mine de rayer de leur mémoire un ancêtre pourtant remarquable, et la fière posture de leur oncle Grigori dans sa requête à l'impératrice citée plus haut. Quelles transformations survenues dans la société russe entre les années 1730 et 1740 pourraient expliquer cette différence entre l'attitude des fils et celle des petits-fils de Lazar ?

Nous avons montré plus haut que la volonté de se voir reconnu le statut de noble n'était pas une priorité pour les fils de Lazar. En l'absence de ce statut, ils arrivèrent quand même à obtenir des fonctions lucratives, à mener des entreprises profitables, à acheter et léguer à leurs enfants un domaine et à se présenter comme « propriétaires fonciers ». Répétons-le : il est peu probable que les fils de Lazar aient regretté de ne pas porter un uniforme avec épaulettes. De leur point de vue, même dans les régiments d'élite de la garde impériale, les soldats d'origine noble ne faisaient qu'accomplir un service militaire ordinaire. Pendant ce temps, les pauvres d'entre eux restaient pauvres, tandis que les plus aisés épuisaient leurs propriétés héréditaires puisqu'ils n'avaient pas le temps de s'en occuper pour les faire fructifier.

En revanche, à l'époque des petits-fils de Lazar, le maintien de la position sociale que la famille avait atteinte finit par dépendre du statut noble. Tout d'abord du point de vue économique. À la fin du règne d'Élisabeth Petrovna se manifesta une forte tendance à réserver aux familles nobles le droit de posséder des villages et de produire l'alcool pour la vente—deux principaux piliers de la

---

<sup>518</sup> « Дед ево, Лазарь Фомин сын Шагаров, из шляхетства ли, и где служил, и каким чином, о том сказать не упомянит. Отец ево, Василей Лазарев сын Шагаров, был у статских дел в Севской правинции секретарем. » RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 325. Л. 380-381.

fortune des Chagarov<sup>519</sup>. La mise en œuvre législative de cette tendance était compliquée par le fait que le concept de « noble » (sg. *dvorianine*) n'avait pas fait l'objet d'une définition juridique ainsi que par les droits traditionnels de certains groupes de la population. Par conséquent au début du règne de Catherine II, la législation conservait encore un grand nombre de vides juridiques permettant aux roturiers de posséder des villages<sup>520</sup>. Néanmoins, dès les années 1750, il devint évident que seuls les nobles pouvaient s'assurer une protection réelle, solide et de longue durée de la « propriété de personnes baptisées » et de « fabriques d'alcool ». En plus de la dimension économique, l'importance symbolique du statut noble prenait un aspect plus tangible à mesure que se manifestaient des formes visibles d'appartenance corporative, telles par exemple que la possibilité de faire éduquer ses enfants aux frais du Trésor dans le corps de Cadets de la noblesse<sup>521</sup>.

### III.13. Le mimétisme social

Quand il travaille de ses mains, un noble doit quitter son nom.  
Honoré de Balzac, *Illusions perdues*

---

<sup>519</sup> С. Черников, *Дворянские имена, op. cit.*, p. 50 ; Михаил Львович Гавлин, « Вопрос о винных откупах в истории законодательства Российской империи, XVIII-XIX вв. », dans *Труды исторического факультета МГУ. Экономическая история. Обзорение*, vol. 13, Moscou, Изд-во МГУ, 2007, p. 127-139.

<sup>520</sup> С. Черников, *ibid.*, p. 48-49.

<sup>521</sup> Igor Fedyukin et Salavat Gabdrakhmanov, « Cultural capital and education in St. Petersburg. The Noble cadet corps, 1732-1762 », *The Journal of interdisciplinary history*, vol. 46, n° 4, 2016, p. 485-516 ; Сергей Викторович Польской, « “На разные чины разделяя свой народ...” ». Законодательное закрепление сословного статуса русского дворянства в середине XVIII века », *Cahiers du Monde russe*, vol. 51, n° 2-3, 2010, p. 303-328.

Les petits-fils de Lazar ne pouvaient manquer de constater que l'ascension sociale de leur famille par la carrière civile n'obéissait pas une règle mais constituait une exception heureuse. Dans leur milieu professionnel, ils étaient entourés par des ex-officiers. Entre 1719 et 1739, les fonctions de voïvode ou d'adjoint de voïvode échurent à 990 militaires retirés du service et à seulement 35 serviteurs civils (si on ne compte pas quelques rares représentants des familles aristocratiques)<sup>522</sup>. Conjugés aux dégâts subis par les Chagarov pendant leur procès, tous les facteurs sociaux d'ordre général poussaient la troisième et la quatrième générations de la famille vers l'intégration avec le modèle nobiliaire dominant.

Les arrière-petits-fils du brave cosaque ukrainien correspondent en tout point au stéréotype historiographique du noble de l'Empire russe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils ont reçu une bonne éducation, accomplirent le service militaire et se sont distingués au cours de batailles. Ils sont devenus officiers, ont pris leur retraite, et passèrent ensuite dans le service civil. Ils ont possédé des domaines peuplés de serfs, épousèrent des jeunes filles nobles et ont vécu noblement. Certains ont joui de notoriété et de respect au sein de corporations locales de la noblesse, ce dont témoigne le fait qu'ils furent élus maréchaux de la noblesse dans leurs districts de résidence.

Le parcours de vie de Fiodor fils de Fiodor, dont le père avait fait mine d'oublier que sa famille descendait de podiatchis, est caractéristique de la quatrième génération des Chagarov. Fiodor-fils entra dans le service militaire en 1763. En 1769, il était déjà adjudant et participa à la prise de Khotine. Il prit sa retraite en 1771 avec le grade de lieutenant. Après quelques années de repos, il entra au service civil en 1778 comme « intendant principal » du domaine de la couronne Malykovka au grade d'assesseur de collègue (8<sup>e</sup> rang). On lui confia la mission de « mettre fin aux désordres de toutes sortes » dans les domaines de la

---

<sup>522</sup> Nous avons fait ce calcul d'après le dictionnaire des « gouvernants locaux » de Marina Babitch. Le dictionnaire ne tient pas compte des secrétaires, parmi lesquelles il peut y avoir eu davantage de personnes du profil de Chagarov : *Бабич, Областные правители России, op. cit.*

couronne du gouvernement général de Saratov dans les années qui suivirent la rébellion dévastatrice de Pougatchiov. Apparemment, Fiodor n'avait pas démerité car dès 1781, sur les recommandations du sénateur Ivan Elaguine et du gouverneur-général Ivan Iakobi, il reçut le grade de conseiller de Cour et la fonction de directeur de l'économie du gouvernement général de la Sibérie<sup>523</sup>. Le jeune comte Alekseï Bobrinski, le fils de Catherine II né hors mariage, qui voyagea en Russie dans les années 1782-1783 avec d'autres diplômés du corps de Cadets et leurs enseignants, rendit plusieurs visites d'agrément chez Fiodor Chagarov. Le journal du bâtard impérial donne un aperçu du train de vie que mena cet arrière-petit-fils de cosaque ukrainien à Simbirsk (la future patrie de Lénine) :

15 octobre 1782 (Simbirsk). Nous avons déjeuné chez M. Chagarov, qui nous a fait bonne chère, bien meilleure que chez monsieur le gouverneur hier [...] Nous avons joué au loto avant et après le repas [...]. 18 octobre 1782 [...]. Ce soir, il y avait un bal costumé chez Fiodor Chagarov avec admission sur billet et un dîner. Il y avait beaucoup de monde. J'ai parlé de pays étrangers avec M. Kristiani, le commandant local. [...] 23 octobre 1782 [...]. Nous avons été invités à ce déjeuner par M. Chagarov. Il y avait aussi monsieur le procureur Danten. Après, nous sommes allés voir une dame qui vit dans un monastère, y sommes restés peu de temps et sommes allés chez M. Chagarov, où nous avons joué au loto. Entre autres, sa femme nous a dit qu'O. était venu la voir le matin pour s'enquérir de l'évolution de sa maladie ; qu'il y avait beaucoup de dames chez elle à ce moment et que lorsqu'il est monté la voir dans sa chambre, il a demandé à toutes ces dames de sortir et les a mises à la porte. Après, M. Chagarov m'a montré ses chevaux et m'a offert une pelisse<sup>524</sup>.

---

<sup>523</sup> RGADA. Ф. 286. Оп. 1. Кн. 749. Л. 351-352.

<sup>524</sup> « 15 Октября 1782 года (Симбирск). Обедали у господина Шагарова, где стол очень хорош был и гораздо лучше, нежели у господина губернатора

L'épouse de Fiodor s'appelait Elizaveta Grigorievna Bogdanovitch. C'était la fille d'un propriétaire aisé de Dorogobouj et la sœur de Vassili Bogdanovitch, qui fut, en collaboration avec un autre propriétaire de Dorogobouj, Ozerov, le premier traducteur en russe du *Paradis perdu* de Milton<sup>525</sup>. De plus, Elizaveta était une proche parente du célèbre poète Ippolit Bogdanovitch. La sœur de celui-ci, Nadejda Fiodorovna, se maria avec un autre arrière-petit-fils de Lazar Chagarov, Grigori Petrovitch, le cousin de Fiodor.

---

вчерашний день [...]. После и прежде обеда играли в лото [...]. 18 Октября 1782 г. [...]. Сегодня ввечеру был маскарад у Федора Шагарова, который приглашал по билетам, и ужин был. Было там очень много народа. Я говорил с г. Кристьяни, который там комендантом, о чужих краях [...]. 23 Октября 1782 г. [...]. Приглашены были на этот обед г. Шагаровым. Был также господин прокурор Дантен. После к другой в монастыре живущей пошли даме, у которой недолго сидели и поехали к г. Шагарову, где играли в лото. Между прочим нам рассказывала жена его [Шагарова], что О. был у нея сегодня поутру, чтоб у нея спросить обстоятельства ея болезни; что в самое то время у нея было очень много дам и что как вошел к ней в комнату, то просил всех сих дам вон идти и прогнал. После показал мне г. Шагаров лошадей и подарил мне шубу. » « Дневник графа Бобринского, веденный в кадетском корпусе и во время путешествия по России и за границею », *Русский архив*, vol. 3, n° 10, 1877, p. 143-146.

<sup>525</sup> Д. Шпиленко, *Материалы к родословию смоленского дворянства*, *op. cit.* Le poète Piotr Bogdanovitch écrit dans une lettre du 24 décembre 1797 qu'il se trouve chez sa sœur, dans le village Petrovskoïe des Chagarov. Droujinine a correctement supposé que l'une des sœurs du poète était mariée à un Chagarov, mais s'est trompé en indiquant Anna et Aleksandr Ivanovitch Chagarov : Петр Александрович Дружинин (dir.), *Неизвестные письма русских писателей князю Александру Борисовичу Куракину (1752-1818)*, Moscou, Трутень, 2002, p. 132.

En 1786, Fiodor quitta le service civil pour cause de « santé fragile » et s'installa avec sa famille dans le domaine de son épouse dans le district de Dorogobouj, gouvernorat de Smolensk. Il y prit une part active à la vie corporative de la noblesse locale, fut élu maréchal de la noblesse du district de Viazma et en 1802, devint maréchal de la noblesse de tout le gouvernorat de Smolensk<sup>526</sup>. Son zèle dans ses fonctions lui valut d'être décoré de l'ordre de Sainte-Anne<sup>527</sup>. Lorsqu'il prit son congé en 1804, il reçut plusieurs lettres des nobles de Smolensk lui exprimant leur reconnaissance<sup>528</sup>. En 1810, l'assemblée des députés de la noblesse de l'Ukraine inscrivit les Chagarov à la 6<sup>e</sup> partie du registre nobiliaire, qui était réservée à la « noblesse ancienne<sup>529</sup> ». Fiodor décéda en 1824 et fut inhumé dans l'église de son village, Kokouchkino<sup>530</sup>. Peu de temps avant sa mort, l'assemblée des députés de la noblesse de Smolensk avait pris la résolution d'inscrire son lignage à la 6<sup>e</sup> partie du registre nobiliaire du gouvernorat<sup>531</sup>.

Ainsi après plus d'un siècle d'efforts d'ascension sociale ininterrompus, ceux des représentants de la quatrième génération des Chagarov qui ont embrassé le modèle nobiliaire dominant accomplirent d'une manière éclatante tous les rêves du cosaque-podiatchi d'origine ukrainienne Lazar Qui Zézaie. En revanche, ceux d'entre eux qui persistèrent dans la tradition familiale en choisissant une carrière

---

<sup>526</sup> Сергей Васильевич Любимов, *Предводители дворянства всех наместничеств, губерний и областей Российской империи (1777-1910)*, Saint-Petersbourg, Общественная Польза, 1911, p. 61.

<sup>527</sup> Archives historiques d'État de Russie (RGUIA). Ф. 1343. Оп. 51. Д. 733. Л. 164об.-165.

<sup>528</sup> Archives d'État de l'oblast de Smolensk (GASSO). Ф. 135 (Шагаровы). Оп. 1. Д. 1-11. Années 1803-1865.

<sup>529</sup> *Ibid.* Л. 164об.-165.

<sup>530</sup> Д. Шпиленко, *Материалы к родословию смоленского дворянства, op. cit.*, p. 72.

<sup>531</sup> RGUIA. Ф. 1343. Оп. 51. Д. 733. Л. 165.



exclusivement civile, ne se sont « illustrés » que d'une façon négative, comme on peut le voir sur les pages de la *Collection complète des lois de l'Empire russe* publiée en 1830 :

N° 19458. Le 21 juin 1800, le Sénat a entendu le rapport du gouverneur de Kazan concernant les prélèvements illicites perpétrés par l'ingénieur du cadastre capitaine Chagarov pour sa subsistance et autres nécessités personnelles<sup>532</sup>.

\*\*\*

Si nous avons limité notre étude à la carrière des Chagarov au service du souverain, comme cela se fait souvent dans la reconstruction de trajectoires de mobilité sociale des agents de gouvernement, nous serions parvenus à une représentation erronée de la chronologie et des mécanismes de leur ascension. Formellement, ce fut la troisième génération des Chagarov qui accéda au statut noble, grâce à l'inscription au 8<sup>e</sup> rang du service civil des uns, et au 14<sup>e</sup> rang du service militaire des autres parmi les petits-fils de Lazar. Cependant, ceux-ci ne devaient pas ou en tout cas pas seulement leur réussite à des exploits personnels, mais à une position socioéconomique héritée de leurs ancêtres roturiers.

À la fin de la première décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'émigrés de condition subalterne, le père et les fils Chagarov étaient déjà devenus la famille la plus éminente à Sevsk en ce qui concernait la fortune et l'influence. Il n'y avait rien d'étonnant à ce que les voïvodes de cette ville aient fait tout leur possible pour les attirer dans leur bureau, tout comme les gouverneurs de Kiev et de Belgorod un

---

<sup>532</sup> « Июня 21 дня 1800 года. Правительствующий Сенат, слушав доношение Казанскаго Губернскаго Правления [...] о чинимых [...] обывателями непозволенных для землемера капитана Шагарова сборах [...] на покупку съестных и прочих припасов для землемера Шагарова. » *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 26, n° 19458, p. 180-181.

peu plus tard. Vers la fin du règne de Pierre le Grand, les fils de Lazar firent deux pas décisifs pour la consolidation de leur position sociale. En premier lieu, en obtenant des « biens nobles », c'est-à-dire des domaines travaillés par des serfs, en quantité convenable, ni trop petite ni trop grande pour se fondre dans la gentilhommerie moyenne qui peuplait la région du sud-ouest. En second lieu, en construisant un hôtel particulier à Sevsk qui affichait leur appartenance à la première génération de l'élite administrative qui commençait à se former dans les villes de province.

Les deux premières générations des Chagarov devaient leur réussite incontestable, confirmée dans la durée, à leur inventivité. Lazar et ses fils ont démontré une capacité à s'écarter des sentiers battus de la reproduction sociale. Ce talent s'avéra particulièrement adapté à un moment historique où le pouvoir politique cassait les normes et réinventait les règles de l'attribution de privilèges. Ils ont découvert le juste milieu entre plusieurs états socioéconomiques et statuts juridiques existants. Il est faux de penser que c'est la réussite dans le service du tsar qui assura leur aisance matérielle, et il serait tout aussi faux de supposer que leur fortune leur permettait d'acheter les grades et les fonctions. Leur *oikonomia* reposait sur une combinaison symbiotique entre le service administratif, l'activité commerciale et le positionnement habile dans la société locale. Chaque élément soutenait les deux autres. De chacun des états, de chacun des statuts, ils acceptèrent les privilèges tout en évitant sans scrupule les fardeaux—voilà le moteur de leur mobilité sociale ascendante.

Ainsi l'ascension sociale du lignage fut réalisée avant que la famille ne reçût le statut noble. En termes stricts, les petits-fils de Lazar n'accomplirent rien d'autre que d'obtenir la sanction de la monarchie pour un processus déjà abouti d'anoblissement tacite de leurs pères<sup>533</sup>. Quant aux arrière-petits-fils, ils ont

---

<sup>533</sup> Robert Descimon, « Nobles de lignage et noblesse de service. Sociogenèses comparées de l'épée et de la robe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », dans *id.* et Élie Haddad (dir.), *Épreuves de noblesse. Les expériences nobiliaires de la haute robe parisienne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, p. 277-302.

surtout montré du talent pour le mimétisme social. Ils ont consolidé les acquis en se conformant en tout point au modèle nobiliaire traditionnel qui domina sans partage à leur époque—modèle fondé sur le service militaire et les fonctions de commandement et ne réservant qu'un rôle subalterne aux compétences administratives et juridiques.

#### IV. Les péripéties des élites secondaires

Pour écrire correctement, il faut être noble. Bon, bien sûr, il y a certains commis de marchands, et même, de loin en loin, des serfs, qui écrivent parfois ; mais, eux, leur écriture est surtout mécanique ; pas de virgules, pas de points, pas de style.

Nikolaï Gogol, *Les nouvelles de Pétersbourg*

Lazar et ses fils ne furent pas les seuls à détenir le secret de leur formule gagnante de mobilité sociale. Presque tous les podiatchis de la ville de Sevsk partageaient le profil socioéconomique des Chagarov et leur mode de vie. Et, d'une manière générale, au XVII<sup>e</sup> siècle, les diaks et les podiatchis constituaient l'avant-garde privilégiée des « élites secondes » : les élus locaux, les représentants des communautés urbaines et rurales, les intendants de village, les officiers de justice subalternes, les serviteurs des gentilshommes terriens. Ces agents qui ne faisaient pas partie du système des grades et qui pour cette raison sont largement méconnus par l'historiographie étaient très nombreux. Si le nombre total des diaks et des podiatchis dans le pays se limitait à quatre ou cinq mille, le reste des élites secondes devait atteindre des dizaines de milliers. Appartenant à des catégories juridiquement hétérogènes, ils partageaient cependant des traits spécifiques que André Berelowitch s'est attaché à mettre au jour :

C'est d'abord leur aisance matérielle qu'ils s'efforcent d'étaler au grand jour : des habits plus colorés et plus luxueux que le reste de la population rurale, des serviteurs esclaves, de l'argent en quantités surprenantes, de la

terre enfin, synonyme de pouvoir et source de prestige dans une société avant tout agraire. Ce sont ensuite des compétences communes : presque tous maîtrisent l'écrit et son en mesure de mener une comptabilité au moins élémentaire. Tous sont capables, dans des sphères et à des degrés divers, d'exercer des fonctions d'encadrement et de commandement. C'est enfin le rôle crucial qu'ils jouent dans une société archaïque certes si on la compare à celle d'Europe occidentale, mais étonnamment moderne par bien des aspects. Peut-être est-ce justement cette transition qu'elle vit entre le Moyen Âge et les Temps modernes, entre l'oral et l'écrit, qui rend indispensables les élites rurales<sup>534</sup>.

Sous le règne de Pierre le Grand, avec le basculement définitif dans l'ère de l'écrit, les élites secondes étaient devenues encore plus indispensables, mais cela n'a pas amélioré leur image sociale. Elles n'ont pas constitué une gentilhommie alternative à la gentilhommie traditionnelle foncière-militaire. Au niveau individuel, ceux parmi les représentants de ces élites qui réussissaient le mieux étaient absorbés par la noblesse traditionnelle, tandis que les autres restaient dans l'obscurité—processus bien connu dans ses grands traits, dont l'histoire de la famille Chagarov offre une illustration concrète. La question qui mérite d'être posée est, pourquoi ? Pourquoi, au niveau collectif, les compétences spécifiques des élites secondes, tout en devenant de plus en plus nécessaires pour le gouvernement de l'empire au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'ont pas donné lieu à la formation d'une sorte de noblesse de robe ?

En termes généraux, une réponse à cette question n'est pas difficile à esquisser. Pour se rappeler en quelques mots le contexte historique large, il faut

---

<sup>534</sup> André Berelowitch, « Les élites rurales russes à l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) », François Menant et Jean-Pierre Jessenne (dir.), *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007, p. 259-270.

d'abord évoquer le handicap traditionnel de la plume face à l'épée, qui remonte en Russie à la haute époque médiévale. Jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, les princes gouvernèrent leurs pays quasiment sans recours à l'écrit, et le peu d'activité d'écriture laïque qu'il y avait à faire était confié aux domestiques. L'ancienne hypothèse historiographique selon laquelle les premiers diaks furent des serviteurs non-libres ne suscite aucun doute<sup>535</sup>. En revanche, au XVI<sup>e</sup> siècle, quand l'écrit devint indispensable pour la gestion du royaume moscovite et pour les relations diplomatiques, l'office de diak gagna en prestige. Certes, les lignées illustres de princes et de boïars continuèrent à le boudier, préférant que leurs enfants commencent le service dans la proximité physique du tsar : dans sa chambre, à sa table où, à la limite, dans la garde du palais. En revanche, l'office de diak attira l'intérêt des familles qui servaient à la Cour du tsar dans les grades moyens et inférieurs. Tout au long du siècle, cette gentilhommerie ordinaire fournissait souvent des candidats pour l'occuper<sup>536</sup>. Au siècle suivant, faute de quantité suffisante de candidats qualifiés issus de la gentilhommerie ou pour d'autres raisons, le grade de diak échouait parfois, et celui de podiatchi très souvent, aux gens du peuple—fils d'ecclésiastiques voire de marchands. De ce fait, sans que la noblesse s'en détournât tout à fait, ces grades devinrent suspects voire répulsifs

---

<sup>535</sup> Сергей Константинович Богоявленский, « Социальное происхождение и служба дяков XVII века », dans *id.*, *Московский приказный аппарат и делопроизводство XVI-XVII веков*, Moscou, Языки славянской культуры, 2006, p. 396.

<sup>536</sup> Андрей Юрьевич Савосичев, *Дьяки и подьячие XIV – первой трети XVI вв. Происхождение и социальные связи. Опыт просопографического исследования*, Орел, ОГУ, 2013 ; —, « Новые верники » грозного царя. К вопросу о происхождении и социальных связях дяков и подьячих эпохи Ивана Грозного. Опыт просопографического исследования, Орел, ОГУ, 2015.

pour celles des familles de gentilshommes modestes qui veillaient à préserver leur honneur lignager<sup>537</sup>.

Comme résultat de ces tendances, à l'issue du XVII<sup>e</sup> siècle le personnel administratif et judiciaire de la couronne était composé de quatre étages. Tout en bas—les agents ne faisant pas partie du système des grades, y compris les écrivains publics. Juste au-dessus d'eux, les podiatchis (2 700 à Moscou et 1 900 dans les provinces), majoritairement roturiers. Ils représentaient un équivalent de petits commis français tels qu'ils apparaissent sous la plume sarcastique de Louis-Sébastien Mercier et celle, savante, de Roland Mousnier. L'échelon suivant était occupé par les diaks (une centaine au total), qui restaient socialement proches de la gentilhommerie ordinaire, mais étaient à la fois jaloux et méprisés par une bonne partie de ses représentants<sup>538</sup>. Le sommet de la pyramide du pouvoir exécutif restait occupé par les boïars, qui continuèrent à alterner cette fonction avec le service militaire, diplomatique et les charges à la Cour.

Circonstance décisive par comparaison avec les sociétés politiques de l'Europe occidentale de la même période, cette dynamique sociale se déployait en Russie alors qu'il n'existait ni droit savant laïc à proprement parler ni formation universitaire aucune ni même un système d'éducation scolaire<sup>539</sup>. Et tout au long du XVIII<sup>e</sup> la culture administrative et juridique resta trop peu sophistiquée pour exiger des années d'études spécialisées préparatoires. Il n'est guère surprenant que, dans ces conditions, le moteur de distinction culturelle fût insuffisamment

---

<sup>537</sup> С. Богоявленский, « Приказные дьяки XVII в. », *Исторические записки*, vol. 1, Moscou, АН СССР, 1937, p. 220-239.

<sup>538</sup> Евгений Сергеевич Зевакин, « Подьячие Поместного приказа начала XVIII в. », *Исторические записки*, vol. 11, Moscou, АН СССР, 1941, p. 280-282 ; Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, Moscou, Наука, 1987, chap. 2.

<sup>539</sup> Olga Kosheleva, « Education as a problem in seventeenth-century Russia », dans Paul Bushkovitch (dir.), *The State in early modern Russia. New directions*, Bloomington, Slavica Publishers, 2019, p. 191-217.

puissant pour propulser les lettrés, en tant que groupe, à un statut privilégié. Il fallut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour qu'il développât une force suffisante<sup>540</sup>.

Tel est le contexte général qui explique la non-émergence en Russie des XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles d'une classe comparable à la noblesse de robe occidentale. Mais en changeant d'échelle on découvre un jeu de facteurs contradictoires, des indices montrant que l'histoire aurait pu prendre une direction différente. Sans se mettre à écrire l'histoire avec des « si », on peut explorer ses ramifications et ses impasses, afin de mieux cerner l'équilibre entre les causes profondes et les circonstances particulières qui définissent ensemble le cours des évènements. Dans ce chapitre nous étudierons les péripéties qui ont affecté la condition de l'avant-garde des élites lettrées, les diaks et les podiatchis, pendant la période de transition cruciale sous le règne de Pierre le Grand.

#### **IV.1. Statut fiscal et personnalité sociale**

Mais même au point de vue des plus insignifiantes choses de la vie, nous ne sommes pas un tout matériellement constitué, identique pour tout le monde et dont chacun n'a qu'à aller prendre connaissance comme d'un cahier des charges ou d'un testament ; notre personnalité sociale est une création de la pensée des autres.

Proust, *Du côté de chez Swann*

Étant entré, en 1700, dans une guerre de grande envergure pour conquérir un accès à la mer Baltique, Pierre le Grand se trouva devant la nécessité d'augmenter les prélèvements fiscaux<sup>541</sup>. Quinze ans plus tard, quand les hostilités touchaient à

---

540

<sup>541</sup> Зоя Васильевна Дмитриева, Сергей Александрович Козлов, *Налоги и войны в России XVI-XVIII вв.*, Saint-Petersbourg, Историческая иллюстрация, 2020, p. 218-307.

leur fin, le tsar commença à préparer une réforme globale de la fiscalité. Mais au début de la guerre il avait dû se contenter de mesures *ad hoc* habituelles dans ce genre de situation, consistant à introduire une nouvelle taxe à chaque fois qu'un besoin financier pressant se présentait. Manquait-on d'armes ? les hommes refusant de se raser la barbe selon la mode occidentale devaient payer pour continuer à la porter. Fallait-il faire fabriquer en urgence une provision de bottes pour les soldats ? une taxe frappait les fabricants de cercueils en bois de chêne. L'imagination fertile des « sourciers de revenus » tel que Kourbatov inspirait le gouvernement. Entre autres choses, on s'attaqua au privilège d'exemption fiscale dont jouissaient certaines catégories de la population. On commença d'abord par introduire le principe selon lequel les titulaires des grades militaires inférieurs qui pour quelque raison ne se trouvaient pas sous les drapeaux (problème de santé, âge avancé, pauvreté les empêchant de s'armer correctement) devaient s'acquitter d'une taxe « en remplacement du service ». Ensuite, on s'intéressa à d'autres grades fiscalement privilégiés, notamment aux diaks et aux podiatchis.

La situation des diaks et des podiatchis devait sembler très enviable aux sujets ordinaires du tsar pressurés plus que jamais depuis les premiers jours de la guerre. Les titulaires de ces grades contournaient avec succès, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les tentatives du gouvernement de les enrôler dans l'armée ; ils continuaient à jouir de leur privilège fiscal que les petits serviteurs militaires étaient en train de perdre ; toute personne qui avait affaire dans un bureau ou un tribunal devait mettre la main à la poche pour s'assurer leur bienveillance et rétribuer leurs services ; et de surcroît, les diaks et une partie des podiatchis à Moscou touchaient régulièrement des émoluments de la part du tsar. Une concentration aussi provoquante de biens matériels, déjà irritante en temps normal, devait apparaître intolérable sous les rigueurs de la guerre.

Dès l'été 1701, Pierre le Grand ordonna de revoir les appointements théoriques des « juges » (c'est-à-dire ceux des boïars qui dirigeaient des prikases et les diaks), sans doute dans l'idée de faire des économies. Kourbatov, fidèle à son rôle, réagit à cet ordre par une lettre au tsar, dans laquelle il suggéra de ne rien verser du Trésor au personnel dirigeant des prikases, car « les juges sont des gens



riches, certains possèdent force domaines, et en plus, sire, ils touchent des émoluments de la part des solliciteurs<sup>542</sup> ». Pour illustrer cette dernière affirmation, ainsi que pour fournir une preuve de son propre dévouement et de sa totale sincérité, Kourbatov joignit à sa lettre une liste de « cadeaux en honneur » (pl. *vziatki*) reçus par lui-même depuis sa nomination comme diak. En deux ans, Kourbatov s'enrichit de 604 roubles, doublant ainsi le montant de ses appointements officiels généreux qui étaient alors de 300 roubles annuels. Kourbatov termina sa note en suppliant le tsar de lui « dicter un commandement » concernant les cadeaux, autrement dit de créer enfin une législation claire pour réglementer « l'antique usage moscovite » de *vziatki*<sup>543</sup>.

Quelques mois plus tard, tirant de sa poche une ardoise qui lui servait de memento Pierre le Grand nota : « Combien par affaire [par tâche] aux juges<sup>544</sup>. » On peut deviner la pensée du tsar. Ayant entendu le conseil de Kourbatov, il caressa l'idée de statuer sur les « cadeaux en honneur » que les responsables dans

---

<sup>542</sup> « Тебе, государю, известно: судии люди нескудные, иные есть и многовотчинные. К тому ж, государь, и от приказных дел прибитки себе имеют. Хотя, государь, и учинить им в дачах определение, а добровольных взятков, мню, не отрекутся и довольство имети будут. » Lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701. Дмитрий Серов, Игорь Федюкин *et al.* (dir.), *Письма и бумаги прибыльщика Алексея Курбатова (1700–1720-е годы)*, Moscou, НИУ ВШЭ, 2023, n° 6. Ci-dessous, les références à cette édition sont données comme suit : *Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*

<sup>543</sup> « И даждь мне, государь, заповедь, да [не] преступлю ея в своем служении. И во взятках моих положи мне определение. » Annexe à la lettre de Kourbatov à Pierre le Grand du 22 juin 1701 (*Lettres et documents de Kourbatov, op. cit.*, n° 7). Cet épisode est étudié plus haut dans le § *Le patronage et le devoir du service*.

<sup>544</sup> « Судьям от дела по чему. » *Письма и бумаги императора Петра Великого*, Saint-Pétersbourg, Гос. тип., 1889, vol. 2, p. 315. La datation du carnet est justifiée par les éditeurs dans les notes, p. 703.

les prikases recevaient des solliciteurs. Compte tenu des conditions du moment, il ne fait aucun doute que Pierre le Grand n'était pas tant préoccupé par la protection de la bourse de ses sujets que par la recherche d'un moyen d'intercepter les revenus informels qui étaient perçus dans les prikases et qui échappaient de ce fait au Trésor, pour les injecter dans ce qu'il appelait « l'artère de la guerre ».

Le 9 mars 1703, Pierre le Grand ordonna aux boïars de sa Chancellerie intime (une sorte de cabinet de ministres) d'élaborer un tarif officiel des services que les prikases rendaient à la population<sup>545</sup>. L'objectif était de transformer les « cadeaux en honneur » en un nouveau revenu du Trésor servant à financer les appointements théoriques des diaks et des podiatchis et libérer ainsi des moyens pour une dépense militaire urgente. En effet, trois semaines auparavant, le chef du prikase de la Guerre avait soumis un rapport selon lequel il manquait au budget 126 milles roubles pour l'entretien des neuf nouveaux régiments d'infanterie<sup>546</sup>.

L'idée d'économiser sur les appointements des diaks et des podiatchis n'était pas nouvelle en elle-même. Dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, le tsar avait de temps en temps ordonné de limiter les versements à 50 % des appointements théoriques annuels, quand les moyens du Trésor ne suffisaient pas. Mais cette mesure était à la fois inefficace et humiliante pour le tsar. Inefficace, parce que l'économie obtenue par ce moyen était rapidement amortie par l'augmentation des appointements théoriques que le gouvernement n'arrivait pas à

---

<sup>545</sup> *Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825*, Санкт-Петербург, тип. II отд. собств. канц. ЕИВ, 1830, vol. 4, n° 1928, p. 216. Evgueni Anissimov a été le premier à attirer l'attention sur cet acte intéressant : Евгений Викторович Анисимов, *Государственные преобразования и самодержавие Петра Великого в первой четверти XVIII века*, Saint-Pétersbourg, Дмитрий Буланин, 1997, p. 85. Ici, l'oukase est daté par erreur du 3 mars.

<sup>546</sup> Павел Николаевич Милуков, *Государственное хозяйство России в первой четверти XVIII столетия и реформа Петра Великого*, Saint-Pétersbourg, Пирожков, 1905 [1892], p. 108 et 133.

contrôler complètement<sup>547</sup>. Humiliante, car elle portait préjudice au prestige du tsar en trahissant les limites de sa richesse. Or, l'oukase du 9 mars introduisait une mesure radicalement différente car l'économie devait être obtenue non par la réduction des appointements théoriques ou des coupes dans les versements effectifs, mais par la transformation des recettes privées, non officielles et semi-légales des diaks et des podiatchis en ressource du Trésor.

Ce schéma de financement était d'une nouveauté totale. Au XVII<sup>e</sup> siècle, le tsar ne considérait pas qu'il avait le droit de disposer des cadeaux offerts par des particuliers à ses serviteurs. Tout au plus, il se permettait d'interdire à ces derniers d'accepter de tels cadeaux, temporairement, en guise de punition pour quelque faute<sup>548</sup>. Ni le prestige du monarque, ni la bourse des contribuables ne devaient souffrir de la réalisation de l'oukase du 9 mars ; seuls, les diaks et les podiatchis étaient censés payer la facture. Toutefois, les cibles de ce projet de *hold-up* pouvaient se réjouir d'une chose au moins. Cette réforme ne faisait pas d'eux des contribuables comme les autres, ne les plaçait pas sur le même plan que la populace taillable et corvéable à merci.

Il faut penser que l'idée de l'oukase du 9 mars était née dans l'esprit fécond de Kourbatov, car il avait appliqué ce même mécanisme dès 1701 pour financer les appointements du personnel qu'il avait embauché pour assurer l'enregistrement des actes à Moscou<sup>549</sup>. Cette hypothèse trouve une confirmation dans les archives de la Chancellerie intime. Pour faire appliquer l'oukase du 9 mars, les boïars avaient besoin de connaître les appointements théoriques des diaks et des podiatchis. Cette information, soigneusement maintenue à jour par chacun des prikases, n'était pas difficile à obtenir. Un tableau récapitulatif des appointements

---

<sup>547</sup> Наталья Федоровна Демидова, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, Москва, Наука, 1987, p. 118-137.

<sup>548</sup> С. Богоявленский, « Социальное происхождение и служба дьяков », art. cité, p. 406-407.

<sup>549</sup> L'oukase du 30 janvier 1701 (*Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 1833, p. 137-138). Voir plus haut, § *La grande affaire. L'enregistrement*.

avait été compilé en amont de l'oukase du 9 mars et présenté aux boïars dès le 26 février 1703<sup>550</sup>. Ce tableau contient une curieuse irrégularité de rédaction permettant de supposer que l'opposition à la réalisation de l'oukase émanait des diaks qui travaillaient dans la Chancellerie intime. Manifestement, ces hommes savaient que l'idée de la réforme avait été soufflée au tsar par Kourbatov.

En effet, le tableau indiquait le montant global des appointements payés dans chacun des principaux prikases, sans détailler la distribution des sommes entre les départements internes de chaque prikase. Dans un cas seulement les auteurs du tableau s'écartèrent de cette règle—pour indiquer le montant des appointements payés aux podiatchis de l'enregistrement. Or l'enregistrement n'était pas encore, à ce moment-là, un prikase indépendant mais un département de l'Armurerie dont le boïar Golovine était le directeur officiel. Seuls les initiés pouvaient savoir que la gestion courante était assurée par Kourbatov. Le tableau présentait les choses de telle façon que ce département d'importance secondaire semblait coûter beaucoup plus cher au Trésor que les plus importantes institutions comme le prikase de la Guerre, l'Amirauté, le prikase de l'Artillerie ou celui des Ambassades. Afin de discréditer Kourbatov, les auteurs du tableau se gardèrent bien de rappeler que les appointements du personnel de l'enregistrement étaient financés en réalité grâce à une cagnotte constituée par l'argent versé par les particuliers pour le travail des podiatchis.

En outre, la Chancellerie intime sabota passivement la réalisation de l'oukase du 9 mars 1703 en ne déployant aucun effort pour obtenir la seconde information indispensable pour la réforme des appointements, à savoir les prix des services à la population pratiqués dans les prikases. Il n'existait naturellement aucune statistique officielle concernant les cadeaux en honneur, mais il n'aurait pas été difficile de réunir des données fiables en s'adressant à des informateurs dans le milieu des podiatchis<sup>551</sup>.

---

<sup>550</sup> RGADA. Ф. 1451. Оп. 1. Д. 1. Л. 9-10.

<sup>551</sup> Comme le montre la « Note sur les affaires dans le département de chacun des podiatchis supérieurs et quel revenu chacun tire de son département »,

À l'automne de 1704, le tsar rentra à Saint-Pétersbourg après une absence de plus d'un an et demie passée en déplacements entre les théâtres de guerre et les chantiers navals. Dès son retour, quelqu'un de serviable lui remit en mémoire l'idée de faire des économies sur les appointements des diaks et des podiatchis. Le tableau récapitulatif refit surface sur le bureau du tsar. En apercevant ses nombreuses lacunes, Pierre le Grand ordonna de le compléter<sup>552</sup>. Mais la situation financière du pays s'était entre temps dégradée de telle manière que le tsar n'avait plus le temps d'attendre<sup>553</sup>. Comme l'a rapporté l'ambassadeur britannique, Charles Whitworth, à sa Cour : « À l'heure actuelle, lorsque le Tsar a besoin d'argent pour l'armée, les ministres du Tsar sont prêts à préférer n'importe quel revenu dérisoire mais en espèces aux bénéfiques réels et permanents du pays<sup>554</sup>. » Par conséquent, Pierre le Grand a dû abandonner pour un temps l'idée novatrice, qui l'avait pourtant attiré, d'établir un tarif officiel pour les services administratifs, et recourir à la méthode traditionnelle déjà mentionnée de réduction des versements au titre des appointements. L'application de cette mesure fut ordonnée par un oukase du 10 décembre 1704<sup>555</sup>. Le produit de la retenue représenta, en 1706, un total de

---

communiquée par le podiatchi Afonassi Oustalkov du prikase de l'Artillerie en 1708 : Николай Ефимович Бранденбург, *Материалы для истории артиллерийского управления в России. Приказ Артиллерии (1701-1720 гг.)*, Saint-Pétersbourg, Артиллерийский журнал, 1876, p. 387-395.

<sup>552</sup> Note autographe de Pierre le Grand en marge du document, du 31 octobre 1704 : *Письма [...] Петра Великого*, *op. cit.*, vol. 3, p. 188.

<sup>553</sup> П. Миллюков, *Государственное хозяйство*, *op. cit.*, p. 148-153.

<sup>554</sup> *Сборник Русского исторического общества*, vol. 39, Saint-Pétersbourg, имп. АН, 1884, p. 45.

<sup>555</sup> L'oukase original n'a pas été retrouvé, mais son texte est connu grâce à des copies communiquées aux prikases : Е. Анисимов, *Государственные преобразования*, *op. cit.*, p. 85. Oukase de la Chancellerie intime à l'enregistrement des actes : RGADA. Ф. 396. Оп. 3. Д. 122. Л. 3об.

30 192 roubles et servit à financer un contingent de 2 645 matelots recrutés pour la nouvelle flotte russe sur la mer Baltique<sup>556</sup>.

Du point de vue actuel, cette mesure ressemble à un impôt personnel prélevé à la source. En revanche, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle le *jalovanie* des serviteurs du tsar ne s'était pas encore transformé en salaire mais conservait le caractère de don que le souverain accordait librement à ceux qu'il voulait soutenir ou récompenser. Dans cette perspective, une réduction partielle et temporaire des versements, tout en pénalisant les employés de bureau sur le plan pécuniaire, n'affectait pas leur statut social, car le montant de leurs appointements théoriques ne bougeait pas. Or, c'était précisément ce montant qui servait de mesure du mérite de chaque serviteur, telle une expression chiffrée de la hiérarchie interne entre les diaks et les podiatchis de chaque prikase à Moscou et de chaque bureau en province. En plus, la retenue sur salaire concerna en pratique moins de la moitié des podiatchis car, rappelons-le, la plupart d'entre eux (les surnuméraires en début de carrière à Moscou et l'ensemble de ceux qui travaillaient dans les villes de province) ne touchaient rien du Trésor.

Mais surtout, cette mesure n'affecta pas les *vziatki* perçus par la plupart des diaks et des podiatchis. Or, comme il a déjà été dit, ce type de revenu suscitait par excellence l'irritation et la jalousie de tous les sujets du tsar, les petits comme les grands. Nous avons commenté plus haut les difficultés que la pensée et la pratique juridiques russes éprouvaient à distinguer entre les cadeaux et les dessous-de-table, entre la rémunération légitime de services licites et la corruption. Ajoutons que les diaks et les podiatchis eux-mêmes percevaient le problème et adoptaient parfois des comportements visant à suppléer les insuffisances de la législation. Cette question est difficile à documenter. On ne peut produire actuellement que deux exemples ponctuels. Mais du fait de leur rareté, ils méritent d'autant plus l'attention.

Une plainte anonyme des habitants du canton Komaritchi dans le district de Sevsk, contre les ponctions pratiquées par les podiatchis locaux, fut présentée à

---

<sup>556</sup> П. Миллюков, *Государственное хозяйство, op. cit.*, p. 138 et 573.

Moscou en 1705 et a provoqué une enquête massive parmi les dix mille paysans du canton. L'analyse de leurs témoignages livre un résultat surprenant. Trois cents personnes ont déclaré que, au cours des années 1697-1698, cinq podiatchis (Lazar Chagarov, ses trois fils et un neveu) prélevèrent pour eux-mêmes un montant total d'environ 120 roubles<sup>557</sup>. La somme semble relativement importante. Mais il faut tenir compte du fait qu'elle équivalait à 60 roubles par an, tandis que les appointements annuels auxquelles les podiatchis en question étaient théoriquement intitulés montaient à 84 roubles par an. En deux ans, Lazar aurait prélevé environ 50 roubles sur les habitants du canton, alors que ses appointements théoriques pour ces deux années montaient à 80 roubles ; Grigori obtint environ 15 roubles, contre 16 roubles d'appointements dus à lui ; Vassili et Ivan touchèrent 25-30 roubles chacun, contre 30 roubles d'appointements chacun ; enfin Stepan perçut moins de 10 roubles, contre 10 roubles d'appointements. Ces informations contredisent donc l'idée historiographique dominante selon laquelle les *vziatki* des agents administratifs n'obéissaient à aucune limite, les podiatchis « pillant ouvertement le peuple<sup>558</sup> ». En l'occurrence, les ponctions effectuées par les Chagarov étaient limitées de telle sorte qu'elles ne dépassaient pas les appointements théoriques accordés par le monarque mais non versés par son Trésor. Dans ce cas concret, l'existence d'une autorégulation paraît fort probable

---

<sup>557</sup> Dossier d'enquête suite à une plainte anonyme concernant des prélèvements pratiqués par les podiatchis de Sevsk préposés à la recette des redevances (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 2) ; Dossier d'enquête concernant les dommages infligés aux habitants du canton Komaritchi par les podiatchis de Sevsk Lazar Chagarov et adjoints (RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 39. Д. 53).

<sup>558</sup> Aleksandr Preobrajenski's phrase, quoted in Brian Davies, « The politics of give and take. Kormlenie as service remuneration and generalized exchange, 1488-1726 », dans Anna Kleimola et Gay Lenhoff (dir.), *Culture and identity in Muscovy, 1359-1584*, Moscou, UCLA Slavic studies, 1997, p. 52.



même s'il est impossible d'expliciter le mécanisme concret de son fonctionnement<sup>559</sup>.

L'autre exemple est encore plus explicite, montrant à quel point le vocabulaire russe courant de cette époque, qui confondait la rémunération légitime, les frais de service et les dessous-de-table sous le même vocable, *vziatka*, était insuffisant. En 1708, les podiatchis Ivan Chagarov, Stepan Chagarov et Ilia Makov furent chargés de collecter 11 400 roubles pour l'armée dans le canton Komaritchi. À cette occasion, ils prélevèrent pour leur compte la somme additionnelle de 5 kopecks par ménage. Le prikase de la Guerre confisqua cet argent sous prétexte qu'il avait été perçu sans autorisation. Les podiatchis présentèrent alors une requête en développant une argumentation inhabituellement élaborée contre cette décision. D'après eux, il s'agissait, premièrement, d'un usage établi que tous les agents du tsar avaient toujours suivi sans encourir aucune sanction de la part du gouvernement. Deuxièmement, les communes auraient donné l'argent volontairement. Enfin, l'argent ainsi obtenu servit en partie à payer les frais de recouvrement qui n'avaient pas été prévus par les autorités. Il fallait notamment remplacer les pièces de monnaie défectueuses, faire emballer et acheminer l'argent à Moscou par un moyen de transport loué et sous bonne garde, payer le droit de timbre, et ainsi de suite : les podiatchis soumirent une liste de

---

<sup>559</sup> Selon les documents de l'enquête cités ci-dessus, Lazar Chagarov a pris à lui seul 36 roubles à 197 personnes ; Lazar et ses fils ont pris 16 roubles à 105 personnes ; Grigori Chagarov a pris à lui seul 4 roubles à 55 personnes ; Grigori et son frère Ivan Chagarov ont pris 3 roubles à 7 personnes ; Grigori et son frère Vassili Chagarov ont pris 16 quarts de blé à 16 personnes ; Grigori avec son parent Stepan Chagarov a pris 2 roubles à 11 personnes ; Vassili seul a pris 23 roubles à 175 personnes ; Vassili avec Ivan ont pris 5 roubles à 24 personnes ; Vassili avec Stepan ont pris 2 roubles à 9 personnes ; Stepan seul a pris 4 roubles à 25 personnes ; Ivan seul a pris 26 roubles à 106 personnes ; 72 autres personnes ont déclaré que les Chagarov leur ont pris « autant pour la livraison que pour la redevance », ce qui est impossible à quantifier.



dépenses d'un montant total de 150 roubles. En résumé, les auteurs de la requête ont fait valoir que, compte tenu de l'organisation de la collecte des impôts, l'ordre de confiscation émis par le prikase de la Guerre à leur encontre était non seulement injuste envers eux mais aussi contraire à l'intérêt du tsar<sup>560</sup>.

Pour le grand malheur de la Russie, aucun « donneur d'avis » ingénieux ne vint inventer le moyen de distinguer entre la *vziatka* légitime et la *vziatka* corrompue ou simplement excessive. Aussi les des agents administratifs dans leur ensemble étaient-ils associés dans l'imaginaire collectif aux idées de l'abus et de la prévarication. Ce n'est pas par hasard qu'apparut la définition populaire du podiatchi : « quatre basques, huit poches ». Ce fut une réalité que les sujets du tsar toléraient le plus souvent sans en faire un drame, une coutume pluriséculaire, mais une coutume généralement perçue comme antipathique<sup>561</sup>.

Il n'y avait donc rien d'étonnant qu'un personnage comme Kourbatov conçût l'idée de mettre la main à ces poches trop nombreuses et trop profondes. Sa première tentative n'ayant que partiellement réussi, il exposa son projet à Menchikov, sachant que le favori aurait la puissance de le réaliser. Le 3 septembre 1704, Kourbatov adressa une lettre à Menchikov accompagnée « d'articles concernant l'augmentation de troupes d'infanterie et de cavalerie », où il proposait d'introduire un impôt annuel sur les revenus des diaks et des podiatchis comme

---

<sup>560</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 48. Д. 124. Л. 2-5об.

<sup>561</sup> Ирина Куликова, « Тип подьячего в русской литературе XVIII века (I) », *Literatūra*, vol. 49, n° 2, 2007, p. 7-20 ; —, « Тип подьячего в русской литературе XVIII века (II) », *Literatūra*, vol. 50, n° 2, 2008, p. 7-17 ; Андрей Растягаев, « Сатирический образ подьячего на страницах журнала А. П. Сумарокова “Трудолюбивая пчела” (1759). От характера к метатексту », dans *Национальные коды в европейской литературе XIX–XXI вв. Литературный канон в контексте межкультурной коммуникации. Коллективная монография с видеоприложением*, Нижний Новгород, ННГУ, 2020, p. 203-217.

source de financement des nouveaux régiments<sup>562</sup>. Le favori se montra intéressé. Il venait d'être investi des titres de gouverneur général de Saint-Pétersbourg et de lieutenant général, ce qui impliquait des pouvoirs militaires et administratifs étendus sur une grande partie des villes de province.

Les « articles » de Kourbatov servirent de base à un oukase annoncé par Menchikov au colonel prince Grigori Volkonski au début de l'année 1705. D'après l'oukase, Volkonski devait former de nouveaux régiments. Pour les financer, il devait recenser et passer en revue les podiatchis dans toutes les villes de provinces, ainsi que les écrivains publics, les diaks et les podiatchis dans les bureaux des archimandrites, les serviteurs dans les monastères, les fils de popes, les diacres, les sacristains, ainsi que leurs enfants et leurs cousins mâles majeurs et mineurs. L'objectif était de les assujettir à un impôt « à la place du service », dont Volkonski pouvait fixer le montant « selon son jugement<sup>563</sup> ». Le besoin de subventions importantes était dû au fait que les nouveaux régiments allaient être

---

<sup>562</sup> Статьи о умножении пехотных и конных войск: Archives de l'Institut d'histoire de Saint-Pétersbourg (SPbII). Ф. 83. Оп. 1. N° 409.

<sup>563</sup> « Всего Московского государства в городах приказных палат дьяков, также приказных же палат и ратушских и площадных подьячих, и архиерейских домов судей и дьяков же и подьячих, и монастырских слуг и служебников и поповичей и дьячков и пономарей и прочих церковных причетников и их детей и свойственников в возрасте и малолетных переписать и разобрать : которые годны, отмечать в солдаты и, вместо службы, оных, также и негодных, старых и малолетных положить в годовой денежной платеж, по своему рассмотрению. » L'oukase original n'a pas été retrouvé. Le texte est cité dans des instructions à Rimski-Korsakov du 30 décembre 1706 (*Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 4, n° 2130, p. 361), ainsi que dans des rapports de Volkonski au prikase du Trésor (RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Часть 1. Д. 62).

formés de gens « pauvres, sans appointements et sans chevaux<sup>564</sup> ». Le recensement fut réalisé dans 111 villes (la moitié environ des centres administratifs que comptait la Russie à ce moment-là) qui se trouvaient dans la juridiction du prikase de la Guerre. Le produit de l'impôt servit à financer deux régiments de dragons et un régiment d'infanterie<sup>565</sup>.

Les voïvodes chargés d'appliquer l'oukase sous la supervision du prince Volkonski n'avaient pas bien compris, au début, ce qu'on attendait d'eux. Ils étaient habitués à passer en revue les titulaires des différents grades militaires afin de trouver des recrues pour l'armée ou de faire payer ceux des conscrits qui voulaient éviter le service actif. Quant aux revues des grades civils, elles avaient habituellement pour objectif de retrouver les fils des hommes d'armes parmi les podiatchis et les ecclésiastiques, pour les enrôler dans l'armée selon la coutume de reproduction sociale des grades militaires.

Ayant reçu les ordres de Menchikov et de Volkonski, le voïvode Nepliouev procéda selon ces habitudes, en avril 1705. Il classa les titulaires des grades militaires en valides et non-valides, et soumit les derniers à un impôt « à la place du service » : un rouble pour les fantassins et un rouble et demi pour les cavaliers<sup>566</sup>. Quant aux podiatchis, Nepliouev les a triés en trois groupes : les podiatchis aptes au travail des écritures ; les podiatchis valides pour le service armé ; les podiatchis inaptes au travail et invalides. Le voïvode soumit à l'impôt « à la place du service » seulement le dernier groupe, partant de l'idée que les deux autres pouvaient être appelés au service, d'une manière ou d'une autre<sup>567</sup>.

---

<sup>564</sup> Lettre de Boris Cheremetev à Menchikov du 18 mai 1705 : *Письма [...]* Петра Великого, *op. cit.*, vol. 3, p. 832.

<sup>565</sup> Une copie d'une synthèse des livres de recensement est conservée : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Часть 1. Д. 62. Л. 241об.-267.

<sup>566</sup> Matériaux de la revue des militaires par Nepliouev, avril 1705 : RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Кн. 93. Л. 1-736.

<sup>567</sup> Matériaux de la revue des podiatchis par Nepliouev, avril 1705 : RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Кн. 65. Д. 6. Л. 576-582об.

Nepliouev agissait suivant l'esprit de la logique moscovite traditionnelle, selon laquelle les sujets qui *servaient* le souverain ne *payaient* pas. Or, l'intention de Menchikov à propos des podiatchis était différente. Sachant que beaucoup parmi eux avaient des revenus, il voulait les taxer à l'instar d'artisans et de marchands. Il n'avait pas besoin de leurs services, ni arme ni plume à la main, car il y avait suffisamment de « pauvres » pour cela.

L'intention du favori fut clarifiée dans sa lettre au colonel Volkonski du 3 avril 1706, dont celui-ci communiqua une copie au prikase de la Guerre afin que le prikase informât les voïvodes dans les villes sous son administration. Menchikov exigeait d'inscrire les diaks et les podiatchis sur les rôles « à la place du service » afin de les imposer et non pas pour les faire marcher sous les drapeaux<sup>568</sup>. Le 30 décembre 1706, Menchikov étendit cette mesure à la région de l'Ingrie nouvellement acquise par la Russie (le futur gouvernorat de Saint-Pétersbourg), qui se trouva sous son commandement direct. Les expressions employées dans son ordre au commandant Iakov Rimski-Korsakov concernant le recensement des diaks, des podiatchis et des serviteurs ecclésiastiques ne laissent plus de place au doute. Il ne s'agissait plus d'un impôt « à la place du service », mais il fallait « évaluer les *revenus* de chacun pour que chacun ait de quoi supporter l'impôt<sup>569</sup> ».

Examinons brièvement les modalités pratiques de la mise en place de l'impôt et les réactions des nouveaux contribuables. Le principal responsable de l'opération, le colonel Volkonski, avait besoin tout d'abord de faire établir des listes de podiatchis provinciaux car aucune institution n'en disposait. Il n'avait d'autre choix que d'en charger les voïvodes dans les villes. Ensuite, il devait obtenir des informations sur les revenus des podiatchis afin d'élaborer un barème des contributions individuelles « que chacun pouvait supporter ». Enfin, il fallait

---

<sup>568</sup> « Усматривая каждого *прибытки*, чем бы можно им было те оклады снести. » Correspondance du prikase de la Guerre avec le voïvode de Sevsk Neledinski-Meletski : RGADA. Ф. 210. Оп. 8. Вязка 37. Д. 49. Л. 11-12об.

<sup>569</sup> *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 4, n° 2130, p. 361-362.

collecter l'argent. Exceptionnellement bien préservées, les archives de la ville de Sevsk permettent d'observer le processus du début jusqu'à la fin.

La première difficulté consistait à connaître tous les titulaires du grade de podiatchi. Une grande partie d'entre eux, comme les fils Chagarov, avaient cessé de travailler dans les bureaux. Les podiatchis sans office n'étaient pas connus des voïvodes, et ces derniers, afin de les découvrir, ont été obligés de recourir au témoignage des podiatchis qui étaient en fonction auprès d'eux<sup>570</sup>. L'expérience antérieure des recensements suivis d'enrôlement dans l'armée avait appris aux podiatchis que ce genre de mesure n'était pas sans danger pour eux. Toutefois, la majorité des podiatchis de Sevsk se sont rendus à la revue organisée par le voïvode du 30 mars au premier avril 1706. De 158 podiatchis et écrivains publics, 126 se présentèrent en personne ou transmirent leur *curriculum* (sg. *skazka*), et 32 seulement ne répondirent pas à l'appel<sup>571</sup>. La docilité des podiatchis avait une raison. Comme le prikase de la Guerre avait pour habitude de ne tenir des rôles que pour les podiatchis de Moscou, les podiatchis de province et surtout les écrivains publics pouvaient éprouver des difficultés à prouver leur grade. Une revue, pendant laquelle chaque podiatchi présentait son curriculum, signifiait pour eux une occasion de laisser une trace documentaire de leur grade, des fonctions qu'ils avaient occupées et des appointements qui leur avaient été accordés<sup>572</sup>.

Cette occasion était particulièrement importante pour les podiatchis d'origine militaire ou taillable. Selon l'historienne Natalia Demidova, les podiatchis d'ascendance taillable qui travaillaient à Moscou étaient protégés par les dirigeants de prikases des tentatives sporadiques de leurs corporations d'origine de les faire participer aux paiements et corvées communautaires. Les

---

<sup>570</sup> Le témoignage du podiatchi Alekseï Sourovtsov sur la manière dont a été compilée la liste des podiatchis de Sevsk : RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. КН. 32. Л. 322-322об.

<sup>571</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. КН. 32. Л. 324-326.

<sup>572</sup> Les curricula des podiatchis de Sevsk : RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. КН. 32. Л. 42-61, 71-102.

podiatichis provinciaux, en revanche, avaient beaucoup de mal à se défaire des obligations fiscales devant leur corporation d'origine. Les communes urbaines défendaient le point de vue selon lequel le « travail » de bureau (*rabota*) n'était pas équivalent au « service » du tsar (*sloujba*) mais à un revenu artisanal ou marchand, et qu'un podiatichi d'origine taillable ne pouvait donc pas prétendre à l'exemption de la taille et des corvées communautaires. Les podiatichis affirmaient le contraire, cherchant à s'appuyer sur des précédents, comme le fit dans sa requête au tsar le podiatichi Ivan Noskov en 1684 : « Jamais auparavant mes confrères podiatichis et moi, votre serviteur, nous qui travaillons aux affaires de votre majesté dans le bureau du voïvode, jamais depuis l'origine des temps nous n'avons payé de taille<sup>573</sup>. »

Le gouvernement, pour sa part, attendait des *curricula* une tout autre performance, croyant qu'ils allaient servir comme autant de déclarations de revenus. À en juger par le cas de Sevsk, cette attente fut frustrée. Les podiatichis avaient affirmé, contre la vérité, qu'ils ne possédaient aucun « bien ni entreprise », et aucun d'entre eux n'avait mentionné les cadeaux en honneur ou autre revenu. Le voïvode ne pouvait ignorer leur mensonge. Un tour dans les rues de Sevsk aurait suffi pour voir de ses propres yeux maisons, boutiques, hangars et cabarets dont les propriétaires étaient des podiatichis. Mais le voïvode ne se donna pas la peine de vérifier les déclarations, comme l'aurait peut-être fait à sa place un « sourcier de revenus » tel que Kourbatov. Au lieu de cela, il recourut à une tradition administrative bien plus ancienne que la dynastie moscovite elle-même, consistant à exiger le paiement d'un montant nécessaire et laisser le soin de le répartir à la communauté redevable. Il ordonna aux podiatichis d'élire des assesseurs, et aux assesseurs—d'imposer les podiatichis « en toute justice selon les Évangiles ».

Les podiatichis obtempérèrent. Ils commencèrent par se diviser en deux corporations, les podiatichis et les écrivains publics. Chaque groupe élut ensuite ses propres assesseurs. Le « choix » (*vybor*) des podiatichis fut signé par 61 personnes, et la liste des contribuables compilée par les assesseurs comprenait 77

---

<sup>573</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России*, *op. cit.*, p. 87-89.

noms, soit la totalité des podiatchis connus à Sevsk ; 16 personnes furent imposées par contumace. Le choix des écrivains publics fut signé par 64 personnes qui étaient toutes imposées ; 11 autres écrivains n'ont pas été inscrits sur la liste car ils avaient « fui<sup>574</sup> ».

Le barème d'imposition individuelle élaboré par les assesseurs allait de 8 roubles à 1 rouble pour les podiatchis, et de 1,5 roubles à 0,2 rouble pour les écrivains publics. Les principes de l'assiette, implicites, semblent assez peu équitables. Pour beaucoup, le montant de leur impôt n'était qu'une bagatelle. Les riches frères Vassili et Grigori Chagarov, par exemple, devaient payer 4 roubles chacun seulement, alors que l'année précédente ils avaient pu se permettre de prêter un total de plus de 200 roubles à différentes personnes, sur la base de garanties solides. Fiodor Steperev fut imposé de 3,15 roubles, disposant pourtant d'un capital suffisant pour prêter 170 roubles en une seule fois. D'autres, en revanche, devaient sentir lourdement le poids de l'impôt. Grigori Bryntsov, par exemple, qui était obligé d'emprunter de l'argent aux voisins pour vivre car il n'avait pas de bien et était trop vieux pour travailler, ne fut pourtant pas exonéré. On pourrait multiplier les exemples montrant que, laissés à leur libre arbitre, les podiatchis ne répartissaient pas l'impôt ni en fonction du revenu réel de chacun, ni comme un pourcentage de leurs appointements théoriques, mais selon d'autres principes dont on ne peut que deviner la nature.

Ayant fait preuve d'une obéissance parfaite jusque-là, les podiatchis ont cherché à négocier avec les autorités la somme globale de l'impôt. Les podiatchis et les écrivains publics de Sevsk devaient contribuer pour un total de 403 roubles en 1706, soit 2,86 roubles en moyenne par personne<sup>575</sup>. Le premier rôle présenté au voïvode par les assesseurs montait à 188 roubles à la place de 403 roubles demandés. Le voïvode a sans doute refusé car quelques jours plus tard les assesseurs ont apporté un nouveau rôle, pour 257 roubles. Se montrant conciliant,

---

<sup>574</sup> Les « choix » des podiatchis et des écrivains publics, avril 1706 : RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 31-41.

<sup>575</sup> Copie du rôle d'imposition : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Часть 1. Д. 62. Л. 248об.

le voïvode de Sevsk accepta et fit suivre le rôle à son chef, le colonel Volkonski<sup>576</sup>. Celui-ci insista, et les podiatchis furent obligés de se plier aux exigences du pouvoir. La collecte était effectuée par des serviteurs envoyés exprès depuis Moscou, qui avaient le droit de prélever 10 % de supplément pour leurs frais<sup>577</sup>.

En 1706 et en 1707, l'opération se déroula avec succès car Volkonski réunit la totalité des sommes demandées par Menchikov<sup>578</sup>. Mais l'année suivante, la nouvelle source de revenu échappa au contrôle du favori. Ayant appris qu'un nouveau groupe de privilégiés succombait à la pression fiscale, le tsar avait immédiatement apprécié cette information à sa juste valeur, à un moment où l'effort militaire avait épuisé le Trésor<sup>579</sup>. Le 11 décembre 1707, Pierre le Grand ordonna d'imposer les diaks et les podiatchis non seulement dans les villes de province mais aussi à Moscou et à Saint-Pétersbourg, « selon la *proportion de leurs revenus* ». Le 22 décembre l'oukase fut signé, qui entérina cet impôt, définit son montant global et sa destination, et confia sa gestion à un prikase du Trésor<sup>580</sup>.

\*\*\*

Telle fut l'origine de l'impôt personnel sur les diaks et les podiatchis qui mit fin à leur immunité fiscale traditionnelle. L'absence de fixation positive d'un

---

<sup>576</sup> Rapport du voïvode Neledinski-Meletski du 26 mai 1706 : RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 320.

<sup>577</sup> Полн. собр. законов, *op. cit.*, vol. 4, n° 2130, p. 361.

<sup>578</sup> Livre d'inventaire de la ville de Sevsk, 1706 : RGADA. Ф. 210. Оп. 7А. Кн. 65. Д. 7. Л. 662 ; Rôle d'inventaire de la ville de Sevsk et sa forteresse, 1707 : RGADA. Ф. 1157. Оп. 1. Д. 20. Л. 41.

<sup>579</sup> Voir le témoignage de Witworth du 24 décembre 1707 : *Сборник Русского исторического общества, op. cit.*, vol. 39, p. 442.

<sup>580</sup> L'ordre du 11 décembre 1707 : *Письма [...] Петра Великого, op. cit.*, vol. 6, p. 184. L'oukase du 25 décembre 1707 : *Ibid.*, p. 527-528.



droit ne signifie pas que ce droit est fragile. L'immunité fiscale attachée aux grades de diak et de podiatchi n'était inscrite dans aucune loi, mais tout au long de l'histoire bicentenaire de ces grades, les diaks et les podiatchis n'avaient jamais payé d'impôt personnel. Dans les conflits évoqués plus haut concernant le statut fiscal des podiatchis d'origine taillable, le point de désaccord n'était pas le droit des podiatchis de ne pas payer d'impôts directs, mais le droit d'un taillable de revendiquer le grade de podiatchi, autrement dit de sortir de sa communauté. La formulation de l'oukase du 9 mars 1703 montre bien qu'initialement Pierre le Grand n'avait pas l'intention d'aller contre la tradition. La première proposition de Kourbatov, qui avait été acceptée par le tsar, consistait à modifier le principe de financement des appointements des diaks et des podiatchis, en transformant les cadeaux informels en revenu du Trésor destiné au maintien des agents administratifs. Mais les diaks, à travers les représentants de leur grade dans la Chancellerie intime, avaient saboté la mise en pratique de cette mesure.

Ce fut une victoire à la Pyrrhus qui se retourna contre eux-mêmes. Kourbatov, un *outsider* dans le milieu des diaks qui ne tenait pas à la solidarité corporative, revint à l'assaut avec une nouvelle idée, celle d'un impôt personnel « selon la proportion des revenus ». Le pouvoir personnel d'un autre *outsider* au sein de l'élite gouvernante, le favori Menchikov, fut suffisant pour tester l'idée de Kourbatov en soumettant à l'impôt la partie la moins influente du personnel administratif, les podiatchis de provinces. Plus vulnérables que leurs confrères dans la capitale, notamment à cause de leurs origines sociales souvent militaires ou populaires, les podiatchis de province se sont avérés incapables de lutter tous ensemble pour le maintien de l'immunité fiscale, bien qu'au niveau individuel, beaucoup d'entre eux aient résisté avec succès, en réduisant leur propre part de la charge fiscale. L'obéissance collective des podiatchis de province créa un précédent dont le tsar profita pour établir son droit d'imposer les revenus de tous les diaks et les podiatchis. Leurs tentatives ultérieures de se soustraire au paiement de l'impôt furent considérées par le pouvoir comme une résistance à la loi et punies en conséquence.

Exprimée en roubles, la perte subie par les diaks et les podiatchis était si insignifiante que les historiens de la fiscalité ne l'ont même pas remarquée. La modeste somme de 6 076 roubles et un demi-kopeck que les 2 833 podiatchis imposés dans les villes de province remirent aux collecteurs envoyés par Menchikov finit pourtant par coûter les yeux de la tête sur le plan de la symbolique sociale. Le monarque avait cessé de reconnaître l'immunité fiscale coutumière des diaks et des podiatchis. Or, en Russie, tout comme dans d'autres sociétés de l'époque moderne, l'immunité fiscale n'était pas seulement un avantage économique, mais le signe d'une position sociale privilégiée. L'expression utilisée pour désigner les contribuables, *tiaglye lioudi* (littéralement, « les gens sous le joug »), était synonyme de « bas peuple », *podlye lioudi*—des gens qui devaient travailler pour vivre et qui étaient trop pauvres ou trop insignifiants pour *servir* le tsar. Or, les diaks et les podiatchis pâtissaient déjà, comme nous allons le voir, d'un préjugé culturel contre la nature de leur travail. Ils étaient en train de renverser ce préjugé, quand le stigmatisme du statut imposable vint annuler les premiers résultats encore fragiles de leurs efforts.

#### IV.2. Changement linguistique et évolution sociale

Some kinds of baseness are nobly undergone.

William Shakespeare, *The Tempest*

Dans l'épisode qui vient d'être reconstitué, Pierre le Grand ne faisait que poursuivre un objectif fiscal pragmatique et immédiat pour « ramasser autant d'argent que possible ». D'un côté, si la contribution à l'effort militaire exigée des diaks et des podiatchis finit par prendre une forme humiliante pour eux en les renvoyant à la condition de taillables, ce fut un effet secondaire imprévu. Mais de l'autre côté, le surgissement même de l'idée d'imposer les diaks et les podiatchis « selon les revenus », à l'instar de marchands et d'artisans, révèle le caractère ambigu et problématique de leur statut social. En général, les historiens n'hésitent pas à affirmer que les diaks et les podiatchis faisaient partie des *serviteurs du*

*souverain (sloujilye lioudi, service class)*. En effet, les diaks étaient inscrits, aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, sur les rôles des grades de la Cour, quoique dans l'une des dernières positions. Quant aux podiatchis, à défaut de figurer sur ces rôles, ceux d'entre eux au moins qui travaillaient dans les prikases bénéficiaient de certains privilèges caractéristiques de serviteurs, notamment des appointements. Cependant, les diaks et les podiatchis pâtissaient d'une association inévitable avec l'écriture d'affaires, qui était perçue en Russie du XVII<sup>e</sup> siècle comme une forme de travail manuel, un métier, c'est-à-dire une activité impropre de l'élite sociale. Cette conclusion s'impose quand on considère les termes à l'aide desquels on désignait les activités spécifiques des diaks et des podiatchis, ainsi qu'eux-mêmes en tant que groupe.

Avant de les analyser, il faut prendre en compte la différence qui existe deux classes d'anachronismes utilisées par les historiens dans leur travail. La première est constituée de mots et d'expressions qui ne faisaient pas encore partie de la langue à l'époque étudiée, tels que *classe* ou *élite dirigeante*. Les anachronismes de ce type tendent à fonctionner comme des termes scientifiques, indépendamment du fait que les historiens ne s'accordent pas toujours sur leur définition. La seconde classe comprend les archaïsmes sémantiques, c'est-à-dire les mots et les expressions qui existaient déjà à l'époque étudiée mais dont le sens a changé depuis. Certains d'entre eux, par exemple *gosouudarstvo* (qui signifiait d'abord « royaume » avant d'acquérir le sens « État ») ou *jalovanie* (« appointements théoriques », ensuite « salaire »), font parfois l'objet de discussions qui révèlent des différences plus ou moins importantes entre le sens historique et le sens actuel et permettent de préciser l'utilisation d'archaïsmes de ce type en historiographie<sup>581</sup>. Il semble toutefois que le travail de leur identification et critique soit loin d'être terminé.

---

<sup>581</sup> Horace W. Dewey et Ann M. Kleimola, « Suretyship and collective responsibility in pre-petrine Russia », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 18, 1970, p. 337-354 ; Horace A. Bennett, « Evolution of the meaning of chin. An introduction to the russian institution of rank ordering and niche assignment from

Toutes les historiographies relatives à la Russie ancienne (russe pré-révolutionnaire, soviétique, occidentale à l'époque soviétique, russe et occidentale depuis la fin de l'URSS) font preuve d'une grande unanimité dans le choix du vocabulaire pour définir les activités des diaks et des podiatchis ainsi que dans la désignation collective des porteurs de ces grades. Les occupations des diaks et des podiatchis dans les prikases à Moscou et dans les bureaux des voïvodes dans les villes de province sont appelées *service (sloujba)* par les historiens : *prikaznaïa / kantseliarskaïa / gosouarstvennaïa sloujba ; chancellery / civil / state service*. La désignation collective standard des diaks et des podiatchis dans l'historiographie est *prikaznye lioudi, kantseliarskie / gosouarstvennye sloujíteli ; chancellery / civil / state servitors*. Or, tous ces mots et expressions sont des anachronismes sémantiques car leur utilisation dans l'historiographie d'une part et dans les sources historiques d'autre part est sensiblement différente. Un détour par la sémantique historique des mots *sloujba* (service) et *rabota* (travail), ainsi que du syntagme *prikaznye lioudi* (littéralement, « gens de prikase ») s'avère indispensable pour notre étude. L'analyse qui suit est fondée sur des textes officiels et privés du XVI<sup>e</sup> - premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle : législation, documents administratifs d'origine moscovite et provinciale, sources épistolaires, mémoires<sup>582</sup>.

---

the time of Peter the Great's Table of ranks to the bolshevik revolution », *California Slavic studies*, vol. 10, 1977, p. 1-43 ; H. Dewey, « Political *poruka* in Muscovite Rus' », *Russian review*, vol. 46, n° 2, 1987, p. 117-134 ; Olga Kosheleva, « L'honneur et la caution », *Cahiers du Monde russe*, vol. 50, n° 2-3, 2009, p. 361-380 ; Александра Плетнева et Александр Кравецкий, « Служба, промысел, работа. К истории слов и понятий », dans Виктор Маркович Живов (dir.), *Очерки исторической семантики русского языка раннего Нового времени*, Moscou, Языки славянских культур, 2009, p. 103-201.

<sup>582</sup> Les sources d'archives seront citées au fur et à mesure. Les principales sources publiées sont : Раиса Борисовна Мюллер (dir.), *Законодательные акты Русского государства второй половины XVI – первой половины XVII века*.

## IV.2.a Service et travail

Du XVI<sup>e</sup> jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le substantif « service » (*sloujba*) utilisé sans épithète et le verbe correspondant « servir » (*sloujit*) avaient deux significations principales. Premièrement, ces mots désignaient une forme de dépendance d'une personne à l'égard d'une autre, comme dans les phrases « si on veut entrer dans le service et signer une obligation [...], si quelqu'un accepte un nouveau converti à son service et l'oblige par une créance [...]»<sup>583</sup> ; ou encore « si quelqu'un commence à servir chez quelqu'un librement sans obligation [...]»<sup>584</sup> ». La sujétion au souverain n'était donc qu'un cas particulier de la même

---

*Тексты*, Léningrad, Наука, 1986 ; Людмила Ивановна Ивина (dir.), *Соборное уложение 1649 года. Текст. Комментарии*, Léningrad, Наука, 1987 ; *Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825*, Saint-Pétersbourg, тип. II отд., 1830 ; Николай Алексеевич Воскресенский (dir.), *Законодательные акты Петра I. Редакции и проекты законов, заметки, доклады, доношения, челобитья и иностр. источники*, vol. 1 Moscou-Léningrad, АН СССР, 1945 ; *Письма и бумаги императора Петра Великого*, 13 vol., Saint-Pétersbourg-Moscou, 1887-2022 ; Григорий Котошихин, *О России в царствование Алексея Михайловича*, Moscou, РОССПЭН, 2000 ; Иван Тихонович Посошков, *Книга о скудости и богатстве и другие сочинения*, Saint-Pétersbourg, Наука, 2004. Николай Павлович Павлов-Сильванский, *Проекты реформ в записках современников Петра Великого. Опыт изучения русских проектов и неизданные их тексты*, Moscou, ГПИБ, 2000.

<sup>583</sup> « А похотят кому в службу бити челом и кабалу на себя дать [...], а кто новокрещена примет к себе в службу и крепость на него возмет [...]. » Л. Ивина, *Соборное уложение*, *op. cit.*, chap. 20, art. 37-38.

<sup>584</sup> « Которые люди учнут у ково служити добровольно без крепости [...]. » Р. Мюллер, *Законодательные акты Русского государства*, *op. cit.*, n° 9.

relation : « Je, ici nommé, baise la croix à mon maître, tsar et grand prince Alekseï Mikhaïlovitch de toute la Russie [...] et promets de le servir, lui mon maître<sup>585</sup>. »  
« Si quelqu'un a fourni un service à raison de sa terre, sa majesté le récompense<sup>586</sup>. »

Deuxièmement, on désignait ainsi tous les actes dont l'exécution était entreprise par un « serviteur » (*slouga*) obéissant à son « maître » (*gosouдар*). Lorsqu'il s'agissait des serviteurs du tsar, le substantif « service » (*sloujba*) utilisé sans épithète et l'expression synonyme *gosouдарева sloujba* (le service du souverain) signifiaient avant tout le service militaire au sens le plus large, c'est-à-dire non seulement les opérations de combat, mais aussi la préparation du matériel militaire, le séjour dans les régiments et les garnisons. Par exemple : « Si mon souverain ordonne que j'aie à son service, et pendant que je suis au service de mon souverain, je dois servir mon souverain et je dois combattre ses ennemis les Criméens, les Nogais, les Lithuaniens et les autres ennemis étrangers, et sacrifier ma vie pour mon souverain<sup>587</sup>. »

En outre, « service » (*sloujba*) avait quelques acceptions non militaires. On désignait ainsi l'activité voïvode à la tête d'une province, mais dans ce cas le service était qualifié de *nepolkovaïa* (« pas dans l'armée »), ce qui indiquait son

---

<sup>585</sup> « Яз, имярек, целую крест Господень Государю своему, Царю и Великому Князю Алексею Михайловичу всяя Руссии [...] на том, служити мне ему Государю своему [...]. »

Le texte du serment de fidélité au tsar Alekseï, 1653. *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 1, n° 114, p. 308 et suiv.

<sup>586</sup> « Кто послужит по земли и государь их жалует. » Р. Мюллер, *Законодательные акты Русского государства, оп. cit.*, n° 11.

<sup>587</sup> « А где велит Государь мне быти на своей Государеве службе, и мне будучи на его Государеве службе, ему Государю служити и с недруги его с Крымскими, и с Нагайскими, и с Литовскими, и с Немецкими людьми битися за него Государя, не щадя головы своей до смерти. » Serment de fidélité au tsar Alekseï, 1653. *Полн. собр. законов, оп. cit.*, vol. 1, n° 114, p. 309.

caractère moins prestigieux. En revanche, la *sloujba* d'un ambassadeur ou d'un envoyé diplomatique était aussi honorable que le service militaire : « Ceux qui iront au service du souverain dans les régiments, ou comme ambassadeurs, ou comme envoyés, ou comme courriers [...].<sup>588</sup> » Le podiatchi Grigori Kotochikhine traitait ces deux variantes de service comme des équivalents : « Quand quelqu'un est envoyé au service diplomatique ou militaire [...].<sup>589</sup> » Appliqué au reste de la population, aux sujets qui n'étaient pas des serviteurs du tsar mais des taillables, le substantif *sloujba* désignait les corvées du tsar : « Remplir les services de corvée à l'égal des autres faubouriens<sup>590</sup>. » « Et si des marchands privilégiés ou des marchands ordinaires reçoivent des chartes de reconnaissance du souverain [...] pour leurs services et pour des bénéfices réalisés à la douane et dans la vente de l'alcool [...].<sup>591</sup> » Il ne faut évidemment pas confondre ces acceptions spécifiques avec l'usage courant du mot « service » (*sloujba*) dans le sens « aide, faveur » (comme dans l'expression « rendre service ») ou encore « bénéfice, utilité ».

En revanche, les activités des diaks et des podiatchis ne sont pas, en règle générale, désignées par le substantif « service » (*sloujba*) ou le verbe « servir » (*sloujit*), dans les sources du XVII<sup>e</sup> siècle. La langue disposait pour cela d'un nombre de périphrases telles que « siéger au prikase », « travailler au prikase »,

---

<sup>588</sup> « Которые будут на государеве службе в полках, или в послех, или в посланниках, или в гонцах [...]. » Л. Ивина, *Соборное уложение, op. cit.*, chap. 10, art. 149.

<sup>589</sup> « Когда кому бывает служба посолская и воинская [...]. » Г. Котошихин, *О России, op. cit.*, p. 120.

<sup>590</sup> « Тяглые службы служить с посадскими в ряд. » Л. Ивина, *Соборное уложение, op. cit.*, chap. 19, art. 8-9 et 11-12.

<sup>591</sup> « А будет кому гостем или торговым людем даны будут государевы жаловальные грамоты [...] за службы и за таможенные и кабацкия приборы [...]. » *Ibid.*, chap. 18, art. 8. Même chose chez Г. Котошихин, *О России, op. cit.*, p. 165.



« être aux affaires du souverain », « travailler sur les dossiers »<sup>592</sup>. Ainsi les serviteurs militaires se plaignaient en 1642 que « tes diaks et tes podiatchis, Souverain, ils sont sans cesse auprès de tes affaires et ils ont amassé de grandes fortunes<sup>593</sup>. »

Les activités ordinaires des diaks et des podiatchis étaient associées avec la notion de « travail, labeur » (*rabota*). C'était seulement lorsqu'un diak ou un podiatchi participait à une ambassade ou accompagnait les troupes en campagne, que l'on disait de lui qu'il est allé au « service » : « À Mikifor pour son service en l'an 7193 à Perevolotchna en Crimée à l'échange des ambassadeurs<sup>594</sup>. » Et même dans ce cas, pendant qu'il était « au service » un podiatchi ne « servait » pas, mais « écrivait », ou « travaillait aux écritures ». Par exemple : « Il a été plusieurs fois aux services du grand souverain dans les régiments auprès de boïars et voïvodes pour les écritures<sup>595</sup>. » Ou encore : « En 7184 il a été avec le boïar et voïvode prince Mikhail Grigorevitch Romodanovski dans les villes du régiment de Sevsk pour le tri des gens de tous les grades, et étant au service du grand souverain il travaillait aux écritures<sup>596</sup>. » La nature manuelle, non noble, du travail d'écriture

---

<sup>592</sup> « Сидеть в приказе / приказное сиденье », « работать в приказе », « быть у государевых дел », « делать приказные дела, работать приказную работу ».

<sup>593</sup> « А твои государевы диаки и подьячие [...] будучи беспрестанно у твоих государевых дел и обогатев многим богатством [...]. » Алексей Федорович Малиновский (dir.), *Собрание государственных грамот и договоров*, vol. 3, Moscou, Селивановский, n° 113.

<sup>594</sup> « За ево Микифоровы службы что он был во 7193 году на крымской посолской розмене в Переволочне. » Liste des podiatchis de Sevsk avec des renseignements sur leur service. RGADA. Ф. 210. Оп. 6г. Кн. 20. Д. 14. Л. 434.

<sup>595</sup> « Бывал на службах великого гсдря в полкех бояр и воевод для писма полковых дел. » Curricula des podiatchis de Sevsk, 1705-1706. RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 394об. Autres exemples *ibid.* Л. 42-147, 353-496.

<sup>596</sup> « Во 184 году был он з бояринам и воеводаю со кнзем Михаилом Григоревичем Ромодановским севского полку в городех для розбору ратных



ne disparaissait pas dans ces occasions. Seul le fait d'avoir été obligé de quitter sa maison et de se soumettre à l'inconfort et aux dangers du voyage permettait aux diaks et aux podiatchis de s'associer au service des hommes d'armes qu'ils accompagnaient. Cependant, même dans ces contextes, l'utilisation du mot *sloujba* n'était pas systématique car il existait aussi un terme spécial pour les missions temporaires de ce type, *posylka* (commission) : « Il a été plusieurs fois au service du grand souverain dans les régiments auprès des boïars et voïvodes, et dans des commissions à Moscou et à Kiev et dans d'autres villes et districts pour les affaires du souverain<sup>597</sup>. »

La non-équivalence du « service » et du « travail aux écritures » est particulièrement flagrante dans des situations où ces deux activités sont présentées sous forme d'alternative, comme dans les exemples suivants : « Il est ordonné d'octroyer des bénéfices fonciers dans le district de Moscou : aux gentilshommes qui servent avec leur ville, à raison de 50 arpents par personne ; aux podiatchis qui travaillent aux affaires dans les prikases, à raison de 8 arpents par personne<sup>598</sup> » ; « Liste de présence, qui et pourquoi n'a pas été enrôlé pour le service ou comme podiatchi » ; « Et son fils Boris doit aller au service en qualité de soldat car lui, Boris, ne connaît pas le travail de bureau » ; « Et moi, Mikhaïl, j'ai été congédié

---

всяких чинов людей и будучи на службе великого гсдря писменным делом работал. » RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 20. Д. 14. Л. 419 об.

<sup>597</sup> « Бывал на службах великого гсдря в полках бояр и воевод и во многих московских и киевских и розных городовых и уездных посылках для гсдрвых всяких дел. » RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 443 об.

<sup>598</sup> « За дворяны, которые служат из городов по выбору, велено подмосковного поместья учинити по 50 чети за человеком. За подьячими, которые сидят у дел по приказам, в Московском уезде быть поместьем по 8 чети за человеком. » Р. Мюллер, *Законодательные акты Русского государства, op. cit.*, n° 44.

du service pour cause de mes blessures [...] et placé comme podiatchi à la douane de la ville de Sevsk<sup>599</sup>. »

Ainsi, les sources du XVII<sup>e</sup> siècle, qu'elles émanent des autorités ou des intéressés eux-mêmes, maintiennent une distinction nette entre les notions de *service* et de *travail aux écritures*. En simplifiant un peu, il ne serait pas faux de dire que, au XVII<sup>e</sup> siècle, les boïars et les gentilshommes *servent* le souverain et les diaks et les podiatchis *travaillent* pour lui.

#### IV.2.b Les gens de prikase

Dans l'introduction à son influente histoire sociale des diaks et des podiatchis au XVII<sup>e</sup> siècle, Natalia Demidova affirme que, « dans la documentation officielle » (que, contrairement à son habitude, elle ne cite pas à cette occasion) le syntagme *prikaznye lioudi* (« gens de prikase ») signifiait couramment les employés dans les prikases et dans les bureaux des voïvodes<sup>600</sup>. L'historienne prétendait ainsi que les diaks et les podiatchis, ceux à Moscou et ceux dans les provinces, possédaient au XVII<sup>e</sup> siècle une (auto)dénomination collective commune. Cette considération terminologique lui semblait particulièrement importante dans la mesure où, tout en s'attachant à ne pas effacer l'hétérogénéité socioéconomique des différents sous-groupes statutaires et régionaux parmi les diaks et les podiatchis, l'historienne poursuivait l'objectif de démontrer l'émergence d'un nouveau groupe social, les « gens de prikase », qu'elle définissait comme « la bureaucratie de service<sup>601</sup> ».

---

<sup>599</sup> « Список наличной хто зачем в службу и в подячие не написан » ; « А сыну ево Борису быть в службе в салдатех что он Борис приказного дела не знает » ; « А я Михаила за увечья от службы отставлен [...] и велено мне быть в Севску в таможене в подьячих. » *Ibid.* Л. 11, 2об.

<sup>600</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 15-16.

<sup>601</sup> *Ibid.*, p. 3.

Or, cette observation terminologique de Natalia Demidova s'avère inexacte. Examinons par exemple le lexique d'une série d'oukases concernant les horaires d'ouverture des prikases. L'oukase du 20 octobre 1658 ordonnait : « Les gens de prikase, les diaks et les podiatchis doivent être présents dans les prikases pendant douze heures, de jour et de nuit. » L'oukase du 15 décembre 1669 précisait : « À Moscou dans les prikases les juges et les diaks doivent travailler aux affaires à partir de la première heure de nuit tous les jours. » Enfin, l'oukase du 26 octobre 1680 réduisit à dix heures quotidiennes le temps de présence dans les prikases : « Dans les prikases, les supérieurs, les diaks et les podiatchis doivent être présents pendant cinq heures de jour et pendant cinq heures de nuit<sup>602</sup>. » Le syntagme « gens de prikase » utilisé dans le premier texte correspond à « juges » dans le deuxième et à « supérieurs (chefs) » dans le troisième. Il n'inclue ni les diaks, ni les podiatchis.

Dans les autres textes législatifs des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et notamment dans l'Établissement de 1649, les « gens de prikase », les diaks, et les podiatchis apparaissent comme trois statuts distincts. Les « gens de prikase » et les diaks étaient associés à la prise de décision et la délivrance des ordres, tandis que les podiatchis figuraient en association avec des « petites gens ». Même les podiatchis de Moscou, les plus privilégiés au sein de leur grade, n'avaient pas le droit d'acheter une maison dans le quartier central sous les murs du Kremlin où habitaient les membres de la Cour<sup>603</sup>. Pour distinguer les « gens de prikase » et les diaks, il suffit d'observer que diak était un grade permanent, au lieu que « homme de prikase » (*prikazny tchelovek*) remplissait une fonction, ou mission temporaire.

---

<sup>602</sup> « Приказным людем, дьяком и подьячим в приказах сидеть во дни и в нощи двенадцать часов. » « На Москве в приказах судьям и дьяком сидеть за дела с первого часу ночи во все дни. » « В приказах начальным людем, и дьяком, и подьячим сидеть в день пять часов, в вечеру ж пять часов. » *Полн. собр. законов, op. cit.*, vol. 1, n° 237, p. 467 ; *ibid.*, vol. 1, n° 462, p. 828 ; *ibid.*, vol. 2, n° 839, p. 281.

<sup>603</sup> Н. Воскресенский, *Законодательные акты Петра I, op. cit.*, vol. 1, n° 277.

D'ailleurs, ces missions étaient souvent sans rapport avec l'activité des prikases<sup>604</sup>. L'expression « gens de prikase » était en fait une manière de dire « commissaires ».

Ainsi les diaks et les podiatchis n'étaient pas appelés *prikaznye lioudi* et n'avaient eu aucune dénomination commune au XVII<sup>e</sup> siècle. Rien d'étonnant à cela car, en général, les Russes de cette période n'ont eu de cesse de multiplier les grades. Leur manière préférée d'appréhender et de décrire la société était l'analyse et le répertoire, avec une attention maniacale à l'ordre d'énumération, c'est-à-dire à la hiérarchie. Le regroupement de la poussière des grades en catégories synthétiques est une opération mentale qui acquiert de l'importance avec le règne de Pierre le Grand, qui en fut lui-même un praticien passionné.

#### IV.2.c L'émergence du service civil

Dans les dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle la situation linguistique que nous venons de décrire commença à changer. Les notions de service et de travail de bureau se rapprochèrent un peu, et il semble que l'initiative du rapprochement émanait des principaux intéressés, c'est-à-dire des moins privilégiés parmi les agents qui travaillaient aux écritures pour le compte du tsar : les podiatchis provinciaux et les écrivains publics.

Le langage des écrivains publics mérite une attention particulière dans ce contexte. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle on voit des « podiatchis de la place » utiliser un syntagme inhabituel, *plochtchadnaïa sloujba* (littéralement, « le service de la place publique<sup>605</sup> »). Toutefois, contre toute attente, cette expression ne signifiait

---

<sup>604</sup> Р. Мюллер, *Законодательные акты Русского государства*, n<sup>os</sup> 106, 169, 173, 187, 203, 209, 248, 255, 268, 286 et suiv. ; Л. Ивина, *Соборное уложение*, chap. 17, art. 2 ; chap. 10, art. 1, 5, 6, 24, 130, 142, 251 ; chap. 18, art. 30, 43, 44, 64 ; chap. 20, art. 6, 28, 48, 58, 72, 107 ; chap. 11, art. 3, 19, 20, 104 ; chap. 12, art. 2.

<sup>605</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 353об.

pas l'activité principale de l'écrivain public, la rédaction et la copie. Elle était née du fait que les autorités avaient tendance à utiliser les écrivains publics, puisque ceux-ci se tenaient toujours à proximité des prikases ou du bureau du voïvode, comme courriers, messagers ou pour d'autres missions officielles d'appoint<sup>606</sup>. Autrement dit, la *plochtchadnaïa sloujba* des écrivains publics était nouveau synonyme du terme traditionnel *posylka* (« mission »).

Certains écrivains publics forgèrent des expressions « je sers et je travaille de la place publique », « je sers de la place publique<sup>607</sup> ». La syntaxe particulière de ces phrases fait penser à la formule « servir du domaine » (*sloujit s pomestia*) caractéristique du langage des gentilhommes. Dans les deux cas, cela signifiait que la personne en question était capable et digne de servir le tsar en allant à la guerre ou en effectuant des missions, dans la mesure où elle possédait des ressources économiques propres telles qu'un domaine ou des revenus d'écrivain public—le tsar n'accepte pas des indigents à son service. Remarquons que les podiatchis, pour leur part, n'utilisaient pas ce genre d'expression. Il était sans doute moins évident de considérer un prikase, ou le bureau du voïvode, ou les « affaires du souverain » (*gosoudarevy dela*), ou même les « affaires des sollicitateurs » (*tchelobittchikovy dela*) comme une propriété individuelle.

L'expression « servir de la place » analogue au syntagme « servir du domaine » est probablement née dans le milieu des hommes d'armes de rang inférieur qui n'avaient pas le droit au bénéfice foncier et qui, entre deux campagnes militaires, complétaient leur maigre salaire grâce au métier de l'écrivain public. Cette hypothèse est confirmée par le passage suivant de la requête des mousquetaires de Moscou, en 1691. Ils affirmaient que « conformément à l'oukase de vos majestés, nous, vos serviteurs, trouvons notre subsistance en écrivant sur la place publique près du prikase des Ambassades depuis longtemps ; et lorsque nous nous absentons temporairement pour le service

---

<sup>606</sup> *Ibid.* Л. 14, 19об.-21об.

<sup>607</sup> « Служу и работаю [великому государю] с площади », « служу с площади ». *Ibid.* Л. 50об. et suiv. (Sevsk, 1706).

de vos majestés, nous ne louons nos places à personne ». Ils demandaient que le nombre de places d'écrivain public soit limité par un oukase, afin de réduire la concurrence de la part de non-mousquetaires, afin que « nous, vos serviteurs, puissions trouver notre subsistance, en récompense de nos services<sup>608</sup> ». De même, lors d'une revue des écrivains publics de la ville de Sevsk en 1706, les 26 individus ayant employé l'expression « servir de la place » étaient tous enfants de serviteurs militaires. En quoi consistait le « service » de ces écrivains publics ? D'après leurs propres témoignages, ils entendaient par ce mot le travail aux écritures dans l'armée et les missions (*posylki*), et non pas leur activité de rédaction des documents sur la place publique<sup>609</sup>.

Cependant, au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle, le verbe « servir » (*sloujit*) commença aussi à être employé pour désigner les activités de bureau. En tout cas, on voit apparaître l'expression « je sers comme podiatchi » (*sloujou v podiatchikh*<sup>610</sup>). Quant au syntagme « gens de prikase » (*prikaznye lioudi*), tout en conservant le sens traditionnel de « commissaires », il commença à être utilisé avec le sens « employés des prikases »<sup>611</sup>. Les Moscovites de cette époque,

---

<sup>608</sup> « По вашему великих государей указу кормимся мы, холопи ваши, у Посольского приказу на площади писмишком своим многие годы ; а для ваших великих государей служб на время площадных своих мест никому [...] не поступываемся. » « [Ограничить места] указным числом, чтобы нам, холопом вашим, за службишка наши было чем прокормитца. » Сергей Алексеевич Белокуров, *О Посольском приказе*, Moscou, ИОИДР, 1906, p. 164.

<sup>609</sup> RGADA. Ф. 210. Оп. 6Г. Кн. 32. Л. 50об. et suiv.

<sup>610</sup> *Ibid.* 135об., 436 об.

<sup>611</sup> Н. Воскресенский, *Законодательные акты Петра I*, *op. cit.*, vol. 1, n° 327 et suiv. Bureau de recensement de la province de Sevsk, registre des entrants : RGADA. Ф. 905. Оп. 1. Д. 781. Л. 21, 136 ; dossiers et documents de l'Armurerie concernant les dépenses d'argent, 1702-1703 : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 987. Л. 391-492об. ; rapports originaux sur les recettes et les dépenses de

comme plus tard les historiens, furent sensibles au lien métonymique entre les grades spécialement destinés à travailler dans les prikases, c'est-à-dire les diaks et les podiatchis, et l'expression « gens de prikase ».

Des changements linguistiques décisifs sont visibles à partir du milieu des années 1710. Le mot « gens » (*lioudi*) commença à céder du terrain à un dérivé du mot « service »—les « serviteurs » (*sloujba* > sg. *sloujitel*, un substantif différent par les sphères de son emploi du mot *slouga*, dérivé de la même racine). Dans le domaine militaire, « gens » et « serviteurs » cohabitaient. Ainsi on disait aussi bien « gens de service » que « serviteurs de la marine », « gens de la Cour » que « serviteurs à la Cour » (pour les fonctions subalternes)<sup>612</sup>. En revanche, la sphère du service civil posait problème. Pierre le Grand hésitait en choisissant un collectif pour désigner les employés de bureau. L'expression « gens de prikase » (*prikaznye lioudi*) ne le satisfaisait pas, du moins pour l'usage législatif, sans doute parce qu'elle pouvait être comprise dans son sens habituel de « commissaires », mais aussi parce qu'il avait l'intention de fermer les prikases. Le tsar essaya plusieurs périphrases, mais elles étaient toutes trop longues, imprécises ou au contraire insuffisamment inclusives : « Tous les grades qui sont préposés aux affaires militaires et civiles » (dans un oukase de 1714) ; « Rédiger des notices sur tous les rangs civils et ceux dans les collèges » (dans une note autographe du 19 mars 1719) ; « Les appointements aux gens de service militaires de terre et de mer, aux intendants civils et aux autres » (dans l'oukase du 9 mai 1719)<sup>613</sup>.

---

l'Armurerie présentés dans la Chancellerie intime, 1703-1704 : RGADA. Ф. 396. Оп. 2. Д. 993. Л. 3.

<sup>612</sup> « Служилые люди », « морские служители », « дворовые люди », « дворовые служители ». *Письма [...] Петра Великого, op. cit., vol. 13-1, p. 166-167.*

<sup>613</sup> « Все чины которые у дел приставлены военных, гражданских » ; « Зделат о гражданских и коллежских рангах ведомости » ; « Жалованье служивым людем сухопутным и морским, гражданским управителем и

Dans les documents préparatoires à la création des collèges, rédigés par Heinrich Fick à partir de la documentation suédoise et traduits en russe, le tsar et les sénateurs ne pouvaient pas manquer de remarquer, en 1718, des expressions inhabituelles pour eux : « serviteurs des collèges » (*sloujiteli kolleguii*) et « serviteurs civils » (*grajdanskie sloujiteli*)<sup>614</sup>. La première a été adoptée immédiatement, entra dans l'usage courant et produisit des variantes : « serviteurs de collège » (*kollejskie sloujiteli*), « serviteurs de chancellerie / de bureau » (*kantseliarskie / kontorskie sloujiteli*). Même le mot prikase qui était sur le point de devenir un archaïsme a été rajeuni grâce à ce modèle : « serviteurs de prikase » (*prikaznye sloujiteli*)<sup>615</sup>. En revanche, le syntagme « serviteurs civils » mit plus de temps à s'acclimater. Il est absent de la Table des rangs, où l'on trouve seulement l'expression « grades civils » (*statskie tchiny*). Il est également absent des documents et mémentos autographes de Pierre le Grand qui continua jusqu'à la fin de sa vie à préférer le mot « grades » (*tchiny*) au mot « serviteurs » (*sloujiteli*), voire à avoir recours à l'antique périphrase « gens aux affaires » : « Sur la revue des gens qui sont aux affaires : à sélectionner de parmi eux pour les collèges<sup>616</sup>. »

En revanche, dès 1714, Pierre le Grand utilise l'expression « service civil », notamment lorsqu'il décrit les carrières ouvertes aux cadets de familles nobles, autres que dans l'armée<sup>617</sup>. Deux adjectifs russes se font concurrence pour exprimer le sens « civil » : *grajdanski* et *statski* (littéralement « d'État »). Le premier est un vocable ancien qui a développé un sens nouveau et le second, un néologisme. Toutefois, le sens militaire du mot « service » (*sloujba*) continua à

---

прочим. » Н. Воскресенский, *Законодательные акты Петра I*, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 252, 274, 276.

<sup>614</sup> *Ibid.*, n<sup>o</sup> 269.

<sup>615</sup> *Ibid.*, n<sup>os</sup> 277, 291, 327, 400.

<sup>616</sup> « О смотре людей которые у дел, чтоб выбрать в Колегии из оных. » *Ibid.*, n<sup>o</sup> 292.

<sup>617</sup> Полн. собр. законов, *op. cit.*, vol. 5, n<sup>o</sup> 2796, p. 97.



être très présent, tandis que l'activité administrative était souvent désignée de manière traditionnelle, par le substantif « affaires » (*dela*)<sup>618</sup>.

Le texte du Règlement général (relatif à l'administration civile) promulgué en 1720 est remarquable par sa nouveauté conceptuelle. D'une part, dans ce document, les activités de bureau ne sont pas désignées par le syntagme nouveau « service civil » mais par l'expression traditionnelle « travail de prikase » (*prikaznaïa rabota*), ou par sa variante modernisée, « travail de bureau » (*kantseliarskaïa rabota*). Mais d'autre part, le Règlement général proclame le principe selon lequel toute personne préposée aux « affaires civiles » (*statskie dela*) et ayant subi une peine publique ne pourra être admise au « service » (*sloujba*) de sa majesté<sup>619</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, un diak ou un podiatchi véreux était chassé des « affaires » (*ot del*) ; Pierre le Grand, en revanche, promet de chasser les mauvais employés de bureau du « service ». Et à l'inverse, tous les bons employés « qui connaissent leur tâche et l'accomplissent avec soin » sont déclarés « les véritables *serviteurs* » du souverain (*istinnye sloujiteli*)<sup>620</sup>. Le texte du serment d'allégeance inclus dans le Règlement général fait jurer la fidélité « au *service* et bénéfice de sa majesté<sup>621</sup> ». Le Règlement général véhicule donc l'idée qu'aux yeux du tsar l'ensemble de « gens aux affaires civiles », non seulement ceux qui jugent et prennent les décisions mais aussi tous ceux qui ne s'élèvent jamais au-dessus du *travail* de bureau, sont *serviteurs* du souverain. Le travail manuel se transforme ainsi en *service* grâce à la reconnaissance du fait qu'il est effectué pour le *bien commun* du *gosouдарstvo*-État. Comme nous avons vu dans le premier chapitre, un homme comme Alekseï Kourbatov percevait parfaitement ces nuances lexicales qui reflétaient des mouvements d'idées tectoniques.

---

<sup>618</sup> Н. Воскресенский, *Законодательные акты Петра I*, *op. cit.*, n° 252.

<sup>619</sup> *Ibid.*, n° 400.

<sup>620</sup> « [Кто] свое дело знает и прилежно оно отправляет » — « истинный служитель [государя] ». *Ibid.*, p. 507.

<sup>621</sup> « К службе и пользе Е.И.В. ». *Ibid.*, p. 483-484.

\*\*\*

En somme, il semble que la relation entre la notion de service (*sloujba*) et la notion de travail de bureau (*prikaznaïa rabota*) ne s'est déroulée dans le sens contraire à celui qui a été présenté dans l'historiographie. Au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles la notion de « service du souverain » (*sloujba gosoudareva*) n'englobait le travail de bureau<sup>622</sup>. S'agissant du service au tsar, le sens initial du mot *sloujba* se limitait au service militaire et diplomatique, tandis que le travail de bureau (l'écriture d'affaires) restait une forme de travail manuel, même quand il était effectué sur l'ordre et dans l'intérêt du tsar. Au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle la notion de *sloujba* (service militaire) s'élargit pour inclure le travail de bureau, reconceptualisé comme une activité qui comptait pour le « bien commun », ou le bien de l'État. La jonction entre les deux notions devint manifeste au niveau linguistique au courant des années 1710.

Le dégagement de la notion de travail de bureau (*prikaznaïa rabota*) de la sphère du travail (*rabota*) pour rejoindre la sphère du service (*sloujba*) était certainement favorable pour le statut social des diaks et des podiatchis dans la mesure où cette évolution conceptuelle les éloignait de l'association stigmatisante avec le labeur manuel. Toutefois, son effet bénéfique fut contrecarré par la perte simultanée de leur immunité fiscale, décrite plus haut.

Cet ensemble de facteurs contradictoires affectant les élites secondes ne manqua de jouer un rôle important en 1721, lors de la phase finale de préparation de la Table des rangs, la loi fondamentale sur le service qui introduisit dans la législation russe la catégorie de *noblesse*. C'est par la considération de cet engrenage et de ses conséquences à long terme que nous concluons notre étude de l'État quotidien russe au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Conclusion. L'impossible noblesse de robe

---

<sup>622</sup> Н. Демидова, *Служилая бюрократия в России, op. cit.*, p. 152-153.

C'est dans l'état médian, celui auquel appartiennent les fonctionnaires, que se trouvent la conscience de l'État et la culture la plus brillante. Il constitue de ce fait le pilier de cet État en ce qui regarde la rectitude et l'intelligence. L'État dans lequel aucun état médian n'est présent ne se situe pas, de ce fait, à un niveau élevé. C'est le cas de la Russie, qui a une masse en position de servage et une autre qui gouverne.

Hegel, *Principes de la philosophie du droit*

Au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, les serviteurs du tsar dont les modes de vie et les fonctions sociales correspondaient dans leurs grandes lignes à ceux de l'aristocratie et de la gentilhommerie occidentales se sont organisés en une hiérarchie de grades (*boïarine, okolnitchi, dvorianine*, etc.). Ces hommes cultivaient soigneusement la notion de leur propre noblesse au sens de « bonne naissance » (*blagorodny*), de position sociale « illustre » (*znatny*), et de « grande puissance » politique (*velmojny*). Mais ils n'éprouvaient pas le besoin de se concerter sur la définition de la noblesse comme groupe social. L'absence dans la langue russe de mot pour exprimer la notion de noble au sens de catégorie sociale illustre bien cet état d'esprit. Beaucoup plus important que la recherche d'une identité sociale cohésive, était, à leurs yeux, l'incessant jeu des préséances opposant des familles et des personnes de qualités proches, mais pas tout à fait semblables<sup>623</sup>.

À partir du dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, l'augmentation de contacts avec les voisins occidentaux finit par rendre malaisé, pour ces *bellatores* russes, l'impossibilité de s'autodécrire comme un ordre, à l'instar des *laboratores* et des *oratores* (*krestianstvo, doukhovenstvo*). Pour exprimer la catégorie sociale de noble Russe, Pierre le Grand emprunta d'abord le polonisme *chliakhtitch* (pol. *szlachta*), que les Moscovites avaient utilisé jusque-là pour parler des nobles

---

<sup>623</sup> André Berelowitch, *La hiérarchie des égaux. La noblesse russe d'Ancien Régime, XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.

étrangers mais pas d'eux-mêmes. Plus tard, il pencha en faveur du terme russe *dvorianine*. Pas plus que le terme polonais *szlachta* (qui remonte à un mot germanique signifiant « bataille »), le mot *dvorianine* ne revoyait à l'idée de noble dans le sens « connu de tous », « illustre », ni à celles de bonne naissance ou de puissance politique. *Dvorianine* signifiait littéralement « celui dans la Cour » (*dvor*). Depuis les temps immémoriaux, c'était le nom du grade que portait la majorité de serviteurs du tsar issus de « bonnes familles » et qui correspondait à la gentilhommerie ordinaire.

Dans la société de Cour moscovite du XVII<sup>e</sup> siècle on attachait certes la plus haute importance à l'honneur lignager, et cependant le fils du plus illustres des boïars ne possédait aucun titre, avant d'entrer lui-même au service du tsar et d'obtenir ainsi un grade. Un boïar pouvait transmettre à son fils son nom, le souvenir de ses états de service, ses domaines, sa richesse et son réseau de relations, mais seul le tsar avait le pouvoir de le doter d'une qualité. Tant que le fils n'entrait pas au service (ou dans les ordres), il ne restait qu'« un fils de ».

Pierre le Grand, ayant introduit en Russie le statut de « noble », reconnut une fois pour toutes aux serviteurs héréditaires de la dynastie des Romanov une qualité intrinsèque, indépendante de la volonté monarchique. En effet, à partir de ce moment-là, l'enfant de *dvorianine* possédait le statut juridique de *dvorianine* de par sa seule naissance, sans rapport avec le fait de servir ou non le souverain, d'être ou non propriétaire terrien, de descendre d'ancêtres illustres ou non. Mais en même temps, le tsar arrima la notion de noblesse au service par un lien rigide. Tout homme qui était né *dvorianine* était obligé de servir le souverain sous peine de punition. Tout serviteur méritant qui n'était pas né *dvorianine*, devait être anobli grâce à la progression de carrière, par un mécanisme inscrit dans la loi qui fonctionnait sans intervention personnelle du monarque. Ainsi, paradoxalement, il semble que les *bellatores* moscovites du XVII<sup>e</sup> siècle étaient plus proches de l'esprit de la noblesse occidentale sans en porter le nom, que la « noblesse » russe (*dvorianstvo*) imaginée par Pierre le Grand.

Le tsar avait d'abord l'intention de reconnaître en tant que nobles l'ensemble des officiers de son armée, quelque fût leur origine sociale. Cet

objectif devait être atteint grâce à la Table des rangs, sur laquelle le tsar travailla en 1721 et qui devait remplacer définitivement l'antique hiérarchie des grades moscovites, dont une grande partie était tombée en désuétude depuis le début du siècle, à commencer par celui de boïar. Le tsar distribua parmi les quatorze rangs de la Table tous les grades des officiers militaires, laissant celui de soldat en dehors. En revanche, concernant les serviteurs civils, il n'était pas certain que toutes les catégories méritassent une place dans la Table ou bien plutôt si une partie d'entre eux, les simples travailleurs de l'encre et de la plume, dussent être considérés comme un équivalent de soldats et à ce titre être exclus de la Table. Les traces de ses réflexions sur le sujet sont visibles dans un de ses mémentos datés du début de 1721, qui contient cette phrase un peu mystérieuse : « À partir de quel rang d'en bas faut-il entrer dans le service dans les affaires civiles<sup>624</sup> ? » Un autre doute concernait le statut des grades civils introduits dans la Table. Fallait-il les considérer tous comme nobles indépendamment de leurs origines sociales, à l'instar des officiers militaires ?

Publiée en janvier 1722, la Table des rangs accompagnée d'articles explicatifs répondit à ces questions. Le tsar avait tranché de façon défavorable pour les grades civils. Les simples scribes, les podiatchis « jeunes », furent laissés en dehors des rangs, tout comme les soldats. Les différents niveaux de responsabilités administratives qui correspondaient jusque-là aux grades de podiatchi « moyen », podiatchi « vieux », diaks et diaks de conseil, rebaptisés en enregistreur, secrétaire, conseiller et assesseur, furent distribués entre les rangs du 14<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup>, c'est-à-dire dans la moitié inférieure de la Table. Pour être reconnu noble, un employé de bureau d'origine roturière devait atteindre le 8<sup>e</sup> rang, et non le 14<sup>e</sup> comme les serviteurs militaires. Or, même en théorie, une telle progression

---

<sup>624</sup> « От которова рангу в штатских делах вступат снизу в службу ? » Воскресенский Николай Алексеевич (dir.), *Законодательные акты Петра I. Редакции и проекты законов, заметки, доклады, доношения, челобитья и иностр. источники*, vol. 1, Москва-Ленинград, АН СССР, 1945, n° 102, p. 91.

de carrière dans le service civil n'était possible qu'à condition de servir à Saint-Pétersbourg, à Moscou, ou du moins dans l'une des neuf capitales de gouvernorats. La nomenclature des grades des institutions administratives dans les chefs-lieux de territoires administratifs de niveaux inférieurs (province, district) n'atteignait pas le 8<sup>e</sup> rang. Ainsi la barrière sociale séparant les habitants du centre et ceux de la périphérie qui avait existé dans le royaume de Moscou fut reproduite dans l'empire de Saint-Pétersbourg.

Au niveau des individus, la conversion d'une centaine de titulaires du grade de diak et de près de quatre mille podiatchis dont le tsar disposait en 1722, fut conçue de manière à les repousser dans la roture. Au même moment, la Table des rangs anoblit des milliers de serviteurs militaires, bien que beaucoup d'entre eux eussent été inférieurs aux diaks et même à certains podiatchis en termes d'origine et de position sociales. En outre, la loi de 1724 déjà mentionnée interdit la promotion de secrétaires d'origine non-noble au grade d'assesseur avec l'objectif explicite de réserver l'accès aux grades civils supérieurs aux nobles héréditaires<sup>625</sup>.

Quoiqu'il adoptât ces mesures très défavorables pour la carrière civile, Pierre le Grand ne croyait toutefois ni que le service civil n'était pas nécessaire pour le « bien commun », ni que les emplois de bureau dans l'administration et la justice étaient indignes des nobles. En premier lieu, comme nous l'avons déjà souligné, il avait reconnu dans le Règlement général que l'activité de l'ensemble de « gens aux affaires », même les subordonnés, était importante « pour le service et le bénéfice » de l'État. Et en second lieu, il ne partageait pas le préjugé de ses ancêtres contre l'écriture d'affaires.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'apogée de carrière d'un diak était de parvenir à réduire au minimum la nécessité d'écrire soi-même. Ce n'est pas sans raison que le podiatchi Grigori Kotochikhine soulignait que « le diak de conseil dicte au podiatchi, il n'écrit pas lui-même, il ne fait que rayer l'inutile et ajouter ce qui est

---

<sup>625</sup> Cette loi est discutée au § *La Table des rangs dans les yeux des contemporains*.

nécessaire<sup>626</sup> ». Quant au tsar et les boïars, ils étaient aussi peu enclins à prendre la plume en public que de travailler à la hache : « Les boïars ne signent aucun document, les diaks de conseil ont été institués pour cela<sup>627</sup>. » Pierre le Grand, dans son extravagance calculée, pratiqua les deux activités, quand il a exercé de charpentier sur les chantiers navals en Hollande et quand il rédigeait des oukases de sa main propre. Il ne laissa ainsi pas d'autre choix à ses Grands qui ont été obligés de s'habituer à la nécessité de manipuler la plume, surtout après cet oukase menaçant de 1707 : « Chacun des ministres doit signer de sa propre main [les procès-verbaux des séances du Conseil intime], ce qui est très important, indispensable, et qu'on ne décide aucune question sans cela, car par ce moyen l'ineptie de chacun [d'entre vous] serait révélée<sup>628</sup>. »

L'intention du tsar, lorsqu'il a promulgué la Table des rangs quatre mois après la signature de la paix de Nystad qui avait mis une fin glorieuse à des hostilités de vingt années, était évidemment de célébrer la supériorité des combattants qui venaient de gagner la Grande guerre du Nord par rapport aux gratte-papiers qui se sont esquivés de l'effort et des sacrifices militaires, comme l'avaient fait les podiatchis Chagarov. Dans l'esprit de Pierre le Grand, l'idée de la noblesse russe s'était cristallisée autour du service militaire, et ce ne fut pas un hasard si dans les articles explicatifs de la Table des rangs, le mot « service » (*sloujba*) était uniquement employé, comme au XVII<sup>e</sup> siècle, en relation avec les grades militaires<sup>629</sup>. En outre, la soumission des diaks et des podiatchis à un impôt

---

<sup>626</sup> « Думной дьяк приказывает подьячему, а сам [грамоты] не готовит, толко чернит и прибавливает, что надобно и ненадобно. » Котошихин Григорий, *О России в царствование Алексея Михайловича*, Москва, РОССПЭН, 2000, р. 45-46.

<sup>627</sup> « Бояре ни х каким делам [...] руки своей не прикладывают, для того устроены они, думные дьяки. » Ibid., р. 46.

<sup>628</sup> Н. Воскресенский, *Законодательные акты Петра I*, *op. cit.*, n° 238, р. 196.

<sup>629</sup> Сергей Мартинович Троицкий, *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в. Формирование бюрократии*, Moscou, Наука, 1974, р. 106.



personnel qui les avait associés de manière trop flagrante avec la populace taillable, pesa sans doute sur les décisions de Pierre le Grand pendant son travail sur la Table des rangs.

Malgré cela, répétons-le, le tsar ne méprisait pas le travail de bureau, bien au contraire. Pour susciter chez la noblesse le goût du service civil, il aurait sans doute volontiers repris à son compte les arguments de l'économiste français Vincent de Gournay, qui écrivait en 1755 : « Si les jeunes officiers de la marine craignent de se dégrader en naviguant sur des vaisseaux marchands, ils n'ont qu'à songer que le Czar Pierre n'a rien cru au-dessous de lui et de tout ce qui pouvoit l'instruire<sup>630</sup>. » Il espérait que les nobles enverraient leurs enfants dans toutes les branches du service entendu dans son nouveau sens élargi, militaire et civil. Le grade de junker de collègue fut spécialement introduit pour les stagiaires nobles dans l'administration centrale. Le tsar voulait voir les nobles héréditaires dans les « collèges » administratifs tout autant qu'à la garde impériale. Il souhaitait que les nobles remplaçassent progressivement les fils de podiatchis dans les bureaux et tribunaux de toutes les villes de l'empire.

Mais le tsar était fermement convaincu que l'avancement progressif depuis les plus bas échelons était la meilleure des formations pour la jeunesse. Et de toute manière il n'y avait pas encore en Russie de voie alternative sous forme d'études spécialisées, quoi qu'il œuvrât pour ouvrir des écoles. Aussi les futurs administrateurs, juges et ministres étaient-ils censés, selon le tsar, commencer comme copistes dans les bureaux, à la manière où lui-même avait gravi d'en bas tous les grades de la marine militaire.

Formellement, un fils de noble ne dérogeait pas à débiter comme copiste plutôt que comme soldat ou matelot, et ne perdait rien en termes d'avancement.

---

<sup>630</sup> Vincent de Gournay, Moyens proposés pour agir le plus offensivement possible contre les Anglais, et pour ranimer en France le gout pour la marine [1755], cité dans Loïc Charles, Frédéric Lefebvre, Christine Théré (dir.), *Le cercle de Vincent de Gournay. Savoirs économiques et pratiques administratives en France au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, INED, 2011, p. 359.



La Table des rangs et la loi de 1724 ne pénalisaient que le roturier, un Chagarov, qui savait qu'il n'avait pas le droit de dépasser le grade de secrétaire au service civil et qu'au contraire, au service militaire, le premier grade d'officier l'anoblirait, lui et ses enfants à venir. Mais les nobles de naissance ont interprété ces mesures à leur manière sans prêter l'oreille aux exhortations de leur souverain. Si les grades civils entre le 14<sup>e</sup> et le 8<sup>e</sup> rangs n'anoblissaient pas les roturiers, c'est que ces grades étaient en quelque sorte ignobles et les emplois correspondants indignes des scions de bonne famille. Par conséquent, l'effet de la Table fut contraire aux attentes du tsar. Les podiatchis, au lieu de se faire tous soldats dans l'espoir d'être anoblis, continuèrent à remplir les bureaux comme avant la réforme du service, selon leur habitude. Les nobles, ne voulant pas côtoyer ces personnages obscurs, n'envoyèrent pas leurs enfants dans la carrière administrative, à l'exception peut-être de quelques endroits prestigieux comme le collège des Affaires étrangères.

Ainsi malgré toutes les réformes visant à créer un État de police, malgré les changements profonds qui ont bouleversé les institutions, les pratiques, les personnels et le langage de l'administration et de la justice pendant le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, le côté domanial de l'antique gouvernement moscovite n'a pas complètement disparu. Le Sénat et les collèges, comme les prikases avant eux, étaient un appendice de la personne du monarque, une excroissance de son conseil. Le conseil pouvait et devait fonctionner en mode collatéral, *a latere principis*, mais il redevenait *pars principis* dès qu'on sortait de la zone dessinée par le droit, c'est-à-dire, en Russie, par la règle du précédent.

La règle du précédent, tout en posant les limites du libre arbitre du juge et administrateur, lui laissait une grande liberté d'interprétation, la liberté de décider « comme Dieu lui dicte ». Cependant, la liberté du juge et administrateur russe n'en faisait pas un magistrat de type occidental. En Occident, on le sait, la justice réussit à ménager quelques positions d'indépendance face à la liberté du prince, grâce à la science juridique. La Moscovie n'a pas connu ces juristes qui enferment le roi dans la logique intrinsèque de son pouvoir, la souveraineté bodinienne. Le « miracle du droit », selon l'expression de Paolo Grossi, ne s'était pas produit

dans la Moscovie du XVII<sup>e</sup> siècle. La liberté du juge et administrateur moscovite qui, selon le mot amer de Pierre le Grand, « fait ce qu'il veut », ne découlait pas de l'autonomie du droit mais était au contraire le reflet en miniature du libre arbitre de son maître, un souverain *absolument* libre, délié de tout et de tous hormis sa conscience devant Dieu.

On ne perçoit pas encore nettement, en Russie de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle administrée par des Kourbatov et des Chagarov, cette dialectique entre la domination domaniale du souverain et la dignité de la figure du juge qui avait entraîné la partie occidentale de l'Europe dans un processus de modernisation, de transformation du domaine en État administré. Le « travail de la monarchie sur elle-même », selon la formule célèbre de Denis Richet, prit sous le règne de Pierre le Grand la forme du *dominus* travaillant sur lui-même pour devenir un monarque éclairé. Il montrait la voie à ses sujets, mais tous ne suivaient pas son exemple avec le zèle égal.

Pierre le Grand, qui de son vivant avait gagné une renommée internationale de réformateur et même de démiurge, n'avait certainement pas cherché de tout changer pour que tout reste comme avant. Mais c'est ce qui arriva avec sa grande réforme du service. Elle produisit un effet conservateur sur le modèle hérité de l'époque moscovite : les décideurs étaient des amateurs recrutés dans la noblesse terrienne militaire, tandis que les spécialistes compétents qui se sont formés par la pratique dans l'administration et la justice civile étaient bloqués au niveau subalterne et socialement inférieur.

Ce résultat est démontré par l'histoire des ressortissants des élites secondes racontée dans ce livre, celle d'Alekseï Kourbatov et celle des Chagarov. Pendant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, Lazar et ses fils profitèrent d'un contexte historique et social particulier où la classe marchande n'avait ni influence ni même ambition politique tandis que l'élite politique était maintenue sous le joug du service militaire tout sauf décoratif. Marchant sur les platebandes de l'un et de l'autre groupe, convertissant leur petit capital initial en influence politique locale, l'influence politique en capital et ainsi de suite, les deux premières générations

des Chagarov réussirent à s'enrichir sans devenir des marchands et à accéder aux grades anoblissants sans aller à la guerre.

Toutefois, sous les conditions de service créées par la Tables des rangs, leur profil social de gentilhommes de bureau manqua de se développer, faute de reconnaissance symbolique. La Table renforça l'imaginaire traditionnel des Russes dans lequel deux fonctions sociales laïques seulement étaient reconnues comme fondamentalement vertueuses : verser son sang pour la défense de la patrie et la gloire du souverain, comme le font les nobles, et produire le pain quotidien à la sueur de son front pour la subsistance commune, comme le font les paysans. Et si on reconnaissait quelque utilité sociale au commerce et à la justice, on n'évoquait jamais celle de l'administration qui continuait à être perçue comme une sinécure pour les militaires retraités. En 1767, un voisin des Chagarov, Aleksandr Pokhvisnev, délégué de la noblesse du district de Kromy à la Commission législative réunie par Catherine II, exprima ces vues avec éloquence dans un discours consacré aux droits respectifs des ordres (*soslovia*)<sup>631</sup>.

Par conséquent, pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, « le militaire étant chez nous l'état le plus respecté », comme le constatait en 1776 la princesse Dachkova, présidente de l'académie impériale de Russie<sup>632</sup>, les enfants de nobles évitaient à tout prix de débiter leur carrière dans les bureaux. Et, après la loi de 1762 qui les libéra du service obligatoire, ils préféraient quitter l'armée pour se retirer sur leur domaine et mener une vie d'hobereau plutôt que finir leur carrière dans une place de juge ou d'administrateur civil. Seules, la carrière diplomatique, les hautes charges à la Cour ou dans le Sénat et les collèges dans la capitale faisaient exception à cette règle.

---

<sup>631</sup> *Сборник Русского исторического общества*, vol. 8, Saint-Pétersbourg, тип. II отд., 1871, p. 103-106.

<sup>632</sup> Письмо Е. Р. Дашковой Вильяму Робертсону, 9 октября 1776 года (Лондон). Екатерина Романовна Дашкова, *О смысле слова « воспитание »*. *Сочинения, письма, документы*, Saint-Pétersbourg, Дмитрий Буланин, 2001, p. 11.

Naturellement, les contemporains, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'empire, apercevaient l'évolution de la physionomie sociale du personnel administratif. Ainsi, au début des années 1820, Hegel ne voit encore en Russie aucun « état médian » tirant sa légitimité de sa formation spécialisée et de ses diplômes, qui était, selon lui, le terreau social nécessaire pour la formation de fonctionnaires<sup>633</sup>. Dans les années 1830, Gogol distingue déjà, quoique non sans ironie, « les assesseurs de collège qui reçoivent ce grade à l'aide d'attestations universitaires ne peuvent en rien être comparés à ces assesseurs de collège qui se sont créés au Caucase. Ce sont deux genres complètement différents<sup>634</sup> ». Et trois décennies plus tard, enfin, l'image typique d'un noble de moyens modestes n'est plus un officier militaire, mais un employé, comme le constate Saltykov-Chtchedrine vers 1858 : « La carrière de fonctionnaire ou la carrière d'enseignant sont les deux voies que le noble Russe ne pourra éviter, à moins qu'il ne soit propriétaire terrien ou capitaliste<sup>635</sup>. » Les « Grandes réformes » des années 1860, à commencer par l'abolition du servage, qui d'une certaine manière marquent la fin de l'Ancien Régime en Russie, ont été préparées et réalisées par cette

---

<sup>633</sup> Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, éd. critique établie par Jean-François Kervégan, Paris, PUF, 2013, addition au § 297.

<sup>634</sup> Nikolai Gogol, *Les nouvelles de Pétersbourg*, trad. par André Markowicz, Actes Sud, 2007, p. 73. Le traducteur pense à tort que la référence au Caucase signifie une administration « particulièrement corrompue où l'on pouvait faire carrière beaucoup plus rapidement qu'en Russie ». Gogol pensait aux officiers retraités des guerres du Caucase qui étaient mutés dans l'administration, et le sous-entendu était parfaitement clair pour les lecteurs de son temps.

<sup>635</sup> « Карьера чиновника или карьера учителя—вот два пути, мимо которых еще долго не пройдет благородный русский дворянин, если он не помещик и не капиталист. » Михаил Евграфович Салтыков-Щедрин, « Тихое пристанище », dans *id.*, *Собрание сочинений. В двадцати томах*, vol. 4, Moscou, Художественная литература, 1966, p. 278-279.

génération de fonctionnaires nobles ni propriétaires des « âmes » paysannes ni fabricants ou entrepreneurs.

## Remerciements

Je remercie les rédactions des revues d'avoir autorisé des reprises tirées de certains de mes articles, signalées dans les notes de bas de pages. Un chapitre de ce livre se fonde sur des résultats de recherche publiés dans un article écrit en collaboration avec mon collègue et ami Evgueni Akelev, qui a généreusement partagé avec moi ses trouvailles archivistiques. Sans la contribution de Evgueni, le chapitre consacré à la famille Chagarov n'aurait jamais été ni aussi complet ni aussi éclairant. Je le remercie de tout mon cœur, tout en espérant que nous aurons un jour une nouvelle chance de travailler ensemble. Je remercie chaleureusement mon collègue et ami Sergueï Tchernikov pour la carte qu'il a fait pour cet ouvrage. Quant à mon collègue, ami et mari, Jean-Frédéric Schaub, il n'a pas compté son temps lisant et relisant les versions successives de cet ouvrage. Sans son inlassable intérêt pour la Russie, sans son aide experte et son entrain communicatif l'exercice pas toujours facile de parler de l'histoire du pays natal dans la langue du pays d'adoption m'aurait certainement découragée. Je saisi avec plaisir la chance d'exprimer un sentiment de sincère et vive reconnaissance à tous mes collègues du CERCEC. Étudiante d'abord, membre titulaire ensuite, je n'ai jamais cessé de remercier la chance qui m'a placée non seulement au milieu de gens intelligents, travailleurs et sympathiques mais dans un véritable collectif dans le meilleur sens du terme, où chacun contribue à ce que les autres s'y sentent bien.

Sources manuscrites<sup>636</sup>

*Archives des actes anciens d'État de Russie (RGADA)*

*Fonds 210. Prikase de la Guerre*

- Registre 2. Dossiers : 46, 53, 55
- Registre 5, Dossier 76
- Registre 6<sup>G</sup>. Livres : 20, 23, 32
- Registre 6<sup>G</sup>. Dossiers : 13, 20, 23
- Registre 6<sup>E</sup>. Livre 42
- Registre 6<sup>J</sup>. Livre 33
- Registre 7<sup>A</sup>. Livres : 65, 85, 93
- Registre 8. Liasses : 1<sup>A</sup>, 26, 27, 28, 31, 37, 39, 44, 48, 50, 51, 55, 56, 58
- Registre 9<sup>E</sup>. Rouleaux : 43, 340, 415, 438, 477, 482
- Registre 14. Rouleau 232, 302, 465, 482
- Registre 20. Dossier 79
- Registre 21. Dossiers : 1051, 1132, 1163
- Registre 22. Dossiers : 59, 126, 260

*Fonds 248. Sénat*

- Registre 121. Dossier 21

*Fonds 265. Bureau de scel de Saint-Pétersbourg*

- Registre 1. Livres : 64, 88, 89

*Fonds 282. Collège de la Justice*

- Registre 1. Dossiers : 206, 1949, 1955, 1956, 1964, 1977, 2000, 2021, 2026, 2086, 2087, 2094, 2119, 2127, 2136, 2291, 2318, 2319, 2331, 2357

*Fonds 286. Bureau du maitre de l'héraldique*

---

<sup>636</sup> Je ne reproduis ici ni les noms des dossiers ni le foliotage ; le lecteur les trouvera systématiquement indiqués dans les notes de bas de pages.

- Registre 1. Livres 120, 121, 151, 175, 191, 199, 209, 232, 325, 347, 394, 450, 749

*Fonds 396. Palais de l'Armurerie*

- Registre 1. Dossiers : 52259, 52260, 52269, 52270, 52271, 52272
- Registre 2. Dossiers : 62, 755, 986-1017, 3547
- Registre 3. Dossiers : 122, 170,

*Fonds 442. Bureaux de la province de Sevsk*

- Registre 1. Dossiers : 6, 401, 1653, 1656, 1711, 1713

*Fonds 615. Livres de l'Enregistrement des actes*

- Registre 1. Dossiers 2136-2140 (Viatka-Khlynov)
- Registre 1. Dossiers 9905- 9965 (Sevsk, 1701-1740)

*Fonds 769. Hôtel de ville de Sevsk*

- Registre 1. Dossiers : 5, 379, 405

*Fonds 810. Hôtel de ville de Belgorod*

- Registre 1. Dossier 169<sup>A</sup>

*Fonds 905. Bureaux du Recensement de la population*

- Registre 1. Dossier 781

*Fonds 954. Sevsk, bureaux du trésorier, etc.*

- Registre 1. Dossiers : 1, 4, 6, 12, 19

*Fonds 1157. Chambre territoriale de Sevsk*

- Registre 1. Dossiers : 20, 21

*Fonds 1209. Prikase des Domaines*

- Registre 1. Dossier 1089

*Fonds 1417. Bureau de la douane de Sevsk*

- Registre 1. Dossier 4

*Archives historiques d'État de Russie (RGUIA)*

— Fonds 1343. Registre 51. Dossier 733.

*Archives de l'Institut d'histoire de Saint-Pétersbourg (SPbII)*

— Fonds 83. Registre 1. N° 409

*Archives d'État de l'oblast de Smolensk (GASSO)*

— Fonds 135. Les Chagarov. Registres 1-11

*Les 256 lettres et documents de Kourbatov localisés sont conservés dans les dépôts suivants :*

— *RGADA*. Fonds 9 (Cabinet de Pierre I<sup>er</sup>), 26 (Institutions et taxes du règne de Pierre I<sup>er</sup>), 142 (Lettres autographes du tsar), 160 (Lettres et requêtes), 187 (Collection de manuscrits), 248 (Sénat), 340 (Bureaux de confiscations).

— *SPbII*. Fonds 83 (Bureaux du prince Menchikov), 10 (Bureaux du gouvernement d'Arkhangelsk).

— *RGAVMF* (Archives de la marine de guerre d'État de Russie). Fonds 233 (Bureau du général Fiodor Apraksine).

— *RGUIA*. Fonds 1329 (Oukases et mandements au Sénat).

## Bibliographie

### Sources primaires

*Instructions pour les commis employez à la ferme du papier et parchemin timbré dans toutes les generalitez du royaume de France. Ouvrage aussi utile à Messieurs fermiers qu'aux commis.* Paris, s. n., 1698.



- Болотов Андрей Тимофеевич, *Жизнь и приключения Андрея Болотова описанные самим им для своих потомков, 1738-1793*, vol. 4, Санкт-Петербург, Головин, 1871.
- Бранденбург Николай Ефимович, *Материалы для истории артиллерийского управления в Росси. Приказ Артиллерии (1701-1720 гг.)*, Санкт-Петербург, Артиллерийский журнал, 1876.
- Воскресенский Николай Алексеевич (dir.), *Законодательные акты Петра I. Редакции и проекты законов, заметки, доклады, доношения, челобитья и иностр. источники*, vol. 1, Москва-Ленинград, АН СССР, 1945.
- Дашкова Екатерина Романовна, *О смысле слова «воспитание». Сочинения, письма, документы*, Санкт-Петербург, Дмитрий Буланин, 2001.
- «Дневник графа Бобринского, веденный в кадетском корпусе и во время путешествия по России и за границу», *Русский архив*, vol. 3, n° 10, 1877, p. 116-165.
- Добрынин Гавриил, *Истинное повествование или Жизнь Гавриила Добрынина, пожившего 72 г. 2 м. и 20 дней, им самим писанная в Могилеве и в Витебске, 1752-1823, в трех частях*, Санкт-Петербург, Головин, 1872.
- Дружинин Петр Александрович (dir.), *Неизвестные письма русских писателей князю Александру Борисовичу Куракину (1752-1818)*, Москва, Трутень, 2002.
- Желябужский Иван Афанасьевич, «Дневные записки», dans Александр Либерман (dir.), *Рождение империи*, Москва, Фонд Сергея Дубова, 1997, p. 259-385.
- Ивина Людмила Ивановна (dir.), *Соборное уложение 1649 года. Текст. Комментарии*, Ленинград, Наука, 1987.
- Котошихин Григорий, *О России в царствование Алексея Михайловича*, Москва, РОССПЭН, 2000.
- Путешествие антиохийского патриарха Макария в Россию в половине XVII в., описанное его сыном, архидиаконом Павлом Алеппским*, trad. par G. Mourkos, Санкт-Петербург, Сойкин, 1898.

- Мюллер Раиса Борисовна (dir.), *Законодательные акты Русского государства второй половины XVI - первой половины XVII века. Тексты*, Ленинград, Наука, 1986.
- Павлов-Сильванский Николай Павлович (dir.), *Пропозиции Федора Салтыкова. Рукопись из собрания И. Н. Тиханова*. Санкт-Петербург, ОЛД, 1891.
- Письма и бумаги императора Петра Великого*. 13 vol. Санкт-Петербург-Москва, 1887-2022.
- Полное собрание законов Российской империи. Собрание первое, 1649-1825*, Санкт-Петербург, тип. II отд. собств. канц. ЕИВ, 1830.
- Посошков Иван Тихонович, *Книга о скудости и богатстве и другие сочинения*, Санкт-Петербург, Наука, 2004.
- Прокопович Феофан, *Сочинения*, Москва-Ленинград, АН СССР, 1961.
- Пуфендорф Самуэль, *О должности человека и гражданина по закону естественному. Русский перевод 1726 г. Лингвистическое издание, словоуказатель*, vol. 1, Санкт-Петербург, Нестор-История, 2011.
- Сборник имп. Русского исторического общества*, vols. 8, 39 et 130, Санкт-Петербург, 1871-1909.
- Сенатский архив. Журналы и определения Правительствующего сената*, vols. 2 et 5, Санкт-Петербург, Сенатская тип., 1888 et 1892.
- Серов Дмитрий, Видничук Анастасия, Жуковская Анна, Федюкин Игорь, (dir.), *Письма и бумаги прибыльщика Алексея Курбатова (1700-1720-е годы)*, Москва, ВШЭ, 2023.
- Собрание государственных грамот и договоров, хранящихся в государственной коллегии иностранных дел*, 4 vol., Москва, 1813-1826.

#### Sources secondaires

- Ágoston Magdolna, « Дискуссия историков (в 1950–1970-ые годы) о роли абсолютизма в процессе развития европейского общества », *Canadian-American Slavic studies*, n° 4, 2015, p. 432-452.

- Akelev Evgenii, « The Barber of All Russia. Lawmaking, resistance, and mutual adaptation during Peter the Great's cultural reforms », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 17, n° 2, 2016, 241-275.
- , « Is it possible to make money from beards ? The beard tax and Russian state economics at the beginning of the eighteenth-century », *Cahiers du Monde russe*, vol. 61, n° 1-2, 2020, p. 81-104.
- Bennett Horace, « Evolution of the meaning of *chin*. An introduction to the Russian institution of rank ordering and niche assignment from the time of Peter the Great's Table of ranks to the bolshevik revolution », *California Slavic studies*, vol. 10, 1977, p. 1-43.
- Berelowitch André, *La hiérarchie des égaux. La noblesse russe d'Ancien Régime, XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.
- , « Les élites rurales russes à l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) », François Menant et Jean-Pierre Jessenne (dir.), *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007, p. 259-270.
- , « Au service du couvent. La correspondance Belin », *Cahiers du Monde russe*, vol. 57, n° 2-3, 2016, p. 343-370.
- Bogatyrev Sergei, *The sovereign and his counsellors. Ritualised consultations in Muscovite political culture 1350s-1570s*, Helsinki, Academia Scientiarum Fennica, 2000.
- , « Kormlenie », dans Alena Ledeneva (dir.), *The global encyclopaedia of informality. Understanding social and cultural complexity*, vol. 2, London, UCL press, 2018, p. 350.
- Brown Peter, « Neither fish nor fowl. Administrative legality in mid- and late-seventeenth-century Russia », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 50, n° 1, 2002, p. 1-21.
- , « The Service Land chancellery clerks of seventeenth-century Russia. Their regime, salaries, and economic survival », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 52, 2004, p. 33-68.
- , « How Muscovy governed. Seventeenth-century Russian central administration », *Russian history*, vol. 36, n° 4, 2009, p. 459-529.

- , « Russia's administrative agony 400 years ago. Review », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 14, n° 4, 2013, p. 865-875.
- Bugrov Konstantin, « Moralism and monarchism. Visions of power in 18th-century Russia », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 21, n° 2, 2020, p. 267-292.
- Bullock Philip, Byford Andy *et al.* (dir.), *Loyalties, solidarities and identities in Russian society, history and culture*, Londres, UCL, 2013.
- Bushkovitch Paul, *Peter the Great. The struggle for power, 1671–1725*, Cambridge, Cambridge university press, 2001.
- Charles Loïc, Lefebvre Frédéric, Théré Christine (dir.), *Le cercle de Vincent de Gournay. Savoirs économiques et pratiques administratives en France au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, INED, 2011.
- Clavero Bartolomé, *Antidora. Antropología católica de la economía moderna*, Milano, Giuffrè editore, 1991.
- Cracraft James, *The revolution of Peter the Great*, Cambridge-Londres, Harvard university press, 2003.
- Davies Brian, « The politics of give and take. *Kormlenie* as service remuneration and generalized exchange, 1488-1726 », dans Ann Kleimola et Gay Lenhoff (dir.), *Culture and identity in Muscovy, 1359-1584*, UCLA Slavic studies, 1997, p. 39-67.
- , *Warfare, state, and society on the Black Sea steppe, 1500-1700*. London, Routledge, 2007.
- , « Vasilii Zotov. A military colonist of the southern frontier », dans Donald Ostrowski et Marshall Poe (dir.), *Portraits of old Russia. Imagined lives of ordinary people, 1300-1725*, Armonk-London, M. E. Sharpe, 2011, p. 92-102.
- , *State, power and community in early modern Russia. The case of Kozlov 1635-1649*, Palgrave Macmillan, 2014.
- Descimon Robert, « Nobles de lignage et noblesse de service. Sociogénèses comparées de l'épée et de la robe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) », dans *id.* et Élie Haddad (dir.), *Épreuves de noblesse. Les expériences nobiliaires de la haute robe parisienne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, p. 277-302.

- Dewey Horace, « Political poruka in Muscovite Rus' », *Russian review*, vol. 46, n° 2, 1987, p. 117-134.
- et Kleimola Ann, « Suretyship and collective responsibility in pre-petrine Russia », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 18, 1970, p. 337-354.
- Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?* Trad. par Yasmin Hoffmann, Pandora, 1981.
- Farrow Lee A., « Peter the Great's law of single inheritance. State imperatives and noble resistance », *The Russian review*, vol. 55, no. 3, 1996, p. 430-447.
- Igor Fedyukin et Salavat Gabdrakhmanov, « Cultural capital and education in St. Petersburg. The Noble cadet corps, 1732-1762 », *The Journal of interdisciplinary history*, vol. 46, n° 4, 2016, p. 485-516.
- Glete Jan, « Warfare, entrepreneurship, and the fiscal-military state », dans Frank Tallett et David Trim (dir.), *European warfare, 1350-1750*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, p. 307-316.
- Grendi Edoardo, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni storici*, n° 35, 1977, p. 506-520.
- Hintze Otto, « Conception individualiste et conception collectiviste de l'histoire », dans *Féodalité, capitalisme et État moderne. Essais d'histoire sociale comparée choisis et présentés par Hinnerk Bruhns*, traduit par Françoise Laroche, Paris, Éditions de la MSH, 1991, p. 33.
- Joukovskaia Anna, *Le service diplomatique russe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Genèse et fonctionnement du collège des Affaires étrangères*, thèse de doctorat, sous la dir. de Wladimir Berelowitch, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2002.
- , « Le conseil du tsar dans la culture politique de l'époque pétroviennne », *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n° 4, 2003, p. 577-604.
- , « Hiérarchie et patronage. Les relations de travail dans l'administration russe au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du Monde russe*, vol. 47, n° 3, 2006, p. 551-580.
- , « Unsalariated and unfed. Town clerks' means of survival in southwest Russia under Peter I », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 14, n° 4, 2013, p. 715-739.

- , « A living law. Divorce contracts in early modern Russia », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 18, n° 4, 2017, p. 661-681.
- et Akelev Evgenii, « L'historien entre aux archives. Comment l'historiographie russe d'avant 1917 a découvert l'État moscovite », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 74, n° 3-4, 2019, p. 591-621.
- Hellie Richard, *Slavery in Russia, 1450-1725*, Chicago-London, The university of Chicago press, 1982.
- Kaiser Daniel, « Urban identities in sixteenth-century Muscovy. The case of Tula », dans Ann Kleimola et Gay Lenhoff (dir.), *Culture and identity in Muscovy, 1359-1584*, UCLA Slavic studies, 1997, p. 203-226.
- Kivelson Valerie, *Autocracy in the provinces. The Muscovite gentry and political culture in the seventeenth century*, Stanford, Stanford university press, 1997.
- Kollmann Nancy Shields, « Concepts of society and social identity in early modern Russia », dans Samuel H. Baron (dir.), *Religion and culture in early modern Russia and Ukraine*, DeKalb, Northern Illinois university press, 1997, p. 34-51.
- Kosheleva Olga, « L'honneur et la caution », *Cahiers du Monde russe*, vol. 50, n° 2-3, 2009, p. 361-80.
- , « Education as a problem in seventeenth-century Russia », dans Paul Bushkovitch (dir.), *The State in early modern Russia. New directions*, Bloomington, Slavica Publishers, 2019, p. 191-217.
- Kotilaine Jarmo et Marshall Poe (dir.), *Modernizing Muscovy. Reform and social change in seventeenth-century Russia*, Routledge, 2004.
- LeDonne John, « Ruling families in the Russian political order 1689-1725 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 28, n° 3-4, 1987, p. 233-322.
- Liseitsev Dmitrii, « Tavern revenues and alcohol consumption in the Muscovite state, 1620s-1640s », *Cahiers du Monde russe*, vol. 63, n° 2, 2022, p. 313-336.
- Meehan-Waters Brenda, *Autocracy and aristocracy. The Russian service elite of 1730*, New Brunswick, Rutgers university press, 1982.
- Orlovsky Daniel, « Political clientelism in Russia. The historical perspective », dans *Leadership selection and patron-client relations in the USSR and Yugoslavia*.

- Selected papers from the 2d world congress for soviet and east-european studies*, London, 1983, p. 174-199.
- Pearson Thomas S., *Russian officialdom in crisis. Autocracy and local self-government, 1861-1900*, Cambridge university press, 1989.
- Peterson Claes, *Peter the Great's administrative and judicial reforms. Swedish antecedents and the process of reception*, Stockholm, Nordiska Bokhandeln, 1979.
- Pintner Walter, « The evolution of civil officialdom, 1755-1855 », dans W. Pintner et Don Rowney (dir.), *Russian officialdom. The bureaucratization of Russian society from the seventeenth to the twentieth century*, Chapel Hill, The univ. of North Carolina press, 1980, p. 190-249.
- Polskoy Sergey, « Translation of political concepts in 18th-century Russia. Strategies and practices », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 21, n° 2, 2020, p. 245-265.
- Pravilova Ekaterina, *The Ruble, A Political History*, Oxford university press, 2023.
- Ransel David, « Character and style of patron-client relations in Russia », dans Antoni Maćzak (dir.), *Klientelsysteme im Europa der frühen neuzeit*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1988, p. 211-231.
- Schapiro Nicolas, *Maîtres et secrétaires (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). L'exercice du pouvoir dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Albin Michel, 2020.
- Schaub Jean-Frédéric, « Francisco Leitão, commissaire à tout faire », dans *id.*, Robert Descimon et Bernard Vincent (dir.), *Les figures de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, p. 59-74.
- Stevens Carol B. et Uninsky Philip B., « Private borrowing and lending in Moscow, 1702. Before there were banks », *Cahiers du monde russe*, vol. 64, n° 2, 2023, p. 411-444.
- Torke Hans-Joachim, « Gab es im Moskauer Reich des 17. Jahrhunderts eine Bürokratie ? » *Forschungen zur osteuropäischen Geschichte*, vol. 38, 1986 p. 276-298.



- Wortman Richard, *The Development of a Russian legal consciousness*, London, The university of Chicago press, 1976.
- Zakharov Andrey, « The traditional ranks in the Petrine epoch. Between afterlife and innovation », *Quaestio Rossica*, vol. 9, n° 1, 2021, p. 236-253.
- Акельев Евгений Владимирович, « Старообрядцы в финансовых структурах Российской империи (1722-1785) », dans Виктор Евгеньевич Борисов (dir.), *О вере и суевериях. Сборник статей в честь Е. Б. Смилянской*, Москва, Индрик, 2015, p. 149-178.
- , *Русский Мисопогон. Петр I, брандобритие и десять миллионов «москвитов»*, Москва, НЛО, 2023.
- Анисимов Евгений Викторович, *Податная реформа Петра I. Введение подушной подати в России, 1719-1728 гг.* Ленинград, Наука, 1982.
- , *Государственные преобразования и самодержавие Петра Великого в первой четверти XVIII века*, Санкт-Петербург, Дмитрий Буланин, 1997.
- , « “Дерзость от чистого усердия”. Конон Зофов и Петр Великий », *Труды Санкт-Петербургского института истории РАН*, n° 5 (21), 2019, p. 120-144.
- Афанасьев Михаил Николаевич, *Клиентелизм и российская государственность. Исследование клиентарных отношений, их роли в эволюции и упадке прошлых форм российской государственности, их влияния на политические институты и деятельность властвующих групп в современной России*, Москва, Московский общественный научный фонд, 2000.
- Бабич Марина Виленовна, « Приказ Крепостных дел », dans *Государственность России. Словарь-справочник*, vol. 3. Москва, Наука, 2001.
- , *Государственные учреждения XVIII века. Комиссии петровского времени*, Москва, РОССПЭН, 2003.
- , *Областные правители России, 1719-1739 гг.* Москва, РОССПЭН, 2008.
- Балакирева Лидия Михайловна, « Создание Крепостной конторы при Юстиц-коллегии (1719) », dans Александр Преображенский (dir.), *Российское самодержавие и бюрократия. Сборник статей в честь Натальи Федоровны Демидовой*, Москва, Древлехранилище, 2000, p. 202-218.



- Бекасова Александра Викторовна, « Семья, родство и покровительство в России XVIII века. “Домовое подданство” графа П. А. Румянцева », thèse дис. ... канд. ист. наук, sous la dir. Евгений Викторович Анисимов, Санкт-Петербург, Европейский ун-т, 2006.
- Белокуров Сергей Алексеевич, *О Посольском приказе*, Москва, ИОИДР, 1906.
- Бенцианов Михаил Михайлович, «*Князья, бояре и дети боярские*». Система служебных отношений в Московском государстве в XV–XVI вв., Moscou, Центрполиграф, 2019.
- Богатырев Сергей, « Как называлась приказная элита в посольских книгах XVI-начала XVII в. » dans Сигурд Оттович Шмидт *et al.* (dir.), *Сорок лет научному студенческому кружку источниковедения истории СССР*, Москва, МГИАИ, 1990, p. 98-101.
- Богословский Михаил Михайлович, *Областная реформа Петра Великого. Провинция, 1719-1727 гг.* Москва, ИОИДР, 1902.
- , « Кредит в земском хозяйстве XVII века », dans *Сборник статей, посвященных Василию Осиповичу Ключевскому его учениками, друзьями и почитателями ко дню тридцатилетия его профессорской деятельности в Московском Университете (5 декабря 1879 - 5 декабря 1909 года)*, Москва, Яковлев, 1909, p. 29-42.
- , *Земское самоуправление на русском севере*, 2 vol., Москва, ИОИДР, 1909-1912.
- , *Петр I. Материалы для биографии*, 6 vol., Москва, Наука, 2005.
- Богоявленский Сергей Константинович, « Приказные дьяки XVII в. », *Исторические записки*, vol. 1, АН СССР, 1937, p. 220-239.
- , « Социальное происхождение и служба дьяков XVII века », dans *id.*, *Московский приказный аппарат и делопроизводство XVI-XVII веков*, Москва, Языки славянской культуры, 2006, p. 390-410.
- Бранденбург Николай Ефимович, *Материалы для истории артиллерийского управления в России. Приказ Артиллерии (1701-1720 гг.)*, Санкт-Петербург, Артиллерийский журнал, 1876.

- Бугров Константин Дмитриевич et Киселев Михаил Александрович, *Res Publica. Русский республиканизм от Средневековья до конца XX века*, Москва, НЛЮ, 2021.
- Булгаков Михаил Борисович, *Государственные службы посадских людей в XVII веке*, Москва, ИРИ РАН, 2004.
- Веселовский Степан Борисович, *Дьяки и подьячие XV-XVII вв.*, Москва, Наука, 1975.
- , *Московское государство XV-XVII вв. Из научного наследия*, Москва, АИРО-XXI, 2008.
- , «Приказный строй управления Московского государства», dans Митрофан Викторович Довнар-Запольский (dir.), *Русская история в очерках и статьях*, vol. 3, Киев, Оглоблин, 1912, p. 164-198.
- Викторов Алексей Егорович, *Описание записных книг и бумаг старинных дворцовых приказов*, vol. 2, Москва, Архипов, 1883.
- Владимирский-Буданов Михаил Флегонтович, *Обзор истории русского права*, Москва, Территория будущего, 2005 [1886].
- Водарский Ярослав Евгеньевич, «Территория и население Севского разряда во второй половине XVII - начале XVIII веков», dans Любомир Григорьевич Бескровный (dir.), *Вопросы истории хозяйства и населения России 17 в. Очерки по исторической географии 17 в.*, Москва, 1974, p. 215-236.
- Волков Михаил Яковлевич, «Монах Авраамий и его Послание Петру I», dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Россия в период реформ Петра I*, Москва, Наука, 1973, p. 317.
- , *Очерки истории промыслов России. Вторая половина XVII - первая половина XVIII в. Винокуренное производство*, Москва, Наука, 1979.
- Воскресенский Николай Алексеевич, *Петр Великий как законодатель. Исследование законодательного процесса в России в эпоху реформ первой четверти XVIII века*, Москва, НЛЮ, 2017 [1940].
- Гавлин Михаил Львович, «Вопрос о винных откупах в истории законодательства Российской империи, XVIII-XIX вв.», dans *Труды исторического*

факультета МГУ. *Экономическая история. Обзорение*, vol. 13, Москва, Изд-во МГУ, 2007, p. 127-139.

Голикова Наталья Борисовна, «Ростовщичество в России начала XVIII в. и его некоторые особенности», dans Сергей Данилович Сказкин (dir.), *Проблемы генезиса капитализма*, Москва, Наука, 1970, p. 242-290.

—, «Торговля крепостными без земли в 20-х гг. XVIII в. По материалам крепостных книг городов Поволжья», *Исторические записки*, vol. 90, 1972, p. 303-331.

—, *Очерки по истории городов России конца XVII -начала XVIII в.*, Москва, Московский ун-т, 1982.

—, *Привилегированные купеческие корпорации России XVI -первой четверти XVIII в.*, Москва, Памятники исторической мысли, 1998.

— et Кислягина Лоя Георгиевна, «Система государственного управления», dans Борис Александрович Рыбаков (dir.), *Очерки русской культуры XVIII века*, vol. 2, Москва, Изд-во МГУ, 1985.

Градовский Александр Дмитриевич, *История местного управления в России*, vol. 1, Санкт-Петербург, Головин, 1868.

Демидова Наталья Федоровна, «Бюрократизация государственного аппарата абсолютизма в XVII-XVIII вв.», dans Николай Михайлович Дружинин (dir.), *Абсолютизм в России (XVII-XVIII вв.). Сборник статей к семидесятилетию со дня рождения и сорокалетию научной и педагогической деятельности Б. Б. Кафенгауза*, Москва, Наука, 1964, p. 206-242.

—, «Приказные люди XVII в. Социальный состав и источники формирования», *Исторические записки*, vol. 90, 1972, p. 332-354.

—, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, Москва, Наука, 1987.

—, *Служилая бюрократия в России XVII в. и ее роль в формировании абсолютизма*, thèse диссертация ... доктора исторических наук, Москва, Институт истории СССР, 1988.

- , *Служилая бюрократия в России XVII века (1625-1700). Биографический справочник*, Москва, Памятники исторической мысли, 2011.
- Демкин Андрей Владимирович, *Городское предпринимательство в России на рубеже XVII-XVIII веков*, Москва, ИРИ РАН, 2001.
- Дмитриева Зоя Васильевна, Козлов Сергей Александрович, *Налоги и войны в России XVI-XVIII вв.*, Санкт-Петербург, Историческая иллюстрация, 2020.
- Дубровский Александр Михайлович et Александр Александрович Иванин, *Севский уезд во второй половине XVIII в. Поселения, землевладение, крестьяне и землевладельцы*, Локоть, s. n., 1994.
- Енин Геннадий Павлович, *Словесный воеводский суд. Исследование и источник*, Санкт-Петербург, РНБ, 1995.
- , *Воеводское кормление в России в XVII веке. Содержание населением уезда государственного органа власти*, Санкт-Петербург, РНБ, 2000.
- Ерошкин Николай Петрович, *История государственных учреждений дореволюционной России*, Москва, Третий Рим, 1997.
- Жуковская Анна, «От поручения к учреждению : А. А. Курбатов и “крепостное дело” при Петре I », *Очерки феодальной России*, vol. 13, 2009, p. 314-376.
- , « “Животы и промыслы” подьячих на рубеже XVII-XVIII вв. По материалам г. Севска », *Уральский исторический вестник*, vol. 32, n° 2, 2011, p. 55-63.
- , « Служить бы рад, работать тошно. К истории бюрократии Московского государства и ранней Российской империи. Из “картотеки мотивов” », dans Екатерина Эдуардовна Лямина *et al.* (dir.), *А. М. П. Памяти А. М. Пескова*, РГГУ, Москва, 2013, p. 94-108.
- , « Перемены в фискальном статусе дьяков и подьячих в царствование Петра I и их социальные последствия », *Cahiers du Monde russe*, vol. 55, n° 1-2, 2014, p. 31-49.
- et Акельев Евгений, « Из казаков во дворяне. Шагаровы, микроистория социальной мобильности в России, XVII-XVIII в. », *Cahiers du Monde russe*, vol. 57, n° 2, 2016, p. 457-504.
- Забелин Иван Егорович, *История города Москвы*, Москва, Наука, 1995.

- Загоровский Владимир Павлович, *Изюмская черта*, Воронеж, Воронежский гос. ун-т, 1980.
- Заозерская Елизавета Ивановна, «Помещик Жуков и его хозяйство», dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Дворянство и крепостной строй России XVI-XVIII вв. Сборник статей, посвященный памяти Алексея Андреевича Новосельского*, Москва, Наука, 1975, p. 213-226.
- Заозерский Александр Иванович, «Фельдмаршал Шереметев и правительственная среда Петровского времени», dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Россия в период реформ Петра I*, Москва, Наука, 1973, p. 172-214.
- , *Фельдмаршал Б. П. Шереметев*, Москва, Наука, 1989.
- Зевакин Евгений Сергеевич, «Подьячие Поместного приказа начала XVIII в.», *Исторические записки*, vol. 11, Moscou, AN СССР, 1941, p. 280-282.
- Зимин Александр Александрович, «О сложении приказной системы на Руси», *Доклады и сообщения Института Истории АН СССР*, vol. 9, 1954, p. 164-176.
- Злотников Михаил Федотович, «Подьячие Ивановской площади. К истории нотариата Московской Руси», dans *Сборник статей, посвященных Александру Сергеевичу Лаппо-Данилевскому*, Петроград, Стасюлевич, 1916, p. 82-130.
- Иванов В. И., *Бухгалтерский учет в России XVI-XVII вв. Историко-источниковедческое исследование монастырских приходо-расходных книг*, Saint-Petersbourg, Дмитрий Буланин, 2005.
- Камараули Елена Владимировна, *Южнорусская приказная изба как учреждение местного управления во второй половине XVII века*, thèse дис. ... канд. ист. наук, sous la dir. Владимир Николаевич Глазьев, Воронеж, Воронежский гос. ун-т, 2006.
- , «Механизмы контроля за воеводской администрацией. Институт сыщиков в Российском государстве XVII века», *Вестник ВГУ. Серия История, политология, социология*, n° 2, 2014, p. 54-57.

- Капустина Галина, « Записные книги Московской крепостной конторы как исторический источник (первая четверть XVIII в.) », *Проблемы источниковедения*, vol. 7, 1959, p. 216-273.
- Кизеветтер Александр Александрович, *Посадская община в России XVIII ст.*, Москва, Университетская типография, 1903.
- Киселев Михаил Александрович, « Дом, который построил Гобов. К истории повседневности жителей горнозаводского Урала 1720-х гг. », dans *Десятые татищевские чтения. Всероссийская научно-практическая конференция (Екатеринбург, 21-22 ноября 2013 г.). Материалы*, Екатеринбург, Изд-во УМЦ УПИ, 2013, p. 87-91.
- , « Плутарх при дворе царя. “Гражданство” Симеона Полоцкого и легализм в России накануне петровских реформ », dans Лорина Репина (dir.), *Культура духа vs культура разума. Интеллектуалы и власть в Британии и России в XVII-XVIII веках. Коллективная монография*, Москва, Аквилон, 2022, p. 682-696.
- , « Адаптация антиабсолютистского монархизма в России в первые две трети XVIII века », dans Сергей Польской et Владислав Ржеуцкий (dir.), *Лаборатория понятий. Перевод и языки политики в России XVIII века. Коллективная монография*, Moscow, НЛЮ, 2022, p. 339-374.
- , Кочегаров Кирилл Александрович et Лазарев Яков Анатольевич, *Патроны, слуги и друзья. Русско-украинские неформальные связи и управление Гетманщиной в 1700–1760-х гг. Исследование и источники*, Екатеринбург, Уральский ун-т, 2022.
- Кобрин Владимир Борисович, *Власть и собственность в средневековой России (XV-XVI вв.)*, Москва, Мысль, 1985.
- Козлова Наталья Вадимовна, « Гость, дьяк, металлзаводчик Кузьма Семенович Борин и его потомки. К вопросу об устойчивости промышленных династий в России петровского времени », *Российская история*, n° 4, 2014, p. 112-125.
- Козляков Вячеслав Николаевич, *Служилые люди России, XVI-XVII веков*, Москва, Квадрига, 2018.

- Кочегаров Кирилл Александрович, «“Все наши вольности в арендах.” “Оберегательное письмо” против украинского гетмана Ивана Самойловича 1684 г.», dans *Сборник статей по русской истории в честь Александра Ивановича Гамаюнова к его 60-летию от друзей и коллег*, Москва, Древлехранилище, 2019, p. 178-202.
- Кошелева Ольга Евгеньевна, *Люди Санкт-Петербургского острова Петровского времени*, Москва, ОГИ, 2004.
- , «Историки XIX века о Боярской Думе и боярстве в Московском государстве», *Canadian-American Slavic studies*, n° 52, 2018, p. 411-432.
- Кром Михаил Маркович, «Рождение государства Нового времени в России и в Европе. Сравнительно-историческая перспектива», dans *Труды кафедры истории России с древнейших времен до XX века*, Санкт-Петербург, С.-Петербург. ун-т, 2006, p. 27-36.
- , «Вдовствующее царство». *Политический кризис в России 30-40-х годов XVI века*, Москва, НЛЮ, 2010.
- , «Частная служба в России XVI века» dans *Русское средневековье. Сб. ст. в честь проф. Юрия Георгиевича Алексева*, Москва, Древлехранилище, 2012, p. 422-432.
- , *Рождение государства. Московская Русь XV-XVI веков*, Москва, НЛЮ, 2018.
- , «Патронат и клиентела в Московском государстве XVI - XVII вв. Историография и проблематика», *Вестник Волгоградского государственного университета. Серия 4. История. Регионоведение. Международные отношения*, vol. 26, n° 4, 2021, p. 66-78.
- Крючков В. В. «Численность, состав и происхождение дворянского населения городов Рязанской губернии во второй половине XVIII века», dans *Города Европейской России конца XV-первой половины XIX века. Материалы международной научной конференции 25-28 апреля 2002 г.*, Тверь, Тверской гос. ун-т, 2002, p. 192-198.
- Куликова Ирина, «Тип подьячего в русской литературе XVIII века (I)», *Literatūra*, vol. 49, n° 2, 2007, p. 7-20.



- , « Тип подьячего в русской литературе XVIII века (II) », *Literatūra*, vol. 50, n° 2, 2008, p. 7-17.
- Курукин Игорь Владимирович, *Эпоха «дворских бурь». Очерки политической истории послепетровской России*, Рязань, s.n., 2003.
- , « Артемий Волинский и его клиенты », dans Николай Николаевич Петрухинцев et Лоренц Эррен (dir.), *Правящие элиты и дворянство России во время и после петровских реформ (1682-1750)*, Москва, РОССПЭН, 2013, p. 223-233.
- Кушева Екатерина Николаевна, «К истории холопства в конце XVI - начале XVII в.», *Исторические записки*, vol. 15, 1945, p. 70-96.
- , « Одна из форм кабальной зависимости в России XVIII в. », dans Вячеслав Петрович Волгин (dir.), *Академику Борису Дмитриевичу Грекову ко дню семидесятилетия. Сборник статей*, Москва, АН СССР, 1952, p. 249-260.
- Лаврентьев Александр Владимирович, *Люди и вещи. Памятники русской истории и культуры XVI-XVIII вв., их создатели и владельцы*, Москва, Археографический центр, 1997.
- Лавринович Майя Борисовна, « Как поссорились Николай Петрович с Алексеем Федоровичем. Патрон-клиентские отношения в русском обществе рубежа XVIII–XIX вв. », *Российская История*, n° 3, 2016, p. 91-110.
- Лавров Александр Сергеевич, *Колдовство и религия в России, 1700-1740 гг.*, Москва, Древлехранилище, 2000.
- , *Регентство царевны Софьи Алексеевны. Служилое общество и борьба за власть в верхах русского государства в 1682-1689 годах*, Санкт-Петербург, Наука, 2017 [1999].
- Лисейцев Дмитрий Владимирович, *Приказная система Московского государства в эпоху Смуты*, Москва, ИРИ РАН, 2009.
- Лихачев Николай Петрович, *Разрядные дьяки XVI века*, Санкт-Петербург, Балашев, 1888.
- , « Площадные подьячие XVII века », dans *Сборник статей по русской истории, посвященных С. Ф. Платонову*, Петербург, Огни, 1922, p. 139-143.
- Лобанова Елена, « Предпринимательское поведение крупного землевладельца XVII века. На материалах вотчинного архива боярина Б. И. Морозова », dans



- Леонид Иосифович Бородкин (dir.), *Экономическая история. Ежегодник. 2001*, Москва, РОССПЭН, 2002, р. 7-24.
- Лукин Павел Владимирович, « Древнерусские понятия горожанин, гражанин, гражданин », *Российская история*, n° 4, 2014, р. 140-146.
- Любимов Сергей Васильевич, *Предводители дворянства всех наместничеств, губерний и областей Российской империи (1777-1910)*, Санкт-Петербург, Общественная Польза, 1911.
- Медушевский Андрей Николаевич, « Развитие аппарата управления в России в первой четверти XVIII в. », *История СССР*, n° 6, 1983, р. 136-143.
- , *Утверждение абсолютизма в России. Сравнительное историческое исследование*, Москва, Текст, 1994.
- Милюков Павел Николаевич, *Государственное хозяйство России в первой четверти XVIII столетия и реформа Петра Великого*, Санкт-Петербург, Пирожков, 1905 [1892].
- Миронов Борис Николаевич, *Русский город в 1740-1860-е годы. Демографическое, социальное и экономическое развитие*, Ленинград, Наука, 1990.
- Михайлова Ирина Борисовна, *Служилые люди Северо-Восточной Руси в XIV – первой половине XVI века. Очерки социальной истории*, Saint-Pétersbourg, Санкт-Петербургский ун-т, 2003.
- Николаева М. В., *Частное строительство в Москве и Подмосковье. Первая четверть XVIII века. Подрядные записи*, 2 vol., Москва, УРСС, 2004.
- Новосельский Алексей Андреевич, « Побег крестьян и холопов и их сыск в Московском государстве второй половины XVII в. », *Труды Института истории*, vol. 1, 1926, р. 325-354.
- , « Дворцовые крестьяне Комарицкой волости во второй половине 17 в. », dans Виктор Корнелиевич Яцунский (dir.), *Вопросы истории сельского хозяйства, крестьянства и революционного движения в России. Сборник статей к 75-летию академика Николая Михайловича Дружинина*, Москва, АН СССР, 1961, р. 65-80.

- Новохатко Ольга Владимировна, *Разряд в 185 году*, Москва, Памятники исторической мысли, 2007.
- Павленко Николай Иванович, «О ростовщичестве дворян в XVIII в. К постановке вопроса», dans *id.*, *Дворянство и крепостной строй России XVI - XVIII вв. Сборник статей, посвященный памяти А. А. Новосельского*, Москва, Наука, 1975, p. 265-270.
- , *Птенцы гнезда Петрова*, Москва, Мысль, 1994.
- Павлов Андрей Павлович (dir.), *Правящая элита Русского государства IX - начала XVIII вв. Очерки истории*, Москва, Дмитрий Буланин, 2006.
- , «Патронатно-клиентельные отношения при московском дворе в годы царствования Михаила Федоровича», *Петербургский исторический журнал*, n° 4, 2019, p. 84-98.
- Павлов-Сильванский Николай Павлович, *Проекты реформ в записках современников Петра Великого. Опыт изучения русских проектов и неизданные их тексты*, Москва, ГПИБ, 2000 [1897].
- Панеях Виктор Моисеевич, *Холопство в XVI - начале XVII века*, Ленинград, Наука, 1975.
- , *Холопство в первой половине XVII в.*, Ленинград, Наука, 1984.
- Пашкова Татьяна Ильинична, *Местное управление в русском государстве первой половины XVI века. Наместники и волостели*, Москва, Древлехранилище, 2000.
- Перхавко Валерий Борисович, «Купечество и культура русского города XVII в.», dans Ярослав Евгеньевич Водарский (dir.), *Столичные и периферийные города Руси и России в средние века и раннее новое время (XI-XVIII вв.). Проблемы культуры и культурного наследия. Доклады Третьей научной конференции (Муром, 17-20 мая 2000 г.)*, Москва, Древлехранилище, 2003, p. 181-187.
- Петрухинцев Николай Николаевич, «Маленький человек в тисках большой эпохи», *Родина*, n° 9, 2013, p. 58-63.

- Писарькова Любовь Федоровна, «Российская бюрократия в эпоху Петра I. Условия службы и характерные черты», *Отечественная история*, n° 2, 2004, p. 3-19.
- , *Государственное управление России с конца XVII до конца XVIII века. Эволюция бюрократической системы*, Москва, РОССПЭН, 2007.
- , *Государственное управление России в первой четверти XIX в. Замыслы, проекты, воплощение*, Москва, Новый хронограф, 2012.
- , *Государственное управление России первой трети XIX в. Становление министерской системы*, Москва, Новый хронограф, 2019.
- Плетнева Александра et Кравецкий Александр, «Служба, промысел, работа. К истории слов и понятий», dans Виктор Маркович Живов (dir.), *Очерки исторической семантики русского языка раннего Нового времени*, Москва, Языки славянских культур, 2009, p. 103-201.
- Полонский Дмитрий Георгиевич, «Эпистолярный этикет во взаимоотношениях А. Д. Меншикова с представителями властной элиты Петровской эпохи», *Меншиковские чтения - 2011. Научный альманах*, vol. 2, n° 9, 2011, p. 75-93.
- , «Самоидентификация русского дворянства и петровская реформа эпистолярного этикета. Конец XVII - начало XVIII в.», dans Николай Николаевич Петрухинцев et Лоренц Эррен, *Правящие элиты и дворянство России во время и после петровских реформ (1682-1750)*, Москва, РОССПЭН, 2013, p. 234-255.
- Польской Сергей Викторович, «“На разные чины разделяя свой народ...” Законодательное закрепление сословного статуса русского дворянства в середине XVIII века», *Cahiers du Monde russe*, vol. 51, n° 2-3, 2010, p. 303-328.
- Расков Данила Евгеньевич, «Дискуссии о проценте у староверов», *Христианское чтение. Научно-богословский журнал*, vol. 35, n° 4, 2010, p. 85-88.
- Растягаев Андрей, «Сатирический образ подьячего на страницах журнала А. П. Сумарокова “Трудолюбивая пчела” (1759). От характера к метатексту», dans *Национальные коды в европейской литературе XIX - XXI*

вв. *Литературный канон в контексте межкультурной коммуникации. Коллективная монография с видеоприложением*, Нижний Новгород, ННГУ, 2020, р. 203-217.

Редин Дмитрий Алексеевич, *Административные структуры и бюрократия Урала в эпоху петровских реформ. Западные уезды Сибирской губернии в 1711-1727 гг.*, Екатеринбург, Волот, 2007.

—, «Интеграция чиновничества в провинциальные городские элиты. Россия, первая четверть XVIII века», *Cahiers du Monde russe*, vol. 51, n° 2-3, 2010, р. 281-302.

— (dir.), *Границы и маркеры социальной стратификации в России XVII - XX вв. Векторы исследования*, Санкт-Петербург, Алетейя, 2018.

—, *Этюды по русской истории Нового времени. Административный и социальный аспекты*, Екатеринбург, Изд-во Уральского университета, 2019.

—, «Регулярное государство Петра Великого», dans Лорина Репина (dir.), *Культура духа vs культура разума. Интеллектуалы и власть в Британии и России в XVII - XVIII веках. Коллективная монография*, Москва, Аквилон, 2022, р. 531-556.

— (dir.), «*Ментальное государство*» Петра Великого и регионы в первой четверти XVIII в. *Материалы и исследования по истории местного управления в России*, Екатеринбург, Изд-во Урал. ун-та, 2022.

Романов Борис Александрович, *Люди и нравы. Историко-бытовые очерки XI - XIII вв.*, Москва-Ленинград, Наука, 1947.

Рыбалко Наталия Владимировна, *Российская приказная бюрократия в Смутное время начала XVII в.*, Москва, Квадрига МБА, 2011.

Савосичев Андрей Юрьевич, «Дьяк Федор Мишурин. Судьба приказного бюрократа XVI в.», *Вестник Российского университета дружбы народов. Серия История России*, n° 3, 2009, р. 76-87.

—, *Дьяки и подьячие XIV – первой трети XVI вв. Происхождение и социальные связи. Опыт просопографического исследования*, Орел, ОГУ, 2013.

- , « *Новые верники* » грозного царя. К вопросу о происхождении и социальных связях дьяков и подьячих эпохи Ивана Грозного. Опыт просопографического исследования, Орел, ОГУ, 2015.
- Святский Даниил Осипович, *Исторический очерк городов Севска, Дмитровска и Комарицкой волости*, Орел, Хализев, 1908.
- Седов Павел Владимирович, « Подношения в московских приказах XVII века », *Отечественная история*, n° , 1996, p. 139-150.
- , « Подношения в системе воеводского управления Новгорода XVII в. », *Новгородский исторический сборник*, vol. 7, n° 17, 1999, p. 130-163.
- , « Боярские “хлебожцы” и свойственники », dans Варвара Гелиевна Вовина (dir.), *Времена и судьбы. Сб. ст. в честь 75-летия Виктора Моисеевича Панеяха*, Санкт-Петербург, Европейский Дом, 2006, p. 133-142.
- , *Закат Московского царства. Царский двор конца XVII века*, Санкт-Петербург, Дмитрий Буланин, 2008.
- , « “Все де ныне государево.” Традиции и новации в церковной реформе Петра I », dans Михаил Маркович Кром et Людмила Александровна Пименова (dir.), *Феномен реформ на западе и востоке Европы в начале Нового времени (XVI-XVIII вв.)*, Санкт-Петербург, Европейский ун-т, 2013, p. 122-142.
- Серов Дмитрий Олегович, « Из жизни Д. А. Соловьева, ахангелогородского обер-комиссара », dans Юрий Николаевич Беспярых (dir.), *Архангельск в XVIII веке*, Санкт-Петербург, Русско-балтийский информ. центр БЛИЦ, 1997, p. 250-257.
- , *Администрация Петра I*, Москва, ОГИ, 2008 [2007].
- , « Последние дьяки. Из истории реформирования системы гражданских чинов России в первой четверти XVIII в. », *Уральский исторический вестник*, n° 3, 2011, p. 64-72.
- , « В каком возрасте начинали службу подьячие в конце XVII - начале XVIII в. », *Известия Уральского федерального университета. Сер. 2, Гуманитарные науки*, vol. 120, n° 4, 2013, p. 38-46.

- Симонов Вениамин Владимирович, *Церковь - общество - хозяйство*, Москва, Наука, 2005.
- Соловьев Сергей Михайлович, *История России с древнейших времен*, vol. 13-16, Москва, Мысль, 1991-1993.
- Сперанский Александр Николаевич, *Очерки по истории приказа каменных дел Московского государства*, Москва, РАНИОН, 1930.
- Тимошина Людмила Алексеевна, «Расселение гостей, членов гостиной и суконной сотен в русских городах XVII в.», dans *id.*, (dir.), *Торговля и предпринимательство в феодальной России. К юбилею профессора русской истории Нины Борисовны Голиковой*, Москва, Археографический центр, 1994, p. 117-151.
- Троицкий Сергей Мартинович, «Заемные книги крепостных контор как источник по истории крестьян в России середины XVIII века. По материалам Арзамасской крепостной конторы», dans *Археографический ежегодник за 1962 год*, Москва, АН СССР, 1963, p. 269-278.
- , «Хозяйство крупного сановника России в первой четверти XVIII в. По архиву князя А. Д. Меншикова», dans Николай Иванович Павленко (dir.), *Россия в период реформ Петра I*, Москва, Наука, 1973, p. 215-248.
- , *Русский абсолютизм и дворянство в XVIII в. Формирование бюрократии*, Москва, Наука, 1974.
- Успенский Борис Андреевич, «Царь и Бог. Семиотические аспекты сакрализации монарха в России», dans *id.*, *Избранные труды*, vol. 1, Москва, Языки русской культуры, 1996, p. 205-337.
- , «Право и религия в Московской Руси», *Россика / Русистика / Россиеведение*, vol. 1, *Язык / История / Культура*, Москва, РГГУ, 2010, p. 194-286.
- Устинова И. А., *Книги патриарших приказов 1620-1649 гг. как исторический источник*, Moscow, ИРИ РАН, 2011.
- Устрялов Николай Герасимович, *История царствования Петра Великого*, vol. 4, Санкт-Петербург, 1861.

- Фаизова Ирина Викторовна, «Манифест о вольности» и служба дворянства в XVIII столетии, Moscou, Наука, 1999.
- Федюкин Игорь, «Роль административного предпринимательства в петровских реформах. Навигацкая школа и позднемосковские книжники», *Российская история*, n° 4, 2014, p. 80-101.
- , *Прожекторы. Политика школьных реформ в России в первой половине XVIII века*, Москва, НЛЮ, 2020.
- Черников Сергей Васильевич, *Дворянские имена Центрально-Черноземного региона России в первой половине XVIII в.*, Рязань, s.n., 2003.
- , «Состав и особенности социального статуса светской правящей элиты России первой четверти XVIII века», *Cahiers du Monde russe*, vol. 51, n° 2-3, 2010, p. 259-280.
- , «Российский генералитет 1730–1741 гг. Численность, национальный и социальный состав, тенденции развития», *Quaestio Rossica*, n° 1, 2015, p. 39-58.
- , «Дворянское землевладение в XVIII столетии. К вопросу об экономических и социальных последствиях практики дробного наследования», *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian history*, vol. 17, n° 2, 2016, p. 277-304.
- , «К вопросу о неукорененности московского служилого класса. Изменения в фамильном составе дворянства в уездах Европейской России в XVII - начале XVIII вв.», *Cahiers du Monde russe*, vol. 61, n° 1-2, 2020, p. 7-62.
- , «Власть и собственность. Населенные имения правящей элиты России 1725-1762 гг.», *Cahiers du Monde russe*, vol. 63, n° 2, 2022, p. 477-526.
- , «Служебные назначения представителей правящей элиты России 1725-1762 гг.», *Российская история*, n° 4, 2022, p. 18-30.
- Чечулин Николай Дмитриевич, *Русское провинциальное общество во второй половине XVIII века*, Санкт-Петербург, Балашев, 1889.
- Чухно Владимир, *История населенных пунктов Украины. Середино-Будский район Сумской области*, Киев, s. n., 2013.
- Шеламанова Нина Борисовна, «Комарицкая волость и Севский уезд в первой половине XVII в.», dans Любомир Григорьевич Бескровный (dir.), *Вопросы*

*истории хозяйства и населения России 17 в. Очерки по исторической географии 17 в.*, Москва, s. p., 1974, p. 191-214.

Шпиленко Дмитрий Павлович, *Материалы к родословию смоленского дворянства*, Москва, Старая Басманная, 2014.

DRAFT — DO NOT CITE